



BULLETIN

DE LA

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Publication mensuelle

LXVI^e année, n° 6
Juin 1991

SOMMAIRE

Révision du chapitre XVIII « Marché monétaire » de la partie « Statistiques » du <i>Bulletin</i>	3
Modifications apportées au chapitre XV « Actifs financiers » de la partie « Statistiques » du <i>Bulletin</i>	13
Modifications apportées au chapitre XIX « Taux d'intérêt » de la partie « Statistiques » du <i>Bulletin</i>	15
Statistiques.	1
Législation économique.	167
Liste des « Cahiers » parus	179
Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique	181

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

REVISION DU CHAPITRE XVIII « MARCHE MONETAIRE » DE LA PARTIE « STATISTIQUES » DU BULLETIN

PRESENTATION GENERALE

La réforme du marché monétaire et du mode d'exercice de la politique monétaire, mise en œuvre le 29 janvier 1991, a rendu nécessaire une refonte complète du chapitre XVIII « Marché monétaire » de la partie « Statistiques » du *Bulletin*.

Cette réforme et sa signification pour le fonctionnement des marchés de fonds en Belgique ont été amplement commentés dans le Rapport Annuel 1990 de la Banque. Par ailleurs, ses deux axes essentiels, à savoir la modernisation du marché des effets publics et la modification fondamentale des instruments de la politique monétaire, sont rappelés dans les commentaires introduisant le nouveau chapitre XIX de la partie « Statistiques », consacré aux taux d'intérêt, parus dans le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* de mai 1991.

Les nouveaux tableaux XVIII-1 et 2 fournissent une synthèse des opérations que la Banque, en tant que « prêteur en dernier ressort », effectue sur le marché monétaire pour agir sur la liquidité et les taux d'intérêt.

L'ancien tableau relatif au marché de l'argent au jour le jour garanti a été supprimé, puisque ce marché a disparu et a été remplacé par un système de règlement des soldes de fin de journée des intermédiaires financiers. Les lignes de crédit que la Banque alloue, dans ce cadre, aux intermédiaires financiers pour financer leurs déficits de fin de journée, font l'objet du nouveau tableau XVIII-3. Les anciens tableaux relatifs aux plafonds de réescompte et aux quotas mensuels d'avances en compte courant et à la localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires sont également supprimés. En revanche, la nouvelle facilité de réescompte, entrée en vigueur le 17 juin 1991, a nécessité l'introduction d'un nouveau tableau : le XVIII-4.

Le tableau XVIII-5 qui détaille les adjudications périodiques de crédits par la Banque, a gardé son ancien intitulé, mais sa structure a été modifiée. En outre et surtout, la signification à donner aux montants et aux taux d'intérêt qui y sont repris est tout à fait autre depuis la réforme du 29 janvier. En effet, si les adjudications de crédits de la Banque depuis cette date s'inscrivent dans le prolongement du système de cessions-rétrocessions d'effets commerciaux et d'avances à terme fixe sur nantissement d'effets publics mis en place en mars 1989, ces opérations, de supplétives, sont devenues, depuis la réforme, le canal de base par lequel la Banque apporte ses concours au marché monétaire, le taux d'intérêt pratiqué devant constituer un point de repère pour les autres taux du marché monétaire.

Les quatre nouveaux tableaux suivants concernent chacun un aspect des marchés primaire et secondaire des certificats de trésorerie. La réforme précitée s'est en effet accompagnée de nouvelles modalités de financement de l'Etat. Ce dernier avait, en 1989 déjà, introduit l'émission d'« obligations linéaires », plus spécialement destinées aux placeurs institutionnels. A partir du 29 janvier 1991, c'est le mode d'émission des effets publics à court terme qui a été radicalement transformé, le Trésor procédant dorénavant à des adjudications périodiques concurrentielles de certificats de trésorerie, accessibles à un éventail élargi de placeurs résidents et non résidents. Les résultats de ces adjudications sont repris aux tableaux XVIII-6a et b.

A la suite des changements apportés à la technique d'émission des certificats de trésorerie ainsi qu'à la réduction du nombre d'échéances disponibles, un marché secondaire des effets publics s'est développé, d'autant plus aisément que ces titres ont été dématérialisés, à l'instar des obligations linéaires. Les transactions s'opèrent par le canal d'un système de compensation de titres géré par la Banque, pour autant qu'il ne s'agisse pas de transactions effectuées directement entre clients d'une même institution financière. Les statistiques produites par le clearing de titres sont à la base du tableau XVIII-7, relatif aux transactions sur le marché secondaire de titres dématérialisés de la dette publique. Le tableau XVIII-8, quant à lui, fournit, sur une base mensuelle, des données relatives à la localisation des certificats de trésorerie dématérialisés.

Tableau XVIII-1 : Incidence des opérations de la Banque Nationale de Belgique sur le marché monétaire

Le but du tableau XVIII-1 est de montrer les interventions que la Banque Nationale effectue sur le marché monétaire belge ainsi que les facteurs qui les ont déterminées. Seule institution chargée de l'émission de billets de banque, banque des banques, caissier de l'Etat et gestionnaire des réserves officielles de change, la Banque occupe, à ces divers titres, une place centrale dans le système financier du pays. En particulier, le recours des intervenants sur le marché monétaire au crédit de la Banque traduit les conditions de liquidité sur ce marché. A leur tour, ces conditions de liquidité sont liées aux évolutions d'autres postes du bilan de la banque centrale; ces mouvements peuvent avoir un caractère relativement autonome ou résulter de la politique suivie, sans que ces deux causes soient toujours aussi clairement dissociables.

Le tableau XVIII-1 mentionne d'abord les opérations de la Banque qui influencent de manière relativement autonome les besoins de trésorerie de l'ensemble des intervenants sur le marché monétaire (les intermédiaires financiers et l'Etat); c'est-à-dire :

- a) **les variations des billets en circulation.** Lorsque les intermédiaires financiers retirent auprès de la Banque des billets, leur compte courant est débité d'un montant correspondant. A leur tour, les intermédiaires financiers débitent les comptes à vue des clients auxquels ils cèdent ces billets. Ainsi, une augmentation des billets en circulation s'accompagne d'une contraction de la trésorerie des intermédiaires financiers et donc, d'un resserrement du marché monétaire. L'inverse est vrai lorsque la circulation de billets diminue. Il est à noter que le tableau XVIII-1 ne tient compte que des variations effectives des billets en circulation, à l'exclusion des variations purement comptables qui sont liées à la comptabilisation, au bilan de la Banque, de types de billets définitivement mis hors circulation, même s'ils n'ont pas encore été échangés aux guichets de la Banque.

b) **les variations des réserves de change nettes.** Les opérations de change de la Banque influencent également le marché monétaire en franc belge. Lorsque la Banque vend des devises étrangères sur le marché des changes (par exemple, pour soutenir le cours du franc au sein du mécanisme de change du SME), elle débite les intermédiaires financiers à qui elle a vendu ces devises, provoquant ainsi un rétrécissement du marché monétaire et donc un accroissement des besoins de crédit de ces intermédiaires. Lorsque, au contraire, la Banque achète des devises étrangères, le marché monétaire s'élargit et les besoins de crédit des intermédiaires financiers diminuent. Les interventions sur le marché des changes n'ont pas de caractère purement autonome : la Banque n'est obligée d'intervenir que lorsque le franc a atteint son cours-plancher ou son cours-plafond dans le mécanisme de change du SME ; entre ces deux cours, il s'agit d'un choix de politique discrétionnaire. En outre, c'est essentiellement par une politique appropriée des taux d'intérêt que la Banque garantit en priorité la stabilité du cours de change du franc.

En sus des interventions sur le marché des changes, d'autres transactions de la Banque entraînent aussi des variations de ses réserves de change nettes. Il s'agit, entre autres, de l'achat (ou de la vente) de devises du (ou au) Trésor (pour le service de la dette en devises de l'Etat, par exemple) et des mouvements des avoirs et engagements en francs de la Banque vis-à-vis de non-résidents (notamment des institutions internationales comme la CEE et le FMI). Les mouvements repris à la colonne (2) du tableau XVIII-1 ne tiennent cependant pas compte des swaps de devises que la Banque conclut de temps en temps, car ces opérations sont considérées comme des interventions directes sur le marché monétaire intérieur et elles sont mentionnées en tant que telles à la colonne (7). La perception du revenu provenant du placement des réserves de change n'est pas prise en considération ici non plus, car elle s'accompagne d'un transfert direct de monnaies étrangères de l'étranger vers le compte de résultats de la Banque et elle n'a donc pas d'influence, en tant que telle, sur le marché monétaire en franc belge.

c) **les autres opérations de la Banque.** Il s'agit d'un poste résiduel où sont enregistrées toutes les opérations de la Banque qui influencent la liquidité sur le marché monétaire, mais qui ne sont pas mentionnées ailleurs. Il s'agit principalement des dépenses et recettes d'exploitation de la Banque, comme le paiement et la perception d'intérêts, ainsi que d'opérations relatives à l'affectation de son résultat d'exploitation (versement de la part de l'Etat dans les revenus d'intérêt et les plus-values réalisées, versement du dividende, placement du fonds de réserve, etc.)

La colonne (4) du tableau XVIII-1 reprend la somme des opérations susmentionnées de la Banque, qui déterminent l'élargissement ou le resserrement des liquidités sur le marché monétaire et donc le recours des intermédiaires financiers et de l'Etat au crédit de la Banque. En dosant ses divers instruments de crédit, la Banque peut influencer la façon dont les intervenants sur le marché se financent auprès d'elle ainsi que le coût de ce financement.

Les mouvements nets dans les différents instruments de régulation du marché monétaire sont repris aux colonnes (5) à (9). La colonne (5) reprend les variations du recours à l'escompte de la Banque. Selon les nouvelles facilités d'escompte, introduites en juin 1991, les établissements de crédit peuvent, pour des montants limités, mobiliser des effets de commerce auprès de la Banque à un taux préférentiel, inférieur au taux du marché. Pour l'instant, cette rubrique comprend aussi le restant du recours aux facilités spéciales d'escompte pour le financement d'effets Creditexport. La réforme de janvier 1991 entraînera toutefois la disparition progressive de cette facilité, au fur et à mesure que les effets de commerce concernés seront retirés ou arriveront à échéance. La

colonne (6) concerne les octrois de crédits qui se font par adjudications périodiques (de plus amples informations sont données dans le commentaire du tableau XVIII-5). La colonne (7) fait apparaître les mouvements nets de liquidités, qui résultent des interventions directes que la Banque effectue quotidiennement sur le marché monétaire, et qui peuvent prendre la forme d'achats ou de ventes au comptant de titres, de repo's, de swaps de devises ainsi que de prêts et emprunts sur le marché interbancaire.

Dans la mesure où les mouvements du déficit en liquidités du marché monétaire, qui apparaissent à la colonne (4), ne sont pas compensés totalement ou sont plus que compensés par les diverses interventions susmentionnées de politique monétaire, des variations apparaissent dans les déficits ou surplus de fin de journée des intervenants sur le marché monétaire. Pour couvrir ces déficits ou absorber ces surplus, les intermédiaires financiers, l'Etat et le Fonds des Rentes peuvent recourir aux facilités spécifiques de fin de journée ouvertes auprès de la Banque. Ainsi, l'Etat et le Fonds des Rentes disposent d'une ligne spéciale d'avances limitée respectivement à 15 et 5 milliards (colonne (8)). Les intermédiaires financiers, quant à eux, peuvent placer leurs surplus de fin de journée auprès de l'IRG, qui les replace globalement auprès de la Banque. Ils peuvent financer leurs éventuels déficits résiduels en recourant aux lignes de crédit que la Banque leur a accordées individuellement (voir à ce sujet le commentaire du tableau XVIII-3). La colonne (9) reprend les variations de la position nette — débitrice ou créditrice — de l'ensemble des intermédiaires financiers, qui résultent de leur recours aux diverses facilités de fin de journée auprès de la Banque.

Tableau XVIII-2 : Régulation du marché monétaire par la Banque Nationale de Belgique

Le tableau XVIII-2 reprend l'encours moyen des divers instruments dont la Banque se sert pour réguler le marché monétaire. Ces moyennes par mois de données journalières sont moins exposées aux variations accidentelles que les situations à fin de mois et reflètent donc mieux les évolutions tendanciennes dans le dosage des divers instruments de la politique monétaire. Il est à noter que des opérations ayant un effet d'absorption de liquidités, tels que des « reverse repo's » (c'est-à-dire une vente de titres au comptant couplée à un rachat à terme conclu simultanément), des swaps de devises comportant une vente au comptant ou des emprunts interbancaires de la Banque, ont, le cas échéant, été regroupées avec les opérations correspondantes ayant un effet d'élargissement de liquidités; le solde peut donc éventuellement être négatif.

Tableau XVIII-3 : Lignes de crédit individuelles des intermédiaires financiers auprès de la Banque Nationale de Belgique pour couvrir les déficits de fin de journée

Concurremment à la réforme du marché monétaire, le marché garanti de l'argent au jour le jour en franc belge organisé par la Banque a été remplacé par un nouveau système de compensation des soldes de fin de journée des intermédiaires financiers. Les surplus de fin de journée en franc belge dont disposent ces intermédiaires peuvent être placés en comptes rémunérés auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie, qui les redépose à son tour au jour le jour auprès de la Banque. Les déficits de fin de journée en franc belge peuvent être couverts par les intermédiaires financiers en recourant aux avances au jour le jour de la Banque. A cette fin, la Banque a octroyé

une ligne de crédit individuelle à tous les établissements de crédit belges et aux primary dealers luxembourgeois ainsi qu'aux autres établissements de crédit luxembourgeois qui en font la demande.

Le montant maximum des lignes de crédit individuelles [colonnes (1), (4), (7) et (10) du tableau XVIII-3] a été fixé provisoirement, en tenant compte du statut des établissements de crédit concernés (primary dealers ou non), du montant de leurs placements en franc belge sur le marché monétaire et du montant de leurs ressources en franc belge. Ce mode de calcul sera revu après un certain temps, mais probablement pas avant la fin de 1991.

A l'intérieur des lignes de crédit ainsi déterminées, chaque intermédiaire financier peut fixer à sa guise le montant utilisable de son ouverture de crédit, moyennant la constitution d'un nantissement; celui-ci peut être augmenté ou diminué à tout moment et doit, en général, être constitué d'effets publics. La quotité du nantissement susceptible d'être engagée s'élève à 95 p.c. de sa valeur sur le marché ou en bourse, mais ne peut pas excéder la valeur faciale du titre. Cette quotité, disponible pour l'octroi d'avances de fin de journée, est mentionnée aux colonnes (2), (5), (8) et (11) du tableau.

Le recours effectif des intermédiaires financiers aux avances de fin de journée est mentionné aux colonnes (3), (6), (9) et (12) du tableau. Le taux auquel ces avances en compte courant sont obtenues et qui est le taux supérieur d'intervention de la Banque, est mentionné au tableau XIX-1 (colonne 1). En outre, chaque primary dealer peut avoir recours, pour un montant de 357 millions, à une facilité de caisse spéciale à un taux légèrement inférieur, à savoir le taux de marché servant de référence, qui est fixé par la Banque et qui, en règle générale, correspond au taux de sa dernière adjudication de crédits. En outre, les établissements de crédit peuvent aussi, moyennant la constitution d'un nantissement suffisant, obtenir des avances en compte courant pour des montants supérieurs à leurs lignes de crédit. Ces avances hors plafond sont accordées à un taux nettement plus élevé (11,5 p.c. actuellement). Le tableau XVIII-3 ne tient cependant pas compte de ces dépassements exceptionnels.

Tableau XVIII-4 : Plafonds de réescompte des établissements de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique

Le 17 juin 1991, la Banque a introduit une nouvelle facilité pour la mobilisation d'effets de commerce, à un taux préférentiel.

La Banque a attribué automatiquement un plafond de réescompte individuel à tous les établissements de crédit qui disposent auprès d'elle d'une ligne de crédit individuelle pour la couverture de leurs déficits de fin de journée. Le niveau de ce plafond a été fixé à 5 p.c. du montant de ces lignes de crédit, avec un minimum de 10 millions de francs par établissement.

Les établissements de crédit peuvent recourir à cette facilité de réescompte en remettant des effets de commerce à la Banque. Ils mobilisent ces effets sous la forme de cessions-rétrocessions à échéance de 15 à 60 jours, selon le choix du cédant. Les effets mobilisés sont imputés sur le plafond du cédant et non plus, comme auparavant, sur le plafond de l'établissement de crédit qui est à l'origine du crédit commercial. Les effets de commerce doivent satisfaire aux conditions de réescompte auprès de la Banque et avoir une durée résiduelle de moins de un an jusqu'à leur échéance.

Tableau XVIII-5 : Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique

Les adjudications périodiques de crédits organisées par la Banque constituent, ainsi qu'il a été indiqué, l'instrument de base de la politique monétaire, depuis l'entrée en vigueur de la réforme.

Ces adjudications sont ouvertes aux établissements de crédit belges et luxembourgeois qui disposent auprès de la Banque d'une ouverture de crédit en compte courant d'avances. Elles ont actuellement lieu, deux fois par semaine, le lundi et le mercredi, le paiement s'effectuant deux jours après la date de l'adjudication; leur durée est jusqu'à présent d'une semaine. La Banque se réserve toutefois le droit de modifier la fréquence des adjudications ainsi que la durée des crédits accordés.

Les crédits adjugés peuvent prendre la forme d'avances à terme fixe sur nantissement d'effets publics, ou de cessions-rétrocessions d'effets de commerce. Jusqu'à la mi-juin 1991, certaines adjudications avaient été réservées à ce dernier type de support.

Les adjudications de la Banque peuvent par ailleurs s'opérer en fonction des taux ou en fonction des quantités. Lors d'une adjudication en fonction des taux, toutes les offres introduites à des taux supérieurs au taux le plus bas retenu sont adjugées en totalité, les offres introduites au taux le plus bas retenu pouvant être réduites proportionnellement. Selon la méthode d'adjudication dite « à la hollandaise », le taux le plus bas retenu est appliqué à l'ensemble des offres retenues, tandis que selon la méthode dite « à l'américaine », toutes les offres retenues sont adjugées aux taux d'intérêt proposés par les soumissionnaires. Jusqu'à présent, toutes les adjudications à taux non fixé d'avance ont été effectuées « à la hollandaise ». Lors d'une adjudication en fonction des quantités, la Banque annonce au préalable le taux d'intérêt appliqué; elle peut réduire les offres soit proportionnellement, soit selon d'autres méthodes. La colonne « taux d'intérêt offerts » reprend, en ce qui concerne les adjudications en fonction des taux, le taux le plus bas et le taux le plus élevé proposés par les soumissionnaires, quels que soient les montants proposés à ces taux.

Tableau XVIII-6a et b : Emission de certificats de trésorerie

La réforme du marché monétaire du début de l'année 1991 s'est accompagnée d'une profonde refonte du système d'émission de certificats de trésorerie.

Jusqu'au 28 janvier 1991, seuls les intermédiaires financiers belges et luxembourgeois, certaines entreprises publiques et des organismes internationaux avaient accès aux certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes. Les certificats de trésorerie à un, deux et trois mois étaient émis au robinet à des taux d'intérêt directement fixés par les autorités monétaires. En revanche, les certificats du Fonds des Rentes à quatre mois et les certificats de trésorerie à six, neuf et douze mois étaient émis selon le système d'adjudication dit « à la hollandaise » : chaque offre acceptée bénéficiait du taux maximum qui avait été pris en compte.

Le tableau 1 ci-contre donne un aperçu rétrospectif des taux d'intérêt qui étaient d'application dans l'ancien système d'émission des certificats de trésorerie à un, deux et trois mois ainsi que des taux des certificats du Fonds des Rentes à quatre mois. Comme ces taux étaient calculés sur une année de 360 jours, au lieu de 365 jours

Tableau 1

TAUX D'INTERET DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DU FONDS DES RENTES

Fin de période	Taux nominaux				Taux adaptés ¹				p.m. Encours des certificats de trésore- rie et du Fonds des Rentés ³ (milliards de francs)
	Certificats de trésorerie à			Certificats du Fonds des Ren- tés ²	Certificats de trésorerie à			Certificats du Fonds des Ren- tés	
	1 mois	2 mois	3 mois		4 mois	1 mois	2 mois			3 mois	4 mois
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	12,42	12,67	13,94	13,29	258,0
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	16,00	16,48	16,22	16,22	406,1
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	12,42	12,42	12,42	12,52	602,7
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	10,65	10,90	11,00	11,15	668,4
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	10,90	10,90	10,90	10,85	807,5
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,89	9,89	9,89	9,89	875,7
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	7,35	7,45	7,50	7,60	1.143,1
1987	6,75	6,75	6,75	6,85	6,84	6,84	6,84	6,95	1.339,2
1988	7,40	7,40	7,50	7,55	7,50	7,50	7,60	7,65	1.394,4
1989	10,25	10,25	10,25	10,30	10,39	10,39	10,39	10,44	1.597,1
1990	10,05	10,05	10,05	10,05	10,19	10,19	10,19	10,19	1.732,1
1989 Janvier	7,40	7,50	7,70	7,75	7,50	7,60	7,81	7,86	1.497,7
Février	8,05	8,25	8,40	8,50	8,16	8,36	8,52	8,62	1.571,7
Mars	7,90	8,10	8,20	8,30	8,01	8,21	8,31	8,42	1.705,4
Avril	8,00	8,20	8,30	8,30	8,11	8,31	8,42	8,42	1.685,9
Mai	8,25	8,50	8,65	8,70	8,36	8,62	8,77	8,82	1.759,3
Juin	8,20	8,35	8,50	8,50	8,31	8,47	8,62	8,62	1.731,4
Juillet	8,20	8,35	8,50	8,50	8,31	8,47	8,62	8,62	1.706,7
Août	8,20	8,35	8,45	8,45	8,31	8,47	8,57	8,57	1.705,6
Septembre	9,00	9,10	9,20	8,75	9,12	9,23	9,33	8,87	1.769,2
Octobre	9,65	9,65	9,65	9,65	9,78	9,78	9,78	9,78	1.700,3
Novembre	9,80	9,80	9,80	9,85	9,94	9,94	9,94	9,99	1.751,1
Décembre	10,25	10,25	10,25	10,30	10,39	10,39	10,39	10,44	1.797,1
1990 Janvier	10,40	10,40	10,40	10,40	10,54	10,54	10,54	10,54	1.704,5
Février	10,40	10,40	10,40	10,40	10,54	10,54	10,54	10,54	1.847,6
Mars	10,10	10,20	10,30	10,35	10,24	10,34	10,44	10,49	1.893,8
Avril	9,85	9,95	10,05	10,25	9,99	10,09	10,19	10,39	1.819,2
Mai	9,75	9,80	9,85	9,85	9,89	9,94	9,99	9,99	1.903,1
Juin	9,40	9,40	9,40	9,55	9,53	9,53	9,53	9,68	1.859,4
Juillet	9,20	9,20	9,20	9,20	9,33	9,33	9,33	9,33	1.843,4
Août	9,10	9,15	9,15	—	9,23	9,28	9,28	—	1.789,7
Septembre	8,90	8,95	8,95	9,10	9,02	9,07	9,07	9,23	1.854,5
Octobre	8,80	8,85	8,85	8,90	8,92	8,97	8,97	9,02	1.832,8
Novembre	8,85	8,90	9,00	9,00	8,97	9,02	9,12	9,12	1.841,8
Décembre	10,05	10,05	10,05	10,05	10,19	10,19	10,19	10,19	1.732,1
1991 28 janvier	9,60	9,70	9,75	9,85	9,73	9,83	9,89	9,99	1.874,3

¹ Calculés sur la base de 365 jours.² Taux maximum retenu, valable pour tous les certificats adjugés.³ Montant total des certificats émis, y compris les certificats spéciaux et les certificats de trésorerie émis par le biais d'adjudications, à l'exception cependant des certificats détenus par le Fonds des Rentés et le Fonds Monétaire International, ainsi que des certificats représentant le crédit direct de la BNB.

dans le nouveau système, on a, à des fins de comparaison, fait figurer également dans le tableau tous les anciens taux adaptés sur une période de 365 jours. Le tableau 1 reprend aussi les encours des certificats, à l'exception cependant de ceux détenus par le Fonds des Rentes et le Fonds Monétaire International.

Depuis le 29 janvier 1991, les certificats de trésorerie ne sont plus émis que sous une forme dématérialisée et par le biais d'adjudications périodiques, conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991¹.

Les tableaux XVIII-6a et 6b fournissent des informations sur les principaux paramètres de cette nouvelle technique d'émission. Le tableau XVIII-6a a trait aux certificats à trois mois, pour lesquels une adjudication hebdomadaire est organisée depuis le mardi 29 janvier 1991; le tableau XVIII-6b concerne les autres échéances, c'est-à-dire les certificats à un mois dont l'émission hebdomadaire a été prolongée, à titre transitoire, jusqu'au 26 mars 1991, ainsi que les certificats à six et douze mois, qui sont émis à tour de rôle toutes les deux semaines (la première adjudication des certificats à douze mois a eu lieu le 4 avril 1991; la première des certificats à six mois, le 11 juin 1991). La date exacte de chaque adjudication est mentionnée à la colonne (1).

A chaque adjudication de l'Administration de la Trésorerie, les placeurs qui le souhaitent doivent présenter des offres comprenant les éléments suivants :

- les montants pour lesquels ils désirent souscrire à des certificats de trésorerie; le total des montants proposés est mentionné à la colonne (2);
- le taux qu'ils souhaitent obtenir pour ce placement; pour chaque adjudication, la colonne (3) reprend les taux le plus bas et le plus élevé qui ont été proposés.

La colonne (4) indique les montants pour lesquels le Trésor a accepté les offres introduites. Le système d'adjudication à l'américaine est utilisé pour les certificats de trésorerie. Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor, mentionné à la colonne (5), sont adjudiquées intégralement aux taux proposés par les soumissionnaires. Les offres introduites au taux maximum peuvent éventuellement donner lieu à une réduction proportionnelle; le pourcentage attribué est mentionné à la colonne (6). Le taux d'intérêt moyen pondéré de chaque adjudication est indiqué à la colonne (7).

Ce taux moyen pondéré est appliqué aux adjudications non compétitives par lesquelles, lors de chaque émission, les primary dealers peuvent, dans certaines limites, obtenir des certificats de trésorerie supplémentaires. En dehors des primary dealers, ces adjudications non compétitives ne sont ouvertes qu'au Fonds Monétaire, à la Caisse des Dépôts et des Consignations ainsi qu'à la Banque Nationale de Belgique, à condition, pour cette dernière, qu'elle agisse pour le compte de banques centrales étrangères et d'institutions assimilables ainsi que pour le compte d'organismes internationaux dont la Belgique est membre. Le montant total des certificats de trésorerie qui est récolté lors des adjudications non compétitives est mentionné à la colonne (8).

Enfin, la colonne (9) indique, pour chaque type, l'encours total des certificats de trésorerie dématérialisés émis depuis le 29 janvier 1991.

¹ Moniteur belge du 26 janvier 1991. Cet arrêté ministériel relatif à l'émission de certificats de trésorerie libellés en franc décrit de façon détaillée le nouveau mode d'émission des certificats de trésorerie.

Tableau XVIII-7 : Transactions sur le marché secondaire des titres dématérialisés enregistrées par le système de clearing de la Banque Nationale de Belgique

Le développement d'un marché secondaire actif des certificats de trésorerie a constitué une des pierres angulaires de la réforme du marché monétaire de janvier 1991. A cet effet, un corps de primary dealers a été constitué et les certificats ont été dématérialisés. A présent, les obligations linéaires aussi sont le plus souvent détenues sous la forme de titres dématérialisés. Les opérations relatives à ces titres scripturaux s'effectuent par le biais d'un système de comptes décentralisé, mais hiérarchiquement structuré, dans lequel la compensation finale se fait dans le système de clearing de titres géré par la Banque Nationale.

Le Tableau XVIII-7 fournit des informations sur le nombre d'opérations et les montants négociés sur le marché secondaire des titres dématérialisés, du moins dans la mesure où ces opérations ont été enregistrées par le système de compensation de titres de la Banque. Les opérations qui, chez un même intermédiaire financier, ne donnent lieu qu'à des transferts entre ses comptes propres ou entre comptes-clients, ne sont donc pas comptabilisées; en revanche, les transferts entre les comptes propres des intermédiaires financiers et les comptes-clients sont enregistrés.

Les types d'opérations qui sont pris en compte sont les suivants : opérations d'achat et de vente, transferts franco, cessions-rétrocessions et swaps sur titres. Par contre, les prêts de titres et leur nantissement ne sont pas repris dans ces statistiques, pas plus que les opérations d'open market effectuées par la Banque Nationale dans l'exercice de la politique monétaire.

A l'heure actuelle, seuls des effets et fonds publics — les certificats de trésorerie et les obligations linéaires — sont négociés sous forme dématérialisée; il est cependant possible qu'à l'avenir des instruments du marché monétaire émis par d'autres organismes que les pouvoirs publics, tels que des billets de trésorerie ou des certificats de dépôt, soient également négociés sous forme scripturale en utilisant le système de compensation de titres. Dans ce cas, ces opérations seront également mentionnées au tableau XVIII-7.

Tableau XVIII-8 : Localisation des certificats de trésorerie dématérialisés

La loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire répartit la dette publique en trois catégories, selon sa forme : (i) les titres au porteur, à ordre ou nominatifs, (ii) les inscriptions nominatives dans le grand livre de la dette publique et (iii) les titres dématérialisés qui sont enregistrés uniquement par inscription en compte. Les données du tableau XVIII-8 n'ont trait qu'à ces derniers titres dématérialisés, c'est-à-dire les certificats de trésorerie émis depuis le 29 janvier 1991 et la partie des certificats de trésorerie en circulation le 29 janvier 1991 qui ont été convertis en titres dématérialisés. Regroupés en catégories selon leurs caractéristiques, ces titres dématérialisés sont enregistrés au nom du propriétaire ou du détenteur sur un compte auprès d'un établissement agréé par le Ministre des Finances pour la détention de comptes-titres scripturaux.

Ces établissements doivent tenir les comptes-titres selon la même structure que celle qui est appliquée dans le système de compensation de titres, ce qui signifie qu'on établit une distinction entre les diverses formes de comptes-titres ouverts par les intermédiaires financiers pour leur propre compte (compte-portefeuille, compte-trading, compte-nantissement, ...) et les comptes-titres ouverts pour des tiers (appelés comptes-clients). Dans le système de compensation de titres, les comptes-clients ne sont cependant pas individualisés, ce qui exclut toute information complémentaire relative à la détention des titres dématérialisés. L'obligation de rapport imposée par l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette publique permet de remédier à cette situation. L'article 49 de cet arrêté royal oblige tous les établissements détenteurs de comptes-titres à communiquer mensuellement à la Banque des statistiques concernant leurs comptes-titres en certificats de trésorerie et en obligations linéaires. En plus des montants enregistrés pour compte propre, ils doivent mentionner les montants figurant sur les comptes-clients, ventilés selon le secteur économique du client (établissements de crédit belges, établissements de crédit luxembourgeois, autres intermédiaires financiers belges, autres intermédiaires financiers luxembourgeois, administrations publiques belges, autre clientèle belge, autre clientèle luxembourgeoise et, enfin, clientèle hors de l'UEBL). Les montants figurant sur les comptes-titres propres des établissements rapporteurs sont ajoutés aux montants ventilés des comptes-clients, en fonction du secteur économique auquel ces établissements appartiennent. Le tableau XVIII-8 donne le résultat de ce regroupement uniquement pour les certificats de trésorerie dématérialisés. Un tableau similaire sera publié pour les obligations linéaires lorsqu'on modifiera le chapitre de la partie « Statistiques » du *Bulletin* relative au marché des capitaux.

MODIFICATIONS APPORTEES AU CHAPITRE XV « ACTIFS FINANCIERS » DE LA PARTIE « STATISTIQUES » DU BULLETIN

Tableau XV-4a : Actifs financiers détenus par les sociétés et les particuliers. Actifs non monétaires à un an au plus.

Jusqu'à la réforme du 29 janvier 1991, l'accès au marché des certificats de trésorerie par d'autres catégories de placeurs que les établissements de crédit belges et luxembourgeois, était marginal. En dehors de ces établissements, seules quelques entreprises publiques pouvaient souscrire à de tels certificats sur le marché primaire. Le marché secondaire de ces titres était accessible, depuis le 1er juillet 1987, non seulement aux participants au marché primaire mais aussi aux autres organismes auxquels la Banque peut adresser des recommandations de politique monétaire, c'est-à-dire principalement aux sociétés d'assurances et aux fonds de pension ; mais ces entreprises n'y intervenaient pratiquement pas, la nature de leurs activités les conduisant à placer à plus long terme.

L'élargissement, tant du marché primaire que du marché secondaire des certificats de trésorerie, rend utile la publication, dans les statistiques d'actifs financiers, de données distinctes relatives aux certificats détenus par les particuliers et les sociétés : les acquisitions ou cessions nettes de tels titres seront désormais recensées dans la colonne (6) du tableau XV-4a. En revanche, les acquisitions ou cessions nettes de billets de trésorerie (commercial paper) et de certificats de dépôts seront recensées respectivement dans les colonnes (7) et (2) du même tableau, aussi longtemps qu'elles seront peu importantes.

Signalons par ailleurs que, à la suite du développement en Belgique de l'activité des organismes de placement collectif luxembourgeois, la colonne (4) du même tableau comprend désormais, dans la mesure où ils ont pu être recensés, les dépôts en franc belge que ces organismes effectuent auprès des banques belges, ces organismes n'étant pas considérés comme des intermédiaires financiers.

MODIFICATIONS APPORTEES AU CHAPITRE XIX « TAUX D'INTERET » DE LA PARTIE « STATISTIQUES » DU BULLETIN

Suite à l'introduction, le 17 juin 1991, d'un nouveau taux d'escompte, une colonne supplémentaire a été ajoutée au tableau XIX-1 « Taux de la Banque Nationale de Belgique et de l'Institut de Réescompte et de Garantie ». Le nouveau taux d'escompte est un taux préférentiel, qui se situe nettement au-dessous des taux du marché, auquel les intermédiaires financiers belges et luxembourgeois peuvent réescompter du papier commercial auprès de la Banque par l'intermédiaire de l'Institut de Réescompte et de Garantie. De plus amples informations sur cette nouvelle facilité de réescompte sont fournies dans le commentaire du tableau XVIII-4, paru dans le présent Bulletin de la Banque.

Simultanément à la réintroduction d'une facilité de réescompte, la Banque a décidé d'adapter quelque peu les conditions de rémunération des surplus de fin de journée des intermédiaires financiers. Le système de rémunération comporte maintenant deux tranches. A l'intérieur d'une première tranche ordinaire, limitée à 5 p.c. de la ligne de crédit ouverte à chaque intermédiaire financier pour l'octroi d'avances en compte-courant, l'IRG alloue une rémunération qui, comme auparavant, est légèrement inférieure au taux de marché de référence déterminé par la Banque. Pour le solde, dans la tranche dite « de dépassement », les intermédiaires financiers perçoivent un taux pénalisateur, beaucoup plus réduit. Ces deux taux figurent dorénavant au tableau XIX-1.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	
3. Affectation du produit national :		
a) Estimations à prix courants	I - 3a	
b) Estimations aux prix de 1985	I - 3b	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	
b) Industrie manufacturière :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	
— résultats bruts par région	I - 4b.4	
c) Industrie de la construction :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4c.3	
d) Commerce :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	
II. — Population, emploi, chômage.		
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	
III. — Agriculture et pêche.		
1. Agriculture	III - 1	
2. Pêche maritime	III - 2	
IV. — Industrie.		
1. Production industrielle	IV - 1	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	
3. Energie	IV - 3	
4. Métallurgie	IV - 4	
5. Construction	IV - 5	
6. Production industrielle des pays de la CEE	IV - 6	
V. — Services.		
1. Transports :		
a) Activités de la SNCB et de la Sabena	V - 1a	
b) Navigation maritime	V - 1b	
c) Navigation intérieure	V - 1c	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	
3. Commerce intérieur :		
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	
4. Chambres de compensation :		
a) Nombre d'opérations	V - 4a	
b) Montant des opérations	V - 4b	
VI. — Revenus.		
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	
VII. — Indices de prix.		
1. Matières premières	VII - 1	
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a	
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b	
3. Prix à la consommation en Belgique :		
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	
VIII. — Commerce extérieur de l'UEBL.		
1. Tableau général	VIII - 1	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	
4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	
b) Volume	VIII - 4b	
5. Orientation géographique	VIII - 5	
IX. — Balance des paiements de l'UEBL.		
1-2-3. Balance sur base des transactions :		
— Chiffres annuels	IX - 1	
— Soldes trimestriels	IX - 2	
— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3	
4. Balance sur base de caisse	IX - 4	
5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5	
6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6	
X. — Marché des changes.		
1. Cours de change indicatifs :		
a) Pays CEE	X - 1a	
b) Pays autres que la CEE	X - 1b	
2. Système Monétaire Européen :		
a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 2a	
b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge	X - 2b	
c) Indicateurs de divergence	X - 2c	
d) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 2d	
3. Cours de change effectifs	X - 3	
XI. — Finances publiques.		
1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1	
2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor	XI - 2	
3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3	
4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4	
5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5	
6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6	
7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7	
8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8	
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.		
1. Encours :		
a) au 31 décembre 1987	XII - 1a	
b) au 31 décembre 1988	XII - 1b	
2. Mouvements en 1988	XII - 2	
3. Encours (totaux sectoriels) :		
a) au 31 décembre 1987	XII - 3a	
b) au 31 décembre 1988	XII - 3b	
4. Mouvements en 1988 (totaux sectoriels)	XII - 4	
XIII. — Organismes principalement monétaires.		
1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1	
2. Bilans :		
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a	
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b	
c) Banques de dépôts	XIII - 2c	
d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d	
3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3	

4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique ...	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situations globales des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964 :	
a) Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7a
b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7b
c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7c
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et particuliers	XV - 1
2. Stock monétaire	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers	XV - 3
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 4a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 6a
b) Encours	XV - 6b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en franc belge à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes en franc belge à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 3a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 3b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données INS	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données BNB	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la SNCI et la CNCP aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) ...	XVII - 9a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Incidence des opérations de la Banque Nationale de Belgique sur le marché monétaire	XVIII - 1
2. Régulation du marché monétaire par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 2
3. Lignes de crédit individuelles des intermédiaires financiers auprès de la Banque Nationale de Belgique pour couvrir les déficits de fin de journée	XVIII - 3
4. Plafonds de réescompte des établissements de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4
5. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 5
6. a) Emission de certificats de trésorerie à trois mois b) Emission de certificats de trésorerie à un, six et douze mois	XVIII - 6a XVIII - 6b
7. Transactions sur le marché secondaire des titres dématérialisés enregistrées par le système de clearing de la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 7
8. Localisation des certificats de trésorerie dématérialisés	XVIII - 8

XIX. — Taux d'intérêt.

1. Taux de la Banque Nationale de Belgique et de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 1
2. Taux de référence des certificats de trésorerie sur le marché secondaire	XIX - 2
3. Taux d'intérêt sur le marché interbancaire	XIX - 3
4. Taux d'intérêt débiteurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 4
5. Taux d'intérêt créditeurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 5
6. Taux de rendement à long terme sur le marché secondaire des obligations du secteur public	XIX - 6
7. Taux d'intérêt des dépôts en euro-devises à trois mois	XIX - 7
8. Taux de rendement bruts à long terme sur le marché secondaire : comparaison internationale	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
--------------------------	--------

GRAPHIQUES.

PNB calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Courbes synthétiques de l'industrie de la construction ..	I - 4c.2
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	BNB	Banque Nationale de Belgique.
CEE		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	CNCP	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
FECOM		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
FMI		Fonds Monétaire International.
	INCA	Institut National de Crédit Agricole.
	INS	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	IRG	Institut de Réescompte et de Garantie.
	MAE	Ministère des Affaires Economiques.
	OCCH	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	OCP	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
ONU		Organisation des Nations Unies.
	RTT	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	SNCB	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	SNCI	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	SNL	Société Nationale du Logement.
	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
UEBL		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, X-1b et 5, XV-1 à 6 et XIX-1a, b dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « VAP - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de TVA pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.242,1	1.265,4	1.330,1	1.372,9	1.380,8	1.405,1	1.460,3	1.570,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	59,0	61,0	63,2	66,2	68,7	70,1	70,6	71,6
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	293,8	319,3	368,0	422,8	441,9	477,3	495,6	534,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	598,4	611,5	650,3	684,2	741,3	742,2	747,6	780,3
5. Corrections et compléments	103,3	118,6	128,1	137,6	162,3	182,7	201,4	200,5
Ajustement statistique	- 8,7	19,6	2,8	- 11,9	19,0	3,2	19,7	- 4,3
Total ...	2.287,8	2.395,3	2.542,5	2.671,8	2.814,0	2.880,6	2.995,2	3.152,8
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	64,2	73,6	72,5	69,8	68,9	62,0	67,5	84,7
2. Professions libérales ¹	118,4	127,6	138,7	155,6	169,4	186,5	203,2	219,1
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	233,7	236,6	256,6	266,8	284,5	299,2	332,7	358,0
4. Revenu des sociétés de personnes ²	17,3	20,8	25,5	31,8	41,6	46,2	53,1	66,6
Ajustement statistique	- 1,6	3,8	0,5	- 2,3	3,8	0,7	4,3	- 1,0
Total ...	432,0	462,4	493,8	521,7	568,2	594,7	660,8	727,5
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	371,6	403,0	463,4	500,9	517,5	515,8	524,6	553,7
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	109,5	126,5	144,8	159,3	173,8	190,0	203,7	215,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	119,5	133,0	145,2	178,9	189,3	212,5	244,8	326,0
Total ...	600,7	662,4	753,4	839,2	880,6	918,3	973,1	1.095,6
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	34,7	52,4	88,5	139,3	212,9	228,7	264,0	328,1
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	112,9	115,0	132,7	148,4	156,6	164,4	177,7	182,0
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	11,1	- 13,5	- 4,8	0,2	- 10,4	- 9,0	- 13,5	- 1,1
Total ...	41,4	18,1	28,4	36,2	28,9	34,9	36,1	55,5
G. Intérêts de la dette publique	-362,3	-391,2	-441,6	-510,5	-569,6	-562,4	-572,8	-639,1
Revenu national net au coût des facteurs	3.147,2	3.314,5	3.597,8	3.846,0	4.091,6	4.259,1	4.534,2	4.915,8
H. Amortissements	362,9	398,4	423,4	455,4	471,5	494,2	518,1	553,8
Revenu national brut au coût des facteurs	3.510,1	3.712,9	4.021,2	4.301,4	4.563,1	4.753,3	5.052,3	5.469,7
I. Impôts indirects	478,6	513,1	535,4	560,8	578,1	617,3	658,0	722,6
J. Subventions	- 53,4	- 58,4	- 66,4	- 69,4	- 73,0	- 59,6	- 72,9	- 69,9
Produit national brut aux prix du marché	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

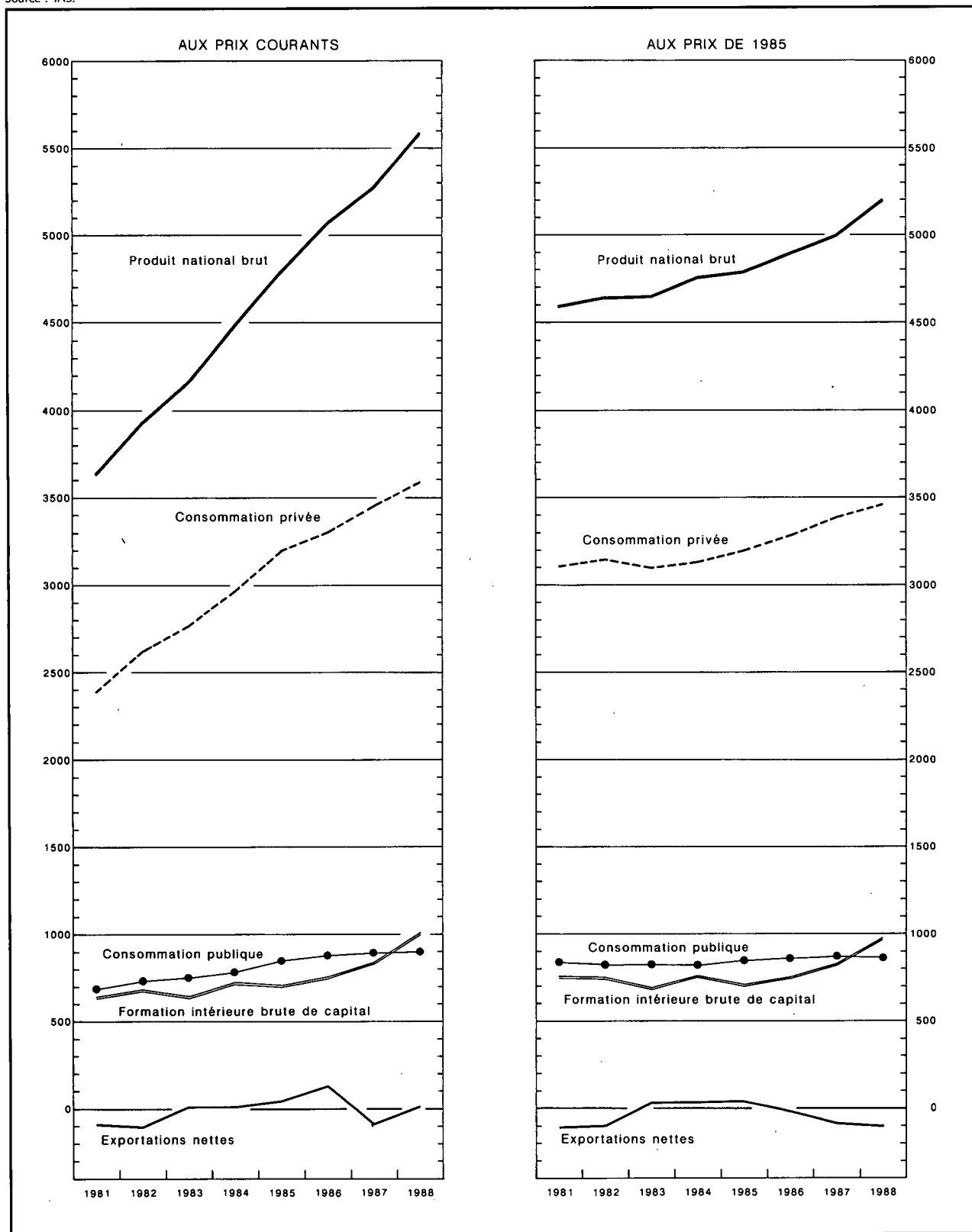
Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
1. Agriculture, sylviculture et pêche	97,8	109,7	112,3	112,2	114,2	108,3	113,8	132,9
2. Industries extractives	25,1	24,8	22,4	22,2	17,4	15,6	17,0	18,6
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	188,2	198,7	208,6	221,3	228,4	230,2	231,6	237,5
b) Textiles	42,0	45,8	47,4	51,2	59,5	59,8	61,5	65,8
c) Vêtements et chaussures	25,7	24,0	24,7	26,2	27,1	27,6	27,0	32,5
d) Bois et meubles	41,2	39,2	41,6	45,0	47,4	49,9	53,0	60,2
e) Papier, impression, édition	50,4	52,2	54,6	59,5	65,1	67,9	75,2	88,1
f) Industrie chimique et activités connexes	112,1	113,0	134,6	143,2	160,7	159,9	170,4	179,9
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,3	37,6	40,8	39,9	44,4	48,0	55,8	62,9
h) Fer, acier et métaux non ferreux	58,5	64,1	68,4	73,4	76,5	71,2	100,4	121,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	245,8	254,8	252,1	294,7	291,5	301,9	312,1	329,6
j) Industries non dénommées ailleurs	133,2	145,8	158,5	168,3	178,7	187,8	209,2	230,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	933,3	975,2	1.031,2	1.122,5	1.179,3	1.204,2	1.296,1	1.408,8
4. Construction	246,1	240,4	241,5	252,3	261,9	273,1	309,2	351,2
5. Electricité, gaz et eau	121,0	143,8	160,9	176,4	167,6	175,7	178,7	192,6
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	763,0	838,8	870,7	955,5	1.049,1	1.126,6	1.182,3	1.272,2
b) Services financiers et assurances	223,9	218,1	256,1	279,6	325,2	356,0	374,1	414,2
c) Immeubles d'habitation	212,5	234,2	257,9	277,8	294,7	314,9	335,6	357,1
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	1.199,4	1.291,1	1.384,7	1.513,0	1.669,0	1.797,5	1.892,0	2.043,5
7. Transports et communications	307,3	321,8	359,4	390,5	383,3	407,8	444,4	454,6
8. Services	1.168,7	1.239,2	1.340,9	1.420,9	1.509,2	1.569,2	1.662,2	1.818,7
9. Correction pour investissements par moyens propres	5,5	5,5	6,1	6,8	7,1	7,6	8,9	10,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 61,7	- 63,1	- 72,9	- 79,1	- 92,3	- 93,0	- 88,9	- 94,5
11. TVA déductible sur la formation de capital	- 66,7	- 69,4	- 77,6	- 85,5	- 94,2	- 102,6	- 120,9	- 146,6
Ajustement statistique	7,5	1,6	29,8	3,6	- 5,0	- 12,6	- 27,9	- 9,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	3.983,3	4.220,7	4.538,7	4.855,8	5.117,4	5.350,7	5.684,6	6.180,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	- 48,0	- 53,1	- 48,5	- 63,0	- 49,2	- 39,7	- 47,2	- 57,8
Produit national brut aux prix du marché	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

I - 3. — PNB CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : INS.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	471,4	519,7	560,2	593,3	607,0	614,2	621,3	644,4
2. Boissons	114,0	121,5	123,8	128,6	132,7	138,6	142,0	148,9
3. Tabac	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6	54,6	55,7	57,3
4. Vêtements et effets personnels	213,6	216,7	224,2	237,7	250,9	262,0	269,0	293,0
5. Loyers, taxes, eau	285,2	313,4	340,9	364,9	386,5	410,8	434,9	461,8
6. Chauffage et éclairage	179,3	184,6	202,9	228,5	189,1	171,3	157,5	163,6
7. Articles ménagers durables	230,9	233,5	242,8	257,3	292,3	313,2	333,7	370,0
8. Entretien de la maison	106,4	113,2	120,0	125,6	132,4	135,9	137,4	143,7
9. Soins personnels et hygiène	278,4	305,0	324,8	347,2	368,2	387,2	411,1	438,4
10. Transports	302,2	328,4	351,6	372,5	374,6	393,3	420,9	461,4
11. Communications : PTT	21,9	23,9	26,2	28,4	30,3	33,2	35,1	37,0
12. Loisirs	231,8	251,5	272,7	291,3	305,1	324,8	353,3	380,0
13. Enseignement et recherches	5,4	6,0	6,6	7,1	7,5	7,9	8,3	8,7
14. Services financiers	118,3	116,3	137,5	148,8	172,9	191,3	202,4	225,4
15. Services divers	21,3	22,7	26,6	28,0	30,1	34,6	37,0	41,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	82,6	88,5	93,3	100,7	107,1	121,0	138,8	137,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8	- 124,5	- 137,2	- 152,6	- 149,1
Ajustement statistique	2,3	- 20,2	- 26,6	8,7	- 14,5	7,0	3,0	11,4
Total ...	2.622,6	2.761,5	2.958,7	3.198,3	3.303,1	3.463,9	3.608,8	3.874,7
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	543,6	554,8	582,4	620,0	642,2	641,0	647,6	674,6
2. Achats courants de biens et services ..	143,5	152,9	158,1	172,7	177,7	185,7	178,0	172,1
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6
4. Loyer payé	5,3	5,5	5,8	6,7	7,3	6,4	7,0	7,1
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	7,9	8,2	8,6	9,3	10,1	11,3	12,7	14,5
6. Amortissement mobilier et matériel ...	3,7	3,9	4,2	4,4	4,7	5,0	4,9	5,2
Total ...	734,2	756,9	792,4	849,1	881,4	893,2	899,8	930,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	15,3	16,1	17,4	18,0	19,6	21,2	20,3	21,5
2. Industries extractives	3,3	4,7	5,0	4,0	3,6	1,4	3,7	3,9
3. Industries manufacturières	122,4	126,7	140,3	157,5	178,4	191,5	225,4	290,9
4. Construction	11,3	8,8	11,3	12,6	15,1	15,2	22,8	30,1
5. Electricité, gaz et eau	42,3	40,9	45,5	47,8	41,0	37,8	37,3	41,2
6. Commerce, banques, assurances	82,1	89,1	101,7	113,7	129,2	147,2	174,0	195,8
7. Immeubles d'habitation	131,4	132,7	138,3	152,2	163,8	183,6	230,4	289,8
8. Transports et communications	103,4	96,9	102,7	93,0	87,9	89,5	83,2	97,2
9. Pouvoirs publics et enseignement	123,6	112,6	103,1	95,9	89,5	86,2	91,4	83,0
10. Autres services	37,3	39,7	43,5	46,3	55,5	62,8	80,5	100,7
11. Variations de stocks	7,5	- 21,1	25,7	- 34,7	- 27,4	12,8	25,6	40,0
Ajustement statistique	0,6	- 4,7	- 6,6	1,9	- 3,3	1,7	0,8	3,5
Total ...	680,4	642,4	728,0	708,3	752,9	850,9	995,5	1.197,7
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	529,8	497,3	596,3	710,7	635,2	612,5	721,0	1.054,1
2. Exportations de biens et services	2.640,0	2.923,6	3.336,6	3.479,1	3.366,9	3.476,7	3.899,9	4.498,0
Exportations totales ...	3.169,8	3.420,9	3.932,9	4.189,8	4.002,1	4.089,2	4.620,9	5.552,1
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	577,8	550,4	644,8	773,7	684,4	652,1	768,2	1.111,9
4. Importations de biens et services	2.693,9	2.863,7	3.276,9	3.379,0	3.186,9	3.334,1	3.719,4	4.320,4
Importations totales ...	3.271,7	3.414,1	3.921,7	4.152,7	3.871,3	3.986,2	4.487,6	5.432,3
Exportations nettes ...	- 101,9	6,8	11,2	37,1	130,8	103,0	133,3	119,8
Produit national brut aux prix du marché ...	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

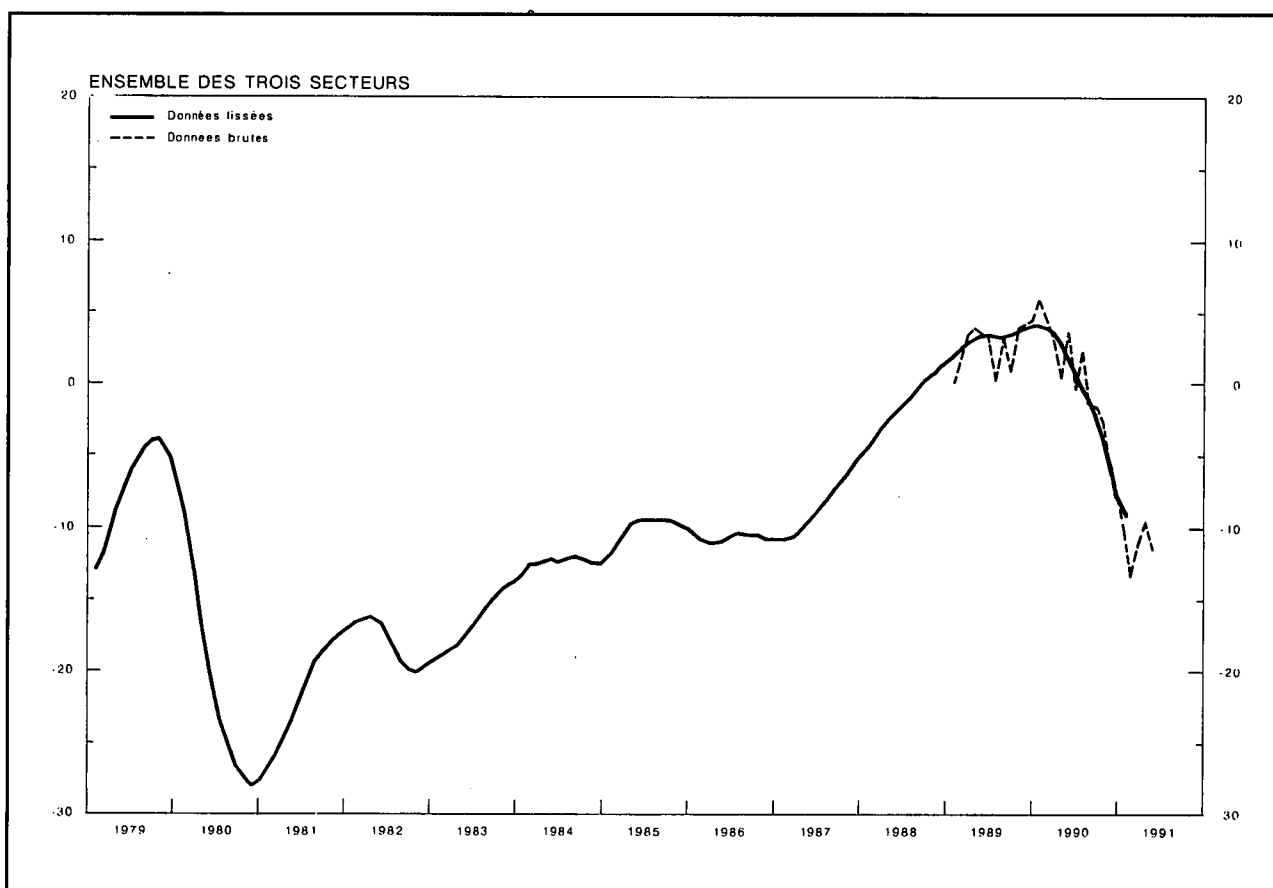
Estimations aux prix de 1985 — Indices 1985 = 100

Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	97	97	100	101	103	103	105
2. Boissons	103	101	100	100	100	104	106	107
3. Tabac	109	106	107	100	96	90	91	86
4. Vêtements et effets personnels	109	104	101	100	99	98	97	102
5. Loyers, taxes, eau	94	96	98	100	102	104	107	110
6. Chauffage et éclairage	92	90	92	100	101	101	96	95
7. Articles ménagers durables	105	98	98	100	110	115	121	132
8. Entretien de la maison	103	102	101	100	101	101	102	104
9. Soins personnels et hygiène	97	99	98	100	101	103	108	113
10. Transports	97	97	99	100	104	107	112	116
11. Communications : PTT	94	96	96	100	103	112	119	125
12. Loisirs	99	99	100	100	100	104	111	116
13. Enseignement et recherches	94	96	98	100	102	104	106	108
14. Services financiers	97	92	98	100	112	128	140	153
15. Services divers	90	89	95	100	102	114	119	129
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	99	98	99	100	101	112	125	119
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	85	100	103	100	95	102	111	104
<i>Total ...</i>	99	97	98	100	103	106	109	113
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	97	97	98	100	101	101	101	101
2. Achats courants de biens et services ...	97	98	95	100	103	106	101	94
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	101	98	96	100	105	109	117	127
<i>Total ...</i>	98	98	98	100	102	103	102	101
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	98	97	100	100	107	116	109	111
2. Industries extractives	91	123	127	100	88	35	90	90
3. Industries manufacturières	86	85	91	100	112	120	139	174
4. Construction	102	75	93	100	117	118	174	221
5. Electricité, gaz et eau	100	93	99	100	86	79	77	81
6. Commerce, banques, assurances	83	85	93	100	113	128	149	159
7. Immeubles d'habitation	97	96	96	100	105	113	138	164
8. Transports et communications	124	112	114	100	94	95	87	97
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	156	131	112	100	102	108	123	109
10. Enseignement	128	123	111	100	83	67	55	44
11. Autres services	92	93	98	100	119	135	169	202
<i>Total ...</i>	108	99	108	100	106	118	135	155
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	91	80	89	100	85	78	91	123
2. Exportations de biens et services	90	93	99	100	105	113	123	132
Exportations totales ...	91	91	97	100	102	107	118	131
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	91	82	89	100	84	76	89	119
4. Importations de biens et services	94	93	99	100	107	117	127	138
Importations totales ...	94	91	97	100	103	110	120	135
Produit national brut aux prix du marché ...	97	97	99	100	102	105	109	114

I - 4. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques



Résultats du mois d'avril

L'indicateur synthétique brut de la Banque Nationale de Belgique a enregistré une hausse au cours du mois d'avril. Cette progression, qui prolonge le mouvement enregistré le mois précédent, a été observée dans l'industrie et, dans une moindre mesure, dans le commerce. Quant à l'industrie de la construction, elle a subi l'effet de conditions climatiques défavorables.

Les deux améliorations successives de l'indicateur synthétique brut ne peuvent pas encore être interprétées comme le signe certain d'un redémarrage de l'économie mais elles ouvrent certainement la voie à une telle évolution. La progression des deux derniers mois demande toutefois à être confirmée au cours des mois prochains. L'indicateur synthétique lissé, qui indique clairement les retournements conjoncturels, poursuit d'ailleurs sa baisse.

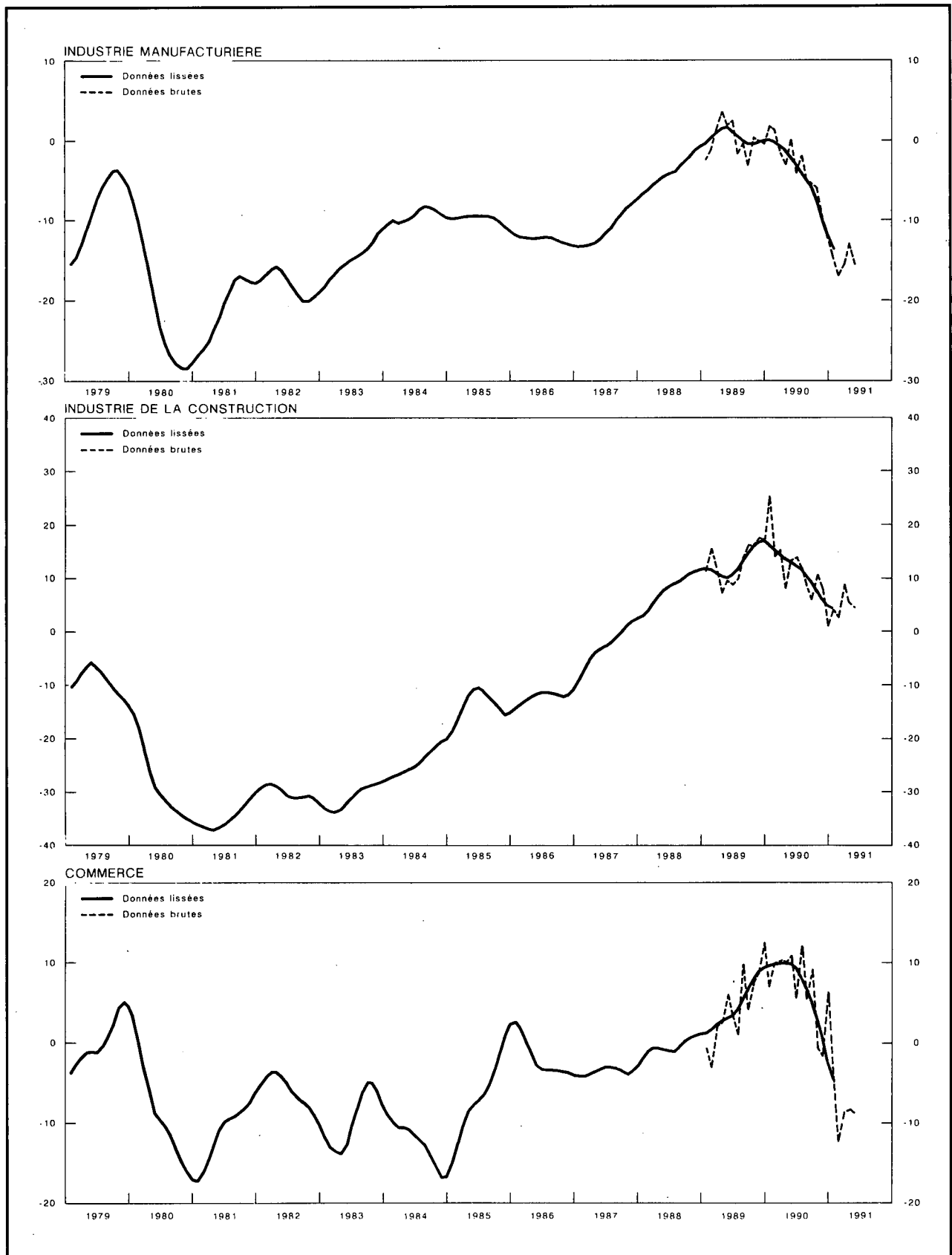
Résultats du mois de mai

Après le léger sursaut qui a suivi le dénouement du conflit dans le Golfe, la courbe synthétique brute de la Banque Nationale a enregistré une baisse au cours du mois de mai. Un recul s'est manifesté dans l'industrie de la construction et surtout dans l'industrie manufacturière, où les indicateurs relatifs à la demande intérieure ont fortement régressé. Le climat conjoncturel dans le commerce est en revanche resté stable.

La diminution de l'indicateur synthétique brut vient modérer les attentes d'un redémarrage rapide de l'économie. Cette interprétation est confirmée par l'indicateur synthétique lissé qui reste orienté à la baisse.

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (suite 1)

Courbes synthétiques



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

	Industrie manufacturière		Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers		Commerce		Courbe globale		Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers ¹	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1988 Mai	- 4,4	- 3,9	+ 8,1	+ 8,3	- 0,8	- 1,8	- 1,9	- 1,8	+ 3,2	+ 3,7
Juin	- 4,1	- 4,9	+ 8,6	+10,4	- 0,9	+ 6,8	- 1,5	- 0,8	+ 3,4	+ 3,4
Juillet	- 3,7	- 4,0	+ 9,1	+ 1,6	- 0,9	- 0,8	- 1,0	- 2,7	+ 3,4	- 3,3
Août	- 3,0	+ 0,4	+ 9,6	+ 8,4	- 0,5	- 2,8	- 0,3	+ 1,1	+ 3,6	+ 3,2
Septembre	- 2,2	- 2,1	+10,2	+10,3	+ 0,3	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,8	+ 3,8	+ 3,7
Octobre	- 1,6	- 4,0	+10,9	+10,4	+ 0,7	- 0,5	+ 0,7	- 1,3	+ 4,3	+ 4,3
Novembre	- 0,8	+ 1,3	+11,4	+14,0	+ 0,9	+ 5,5	+ 1,2	+ 3,8	+ 5,0	+ 7,9
Décembre	- 0,5	+ 0,4	+11,9	+12,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 1,6	+ 2,4	+ 5,4	+ 6,4
1989 Janvier	- 0,1	- 2,3	+12,1	+11,3	+ 1,3	- 0,7	+ 2,0	0,0	+ 5,4	+ 4,5
Février	+ 0,7	- 0,8	+11,8	+15,9	+ 1,8	- 3,3	+ 2,6	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,3
Mars	+ 1,3	+ 1,6	+11,1	+12,0	+ 2,4	+ 2,3	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,8	+ 4,6
Avril	+ 1,6	+ 3,6	+10,5	+ 7,1	+ 2,7	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,0	+ 4,6	+ 0,7
Mai	+ 1,6	+ 1,9	+10,1	+ 9,9	+ 3,2	+ 5,7	+ 3,4	+ 3,7	+ 4,7	+ 5,0
Juin	+ 1,0	+ 2,4	+10,4	+ 9,0	+ 3,6	+ 3,3	+ 3,4	+ 3,5	+ 5,3	+ 3,5
Juillet	+ 0,5	- 1,9	+11,6	+ 9,9	+ 4,4	+ 1,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 6,5	+ 4,7
Août	- 0,1	- 0,4	+13,2	+13,6	+ 5,8	+ 9,7	+ 3,3	+ 3,2	+ 8,0	+ 9,0
Septembre	- 0,3	- 3,1	+15,0	+16,6	+ 7,1	+ 4,3	+ 3,5	+ 1,0	+ 9,5	+10,7
Octobre	- 0,1	+ 0,5	+16,4	+16,1	+ 8,3	+ 8,2	+ 3,8	+ 4,0	+10,4	+10,2
Novembre	0,0	+ 0,1	+17,0	+17,6	+ 9,2	+ 9,7	+ 4,1	+ 4,2	+10,8	+11,6
Décembre	+ 0,1	- 0,3	+17,0	+17,3	+ 9,4	+12,7	+ 4,2	+ 4,3	+10,8	+10,9
1990 Janvier	+ 0,1	+ 1,8	+16,4	+25,7	+ 9,7	+ 6,8	+ 4,2	+ 6,1	+10,4	+18,9
Février	- 0,1	+ 1,5	+15,6	+14,0	+10,0	+10,0	+ 4,0	+ 4,7	+ 9,6	+10,0
Mars	- 0,6	- 1,1	+14,7	+15,4	+10,0	+10,2	+ 3,6	+ 3,1	+ 8,8	+ 8,4
Avril	- 1,2	- 3,1	+13,8	+ 7,7	+10,0	+ 9,8	+ 2,9	+ 0,5	+ 7,8	+ 0,9
Mai	- 2,1	+ 0,1	+13,2	+13,6	+ 9,9	+10,7	+ 1,9	+ 3,7	+ 6,9	+ 5,8
Juin	- 3,1	- 4,3	+12,6	+14,1	+ 9,2	+ 5,2	+ 0,9	- 0,1	+ 6,5	+ 7,6
Juillet	- 4,0	- 2,1	+11,6	+12,1	+ 8,0	+12,2	- 0,1	+ 2,2	+ 6,0	+ 7,1
Août	- 4,8	- 4,8	+10,5	+ 8,9	+ 6,8	+ 5,2	- 1,0	- 1,2	+ 5,2	+ 3,7
Septembre	- 5,8	- 5,4	+ 9,2	+ 6,0	+ 5,0	+ 9,2	- 2,1	- 1,5	+ 4,4	+ 1,9
Octobre	- 7,5	- 6,0	+ 7,6	+10,9	+ 2,8	- 0,8	- 3,7	- 2,7	+ 3,0	+ 6,8
Novembre	- 9,6	-10,0	+ 6,1	+ 8,1	+ 0,8	- 1,8	- 5,6	- 6,1	+ 1,5	+ 3,1
Décembre	-11,8	-12,4	+ 5,0	+ 1,0	- 2,1	+ 6,5	- 7,6	- 7,6	+ 0,6	- 3,8
1991 Janvier	-13,5	-14,5	+ 4,3	+ 4,0	- 4,8	- 4,0	- 9,1	-10,2	- 0,2	- 0,5
Février .....	.	-17,0	.	+ 2,3	.	-12,8	.	-13,5	.	- 3,8
Mars .....	.	-15,6	.	+ 9,0	.	- 8,7	.	-10,9	.	+ 6,0
Avril .....	.	-12,9	.	+ 5,3	.	- 8,5	.	- 9,5	.	+ 3,9
Mai .....	.	-15,4	.	+ 4,4	.	- 8,7	.	-11,4	.	- 0,2

¹ Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 p.c.) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 p.c.). Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun

de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande		synthétique		évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989 Mai	+ 7,4	+ 1	+ 2,3	+ 7	+ 4,4	+ 2	- 3,5	- 2	- 8,3	- 6	+ 0,1	0	+ 1,9	+ 2	+ 6,8	+11	+ 1,6	+ 1,9	+ 6,9	+ 3	+15,4	+17
Juin	+ 7,0	+ 9	+ 1,8	+ 3	+ 3,4	+ 6	- 4,1	0	- 8,9	- 8	0,0	0	+ 1,5	+ 2	+ 6,3	+ 7	+ 1,0	+ 2,4	+ 4,4	+12	+13,9	+12
Juillet	+ 6,9	+ 4	+ 1,3	- 6	+ 2,0	+ 1	- 5,0	- 7	- 9,6	-10	+ 0,3	+ 2	+ 1,0	0	+ 5,8	+ 5	+ 0,5	- 1,9	+ 2,4	+ 2	+12,5	+ 9
Août	+ 6,3	+12	+ 1,1	+ 1	+ 1,0	0	- 5,9	- 6	-10,4	-14	+ 0,8	0	+ 0,6	0	+ 5,9	+ 4	- 0,1	- 0,4	+ 1,3	+ 1	+11,6	+12
Septembre	+ 5,9	+ 3	+ 1,4	- 6	+ 0,5	+ 2	- 6,3	- 8	-10,8	-13	+ 1,3	+ 6	+ 0,5	+ 1	+ 6,9	+ 2	- 0,3	- 3,1	+ 0,4	+ 1	+11,3	+13
Octobre	+ 5,5	+ 9	+ 1,6	+ 2	+ 0,1	0	- 6,0	- 6	-10,6	-11	+ 1,8	0	+ 0,8	0	+ 8,1	+10	- 0,1	+ 0,5	- 0,3	- 6	+10,8	+10
Novembre	+ 4,9	+ 5	+ 2,0	+ 2	0,0	0	- 5,4	- 7	-10,3	-10	+ 2,1	+ 2	+ 1,3	+ 2	+ 9,4	+11	0,0	+ 0,1	- 0,4	- 1	+10,3	+11
Décembre	+ 4,4	0	+ 2,4	+ 4	- 0,3	- 2	- 4,8	- 4	- 9,8	- 8	+ 2,4	+ 3	+ 1,5	+ 1	+ 9,6	+10	+ 0,1	- 0,3	+ 0,1	-10	+ 9,6	+ 9
1990 Janvier	+ 3,9	+12	+ 2,6	+ 3	0,0	+ 5	- 4,3	- 4	- 9,4	-10	+ 2,8	+ 1	+ 1,4	+ 3	+ 8,8	+ 6	+ 0,1	+ 1,8	+ 0,9	+ 5	+ 8,8	+ 8
Février	+ 3,4	+ 2	+ 2,8	+ 2	+ 0,8	+ 4	- 4,1	- 3	- 9,1	- 2	+ 3,3	+ 4	+ 0,9	+ 3	+ 7,5	+10	- 0,1	+ 1,5	+ 1,6	+ 4	+ 7,6	+12
Mars	+ 3,0	+ 4	+ 2,6	+ 3	+ 0,6	- 3	- 4,4	- 5	- 9,0	- 9	+ 3,5	+ 3	+ 0,1	- 3	+ 5,9	+ 7	- 0,6	- 1,1	+ 1,9	+ 2	+ 6,5	+ 6
Avril	+ 3,1	+ 2	+ 2,1	+ 2	- 0,4	- 7	- 4,8	- 6	- 9,0	-11	+ 3,6	+ 4	- 0,5	- 1	+ 4,1	0	- 1,2	- 3,1	+ 1,3	+ 2	+ 5,6	+ 5
Mai	+ 3,1	+ 5	+ 0,9	+ 3	- 2,3	+ 6	- 5,0	- 4	- 9,0	- 9	+ 3,8	+ 4	- 1,0	0	+ 2,4	+ 4	- 2,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 1	+ 5,3	+ 5
Juin	+ 3,0	+ 2	- 0,8	-13	- 4,5	+ 2	- 5,1	- 7	- 9,0	-12	+ 3,8	+ 3	- 1,4	- 2	+ 0,3	- 1	- 3,1	- 4,3	- 0,8	- 5	+ 5,6	+ 4
Juillet	+ 2,4	+ 6	- 1,9	0	- 6,0	-12	- 5,4	- 3	- 9,0	- 8	+ 4,0	+ 3	- 2,3	0	- 2,5	+ 3	- 4,0	- 2,1	- 1,6	- 3	+ 6,4	+ 6
Août	+ 1,3	+ 3	- 2,8	- 4	- 6,5	- 7	- 5,9	- 6	-10,3	- 9	+ 4,4	+ 4	- 4,0	- 2	- 5,3	- 9	- 4,8	- 4,8	- 2,0	- 2	+ 7,1	+ 8
Septembre	0,0	- 1	- 3,4	- 5	- 6,9	- 6	- 7,5	- 4	-13,0	- 6	+ 4,6	+ 6	- 6,3	- 9	- 8,0	- 6	- 5,8	- 5,4	- 2,0	0	+ 7,8	+11
Octobre	- 1,5	- 1	- 4,1	+ 2	- 7,9	+ 2	-10,4	- 9	-16,3	-19	+ 4,9	+ 6	- 8,8	- 7	-10,5	-10	- 7,5	- 6,0	- 2,0	- 2	+ 7,6	+ 8
Novembre	- 2,9	- 3	- 5,9	- 1	- 9,0	-11	-13,9	-14	-20,5	-21	+ 5,0	+ 5	-10,9	-12	-12,1	-13	- 9,6	-10,0	- 1,9	- 1	+ 6,8	+ 8
Décembre	- 4,3	- 7	- 7,8	-12	-10,8	- 9	-17,6	-19	-24,3	-23	+ 5,1	+ 3	-12,4	-12	-13,3	-14	-11,8	-12,4	- 1,8	- 5	+ 5,8	+ 5
1991 Janvier	- 5,4	- 4	- 9,1	-10	-13,0	-11	-21,0	-21	-26,6	-29	+ 5,4	+ 4	-13,3	-17	-13,6	-20	-13,5	-14,5	- 1,8	- 5	+ 4,5	+ 4
Février	.	-10	.	- 9	.	-19	.	-28	.	-31	.	+10	.	-14	.	-15	.	-17,0	.	+ 1	.	+ 4
Mars	.	- 6	.	-12	.	-22	.	-26	.	-32	.	+ 7	.	-14	.	- 6	.	-15,6	.	0	.	+ 2
Avril	.	- 7	.	- 7	.	-17	.	-24	.	-29	.	+ 6	.	- 7	.	- 6	.	-12,9	.	- 2	.	0
Mai	.	- 5	.	-18	.	-13	.	-31	.	-30	.	+ 6	.	- 8	.	-12	.	-15,4	.	- 4	.	- 4

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes à l'exportation ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai
Ensemble des industries	- 7	- 2	- 25	- 27	- 32	- 12	- 8	- 29	- 30	- 30	+ 5	+ 7	+ 8	+ 7	+ 8
I. Biens de consommation	- 5	- 3	- 26	- 18	- 29	- 2	- 4	- 30	- 34	- 24	+ 13	+ 11	+ 10	+ 14	+ 10
II. Biens d'investissement	+ 6	+ 10	- 20	- 23	- 34	- 5	- 2	- 31	- 38	- 35	- 9	+ 7	+ 17	+ 13	+ 3
III. Biens intermédiaires	- 29	- 18	- 31	- 39	- 35	- 37	- 23	- 29	- 28	- 33	+ 11	+ 9	+ 8	+ 10	+ 13
Industrie textile	- 39	- 43	- 29	- 34	- 31	- 41	- 46	- 36	- 47	- 44	+ 29	+ 31	+ 15	+ 34	+ 24
dont : Laine	- 61	- 76	- 54	- 54	- 35	- 82	- 85	- 55	- 53	- 62	+ 9	+ 4	+ 11	+ 24	+ 15
Coton	- 23	- 35	- 10	- 35	- 32	- 28	- 32	- 21	- 50	- 57	+ 30	+ 33	+ 12	+ 33	+ 33
Bonneterie	- 12	- 24	- 20	- 2	- 18	- 15	- 42	- 31	- 28	- 24	+ 8	+ 43	+ 10	+ 24	+ 7
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 26	- 19	- 31	- 17	- 35	- 17	- 13	- 27	- 57	- 27	+ 3	+ 4	+ 2	+ 5	+ 10
dont : Chaussures	- 14	- 19	- 31	- 25	- 54	- 43	- 35	- 80	- 78	- 79	+ 6	0	- 23	- 15	- 22
Habillement	- 29	- 19	- 32	- 15	- 31	- 15	- 11	- 22	- 54	- 22	+ 3	+ 6	+ 8	+ 9	+ 17
Industrie du bois et du meuble en bois	- 6	- 4	- 20	- 28	- 23	- 19	- 13	- 21	- 29	- 27	+ 25	+ 15	+ 13	+ 19	+ 24
dont : Bois	- 9	- 9	- 11	- 22	- 23	- 17	- 18	+ 1	- 42	- 26	+ 36	+ 11	- 3	+ 8	+ 28
Meubles en bois	- 5	- 1	- 27	- 32	- 24	- 20	- 10	- 33	- 20	- 26	+ 17	+ 18	+ 25	+ 27	+ 21
Papiers et cartons	- 26	+ 4	- 28	- 32	- 48	- 56	- 36	- 20	- 50	- 62	+ 14	+ 14	+ 13	+ 35	+ 33
dont : Production de papier et carton	- 45	- 13	- 48	- 45	- 68	- 70	- 54	- 20	- 47	- 66	+ 3	+ 3	+ 30	+ 43	+ 34
Transformation de papier et carton	- 11	+ 17	- 12	- 22	- 32	- 21	+ 6	- 21	- 57	- 53	+ 21	+ 23	+ 1	+ 29	+ 32
Industrie du cuir	- 68	- 59	- 3	- 51	- 25	- 65	- 64	- 16	- 59	- 30	+ 7	+ 7	+ 32	+ 44	0
Transformation de matières plastiques	- 27	- 25	- 44	- 41	+ 51	- 59	- 60	- 56	- 55	+ 69	- 6	+ 29	+ 20	+ 45	- 2
Raffinage de pétrole	0	+ 39	- 13	0	0	0	+ 39	0	0	0	0	- 39	- 3	0	0
Production et première transformation des métaux	- 46	- 27	- 41	- 48	- 55	- 45	- 20	- 35	- 16	- 45	+ 1	+ 2	- 1	- 3	+ 5
dont : Métaux ferreux	- 59	- 38	- 42	- 43	- 50	- 57	- 31	- 32	- 27	- 34	0	+ 1	- 5	- 13	- 3
Métaux non ferreux	+ 18	+ 18	- 40	- 69	- 76	+ 16	+ 18	- 43	+ 26	- 81	+ 4	+ 4	+ 14	+ 38	+ 38
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 7	+ 15	- 11	- 11	- 17	- 3	- 3	- 13	- 28	+ 2	- 1	+ 9	+ 25	+ 17	- 5
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 5	+ 14	- 12	- 17	- 21	- 8	- 4	- 19	- 51	- 15	- 1	+ 9	+ 30	+ 23	- 5
Industrie chimique	+ 5	+ 5	- 6	- 10	- 14	+ 3	+ 2	0	- 4	- 8	+ 10	+ 1	+ 4	- 7	- 1
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	- 30	- 53	- 100	- 100	0	- 21	- 47	- 92	- 65	0	0	+ 91	+ 61	+ 39
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 25	+ 21	- 31	- 24	- 29	+ 17	+ 23	- 20	- 23	- 31	+ 5	+ 5	+ 13	+ 9	+ 14
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 8	+ 10	- 30	- 35	- 50	- 2	- 1	- 53	- 53	- 59	- 19	+ 4	+ 8	+ 4	+ 1
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 52	+ 50	- 96	- 93	- 95	+ 52	+ 51	- 97	- 93	- 96	+ 3	- 1	+ 49	+ 47	+ 48
Machines-outils	+ 54	+ 36	- 22	- 14	- 31	+ 7	- 6	- 63	- 39	- 32	- 59	- 36	- 41	- 45	- 37
Machines textiles	- 25	- 18	- 72	- 67	- 92	- 21	- 17	- 75	- 74	- 75	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 10	+ 24	+ 1	- 9	- 27	- 9	+ 6	- 16	- 38	- 50	- 7	+ 17	- 12	- 14	- 14
Construction électrique et électronique	- 6	+ 1	- 16	- 27	- 47	- 9	+ 1	- 26	- 18	- 25	+ 5	+ 16	+ 11	+ 18	+ 9
dont : Construction électrique d'équipement	- 9	+ 3	- 21	- 19	- 51	- 10	0	- 30	- 28	- 43	- 15	0	+ 10	+ 18	+ 9
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 1	- 5	- 4	- 41	- 41	- 2	+ 3	- 17	+ 6	+ 5	+ 53	+ 48	+ 33	+ 34	+ 20
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 19	+ 19	- 50	- 30	- 49	+ 36	+ 19	- 52	- 52	- 51	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 5	- 3	- 7	- 19	- 15	- 22	- 14	- 31	- 37	- 42	- 53	- 19	+ 26	+ 38	+ 87
dont : Construction navale	- 77	- 72	- 60	- 68	- 56	- 96	- 82	- 98	- 96	- 97	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 89	+ 89	+ 1	- 45	- 60	+ 99	+ 98	+ 29	- 100	- 100	- 53	- 64	+ 28	+ 38	+ 87

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1990				1991	1990				1991	1990				1991	1990				1991
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Ensemble des industries	26	32	30	26	18	55	52	54	60	70	7	8	8	8	7	6	5	4	4	3
I. Biens de consommation	22	29	29	27	15	53	56	57	61	74	12	12	11	10	10	2	2	3	3	3
II. Biens d'investissement	32	37	38	30	23	47	41	40	50	59	9	11	11	12	11	11	8	7	6	5
III. Biens intermédiaires	34	39	29	28	21	53	51	56	62	71	5	4	4	4	2	4	3	3	2	1
Industrie textile	25	34	23	22	17	59	59	61	66	68	9	7	9	4	3	3	2	5	4	1
dont : Laine	25	36	20	10	11	62	61	75	86	77	3	8	5	3	1	4	3	5	4	3
Coton	27	46	23	30	16	61	47	53	54	65	5	8	3	5	3	4	1	5	4	0
Bonneterie	16	16	19	21	13	54	72	54	63	71	29	12	21	5	7	0	8	12	6	2
Industrie des chaussures et de l'habillement	20	27	14	22	12	51	46	63	66	75	17	18	21	17	11	0	0	0	0	1
dont : Chaussures	39	62	24	25	31	25	26	58	75	69	13	12	6	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	16	20	12	22	8	56	50	64	63	76	18	20	24	21	13	0	0	0	0	1
Industrie du bois et du meuble en bois	22	38	25	26	20	44	38	48	48	61	22	21	25	28	16	2	1	5	3	5
dont : Bois	15	37	18	25	23	54	45	60	54	60	17	6	25	19	11	1	3	1	4	3
Meubles en bois	28	37	31	26	19	37	34	39	44	61	26	32	25	35	19	3	0	7	2	6
Papiers et cartons	21	29	14	24	12	59	47	67	59	60	14	16	10	13	4	9	5	2	1	1
dont : Production de papier et carton	25	28	19	40	14	62	52	68	54	64	13	13	13	22	0	0	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	17	31	10	11	11	58	42	67	63	57	14	18	8	5	6	15	9	3	3	2
Industrie du cuir	8	51	1	0	33	92	49	99	93	67	0	0	0	7	0	14	14	22	14	14
Transformation de matières plastiques	30	47	54	46	40	67	39	39	51	57	3	11	1	0	0	0	0	0	0	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	51	46	41	36	28	38	45	41	53	67	3	1	1	3	1	3	3	3	0	0
dont : Métaux ferreux	55	54	48	41	31	35	39	35	53	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	35	8	8	13	8	49	73	73	52	89	16	3	3	19	3	16	16	16	0	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	43	50	53	50	28	32	33	32	37	52	7	9	6	3	4	12	10	10	10	5
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	46	55	57	55	30	29	31	29	34	53	8	10	7	3	5	10	7	7	7	1
Industrie chimique	0	0	0	0	0	96	96	95	96	97	0	0	0	0	0	2	3	1	2	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	100	100	100	67	9	0	0	0	33	91	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	24	30	27	25	25	48	39	46	52	64	10	16	13	8	18	12	10	8	12	10
Construction de machines et de matériel mécanique	40	35	34	27	28	39	43	47	62	61	14	11	14	8	9	5	4	3	2	7
dont : Machines et tracteurs agricoles	8	2	4	6	3	89	97	94	94	93	1	0	0	0	1	0	1	0	0	1
Machines-outils	47	61	57	45	0	31	22	32	39	90	22	14	11	10	58	0	0	0	0	0
Machines textiles	80	81	73	25	80	20	19	27	75	20	0	0	0	0	1	1	1	0	1	1
Moteurs, compresseurs, pompes	21	12	19	29	16	33	46	37	48	63	24	17	30	13	3	3	4	4	4	21
Construction électrique et électronique	16	24	28	12	10	77	63	61	66	78	1	3	3	19	14	18	13	8	3	0
dont : Construction électrique d'équipement	22	32	35	12	8	70	52	50	56	74	1	4	5	27	20	24	17	11	5	0
Appareils électroménagers, radio, télévision	2	0	5	5	5	93	94	95	95	95	0	0	0	0	5	6	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	50	69	83	66	33	15	31	17	34	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	6	35	14	20	14	62	42	53	47	51	10	20	12	12	10	0	0	0	0	4
dont : Construction navale	1	0	4	4	10	96	77	73	74	72	3	23	24	22	19	0	0	1	0	0
Construction de cycles et motocycles	32	39	73	100	49	10	0	27	0	31	40	47	0	0	0	0	0	0	0	20

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1990				1991	1990				1991	1990		1991		
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai
Ensemble des industries	+ 9	+ 10	+ 15	+ 21	+ 29	81,3 ³	81,9 ³	81,6 ³	79,9 ³	79,4 ³	4,3	4,2	3,7	3,7	3,7
I. Biens de consommation	+ 14	+ 17	+ 20	+ 25	+ 37	80,0	82,8	82,4	82,7	80,3	2,8	2,8	2,0	2,1	2,2
II. Biens d'investissement	+ 4	+ 7	+ 15	+ 17	+ 21	81,2	81,0	81,9	80,8	79,0	6,7	6,5	6,2	6,1	6,0
III. Biens intermédiaires	+ 21	+ 19	+ 20	+ 30	+ 34	82,2	80,1	80,3	75,1	78,3	2,3 ²	2,2 ²	2,0 ²	1,9 ²	1,9 ²
Industrie textile	+ 26	+ 36	+ 39	+ 32	+ 40	75,6	74,0	73,5	75,0	75,9	2,0	2,0	1,9	2,0	1,9
dont : Laine	+ 45	+ 54	+ 71	+ 45	+ 53	66,9	66,0	67,0	69,5	67,8	1,6	1,5	1,5	1,6	1,7
Coton	+ 17	+ 35	+ 22	+ 19	+ 27	76,6	76,9	76,9	78,5	78,0	2,4	2,4	2,3	2,2	2,2
Bonneterie	+ 24	+ 26	+ 17	+ 20	+ 27	75,0	75,3	70,7	71,8	77,3	2,4	2,3	2,2	2,9	2,3
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 36	+ 41	+ 47	+ 44	+ 50	81,5	80,2	78,7	77,6	75,5	2,2	2,3	1,8	2,3	2,5
dont : Chaussures	+ 29	+ 23	+ 49	+ 67	+ 60	83,5	84,8	78,9	71,9	68,1	1,9	2,2	1,2	2,0	1,8
Habillement	+ 38	+ 44	+ 46	+ 39	+ 48	81,0	79,1	78,7	78,9	77,1	2,2	2,3	1,9	2,4	2,7
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 3	+ 14	+ 23	+ 11	+ 18	87,4	87,6	86,1	86,4	84,1	1,9	1,9	1,7	1,8	1,7
dont : Bois	+ 8	+ 24	+ 38	+ 16	+ 15	87,2	87,6	83,5	83,9	83,5	2,0	2,0	1,8	1,8	1,8
Meubles en bois	- 1	+ 7	+ 12	+ 8	+ 20	87,6	87,6	87,9	88,2	84,5	1,9	1,9	1,6	1,8	1,7
Papiers et cartons	+ 16	+ 1	+ 21	+ 22	+ 32	85,9	86,7	84,8	85,1	83,6	1,2	1,3	1,1	1,0	1,1
dont : Production de papier et carton	+ 33	- 8	+ 11	+ 4	+ 49	91,3	91,9	91,4	92,9	89,8	1,1	1,3	1,0	0,9	1,1
Transformation de papier et carton	+ 4	+ 8	+ 29	+ 35	+ 21	81,8	82,8	79,7	79,2	78,9	1,3	1,4	1,3	1,2	1,2
Industrie du cuir	+ 30	+ 7	+ 7	+ 70	+ 18	70,5	84,8	76,1	73,9	70,8	1,5	1,6	1,8	1,8	1,5
Transformation de matières plastiques	- 20	- 31	0	+ 4	+ 5	87,9	82,3	85,6	85,4	81,7	3,8	3,9	3,7	3,0	3,0
Production et première transformation des métaux	+ 41	+ 36	+ 23	+ 51	+ 45	82,6	77,1	79,6	67,2	77,3	2,0	1,9	1,7	1,7	1,7
dont : Métaux ferreux	+ 52	+ 46	+ 26	+ 60	+ 49	81,1	74,6	77,1	63,3	76,2	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7
Métaux non ferreux	- 14	- 16	+ 9	+ 6	+ 24	90,2	89,6	91,9	86,8	82,9	3,0	3,0	2,2	2,2	2,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 3	+ 10	+ 10	+ 10	+ 18	86,0	86,8	86,1	84,9	80,3	2,3	2,1	2,1	2,1	2,2
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 8	+ 11	+ 10	+ 11	+ 24	84,8	86,1	85,7	85,1	79,4	2,4	2,0	2,0	2,1	2,1
Industrie chimique	+ 7	+ 6	+ 8	+ 8	+ 28	80,8	83,0	80,2	81,3	77,5	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 63	- 62	- 28	- 58	0	98,6	99,2	99,2	95,8	90,7	2,3	2,2	2,3	2,0	2,0
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 10	- 10	+ 4	+ 30	+ 21	77,9	79,5	81,7	80,1	80,0	5,4	5,4	4,5	4,7	4,9
Construction de machines et de matériel mécanique	- 2	+ 6	+ 14	+ 27	+ 32	85,5	84,1	85,1	82,0	76,8	6,0	5,9	4,6	4,5	4,3
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 78	+ 47	+ 46	+ 48	+ 47	85,1	81,7	81,3	67,3	67,2	7,2	7,3	7,1	7,1	7,1
Machines-outils	- 55	- 43	+ 29	+ 19	+ 9	94,5	89,9	90,4	91,7	87,2	10,0	9,5	6,9	6,7	6,6
Machines textiles	- 6	- 8	+ 25	+ 6	+ 66	94,7	92,6	88,4	89,6	76,7	5,4	6,3	4,9	4,8	4,6
Moteurs, compresseurs, pompes	- 7	- 8	- 9	+ 15	+ 17	85,5	84,3	85,1	83,5	77,3	5,6	5,4	3,6	3,6	3,7
Construction électrique et électronique	+ 11	+ 8	+ 31	+ 2	+ 17	78,9	80,4	80,0	78,4	80,9	7,3	7,1	5,7	5,5	5,5
dont : Construction électrique d'équipement	+ 1	- 3	+ 27	+ 1	+ 5	79,2	81,4	81,2	79,4	82,6	7,1	6,9	6,6	6,5	6,5
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 36	+ 34	+ 42	+ 4	+ 48	77,5	77,4	76,9	76,3	75,6	8,1	8,1	3,6	3,1	3,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 35	- 20	- 21	+ 17	+ 50	80,8	96,9	96,6	96,5	89,1	3,1	2,7	2,0	1,7	1,9
Construction d'autre matériel de transport	+ 26	+ 48	+ 23	+ 27	+ 21	60,2	59,8	61,1	66,5	68,4	17,7	17,3	19,8	18,9	19,2
dont : Construction navale	+ 90	+ 90	+ 88	+ 89	+ 85	55,4	55,1	55,9	62,6	64,5	14,7	13,7	18,7	17,2	17,9
Construction de cycles et motocycles	- 58	0	- 23	0	- 13	96,6	94,1	87,4	88,5	86,1	3,2	3,2	2,1	1,8	1,8

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

³ Série recalculée à partir de 1980. Elle sera publiée dans un des prochains *Bulletins* de la Banque Nationale de Belgique.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai
Ensemble des industries	0	+ 4	- 15	- 8	- 15	- 2	0	- 14	- 5	- 7	+ 3	+ 4	+ 2	- 3	- 7
I. Biens de consommation	- 2	- 2	- 19	- 4	- 7	+ 6	+ 7	- 22	- 5	0	+ 11	+ 18	+ 15	+ 14	+ 9
II. Biens d'investissement	+ 1	+ 2	- 15	- 10	- 15	0	- 1	- 20	- 9	- 14	+ 5	+ 5	+ 7	- 2	+ 1
III. Biens intermédiaires	- 8	+ 1	- 17	- 15	- 23	- 8	- 5	- 7	- 5	- 10	- 5	- 4	- 10	- 13	- 21
Industrie textile	- 19	- 15	- 17	- 19	- 21	- 11	- 13	- 13	- 6	- 4	- 7	+ 3	0	+ 12	+ 5
dont : Laine	- 24	- 31	- 49	- 46	- 36	- 30	- 33	- 30	- 14	+ 14	- 16	- 12	- 21	- 11	+ 1
Coton	- 16	- 20	- 6	- 24	- 31	- 15	- 17	- 5	- 6	- 17	- 6	+ 11	+ 3	+ 23	+ 4
Bonneterie	- 5	- 13	- 4	- 1	+ 2	+ 10	0	- 4	+ 9	+ 8	+ 8	+ 8	+ 12	+ 26	+ 6
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 26	- 15	- 39	- 26	- 24	0	- 3	- 27	- 19	- 10	+ 9	+ 22	+ 13	+ 12	+ 12
dont : Chaussures	- 19	- 14	- 32	- 31	- 51	+ 3	+ 8	- 39	- 53	- 37	+ 12	+ 57	+ 13	+ 18	+ 17
Habillement	- 27	- 15	- 40	- 25	- 18	- 1	- 7	- 25	- 12	- 5	+ 9	+ 14	+ 13	+ 11	+ 11
Industrie du bois et du meuble en bois	- 3	- 7	- 23	- 22	- 19	0	- 1	- 10	- 6	- 1	+ 5	+ 8	+ 20	+ 15	+ 11
dont : Bois	- 6	- 3	- 25	- 31	- 15	- 3	- 6	- 3	- 2	- 6	- 3	- 18	+ 30	+ 14	+ 1
Meubles en bois	- 1	- 10	- 23	- 15	- 22	+ 3	+ 4	- 16	- 7	+ 2	+ 11	+ 26	+ 13	+ 14	+ 18
Papiers et cartons	+ 3	+ 15	- 15	- 26	- 28	- 3	+ 2	+ 2	- 11	- 13	- 4	+ 2	- 8	+ 3	- 28
dont : Production de papier et carton	- 26	+ 15	- 9	- 45	- 38	- 23	- 3	0	- 6	- 13	- 42	- 21	- 32	- 16	- 62
Transformation de papier et carton	+ 25	+ 15	- 18	- 10	- 20	+ 12	+ 5	+ 4	- 16	- 14	+ 25	+ 21	+ 9	+ 19	- 1
Industrie du cuir	0	+ 45	+ 2	0	- 51	0	0	- 18	+ 7	- 51	0	+ 45	- 5	- 37	0
Transformation de matières plastiques	- 35	+ 29	- 9	+ 39	- 1	- 27	+ 12	0	+ 23	- 36	0	0	- 2	- 5	+ 25
Raffinage de pétrole	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 13	- 11	- 28	- 22	- 45	- 6	- 9	- 8	- 12	- 8	- 8	- 12	- 31	- 34	- 51
dont : Métaux ferreux	- 15	- 12	- 29	- 30	- 52	- 8	- 11	- 12	- 13	- 9	- 17	- 15	- 38	- 34	- 59
Métaux non ferreux	- 4	- 2	- 25	+ 6	- 19	0	0	+ 4	- 6	- 3	+ 29	+ 3	- 7	- 30	- 23
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 6	+ 4	- 3	- 11	- 3	0	- 1	- 28	- 10	- 11	+ 1	+ 6	+ 18	+ 1	+ 5
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 8	0	- 3	- 11	- 9	0	- 2	- 28	- 10	- 11	+ 3	+ 2	+ 21	+ 1	+ 4
Industrie chimique	+ 21	+ 19	+ 7	+ 12	+ 4	+ 1	0	0	0	0	+ 5	+ 3	+ 5	- 12	- 13
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	+ 30	+ 12	- 9	+ 27	0	0	0	0	0	0	0	+ 12	+ 26	- 9
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 3	+ 2	- 16	- 5	- 4	+ 15	+ 16	- 16	- 8	- 10	+ 12	+ 16	+ 5	- 5	- 6
Construction de machines et de matériel mécanique	- 7	- 3	- 32	- 25	- 39	+ 20	+ 3	- 36	- 32	- 32	- 5	+ 1	+ 2	- 4	- 6
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 44	+ 47	- 94	- 91	- 95	+ 2	0	- 93	- 91	- 87	0	0	0	0	0
Machines-outils	- 10	- 10	- 28	+ 41	- 66	+ 6	- 9	- 25	- 31	- 21	+ 13	- 6	+ 11	0	+ 26
Machines textiles	- 98	- 74	- 60	- 97	- 72	+ 30	- 25	- 57	- 66	- 41	- 89	- 67	- 47	- 48	- 47
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 4	+ 14	- 21	- 11	- 27	+ 32	+ 22	- 15	- 2	+ 1	- 3	+ 22	+ 13	+ 1	- 4
Construction électrique et électronique	- 6	+ 11	- 13	+ 9	- 4	- 48	- 24	- 19	- 3	- 14	+ 1	+ 5	+ 9	- 10	+ 11
dont : Construction électrique d'équipement	- 10	+ 16	- 8	+ 10	- 6	- 42	- 21	- 14	- 8	- 21	+ 2	+ 9	+ 10	+ 1	+ 13
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 2	- 2	- 30	- 3	- 2	- 76	- 34	- 42	+ 1	+ 3	0	- 3	+ 2	- 37	+ 6
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 22	0	- 29	+ 1	- 1	+ 35	+ 35	- 38	0	0	+ 34	+ 12	+ 14	+ 32	0
Construction d'autre matériel de transport	+ 22	+ 7	- 3	- 2	- 10	+ 28	+ 26	+ 26	+ 51	+ 47	+ 22	+ 6	+ 13	+ 1	+ 4
dont : Construction navale	0	0	- 3	+ 14	0	+ 18	+ 15	+ 1	+ 70	+ 65	+ 6	+ 11	+ 4	+ 4	+ 15
Construction de cycles et motocycles	+ 14	+ 42	- 5	- 45	+ 60	0	0	+ 16	- 45	- 60	0	0	+ 23	0	- 24

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989 Mai	+8,9	+ 8	+3,1	+ 2	+ 8,1	+ 3	+ 6,9	+ 7	+ 4,1	+ 5	+0,9	0	+ 7,9	+ 8	+ 7,0	+ 7	+ 5,7	+ 5,0	+ 9,3	+ 7	+18,3	+18
Juin	+8,8	+ 8	+3,4	+10	+ 7,4	+10	+ 6,6	+12	+ 3,9	+ 6	+0,9	+ 1	+ 8,0	+10	+ 7,1	+ 9	+ 5,5	+ 8,0	+ 8,0	+13	+17,6	+18
Juillet	+8,5	+12	+3,3	+ 7	+ 6,5	+ 9	+ 6,4	+ 6	+ 2,9	+ 2	+1,4	+ 2	+ 7,9	+ 7	+ 7,4	+ 2	+ 5,1	+ 5,4	+ 6,5	+ 6	+17,4	+14
Août	+7,9	+10	+3,0	+ 3	+ 5,5	+ 5	+ 6,1	+ 3	+ 1,6	- 5	+2,6	- 2	+ 7,6	+ 8	+ 7,8	+10	+ 4,7	+ 4,5	+ 4,9	+ 8	+17,1	+17
Septembre .	+7,4	- 2	+2,3	- 3	+ 5,1	0	+ 6,0	+ 3	+ 1,1	- 6	+4,3	+ 7	+ 7,3	+ 8	+ 8,3	+ 6	+ 4,4	- 0,1	+ 3,3	0	+17,0	+17
Octobre ...	+7,1	+ 6	+1,5	- 4	+ 5,5	- 6	+ 6,3	+ 6	+ 1,5	+ 4	+5,3	+10	+ 6,8	+ 7	+ 8,6	+ 8	+ 4,3	+ 1,4	+ 2,0	+ 2	+17,0	+18
Novembre .	+7,0	+ 7	+1,5	+ 3	+ 6,0	+ 8	+ 6,8	+ 8	+ 2,1	0	+5,5	+ 4	+ 6,3	+ 5	+ 8,9	+ 9	+ 4,3	+ 4,5	+ 1,4	+ 1	+16,9	+17
Décembre .	+6,6	+ 7	+1,9	+18	+ 6,4	+ 7	+ 6,9	+16	+ 2,9	+ 9	+5,1	+ 8	+ 5,4	+ 1	+ 9,0	+12	+ 4,1	+ 7,8	+ 1,3	+ 1	+16,4	+18
1990 Janvier	+5,4	+12	+2,9	- 9	+ 6,5	+ 6	+ 6,3	+ 5	+ 2,9	+ 3	+4,4	+ 4	+ 4,3	+ 6	+ 8,8	+ 9	+ 3,7	+ 3,5	+ 1,3	+ 6	+15,4	+12
Février	+3,3	+ 4	+3,4	+ 7	+ 5,6	+15	+ 4,6	+ 9	+ 1,6	+ 8	+4,0	+ 3	+ 3,1	+ 7	+ 7,9	+ 9	+ 2,7	+ 7,0	+ 1,1	+ 4	+13,9	+16
Mars	+0,8	-10	+3,1	- 4	+ 3,0	- 7	+ 2,4	+ 2	0,0	0	+4,0	+ 5	+ 2,0	+ 1	+ 6,6	+ 3	+ 1,1	- 2,5	+ 1,0	+ 1	+11,9	+14
Avril	-1,0	- 5	+2,5	+ 6	+ 0,3	- 7	+ 0,4	- 1	- 1,6	- 4	+3,9	+ 4	+ 1,3	+ 2	+ 5,4	- 1	- 0,4	- 1,8	+ 1,0	+ 1	+ 9,9	+ 5
Mai	-1,5	0	+0,6	+ 2	- 1,8	+13	- 1,1	- 1	- 3,3	- 3	+3,6	+ 6	+ 0,5	- 2	+ 4,4	+ 7	- 1,5	+ 1,3	+ 1,0	+ 1	+ 8,6	+10
Juin	-1,1	- 3	-2,1	- 9	- 3,1	0	- 2,3	- 2	- 4,6	- 6	+3,4	+ 3	- 0,9	0	+ 3,0	+ 4	- 2,3	- 2,4	+ 1,0	- 1	+ 8,1	+ 6
Juillet	-0,4	0	-4,9	+ 4	- 3,1	- 9	- 3,4	- 3	- 6,1	- 3	+3,8	+ 2	- 2,8	+ 5	+ 0,9	+ 6	- 3,4	- 0,3	+ 1,3	+ 1	+ 8,9	+ 7
Août	0,0	+ 1	-7,6	- 9	- 3,0	- 2	- 5,6	- 5	- 8,5	- 8	+4,9	+ 3	- 4,8	- 6	- 1,8	- 5	- 4,9	- 4,6	+ 1,8	- 2	+10,6	+ 9
Septembre .	-0,5	- 4	-8,9	-13	- 3,8	- 4	- 8,9	- 6	-11,5	-10	+6,1	+11	- 6,6	- 7	- 5,0	- 4	- 6,6	- 7,4	+ 2,4	+ 8	+12,1	+16
Octobre ...	-1,8	0	-8,3	-10	- 4,9	- 3	-12,5	-15	-14,4	-19	+7,4	+10	- 8,4	- 9	- 8,1	-10	- 8,3	- 9,5	+ 3,0	+ 3	+13,3	+14
Novembre .	-3,4	+ 1	-7,0	+ 2	- 6,0	- 8	-16,6	-21	-17,5	-16	+8,0	+ 8	-10,4	- 8	-10,8	- 8	-10,0	- 8,3	+ 3,4	+ 3	+13,3	+15
Décembre .	-6,0	- 7	-5,8	- 3	- 7,9	- 8	-20,9	-16	-21,4	-18	+8,0	+ 8	-12,5	-13	-12,9	-15	-12,0	-11,0	+ 3,6	+ 8	+11,9	+13
1991 Janvier	-9,0	- 6	-5,3	- 8	-10,5	- 6	-25,0	-23	-25,4	-24	+8,3	+ 7	-14,4	-18	-14,1	-26	-14,1	-14,8	+ 3,4	+ 4	+10,1	+10
Février ....	.	-14	.	- 5	.	-15	.	-37	.	-33	.	+12	.	-18	.	-20	.	-19,3	.	+ 1	.	+ 7
Mars .....	.	-17	.	- 2	.	-20	.	-33	.	-35	.	+ 8	.	-16	.	- 9	.	-17,5	.	+ 4	.	+ 6
Avril .....	.	-14	.	-11	.	-16	.	-32	.	-36	.	+10	.	- 6	.	-10	.	-16,9	.	- 1	.	+ 7
Mai .....	.	-11	.	-15	.	-17	.	-32	.	-30	.	+12	.	-13	.	-13	.	-17,9	.	- 2	.	+ 5

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹				
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions		
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1989	Mai	+ 5,8	-11	- 1,6	- 1	+ 4,8	+ 7	-18,6	-14	-25,8	-25	+ 3,0	+ 4	- 0,5	0	+ 8,8	+12	- 4,9	- 4,5	+ 5,3	+ 7	+16,5	+17
	Juin	+ 3,1	+ 5	- 1,9	- 2	+ 3,3	+ 1	-20,8	-22	-26,3	-29	+ 2,6	- 3	- 0,5	- 2	+ 5,3	- 2	- 6,0	- 6,0	+ 3,0	+ 5	+14,0	+ 3
	Juillet	+ 1,9	- 8	- 2,3	-25	+ 1,0	- 8	-23,1	-31	-26,8	-28	+ 2,1	- 3	- 0,5	0	+ 1,8	+ 6	- 6,7	-11,4	+ 1,3	+ 2	+12,0	+ 8
	Août	+ 0,6	+17	- 2,8	- 1	- 1,3	- 7	-24,8	-23	-27,0	-27	+ 1,9	+14	- 0,5	0	- 1,0	- 4	- 7,2	- 7,4	- 0,8	- 8	+11,1	+12
	Septembre	+ 0,6	- 5	- 3,3	- 4	- 1,0	+ 9	-25,9	-26	-27,0	-27	+ 1,4	+ 5	- 0,5	- 2	- 2,0	-10	- 7,2	- 8,8	- 2,4	- 1	+11,0	+11
	Octobre	+ 0,6	+15	- 3,3	+12	- 0,6	+11	-26,8	-28	-27,0	-27	+ 1,0	+ 1	- 0,3	- 5	- 1,6	- 2	- 6,7	- 3,1	- 2,3	-13	+10,3	+11
	Novembre	0,0	0	- 3,1	- 6	- 1,3	- 5	-27,1	-23	-27,1	-16	+ 1,1	- 4	0,0	0	- 0,9	+ 1	- 6,3	- 5,6	- 1,3	+ 3	+ 8,6	+12
	Décembre	+ 0,9	-12	- 2,8	-12	- 1,3	-21	-27,4	-29	-27,4	-25	+ 1,6	0	0,0	0	- 0,5	+ 5	- 5,9	-11,8	+ 0,6	-11	+ 6,4	+ 4
1990	Janvier	+ 2,6	+10	- 1,4	0	- 2,9	+37	-27,1	-30	-27,6	-31	+ 2,4	+ 4	- 0,3	0	- 0,5	- 9	- 5,8	- 3,4	+ 2,5	+ 4	+ 3,6	0
	Février	+ 4,3	- 4	- 0,1	+ 3	- 4,5	- 4	-26,0	-27	-27,6	-28	+ 3,4	+11	- 0,9	+ 1	- 0,9	+ 7	- 5,9	- 7,9	+ 1,8	+13	+ 1,6	+ 5
	Mars	+ 5,8	+30	+ 0,3	- 5	- 4,5	- 7	-23,8	-25	-26,6	-28	+ 4,5	+ 2	- 1,6	- 5	- 1,8	- 2	- 6,1	- 5,5	- 1,3	-11	+ 0,4	- 1
	Avril	+ 6,4	+ 7	- 1,1	+ 8	- 4,5	- 5	-20,8	-22	-24,9	-26	+ 5,3	+ 6	- 2,3	- 5	- 2,6	- 3	- 6,4	- 6,5	- 4,3	+ 3	- 0,5	0
	Mai	+ 5,6	+ 6	- 4,3	+ 6	- 5,0	+ 4	-18,0	-15	-23,1	-21	+ 5,8	- 2	- 2,5	- 2	- 3,6	- 1	- 6,9	- 2,6	- 7,3	-11	- 1,3	- 4
	Juin	+ 4,4	+ 2	- 7,8	-16	- 6,0	+ 1	-16,3	-15	-21,9	-21	+ 6,4	+ 6	- 2,5	- 3	- 5,5	- 5	- 8,2	- 7,9	- 9,0	- 7	- 2,4	0
	Juillet	+ 2,6	+ 6	-10,1	-11	- 7,6	- 8	-16,8	-15	-22,5	-21	+ 7,1	+ 9	- 4,4	0	- 9,0	- 7	-10,3	- 8,1	- 9,0	-11	- 3,8	- 2
	Août	- 0,5	+ 1	-10,6	-14	-10,4	-18	-19,0	-18	-24,8	-23	+ 8,0	+11	- 8,4	0	-14,0	-30	-12,6	-14,1	-10,3	+ 4	- 5,1	- 7
	Septembre	- 4,0	-11	-10,4	- 7	-12,8	-14	-22,1	-23	-27,3	-29	+ 9,0	+ 6	-12,6	-26	-19,3	-12	-14,8	-16,0	-12,3	-25	- 6,1	- 5
	Octobre	- 6,6	-10	-10,4	-10	-14,3	- 5	-25,8	-25	-29,8	-31	+ 9,9	+ 9	-16,8	-18	-23,6	-21	-16,4	-16,1	-13,6	- 6	- 6,9	- 7
	Novembre	- 7,8	- 3	-12,4	+10	-15,0	-21	-28,6	-30	-31,6	-31	+10,6	+13	-18,9	-24	-26,3	-28	-17,1	-17,5	-14,8	-22	- 7,6	-10
	Décembre	- 7,5	-12	-16,1	-25	-14,5	-27	-30,6	-33	-32,6	-36	+11,3	+10	-18,9	-19	-26,8	-27	-17,9	-23,6	-14,6	-17	- 8,5	-22
1991	Janvier	- 5,9	- 8	-19,9	-25	-13,3	- 4	-31,8	-32	-33,4	-36	+11,8	+12	-18,0	-19	-26,3	-27	-18,6	-20,4	-13,3	-12	- 9,5	- 5
	Février	.	+ 1	.	-12	.	-14	.	-35	.	-33	.	+16	.	-11	.	-23	.	-17,9	.	- 9	.	- 8
	Mars	.	+ 6	.	-31	.	- 8	.	-31	.	-34	.	+10	.	-12	.	-12	.	-16,5	.	-15	.	-11
	Avril	.	-17	.	-17	.	-24	.	-32	.	-34	.	+12	.	-18	.	-25	.	-22,4	.	-11	.	-28
	Mai	.	+ 9	.	-28	.	- 7	.	-37	.	-43	.	+ 6	.	-13	.	-26	.	-18,9	.	- 3	.	-27

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1990		1991			1990		1991		
	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	0	- 2	- 31	- 30	- 32	+ 7	+ 8	+ 11	+ 12	+ 14
I. Biens de consommation	+ 17	+ 5	- 35	- 17	- 29	+ 5	+ 3	+ 9	+ 11	+ 10
II. Biens d'investissement	+ 4	+ 7	- 39	- 43	- 45	0	+ 5	+ 16	+ 18	+ 9
III. Biens intermédiaires	- 13	- 11	- 24	- 34	- 26	+ 13	+ 13	+ 10	+ 9	+ 18
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 30	- 38	- 26	- 28	- 28	+ 18	+ 23	+ 15	+ 25	+ 28
Industrie de la transformation du bois	- 4	- 2	- 26	- 29	- 25	+ 24	+ 17	+ 19	+ 25	+ 24
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 19	+ 34	- 22	- 28	- 32	+ 38	+ 4	+ 25	+ 42	+ 45
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 4	0	- 11	- 20	- 3	+ 4	+ 7	+ 6	+ 3	- 2
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 10	+ 13	- 23	- 6	- 16	+ 11	+ 8	+ 13	- 2	- 10
Industrie des fabrications métalliques	+ 22	+ 12	- 44	- 36	- 47	- 3	+ 1	+ 11	+ 8	+ 13
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 21	- 15	- 32	- 31	- 38	+ 7	0	+ 13	+ 13	+ 6
I. Biens de consommation	- 2	+ 4	- 20	- 23	- 31	- 11	- 20	+ 4	+ 8	+ 5
II. Biens d'investissement	+ 11	+ 6	- 16	- 16	- 25	+ 13	+ 5	+ 30	+ 27	+ 9
III. Biens intermédiaires	- 50	- 28	- 43	- 42	- 47	+ 4	- 2	+ 4	- 2	+ 1
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 63	- 38	- 52	- 46	- 35	+ 5	- 7	+ 20	+ 23	+ 17
Industrie de la transformation du bois	- 7	+ 15	- 20	- 73	- 47	0	- 23	- 8	- 25	0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 61	- 42	- 32	- 37	- 69	+ 6	+ 23	+ 22	+ 45	+ 19
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 8	+ 10	- 28	- 13	- 25	+ 13	- 7	+ 9	- 15	- 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 10	+ 8	- 12	- 20	- 13	- 20	- 10	+ 29	+ 22	- 2
Industrie des fabrications métalliques	+ 5	+ 1	- 23	- 20	- 32	+ 19	+ 5	+ 22	+ 25	+ 16

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1990				1991	1990				1991	1990		1991		
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 4	+ 10	+ 17	+ 22	+ 31	82,7	84,2	83,5	82,5	80,0	4,0	4,0	3,6	3,5	3,5
I. Biens de consommation	- 9	+ 3	+ 3	+ 15	+ 35	81,6	87,6	86,5	87,4	82,7	2,7	2,5	2,1	2,2	2,2
II. Biens d'investissement	+ 17	+ 23	+ 31	+ 35	+ 37	80,9	80,0	79,9	76,8	75,1	6,9	6,9	6,5	6,3	6,3
III. Biens intermédiaires	- 4	+ 1	+ 9	+ 8	+ 23	88,6	84,2	83,3	83,0	81,5	2,8	2,8	2,3	2,2 ³	2,2 ³
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 24	+ 33	+ 33	+ 23	+ 32	79,9	79,5	78,6	79,4	79,6	2,5	2,4	2,2	2,4	2,3
Industrie de la transformation du bois	+ 2	+ 11	+ 20	+ 15	+ 19	88,6	88,6	87,6	87,1	83,9	2,0	2,0	1,7	1,9	1,8
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 11	- 8	+ 9	+ 17	+ 37	85,1	86,6	85,3	83,6	80,7	1,5	1,6	1,3	1,2	1,4
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 17	+ 18	+ 18	+ 27	+ 21	83,5	88,2	84,7	80,4	73,6	2,9	2,7	2,6	3,0	2,8
Industrie des fabrications métalliques	- 3	+ 6	+ 13	+ 26	+ 40	80,5	84,3	83,6	82,1	79,6	5,7	5,6	5,1	4,9	4,9
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 33	+ 29	+ 27	+ 42	+ 36	77,9	75,3	77,6	73,0	74,9	3,7	3,4	3,0	3,1	3,1
I. Biens de consommation	+ 23	+ 18	+ 24	+ 31	+ 33	79,8	80,4	79,5	78,1	76,5	1,6	1,5	1,2	1,7	2,1
II. Biens d'investissement	+ 6	+ 11	+ 11	+ 24	+ 25	79,7	79,3	82,3	82,0	77,1	6,1	5,7	4,9	5,0	4,8
III. Biens intermédiaires	+ 50	+ 41	+ 36	+ 57	+ 41	78,7	73,5	74,8	65,9	73,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 41	+ 25	+ 58	+ 36	+ 52	74,1	63,6	70,3	76,0	74,2	1,4	1,0	1,2	1,2	1,4
Industrie de la transformation du bois	+ 4	+ 4	+ 13	- 8	+ 17	74,0	75,8	68,8	72,1	73,4	3,5	2,0	1,3	1,9	1,3
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 64	+ 7	+ 38	+ 17	+ 33	77,1	78,2	79,7	83,7	85,0	0,8	1,2	1,6	1,4	1,3
Industrie des produits minéraux non métalliques	0	+ 5	+ 3	+ 10	+ 16	86,3	85,9	85,3	84,6	82,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Industrie des fabrications métalliques	+ 12	+ 11	+ 18	+ 34	+ 28	76,8	76,7	77,7	77,6	74,6	6,4	6,0	5,2	5,2	5,1

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai	Avril	Mai	1 ^{er} trim.	Avril	Mai
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 1	+ 9	- 16	- 7	- 10	+ 2	0	- 16	- 5	- 11	+ 3	+ 8	+ 8	+ 7	+ 1
I. Biens de consommation	- 1	+ 1	- 20	- 13	- 7	+ 15	+ 14	- 21	- 4	- 2	+ 8	+ 13	+ 12	+ 16	+ 4
II. Biens d'investissement	+ 6	+ 18	- 22	- 12	- 16	- 1	- 8	- 24	- 9	- 21	+ 5	+ 13	+ 15	+ 1	+ 7
III. Biens intermédiaires	- 3	+ 10	- 10	0	- 10	- 6	- 4	- 7	- 5	- 12	- 1	- 1	- 1	+ 2	- 7
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 20	- 7	- 16	- 22	- 15	- 4	- 10	- 11	- 8	- 7	- 2	+ 7	+ 5	+ 14	+ 6
Industrie de la transformation du bois	0	- 6	- 26	- 16	- 23	0	+ 1	- 16	- 9	- 5	+ 6	+ 17	+ 13	+ 14	+ 14
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 18	+ 9	- 9	- 8	- 16	+ 9	+ 1	+ 3	- 14	- 18	+ 11	+ 12	+ 5	+ 19	- 3
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 8	+ 18	+ 7	+ 15	+ 2	- 4	+ 2	0	+ 4	- 6	+ 5	+ 4	+ 6	- 10	- 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 12	+ 14	- 6	- 13	- 5	+ 10	+ 7	- 3	+ 15	+ 1	- 3	0	+ 19	+ 8	+ 13
Industrie des fabrications métalliques	+ 5	+ 14	- 25	- 13	- 13	+ 7	+ 3	- 31	- 11	- 17	+ 8	+ 14	+ 10	+ 11	+ 4
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 4	- 2	- 20	- 26	- 25	- 1	- 2	- 12	- 15	- 11	+ 6	+ 1	- 8	- 23	- 24
I. Biens de consommation	+ 2	+ 3	- 7	- 13	+ 8	+ 23	+ 5	0	0	0	+ 18	+ 4	+ 23	+ 8	+ 15
II. Biens d'investissement	+ 1	+ 4	- 21	- 15	- 17	+ 3	+ 1	- 27	- 30	- 24	+ 18	+ 12	+ 3	- 7	- 6
III. Biens intermédiaires	- 6	- 1	- 17	- 34	- 32	- 8	- 5	- 3	- 7	- 4	- 7	- 9	- 23	- 41	- 46
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 46	- 33	- 54	- 37	- 19	- 32	- 34	- 9	+ 8	+ 7	- 6	- 7	+ 2	- 12	- 7
Industrie de la transformation du bois	- 15	+ 10	+ 5	- 61	+ 3	+ 53	+ 22	+ 9	+ 4	+ 15	+ 81	+ 12	+ 54	+ 9	- 1
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 22	+ 25	+ 17	- 17	- 21	- 21	- 11	0	0	0	- 31	- 26	- 31	- 19	- 42
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 19	+ 20	- 6	- 3	+ 20	- 6	0	- 4	- 10	0	+ 1	- 3	- 6	- 21	- 16
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 2	- 6	- 9	- 18	- 8	- 2	- 3	- 36	- 25	- 25	- 1	+ 3	- 4	- 17	- 13
Industrie des fabrications métalliques	+ 1	+ 7	- 22	- 11	- 20	+ 4	+ 4	- 19	- 23	- 21	+ 19	+ 12	+ 4	- 5	- 8

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes
Gros œuvre de bâtiments

	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	rythme d'activité		carnet de commandes		emploi		matériel				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989 Mai	+ 3,5	+ 4	+12,9	+13	+ 1,3	- 2	+18,6	+17	+ 6,5	+ 7	+14,0	+13	+14,5	+17	+10,1	+ 9,9	+26,4	+27	+42,0	+44
Juin	+ 3,8	+ 9	+12,9	+10	+ 3,8	- 2	+18,1	+19	+ 6,5	+ 5	+14,9	+13	+15,4	+ 9	+10,4	+ 9,0	+25,9	+26	+42,6	+43
Juillet	+ 4,4	+ 3	+14,1	+14	+ 7,0	+ 9	+17,8	+17	+ 7,3	- 7	+16,0	+16	+16,1	+17	+11,6	+ 9,9	+24,9	+21	+42,6	+43
Août	+ 5,3	+ 2	+16,9	+12	+10,5	+16	+17,8	+17	+ 9,0	+ 7	+17,1	+20	+16,3	+21	+13,2	+13,6	+23,8	+27	+42,4	+39
Septembre	+ 6,6	+ 6	+20,4	+22	+12,9	+16	+18,3	+21	+11,0	+15	+18,1	+21	+15,8	+15	+15,0	+16,6	+22,9	+20	+42,1	+42
Octobre	+ 8,3	+11	+24,0	+25	+13,8	+12	+18,4	+19	+13,8	+12	+18,6	+18	+15,0	+16	+16,4	+16,1	+22,8	+23	+41,9	+41
Novembre	+10,1	+12	+26,5	+40	+14,0	+14	+18,4	+17	+16,6	+14	+19,3	+17	+13,6	+ 9	+17,0	+17,6	+23,5	+19	+41,4	+42
Décembre	+12,3	+ 7	+25,9	+28	+13,9	+14	+18,4	+19	+18,6	+22	+20,1	+19	+11,8	+12	+17,0	+17,3	+24,3	+25	+40,5	+44
1990 Janvier	+13,8	+31	+22,3	+33	+13,6	+22	+18,1	+18	+19,9	+30	+21,1	+30	+ 9,5	+16	+16,4	+25,7	+24,1	+32	+39,4	+39
Février	+13,5	+15	+17,8	+10	+13,4	+13	+18,4	+12	+19,5	+21	+22,3	+22	+ 7,4	+ 5	+15,6	+14,0	+23,0	+29	+37,4	+38
Mars	+11,6	+15	+13,8	+14	+13,0	+12	+19,1	+21	+17,4	+18	+22,9	+24	+ 5,9	+ 4	+14,7	+15,4	+20,4	+20	+34,3	+37
Avril	+ 9,3	-15	+11,4	+ 3	+12,9	+ 7	+19,5	+18	+14,6	+15	+22,9	+19	+ 4,9	+ 7	+13,8	+ 7,7	+16,6	+19	+30,9	+30
Mai	+ 6,8	+ 6	+10,9	+ 9	+13,1	+16	+19,3	+24	+12,3	+10	+22,4	+27	+ 4,3	+ 3	+13,2	+13,6	+13,5	+10	+27,6	+25
Juin	+ 5,4	+ 5	+11,1	+14	+13,4	+17	+18,4	+23	+10,6	+10	+21,5	+23	+ 3,5	+ 7	+12,6	+14,1	+11,3	+10	+25,1	+22
Juillet	+ 4,3	+ 9	+10,9	+19	+13,5	+ 8	+17,1	+14	+10,0	+10	+19,9	+21	+ 1,8	+ 4	+11,6	+12,1	+10,5	+10	+24,0	+23
Août	+ 2,4	- 2	+10,8	+ 8	+13,3	+14	+16,3	+16	+ 9,6	+ 6	+17,8	+19	- 1,1	+ 1	+10,5	+ 8,9	+11,0	+11	+22,8	+26
Septembre	+ 0,6	- 9	+11,0	+11	+12,8	+14	+15,9	+12	+ 9,1	+ 6	+15,3	+14	- 4,3	- 6	+ 9,2	+ 6,0	+11,5	+17	+20,6	+24
Octobre	- 1,1	+15	+10,0	+11	+12,1	+12	+15,6	+18	+ 8,9	+16	+12,5	+13	- 7,0	- 9	+ 7,6	+10,9	+11,6	+18	+18,4	+17
Novembre	- 2,0	- 3	+ 7,6	+15	+11,0	+11	+15,4	+20	+ 8,5	+14	+10,6	+ 9	- 8,6	- 9	+ 6,1	+ 8,1	+11,3	+12	+16,1	+15
Décembre	- 2,0	+ 1	+ 4,4	- 5	+ 9,1	+ 1	+15,1	+10	+ 8,4	+ 7	+10,0	+ 7	- 7,4	-14	+ 5,0	+ 1,0	+10,8	+10	+14,6	+12
1991 Janvier	- 2,6	- 2	+ 0,8	- 4	+ 6,9	+14	+15,1	+15	+ 8,4	+ 9	+10,5	+ 7	- 3,8	-11	+ 4,3	+ 4,0	+10,4	+ 8	+14,9	+13
Février	.	-32	.	+ 3	.	+ 3	.	+13	.	+ 4	.	+15	.	+10	.	+ 2,3	.	+ 9	.	+14
Mars	.	+11	.	0	.	+ 6	.	+18	.	+ 8	.	+16	.	+ 4	.	+ 9,0	.	+11	.	+20
Avril	.	- 7	.	- 4	.	+ 3	.	+16	.	+ 9	.	+13	.	+ 7	.	+ 5,3	.	+19	.	+32
Mai	.	-11	.	- 3	.	+ 2	.	+16	.	+ 7	.	+13	.	+ 7	.	+ 4,4	.	+13	.	+26

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes (suite 1)

Travaux de génie civil et travaux routiers

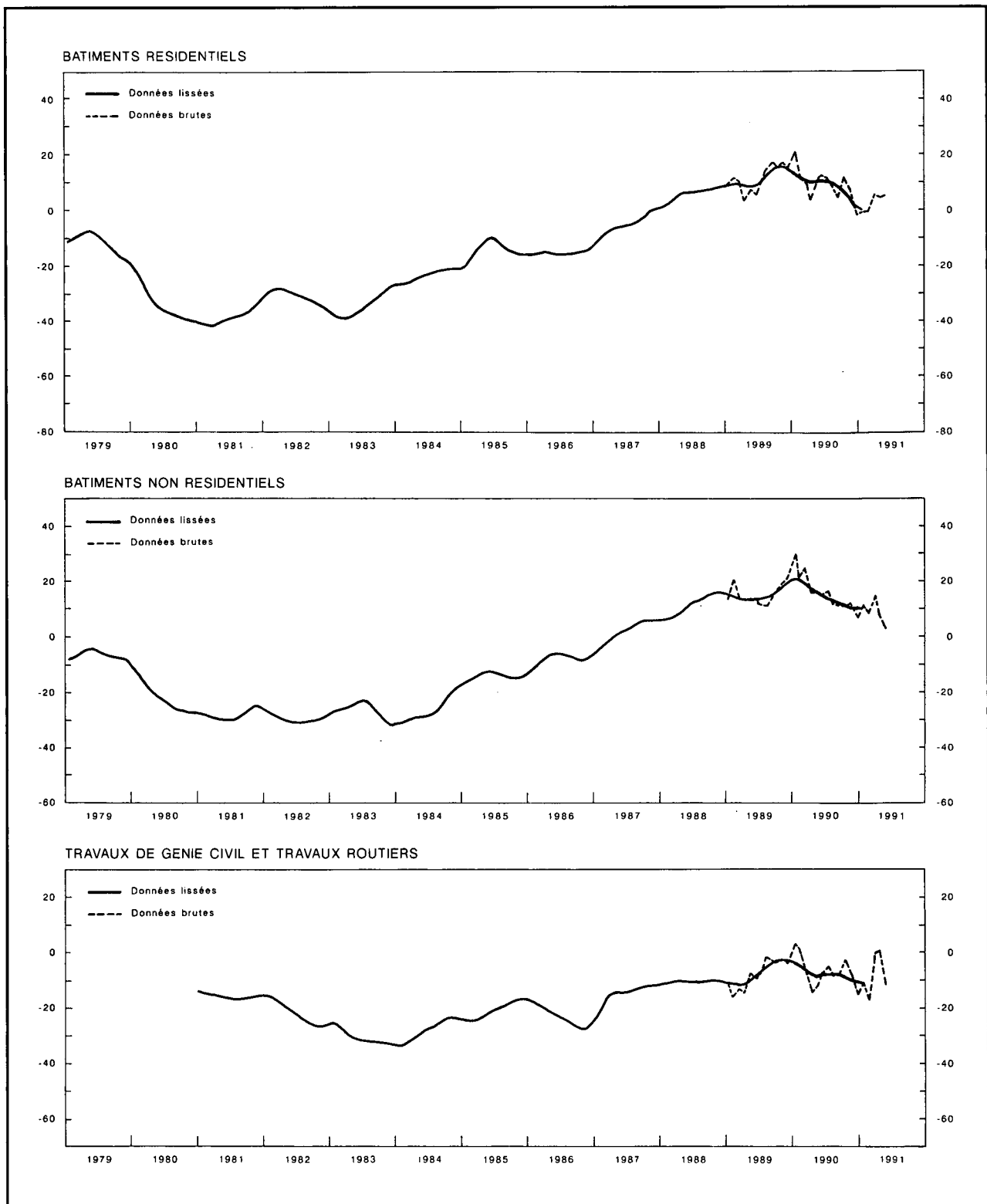
	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	montant des travaux exécutés		nombre de soumissions et devis		montant des travaux à exécuter		nombre de contrats conclus				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989 Mai	- 2,1	+10	- 2,8	+10	-20,4	-23	- 0,8	0	-42,5	-41	- 1,4	- 3	+ 2,0	+ 1	- 9,7	- 6,6	- 1,4	- 2	+ 4,8	+ 5
Juin	0,0	+11	+ 0,5	- 4	-17,0	-31	+ 1,0	- 2	-44,0	-46	- 0,8	- 1	+ 4,6	+ 8	- 7,8	- 9,3	- 0,5	+ 1	+ 4,8	+ 4
Juillet	+ 2,0	- 8	+ 3,9	- 5	-13,8	-10	+ 2,4	+ 7	-45,1	-48	- 0,1	+ 4	+ 7,0	+ 9	- 5,9	- 7,3	+ 0,5	+ 2	+ 4,8	+ 5
Août	+ 3,0	+ 3	+ 7,6	+37	-11,6	-11	+ 3,3	+ 2	-45,1	-48	+ 0,6	+ 0	+ 8,4	+ 6	- 4,6	- 1,6	+ 1,0	- 1	+ 4,8	+ 5
Septembre	+ 3,4	- 8	+ 9,5	+ 8	-10,9	- 3	+ 4,0	+ 9	-44,4	-43	+ 1,4	+ 7	+ 9,4	+ 9	- 3,6	- 3,0	+ 0,9	+ 2	+ 4,9	+ 1
Octobre	+ 4,1	+12	+ 9,5	+11	-10,6	-15	+ 5,5	- 1	-43,6	-44	+ 2,0	- 1	+10,6	+13	- 3,0	- 3,6	+ 0,5	+ 2	+ 5,4	+ 2
Novembre	+ 4,9	+ 6	+ 8,6	+16	-10,4	-12	+ 6,4	+ 8	-43,1	-43	+ 2,3	+ 2	+11,9	+ 7	- 2,7	- 2,3	- 0,4	- 4	+ 6,4	+ 6
Décembre	+ 4,5	- 5	+ 6,8	+ 8	-10,1	- 8	+ 6,8	- 1	-43,0	-40	+ 2,1	+ 4	+13,1	+14	- 2,8	- 4,0	- 1,0	- 3	+ 7,6	+10
1990 Janvier	+ 2,6	+38	+ 4,5	+ 3	-10,0	-10	+ 6,5	+10	-43,0	-39	+ 1,0	+ 3	+12,5	+17	- 3,5	+ 3,1	- 1,1	0	+ 8,4	+ 7
Février	- 0,4	+ 6	+ 1,6	+ 4	- 9,5	0	+ 5,5	+15	-43,1	-43	- 0,9	+ 1	+ 9,9	+21	- 4,9	+ 0,6	- 1,6	0	+ 8,4	+12
Mars	- 4,1	- 3	- 1,1	- 2	- 8,9	-10	+ 4,5	+ 4	-43,4	-44	- 2,6	- 5	+ 7,1	+ 3	- 6,4	- 8,1	- 2,0	- 3	+ 7,5	+12
Avril	- 6,8	- 9	- 3,3	- 5	- 8,6	-21	+ 3,9	- 1	-43,5	-43	- 4,4	- 8	+ 4,1	-18	- 7,6	-15,0	- 2,5	- 1	+ 5,9	+ 4
Mai	- 7,9	-15	- 4,6	-12	- 8,4	- 6	+ 3,6	+ 3	-43,6	-48	- 5,4	- 9	+ 3,3	+ 1	- 8,1	-12,3	- 3,6	- 6	+ 4,4	+ 3
Juin	- 7,0	- 9	- 4,0	-12	- 8,6	- 6	+ 4,1	+ 9	-43,8	-45	- 5,6	- 3	+ 4,8	+13	- 8,0	- 7,6	- 5,3	- 5	+ 3,3	+ 6
Juillet	- 4,3	- 6	- 2,0	- 5	- 9,0	- 9	+ 4,8	+ 9	-43,8	-32	- 6,0	+ 2	+ 5,6	+ 9	- 7,9	- 4,6	- 7,3	- 3	+ 2,4	+ 1
Août	- 1,3	+ 3	0,0	+ 3	- 9,5	-18	+ 4,0	- 3	-44,0	-36	- 6,4	- 6	+ 5,5	- 1	- 7,8	- 8,3	- 9,0	-11	+ 1,9	0
Septembre	+ 1,1	+ 1	+ 1,3	+ 6	- 9,6	-17	+ 3,4	- 4	-44,4	-44	- 6,9	- 7	+ 4,3	+11	- 7,9	- 7,7	-10,0	-12	+ 1,8	+ 2
Octobre	+ 1,0	+ 6	0,0	+19	- 8,9	0	+ 2,9	+10	-44,6	-49	- 7,6	- 9	+ 2,3	+ 4	- 8,5	- 2,7	- 9,4	-12	+ 1,6	+ 2
Novembre	- 1,3	+ 5	- 3,0	- 3	- 9,0	- 5	+ 2,3	+ 4	-44,3	-48	- 8,0	- 7	+ 0,9	- 6	- 9,4	- 8,6	- 7,5	- 8	+ 1,5	0
Décembre	- 3,8	- 7	- 6,0	-15	- 9,5	-13	+ 3,1	- 4	-43,1	-45	- 7,3	-11	+ 2,3	-11	-10,1	-15,1	- 5,3	+ 1	+ 1,8	+ 4
1991 Janvier	- 7,3	-17	- 7,3	- 9	-11,3	- 6	+ 4,3	+ 4	-41,6	-38	- 5,5	-13	+ 5,5	+ 1	-10,8	-11,1	- 3,1	- 4	+ 2,3	- 3
Février	.	-48	.	-23	.	-27	.	-15	.	-38	.	+ 4	.	+22	.	-17,9	.	- 3	.	+ 1
Mars	.	-11	.	+14	.	-22	.	+12	.	-40	.	+ 3	.	+14	.	- 1,1	.	- 1	.	+ 4
Avril	.	0	.	+25	.	- 3	.	+14	.	-44	.	- 1	.	+13	.	+ 0,6	.	+ 2	.	+ 8
Mai	.	-24	.	- 1	.	-20	.	+ 6	.	-36	.	- 4	.	+ 3	.	-10,9	.	+ 1	.	+ 6

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Courbes synthétiques



I - 4c.3 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1990		1991		
	Avril	Mai	1 ^{er} trimestre	Avril	Mai
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 14	+ 20	+ 2	+ 24	+ 1
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 13	+ 26	0	+ 28	- 1
Bâtiments non-résidentiels	+ 15	+ 10	+ 7	+ 19	+ 5
Génie civil et travaux routiers	-	-	-	-	-
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	-	-	-	-	-
dont :					
Bâtiments résidentiels	-	-	-	-	-
Bâtiments non-résidentiels	-	-	-	-	-
Génie civil et travaux routiers	+ 22	+ 7	- 40	+ 32	- 7
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	+ 18	+ 17	+ 3	+ 13	+ 13
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 19	+ 12	0	+ 15	+ 18
Bâtiments non-résidentiels	+ 16	+ 27	+ 7	+ 12	+ 7
Génie civil et travaux routiers	- 42	- 48	- 41	- 44	- 34
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	+ 22	+ 29	+ 16	+ 14	+ 16
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 20	+ 27	+ 16	+ 17	+ 16
Bâtiments non-résidentiels	+ 26	+ 35	+ 16	+ 10	+ 14
Génie civil et travaux routiers	- 1	- 3	+ 3	+ 4	- 1
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 25	+ 23	+ 19	+ 27	+ 24
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 23	+ 21	+ 22	+ 33	+ 28
Bâtiments non-résidentiels	+ 28	+ 26	+ 15	+ 17	+ 18
Génie civil et travaux routiers	+ 1	+ 1	+ 4	+ 6	+ 4

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution		Appréciation				Prévisions						Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	ventes		ventes		stocks		commandes aux fournisseurs belges		commandes aux fournisseurs étrangers		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989 Mai	+ 8,8	+18	- 2,1	+ 1	+14,3	+15	+ 4,1	+ 4	+ 7,9	+ 8	+16,8	+18	+ 3,2	+ 5,7	+12,8	+ 8	+22,0	+21
Juin	+ 9,0	+ 9	- 1,4	- 1	+15,0	+13	+ 5,8	+ 6	+ 8,5	+ 8	+16,3	+11	+ 3,6	+ 3,3	+13,3	+14	+22,5	+23
Juillet	+ 9,8	+ 1	0,0	- 4	+16,0	+17	+ 7,3	+ 8	+ 9,8	+ 3	+15,9	+15	+ 4,4	+ 1,0	+13,9	+12	+22,5	+23
Août	+11,4	+20	+ 2,0	+14	+16,8	+17	+ 8,6	+11	+11,6	+14	+15,9	+16	+ 5,8	+ 9,7	+14,4	+18	+21,6	+25
Septembre	+13,1	+ 7	+ 3,9	+ 0	+17,0	+20	+ 9,5	+10	+13,9	+12	+16,1	+17	+ 7,1	+ 4,3	+14,4	+17	+20,4	+20
Octobre	+15,8	+23	+ 5,8	+ 5	+16,8	+18	+ 9,8	+ 8	+15,6	+17	+16,1	+14	+ 8,3	+ 8,2	+14,0	+13	+18,8	+18
Novembre	+18,0	+15	+ 7,4	+ 7	+15,9	+17	+10,1	+13	+15,6	+18	+15,5	+22	+ 9,2	+ 9,7	+13,4	+15	+17,1	+18
Décembre	+19,5	+16	+ 8,9	+ 8	+14,6	+15	+ 9,9	+20	+14,0	+18	+14,4	+29	+ 9,4	+12,7	+12,6	+ 8	+16,1	+14
1990 Janvier	+21,5	+24	+11,1	+10	+13,4	+12	+ 8,8	+ 4	+12,0	+ 9	+13,1	+ 6	+ 9,7	+ 6,8	+12,3	+ 8	+15,4	+12
Février	+22,6	+27	+13,8	+18	+12,4	+11	+ 8,0	+ 6	+10,0	+ 9	+12,4	+11	+10,0	+10,0	+12,4	+12	+15,0	+15
Mars	+23,4	+19	+15,6	+14	+12,0	+12	+ 7,0	+19	+ 9,0	+ 9	+12,6	+12	+10,0	+10,2	+12,9	+16	+15,0	+16
Avril	+24,0	+26	+16,4	+20	+12,3	+12	+ 6,4	+ 1	+ 9,4	+ 8	+13,4	+16	+10,0	+ 9,8	+13,4	+15	+15,0	+15
Mai	+23,6	+24	+15,9	+19	+12,8	+11	+ 6,6	+ 7	+10,1	+12	+14,0	+13	+ 9,9	+10,7	+13,5	+13	+15,3	+13
Juin	+22,0	+14	+14,4	+ 9	+13,3	+17	+ 6,9	+ 3	+10,4	+ 7	+14,4	+15	+ 9,2	+ 5,2	+13,1	+ 7	+15,8	+17
Juillet	+19,0	+35	+13,0	+15	+13,8	+14	+ 7,0	+ 7	+10,1	+13	+13,8	+17	+ 8,0	+12,2	+12,1	+15	+16,1	+14
Août	+15,5	+ 4	+10,8	+11	+13,9	+20	+ 7,3	+ 9	+ 9,5	+13	+12,3	+14	+ 6,8	+ 5,2	+11,1	+13	+16,4	+20
Septembre	+12,5	+21	+ 7,5	+13	+13,1	+ 5	+ 6,1	+ 9	+ 8,3	+ 8	+10,0	+ 9	+ 5,0	+ 9,2	+10,3	+10	+16,1	+20
Octobre	+10,8	+10	+ 4,8	+ 1	+12,4	+13	+ 3,0	- 7	+ 6,8	+ 2	+ 7,0	+ 2	+ 2,8	- 0,8	+ 9,6	+ 9	+15,4	+16
Novembre	+ 9,9	+ 7	+ 1,8	- 3	+12,6	+17	- 0,6	- 4	+ 4,5	+ 6	+ 4,4	0	+ 0,8	- 1,8	+ 9,4	+ 9	+14,6	+11
Décembre	+ 8,4	+15	- 1,3	+ 1	+13,5	+ 9	- 4,6	+14	+ 0,6	+ 9	+ 2,5	+ 9	- 2,1	+ 6,5	+ 9,1	+15	+14,0	+12
1991 Janvier	+ 5,5	+11	- 4,4	+ 1	+15,4	+ 9	- 7,4	- 9	- 3,9	- 4	+ 1,9	-14	- 4,8	- 4,0	+ 8,8	0	+13,8	+14
Février	.	-27	.	-19	.	+17	.	- 9	.	-12	.	+ 7	.	-12,8	.	+ 4	.	+24
Mars	.	+ 1	.	- 9	.	+25	.	- 8	.	-11	.	0	.	- 8,7	.	+15	.	+13
Avril	.	- 3	.	-14	.	+20	.	- 5	.	-12	.	+ 3	.	- 8,5	.	+ 9	.	+16
Mai	.	- 4	.	-18	.	+24	.	-11	.	+ 2	.	+ 3	.	- 8,7	.	+ 7	.	+14

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363 ; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1990, p. 53-64.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la BNB			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la BNB ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	+ 6,4
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8	+ 24,6	+ 28,3
1989	+ 19,9	+ 22,3	+ 13,6	+ 13,0	+ 15,4	
1990	+ 17,9	+ 23,0	+ 12,8	+ 14,5		
1991	+ 4,1	+ 6,0				

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : INS.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome 1, n^o 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, INS, ONSS, ONEM.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876	9.890
population active ²	4.094	4.120	4.138	4.132	4.112	4.108	4.115	4.126
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)³ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 24	+ 26	+ 18	- 6	+ 20	- 3	+ 6	+ 12
Hommes	- 6	- 4	- 9	- 22	- 34	- 24	- 18	- 13
Femmes	+ 30	+ 30	+ 27	+ 17	+ 15	+ 20	+ 25	+ 25
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁴ :								
Total	+ 14	+ 30	+ 24	+ 16	+ 14	+ 10	+ 6	+ 2
Hommes	+ 17	+ 28	+ 25	+ 17	+ 12	+ 6	+ 3	+ 1
Femmes	- 3	+ 2	0	- 1	+ 3	+ 4	+ 2	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 10	- 4	- 6	- 22	- 34	- 13	0	+ 10
Hommes	- 23	- 32	- 34	- 39	- 46	- 30	- 21	- 14
Femmes	+ 33	+ 28	+ 27	+ 18	+ 12	+ 16	+ 22	+ 24
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	- 69	- 49	- 37	- 6	+ 20	+ 25	+ 18	+ 53
2.1 les entreprises								
- 72	- 50	- 31	- 13	+ 13	+ 5	+ 31	+ 51	
— agriculture, sylviculture et pêche ...								
- 3	- 2	0	- 1	- 1	- 2	- 3	- 2	
— industrie ⁵								
- 48	- 32	- 20	- 10	- 15	- 15	- 21	- 13	
— construction								
- 29	- 22	- 19	- 14	- 1	+ 1	0	+ 8	
— services								
+ 8	+ 5	+ 8	+ 11	+ 29	+ 20	+ 53	+ 58	
2.2 les services non-marchands ⁶								
+ 3	+ 2	- 6	+ 7	+ 8	+ 18	- 14	+ 3	
2.3 l'étranger ⁷								
0	0	0	- 1	0	+ 2	+ 2	0	
3. Chômage (1 - 2) ⁸ :								
Total	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12	- 42
Hommes	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7	- 21
Femmes	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5	- 21

* A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁴ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁵ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁶ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁷ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁸ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³			
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total			(f) = (a) à (e)	(h)	(i)	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
	milliers d'unités								milliers d'unités			
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)			
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,2	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,4	—	10,8	8,0		
1985 Janvier-Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,6	—	13,0	18,4		
Avril-Décembre		292,0	36,5			544,8	13,2	42,1				
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,6	58,6	13,8	17,7		
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	12,2	66,0	14,8	14,7		
1988	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	11,1	70,9	16,0	21,6		
1989	78,1	254,2	31,6	45,9	9,5	419,3	10,2	72,9	15,6	23,4		
1990	70,4	246,2	31,1	45,5	9,3	402,5	9,8	72,4	13,4	18,7		
1989 1 ^{er} trimestre	90,7	262,4	31,6	36,8	9,9	431,4	10,5	72,4	17,3	24,4		
2 ^e trimestre	76,3	249,9	31,5	24,4	8,9	391,0	10,3	72,7	18,3	25,0		
3 ^e trimestre	75,9	255,7	32,0	63,3	9,5	436,4	10,0	72,9	13,2	24,6		
4 ^e trimestre	69,7	249,0	31,2	59,1	9,5	418,5	9,8	73,5	13,5	19,5		
1990 1 ^{er} trimestre	76,5	249,0	31,3	33,8	8,9	399,5	9,8	73,9	16,1	19,1		
2 ^e trimestre	67,0	238,7	30,8	22,8	8,4	367,7	9,7	71,1	14,9	20,4		
3 ^e trimestre	69,9	248,6	31,2	64,1	9,6	423,4	9,7	72,1	11,6	19,4		
4 ^e trimestre	68,3	248,4	30,9	61,3	10,4	419,3	9,8	72,6	10,8	16,0		
1991 1 ^{er} trimestre	81,9	255,7	31,4	36,2	10,7	415,9	10,0	73,4	13,1	15,0		
1990 Mai	66,5	238,0	30,9	22,1	8,1	364,6	9,7	70,8	16,2	21,2		
Juin	64,0	237,1	30,7	24,5	8,4	364,7	9,7	71,7	13,7	19,6		
Juillet	71,4	249,6	31,3	55,7	10,4	418,4	9,7	72,1	9,2	19,2		
Août	70,8	251,1	31,4	66,2	8,7	428,2	9,7	72,1	12,1	19,8		
Septembre	67,6	245,0	30,8	70,6	9,7	423,7	9,7	72,1	13,6	19,1		
Octobre	67,6	246,0	30,9	65,9	10,3	420,7	9,8	72,4	14,7	17,5		
Novembre	67,1	247,8	30,9	61,0	10,6	417,4	9,8	72,6	9,8	16,1		
Décembre	70,2	254,6	31,0	57,1	10,3	423,2	9,8	72,9	7,8	14,4		
1991 Janvier	80,5	257,4	31,3	43,5	10,4	423,1	9,9	73,5	13,7	14,7		
Février	82,8	257,6	31,5	36,4	10,6	418,9	10,1	72,9	11,3	14,6		
Mars	82,4	252,1	31,3	28,8	11,1	405,7	10,0	73,8	14,4	15,7		
Avril	79,4	250,3	31,6	25,5	11,0	397,8	10,2	73,4	13,3	16,0		
Mai	75,0	248,2	31,2	24,6	10,9	389,9	10,2	73,7	12,1	16,1		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonnés) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)} \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : INS : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	170	187	177	180	181	185	186	203
Autres céréales panifiables	14	16	16	16	17	20	18	18
Céréales non panifiables	177	170	168	149	152	146	145	129
Betteraves sucrières	124	109	117	118	113	106	109	106
Autres plantes industrielles	12	14	17	16	13	16	16	17
Pommes de terre	37	34	36	41	40	45	41	42
Autres plantes et racines tuberculifères	17	15	15	15	14	14	12	12
Prés et prairies	691	686	678	669	661	652	647	638
Cultures maraîchères	28	25	25	27	23	27	29	29
Cultures fruitières	11	11	11	11	11	11	12	12
Divers	123	133	136	148	158	155	154	156
Total ...	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383	1.377	1.369	1.362
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257	1.047	1.252	1.402
Avoine	153	80	92	94	59	60	70	45
Orge	745	670	873	685	793	678	738	647
Autres céréales	138	123	155	137	148	136	148	148
Betteraves sucrières	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886	5.425	6.109	6.061
Pommes de terre	1.582	978	1.332	1.522	1.401	1.620	1.614	1.443
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	968	984	994	973	947	922	892	872
Autres bovidés	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113	2.157	2.179	2.255
Porcs	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585	5.861	6.278	6.474
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197	3.043	2.960	3.033
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	941	979	1.036	1.033	1.053	1.094	1.111	1.116

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

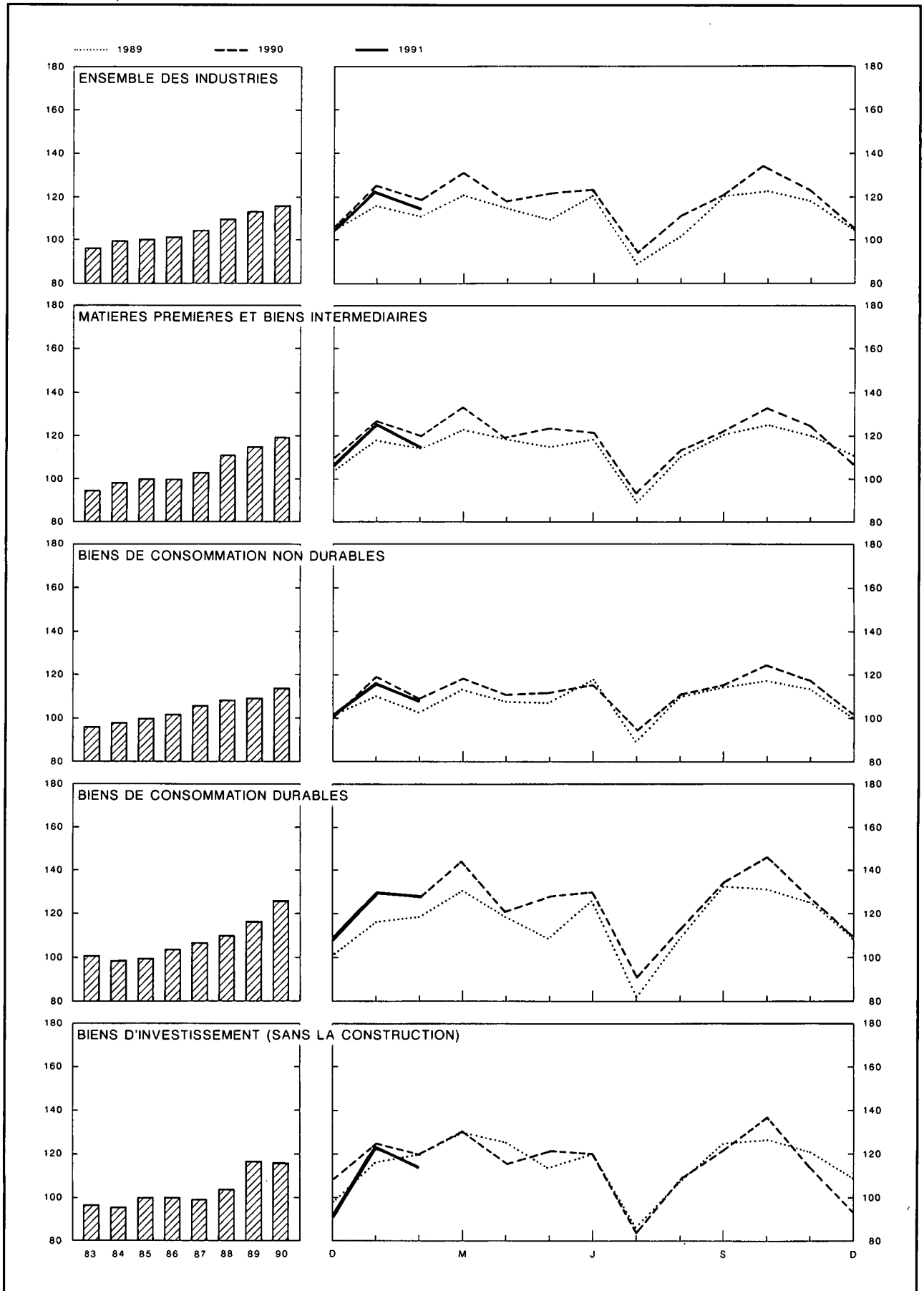
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Poissons de fond	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1
Poissons pélagiques	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1
Crustacés et mollusques	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2
Total ...	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général non compris la construction	Dont :		Dont :				Indice général y compris la construction	Construction
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter-médiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1988 et 1989	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1983	96	96	106	95	96	101	97	101	120
1984	99	98	107	99	98	99	96	100	107
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	101	89	100	102	104	100	101	101
1987	104	104	77	103	106	107	99	103	100
1988	110	111	67	111	108	110	104	110	111
1989	113	115	54	115	109	117	117	114	118
1990	119	121	38	119	113	126	116	123	144
1988 4 ^e trimestre	113	114	66	116	108	113	107	113	115
1989 1 ^{er} trimestre	116	118	56	118	110	122	122	115	109
2 ^e trimestre	116	117	59	117	112	118	119	119	131
3 ^e trimestre	106	108	48	107	105	107	106	107	111
4 ^e trimestre	116	118	52	119	111	122	119	116	119
1990 1 ^{er} trimestre	125	127	45	125	115	134	125	127	139
2 ^e trimestre	120	123	41	121	113	127	119	128	160
3 ^e trimestre	109	111	32	109	108	113	104	113	130
4 ^e trimestre	120	123	33	122	115	128	114	126	148
1990 Janvier	125	127	46	125	119	129	125	124	122
Février	119	121	42	119	109	128	120	121	133
Mars	131	134	49	131	119	144	131	137	163
Avril	118	120	42	119	112	122	115	124	150
Mai	122	124	41	123	113	129	122	130	164
Juin	122	124	40	122	115	131	120	130	164
Juillet	93	95	21	94	97	91	83	88	65
Août	111	114	39	112	111	114	107	121	162
Septembre	121	124	38	120	116	135	122	129	163
Octobre	133	136	41	131	126	146	136	142	180
Novembre	123	126	36	125	118	128	114	131	164
Décembre	105	108	23	108	101	109	93	104	100
1991 Janvier	122	126	21	124	116	131	124	121	113
Février	115	119	15	115	108	128	114	109	81

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1988 et 1989 ¹	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1983	96	92	93	97	93	95	92	105	100	101	107	93	94	122
1984	96	97	104	100	96	98	96	110	100	99	102	99	95	115
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	103	92	94	98	102	102	102	101	104	105	102	98	143
1987	100	111	93	89	101	105	111	107	101	115	98	112	100	146
1988	108	120	106	95	111	108	114	120	102	120	94	123	100	156
1989	114	125	103	94	118	113	118	130	106	135	111	124	104	167
1990	119	131	108	105	121	120	124	130	110	138	118	130	100	156
1988 4 ^e trimestre	114	122	110	100	114	109	125	123	106	128	86	122	98	171
1989 1 ^{er} trimestre	119	131	102	104	124	109	122	128	113	137	120	126	101	163
2 ^e trimestre	115	127	101	97	115	116	112	136	113	145	101	130	107	162
3 ^e trimestre	104	116	104	82	111	112	107	121	88	115	108	118	107	175
4 ^e trimestre	119	125	104	93	121	115	131	134	111	145	113	123	102	166
1990 1 ^{er} trimestre	126	137	116	110	128	116	133	134	123	142	131	134	97	148
2 ^e trimestre	123	134	109	122	127	119	114	135	114	146	110	135	103	184
3 ^e trimestre	107	121	103	85	110	117	114	117	91	118	116	122	104	162
4 ^e trimestre	119	132	105	95	121	129	135	134	112	147	115	130	96	132
1990 Janvier	124	136	118	103	128	118	142	137	123	131	120	131	99	100
Février	121	132	108	101	117	109	123	123	117	134	127	130	92	157
Mars	133	143	121	125	137	120	134	143	127	161	145	142	102	186
Avril	118	135	107	124	126	114	122	133	109	133	110	127	98	185
Mai	125	135	117	126	127	119	109	135	117	154	103	137	105	188
Juin	125	133	104	117	127	124	112	137	115	151	118	141	106	179
Juillet	85	115	95	83	89	103	106	94	68	93	88	104	102	191
Août	111	120	109	97	114	121	116	124	89	118	118	125	106	173
Septembre	124	128	106	99	126	127	119	133	115	143	141	138	105	122
Octobre	138	144	110	109	139	137	131	148	129	166	133	148	99	79
Novembre	121	134	114	101	123	137	135	136	118	148	109	135	88	137
Décembre	98	118	90	74	102	112	139	117	90	128	101	108	100	180
1991 Janvier	123	133	112	105	129	135	143	128	106	137	137	136	106	187
Février	115	128	106	.	120	120	137	108	106	133	140	131	98	177

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8%, 0,2% et 0,1% dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : MAE, Administration des Mines ; autres données : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Importations de gaz naturel en UEBL	Production	Consommation intérieure	Production	Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :								
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel							
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000
1988	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159
1989	2.048	1.274	240	695	172	.	455	436	158	1.150	5.326
1990	2.103	1.252	227	700	146	.	*452	*440	* 87	*1.249	5.572
1988 4 ^e trimestre	2.130	1.486	238	847	235	.	460	457	186	1.017	5.627
1989 1 ^{er} trimestre	1.966	1.357	233	796	225	.	457	453	208	1.199	5.494
2 ^e trimestre	2.087	1.116	258	553	125	.	449	425	174	1.166	5.069
3 ^e trimestre	2.068	1.146	248	579	153	.	453	434	116	980	4.835
4 ^e trimestre	2.072	1.429	221	852	186	.	461	433	134	1.253	5.905
1990 1 ^{er} trimestre	2.199	1.351	222	791	180	.	*455	*459	*136	*1.224	6.005
2 ^e trimestre	2.464	1.286	239	674	178	.	*461	*457	* 90	*1.330	5.049
3 ^e trimestre	2.103	1.311	222	768	139	.	*451	*415	* 59	*1.059	5.134
4 ^e trimestre	1.647	1.061	226	567	89	.	*439	*427	* 61	*1.384	6.099
1989 Décembre	2.434	1.513	155	1.041	135	.	466	442	101	1.618	6.286
1990 Janvier	2.126	1.425	211	847	223	.	*468	*426	*148	* 703	6.410
Février	2.049	1.334	216	785	187	.	*425	*461	*127	*1.208	5.557
Mars	2.423	1.295	238	742	131	.	*473	*489	*132	*1.761	6.048
Avril	2.517	1.324	235	722	172	.	*460	*475	*101	*1.295	5.212
Mai	2.506	1.213	242	582	183	.	*472	*447	* 92	*1.511	4.902
Juin	2.368	1.323	240	719	179	.	*452	*450	* 77	*1.185	5.035
Juillet	2.492	1.305	221	733	186	.	*464	*398	* 40	*1.154	4.779
Août	2.179	1.642	250	996	215	.	*453	*429	* 71	* 905	5.251
Septembre	1.639	985	195	576	15	.	*436	*419	* 67	*1.119	5.371
Octobre	963	909	219	475	42	.	*445	*464	* 75	*1.137	5.916
Novembre	1.655	1.008	207	559	78	.	*427	*438	* 68	*1.773	6.098
Décembre	2.323	1.266	251	666	146	.	*446	*380	* 39	*1.242	6.283

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat; Fabrications métalliques : INS ; Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988	935	731	24,5	71,1	95,5	94,4
1989	914	718	29,8	79,2	109,0	105,4
1988 3 ^e trimestre	880	688	21,4	59,0	80,4	79,8
4 ^e trimestre	978	764	26,9	77,5	104,4	103,5
1989 1 ^{er} trimestre	915	734	27,8	82,2	109,9	105,4
2 ^e trimestre	914	775	29,2	82,6	111,8	111,5
3 ^e trimestre	909	644	27,4	68,2	95,7	89,2
4 ^e trimestre	918	720	34,6	84,0	118,6	115,4
1990 1 ^{er} trimestre	* 1.022	* 822	* 34,1	* 88,2	* 122,3	* 114,5
2 ^e trimestre	* 966	* 799	* 33,1	* 82,4	* 115,5	* 115,1
3 ^e trimestre	* 901	* 664	* 28,4	* 71,1	* 99,6	* 98,3
1989 Novembre	922	746	32,0	86,4	118,4	118,7
Décembre	901	626	40,0	78,7	118,6	108,3
1990 Janvier	* 1.035	* 833	* 35,7	* 86,7	* 122,4	* 108,2
Février	* 966	* 798	* 33,3	* 84,5	* 117,8	* 109,0
Mars	* 1.065	* 836	* 33,3	* 93,4	* 126,7	* 126,2
Avril	* 943	* 837	* 31,2	* 75,9	* 107,1	* 105,7
Mai	* 1.034	* 807	* 34,0	* 82,9	* 116,9	* 116,2
Juin	* 920	* 754	* 34,1	* 88,5	* 122,6	* 123,3
Juillet	* 817	* 542	* 21,2	* 55,0	* 76,2	* 76,0
Août	* 959	* 688	* 34,2	* 70,9	* 105,2	* 98,1
Septembre	* 926	* 761	* 29,9	* 87,5	* 117,4	* 120,7
Octobre	* 979	* 830	* 33,5	* 98,6	* 132,0	* 134,4
Novembre	* 1.013	* 839	* 29,2	* 85,4	* 114,7	* 122,2

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région) ; autres données : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1985 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	120
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	107
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	101
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	102
1987	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	100
1988	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	111
1989	4,2	2.568	3,6	2.233	.	0,8	3.958	0,7	3.126	117
1990	4,3	2.646	3,4	2.154	.	0,8	4.338	0,7	3.058	145
1988 4 ^e trimestre	3,9	2.315	2,8	1.696	.	0,7	3.192	0,6	3.026	—
1989 1 ^{er} trimestre	3,8	2.376	3,4	2.156	.	0,6	3.350	0,8	3.400	—
2 ^e trimestre	4,6	2.846	3,7	2.329	.	0,9	3.937	0,6	2.662	—
3 ^e trimestre	4,1	2.554	2,9	1.844	.	0,8	4.608	0,6	2.267	—
4 ^e trimestre	4,1	2.497	4,2	2.601	.	0,7	3.936	0,6	4.175	—
1990 1 ^{er} trimestre	4,7	2.961	3,3	2.115	.	0,8	4.425	0,6	3.208	—
2 ^e trimestre	4,1	2.573	4,0	2.557	.	0,8	4.709	0,7	3.559	—
3 ^e trimestre	4,2	2.581	3,0	1.891	.	0,8	4.386	0,6	2.238	—
4 ^e trimestre	4,0	2.469	3,3	2.051	.	0,7	3.833	0,7	3.227	—
1990 Février	4,9	3.088	3,0	1.901	.	0,8	4.219	0,6	2.462	*121
Mars	4,7	2.934	3,5	2.336	.	0,9	4.629	0,5	3.110	*125
Avril	4,3	2.645	3,9	2.447	.	0,8	5.899	0,5	3.144	*127
Mai	3,9	2.474	4,0	2.563	.	0,7	3.751	0,8	4.337	*130
Juin	4,1	2.600	4,2	2.661	.	1,0	4.478	0,7	3.196	*133
Juillet	4,6	2.808	3,4	2.068	.	0,9	4.586	0,6	2.667	*133
Août	4,1	2.484	3,0	1.897	.	0,8	4.079	0,6	2.093	*136
Septembre	4,0	2.450	2,7	1.708	.	0,8	4.492	0,5	1.955	*138
Octobre	4,0	2.464	3,0	2.020	.	0,8	4.385	0,7	3.709	*140
Novembre	4,2	2.485	3,3	1.958	.	0,7	3.745	0,6	2.433	*143
Décembre	3,7	2.458	3,5	2.176	.	0,7	3.368	0,8	3.539	*144
1991 Janvier	3,7	2.301	3,7	2.133	.	0,7	5.308	0,9	4.054	*144
Février	3,4	2.132	.	.	.	0,6	3.106	.	.	*139

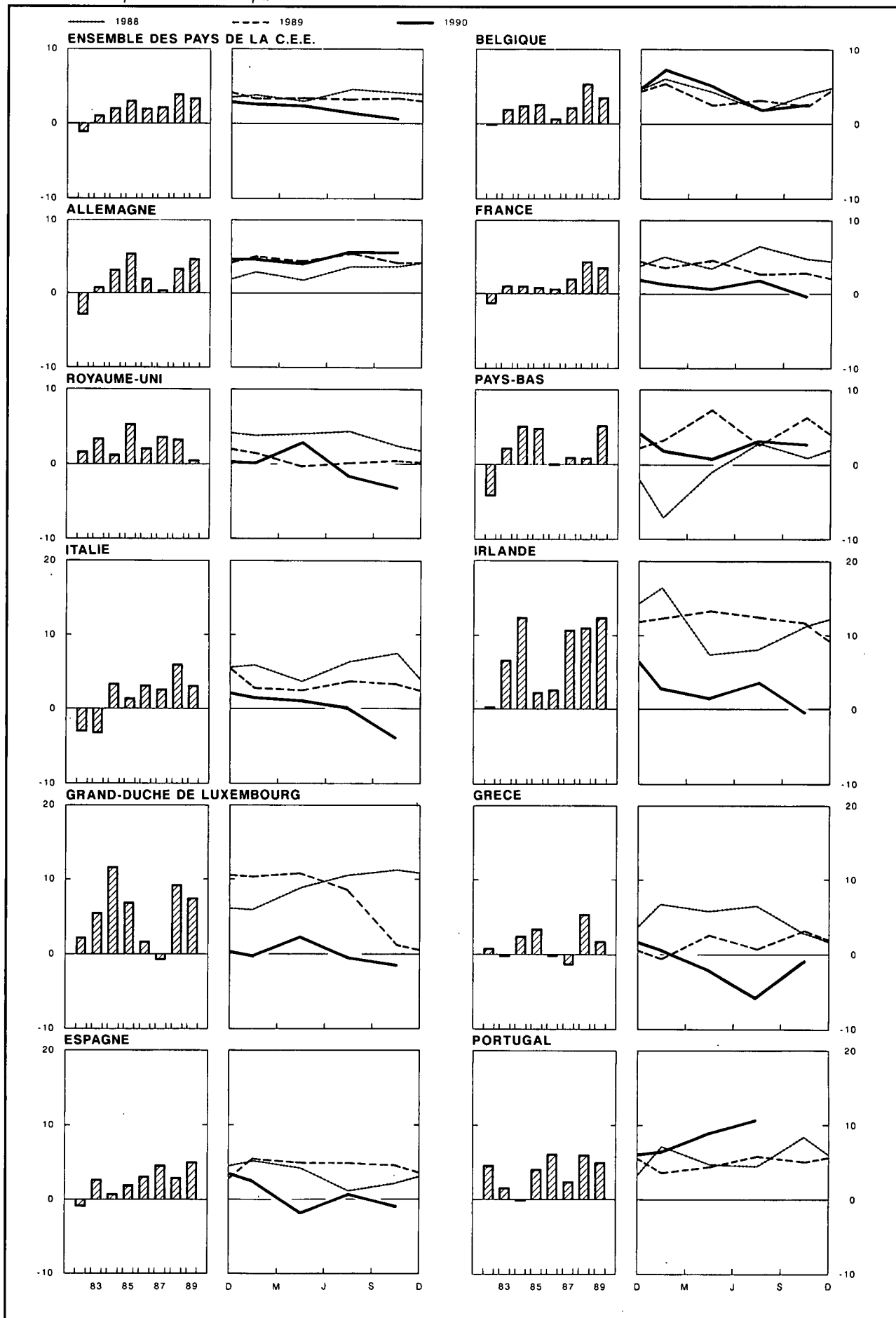
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non des-

saisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

(indices 1985 = 100)

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays CEE (11 pays ¹)	Belgique	Alle- magne	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1983	95	95	93	98	100	91	95	86	84	94	98	96
1984	97	98	96	99	102	95	99	98	94	97	98	96
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	102	101	102	101	102	100	104	103	102	100	103	106
1987	104	103	102	103	106	101	107	111	101	98	108	109
1988	109	109	106	108	110	101	114	123	110	103	111	115
1989	113	113	111	112	110	107	119	138	119	104	116	121
1990	115	118	117	.	109	109	.	144	118	102	116	.
1988 4 ^e trimestre	110	112	108	109	110	103	117	129	115	102	112	118
1989 1 ^{er} trimestre	111	112	109	110	110	102	116	133	118	104	115	119
2 ^e trimestre	112	111	110	112	109	107	115	135	120	105	118	120
3 ^e trimestre	114	114	113	113	111	107	118	140	121	104	117	121
4 ^e trimestre	114	114	113	113	110	110	121	142	116	105	116	124
1990 1 ^{er} trimestre	114	121	115	112	110	104	119	142	116	104	118	129
2 ^e trimestre	115	117	115	113	112	108	117	141	120	104	116	131
3 ^e trimestre	116	117	119	116	108	112	119	148	122	98	119	135
4 ^e trimestre	115	117	119	.	107	113	116	146	114	104	116	.
1990 Février	113	119	114	110	109	101	120	142	120	107	115	126
Mars	115	126	116	111	111	102	120	144	114	103	118	134
Avril	114	114	113	113	112	108	119	139	117	102	112	131
Mai	114	116	116	113	111	106	116	140	117	105	118	129
Juin	116	121	116	113	113	110	116	143	127	104	117	132
Juillet	116	117	118	115	109	109	118	145	121	107	124	134
Août	116	114	119	115	108	110	118	148	121	100	117	136
Septembre	116	120	120	113	108	115	119	150	124	87	115	134
Octobre	115	116	120	114	108	110	116	144	110	106	116	137
Novembre	115	118	119	111	106	111	115	145	116	102	117	138
Décembre	115	118	119	109	106	117	118	149	117	104	114	.
1991 Janvier	116	.	122	113	105	115	117	149	116	.	117	.
Février	116	.	121	112	107	119	116	.	120	.	116	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la SNCB et de la SABENA

Sources : SNCB et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	SNCB					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)			(milliers de tonnes)			(millions)	
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1989	533	671	5.490	1.185	1.158	564	108
1990	545	696	5.594	1.254	1.075		
1989 1 ^{er} trimestre	515	654	5.498	1.147	1.110	489	101
2 ^e trimestre	549	683	5.649	1.162	1.216	565	109
3 ^e trimestre	519	626	5.068	1.128	1.157	672	113
4 ^e trimestre	551	719	5.745	1.301	1.147	528	109
1990 1 ^{er} trimestre	540	706	5.729	1.346	1.108	500	102
2 ^e trimestre	537	690	5.619	1.221	1.112	658	119
3 ^e trimestre	537	650	5.128	1.164	1.036	788	128
4 ^e trimestre	566	739	5.898	1.287	1.044		
1991 1 ^{er} trimestre	* 545	633	5.076	1.093	1.011		
1990 Mars	566	776	6.171	1.484	1.113	536	114
Avril	522	641	4.809	1.246	775	622	117
Mai	547	728	6.281	1.269	1.479	638	118
Juin	542	701	5.768	1.148	1.083	715	121
Juillet	568	581	4.420	1.059	809	828	130
Août	528	700	5.660	1.193	1.276	803	127
Septembre	516	669	5.305	1.240	1.022	734	127
Octobre	604	833	6.570	1.432	1.239		
Novembre	541	746	6.155	1.308	1.117		
Décembre	552	637	4.969	1.120	777		
1991 Janvier	541	608	4.937	1.081	1.062		
Février	539	558	4.633	926	896		
Mars	* 555	733	5.657	1.272	1.073		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], INS (autres colonnes).

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.315	3.051	1.728	1.523	414	3.478	418	272	7.943	434
1987	10.849	4.465	2.962	1.697	1.609	417	3.866	604	322	7.865	427
1988	11.278	4.792	3.231	1.789	1.406	365	4.128	617	349	8.263	453
1989		4.077	3.136	1.803	1.262	397	5.031	906	421	8.105	444
1989 1 ^{er} trimestre	10.550	3.421	3.188	1.686	1.136	443	5.060	731	427	7.945	432
2 ^e trimestre		4.711	3.394	1.764	1.260	410	5.142	991	418	8.859	464
3 ^e trimestre		3.754	2.809	1.788	1.218	290	4.795	805	385	7.904	424
4 ^e trimestre		4.421	3.151	1.973	1.436	445	5.126	1.097	455	8.047	454
1990 1 ^{er} trimestre				1.996			5.126				
2 ^e trimestre				1.870			5.777				
1989 Mars	11.225	3.505	3.244	1.779	949	335	4.829	835	438	8.172	442
Avril		4.381	3.283	1.714	1.009	484	4.923	780	437	9.023	461
Mai		5.190	3.262	1.892	1.230	304	5.242	1.210	462	8.576	455
Juin		4.563	3.637	1.685	1.542	441	5.260	984	354	8.977	477
Juillet		4.227	3.209	1.585	1.238	252	4.898	796	478	7.098	368
Août		3.749	2.400	1.820	962	292	4.591	912	327	8.323	445
Septembre		3.287	2.818	1.960	1.453	327	4.895	706	350	8.292	459
Octobre		5.417	3.528	2.070	1.421	521	5.272	1.123	387	8.221	479
Novembre		4.687	3.456	2.035	1.247	354	5.409	1.142	516	8.437	455
Décembre		3.158	2.468	1.813	1.640	461	4.698	1.025	463	7.483	428
1990 Janvier				1.645			4.887			7.790	448
Février				1.946			4.686			7.326	414
Mars				2.396			5.805			9.852	528
Avril				2.068			5.620			8.777	467
Mai				1.946			5.574			9.299	483
Juin				1.595			6.136			9.137	494
Juillet				2.001			5.841			7.631	397

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : *INS*.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1988 !	2.706	1.825	84	339	81	141	48
1989 !	2.997	1.983	101	374	99	164	49
1990 *	2.641	1.656	86	376	106	140	51
1988 4 ^e trimestre	1.161	563	55	204	65	82	41
1989 1 ^{er} trimestre	1.047	495	52	184	55	89	32
2 ^e trimestre	2.407	1.483	93	300	103	162	54
3 ^e trimestre	5.314	3.871	106	694	120	197	55
4 ^e trimestre	1.272	591	62	223	78	98	42
1990 1 ^{er} trimestre	983	428	54	177	58	77	36
2 ^e trimestre	2.736	1.683	104	345	133	180	57
3 ^e trimestre	5.459	3.864	117	737	148	201	68
4 ^e trimestre	1.386	650	68	246	85	103	42
1990 Janvier	810	304	48	158	45	65	42
Février	892	371	53	180	54	66	28
Mars	1.246	608	61	193	74	99	37
Avril	2.582	1.689	104	254	113	166	42
Mai	2.658	1.561	113	373	159	151	63
Juin	2.968	1.799	96	406	128	225	65
Juillet	7.396	5.390	127	1.012	143	264	75
Août	6.682	4.935	143	870	155	184	64
Septembre	2.298	1.267	83	331	148	155	66
Octobre	1.673	762	74	313	118	149	54
Novembre	1.303	596	75	221	79	90	38
Décembre	1.182	592	56	205	58	71	33
1991 Janvier *	727	309	43	126	37	59	25

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988	146	150	122	23	147	161	170	138	150	105
1989	159	159	127	24	155	180	190	148	162	110
1990	* 163	169	131	22	* 163	* 187	* 195	* 150	* 168	* 109
1988 4 ^e trimestre	159	165	127	26	158	181	196	143	164	113
1989 1 ^{er} trimestre	148	149	119	24	145	170	165	142	152	104
2 ^e trimestre	162	161	128	24	157	182	182	157	165	112
3 ^e trimestre	150	152	129	26	152	168	180	136	154	104
4 ^e trimestre	176	175	133	22	166	201	232	158	180	120
1990 1 ^{er} trimestre	* 157	161	124	20	* 155	* 174	* 179	* 154	* 161	* 106
2 ^e trimestre	* 167	171	130	23	* 165	* 183	* 201	* 158	* 171	* 113
3 ^e trimestre	* 154	159	132	24	* 160	* 176	* 182	* 136	* 159	* 103
4 ^e trimestre	* 175	184	136	22	* 173	* 213	* 219	* 153	* 180	* 115
1989 Décembre	204	203	152	24	191	223	295	175	208	138
1990 Janvier	* 154	159	123	20	* 152	* 187	* 171	* 145	* 158	* 104
Février	* 145	149	116	19	* 145	* 141	* 174	* 144	* 149	* 98
Mars	* 173	176	134	21	* 167	* 195	* 192	* 174	* 177	* 117
Avril	* 163	170	126	22	* 158	* 197	* 191	* 153	* 168	* 110
Mai	* 169	172	130	23	* 166	* 187	* 203	* 158	* 173	* 114
Juin	* 169	172	133	23	* 171	* 165	* 208	* 162	* 173	* 114
Juillet	* 148	162	131	25	* 153	* 179	* 183	* 130	* 155	* 102
Août	* 148	155	136	25	* 164	* 141	* 173	* 134	* 153	* 100
Septembre	* 166	161	130	21	* 163	* 207	* 191	* 144	* 168	* 108
Octobre	* 168	172	130	22	* 164	* 212	* 200	* 149	* 172	* 110
Novembre	* 156	172	126	21	* 160	* 186	* 187	* 142	* 163	* 104
Décembre	* 200	209	151	23	* 195	* 242	* 270	* 167	* 206	* 132

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : INS : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1987 2 ^e semestre	1.756	875	504	377	130,4	7,0	73,1	50,3	40,2	3,5	20,6	16,1
1988 1 ^{er} semestre	1.769	836	528	405	143,8	7,3	79,4	57,1	52,4	3,7	25,6	23,1
2 ^e semestre	1.791	807	549	435	147,5	7,7	80,7	59,1	42,2	3,5	20,8	17,9
1989 1 ^{er} semestre	1.819	777	576	466	162,1	7,5	87,0	67,6	56,9	3,8	26,7	26,4
2 ^e semestre	1.728	667	588	473	166,2	7,2	89,3	69,7	47,8	3,6	23,1	21,1
1990 1 ^{er} semestre	1.789	668	617	504	183,9	7,8	96,5	79,6	63,5	3,7	29,4	30,4

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1987 2 ^e semestre	63	50	8	5	1,2	0,2	0,5	0,5
1988 1 ^{er} semestre	61	49	8	4	1,1	0,1	0,6	0,4
2 ^e semestre	64	51	8	5	1,3	0,2	0,6	0,5
1989 1 ^{er} semestre	64	50	9	5	1,4	0,2	0,8	0,4
2 ^e semestre	51	35	9	7	1,5	0,2	0,8	0,5
1990 1 ^{er} semestre	46	31	8	7	1,5	0,2	0,7	0,6

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1987 2 ^e semestre	799	4	2	0	82	23	5	200	114	7	338	24
1988 1 ^{er} semestre	796	4	2	0	109	27	6	188	115	8	303	34
2 ^e semestre	795	4	1	0	79	24	4	232	115	7	299	30
1989 1 ^{er} semestre	789	5	2	0	113	29	6	193	116	12	282	31
2 ^e semestre	758	4	2	0	86	25	6	260	56	8	286	25
1990 1 ^{er} semestre	806	5	2	0	120	29	8	235	56	11	304	36
Crédits accordés (milliards de francs)												
1987 2 ^e semestre	40,2	2,8	0,6	0,2	22,8	3,7	0,2	0,3	0,8	2,5	4,6	1,7
1988 1 ^{er} semestre	52,4	3,2	0,7	0,2	30,9	4,5	0,3	0,3	0,9	2,9	4,2	4,3
2 ^e semestre	42,2	2,6	0,6	0,2	23,7	4,1	0,2	0,3	0,8	2,8	4,6	2,3
1989 1 ^{er} semestre	56,9	4,3	0,9	0,2	34,1	5,2	0,4	0,3	0,8	3,5	4,6	2,6
2 ^e semestre	47,8	3,6	0,8	0,2	26,9	4,8	0,3	0,6	0,5	3,1	5,0	2,0
1990 1 ^{er} semestre	63,5	4,0	1,1	0,2	37,7	5,5	0,6	0,7	0,5	3,9	5,1	4,2

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domiciliations impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1987	2	303	7	19.125			20.861	3	40.301	885	41.186
1988	2	272	8	21.227			22.107	2	43.618	833	44.451
1989	2	265	7	23.494			24.051	3	47.822	786	48.608
1990	1	242	6	25.993			25.897	2	52.141	709	52.850
1988 4 ^e trimestre	2	247	7	22.154			23.677	3	46.090	803	46.893
1989 1 ^{er} trimestre	2	267	7	22.219			23.885	2	46.382	796	47.178
2 ^e trimestre	1	283	7	23.663			24.623	2	48.579	826	49.405
3 ^e trimestre	2	265	7	23.434			22.051	4	45.763	758	46.521
4 ^e trimestre	2	248	7	24.661			25.645	3	50.566	762	51.328
1990 1 ^{er} trimestre	2	257	6	24.349			25.784	3	50.401	745	51.146
2 ^e trimestre	1	259	6	43	21	26.264	26.527	1	53.122	757	53.879
3 ^e trimestre	2	246	6	43	20	25.534	23.991	1	49.843	688	50.531
4 ^e trimestre	2	205	6	45	23	27.630	27.288	0	55.199	646	55.845
1990 Février	2	233	6	22.363			24.042	5	46.651	673	47.324
Mars	2	263	6	24.555			26.454	2	51.282	759	52.041
Avril	2	258	6	40	20	26.745	25.497	1	52.569	770	53.339
Mai	1	225	6	45	20	27.336	27.683	1	55.317	705	56.022
Juin	1	293	6	44	24	24.711	26.400	2	51.481	795	52.276
Juillet	2	307	6	42	18	27.487	25.543	1	53.406	776	54.182
Août	2	225	6	45	22	25.325	23.173	1	48.799	702	49.501
Septembre	2	205	6	43	20	23.789	23.256	2	47.323	586	47.909
Octobre	2	235	6	50	22	29.019	27.875	1	57.210	706	57.916
Novembre	2	181	6	45	22	25.808	26.336	0	52.400	600	53.000
Décembre	1	198	5	41	25	28.064	27.652	0	55.986	632	56.618
1991 Janvier	1	245	4	51	32	26.748	27.935	1	55.017	665	55.682
Février	1	210	3	39	22	23.745	25.688	0	49.708	565	50.273

b) Montant des opérations

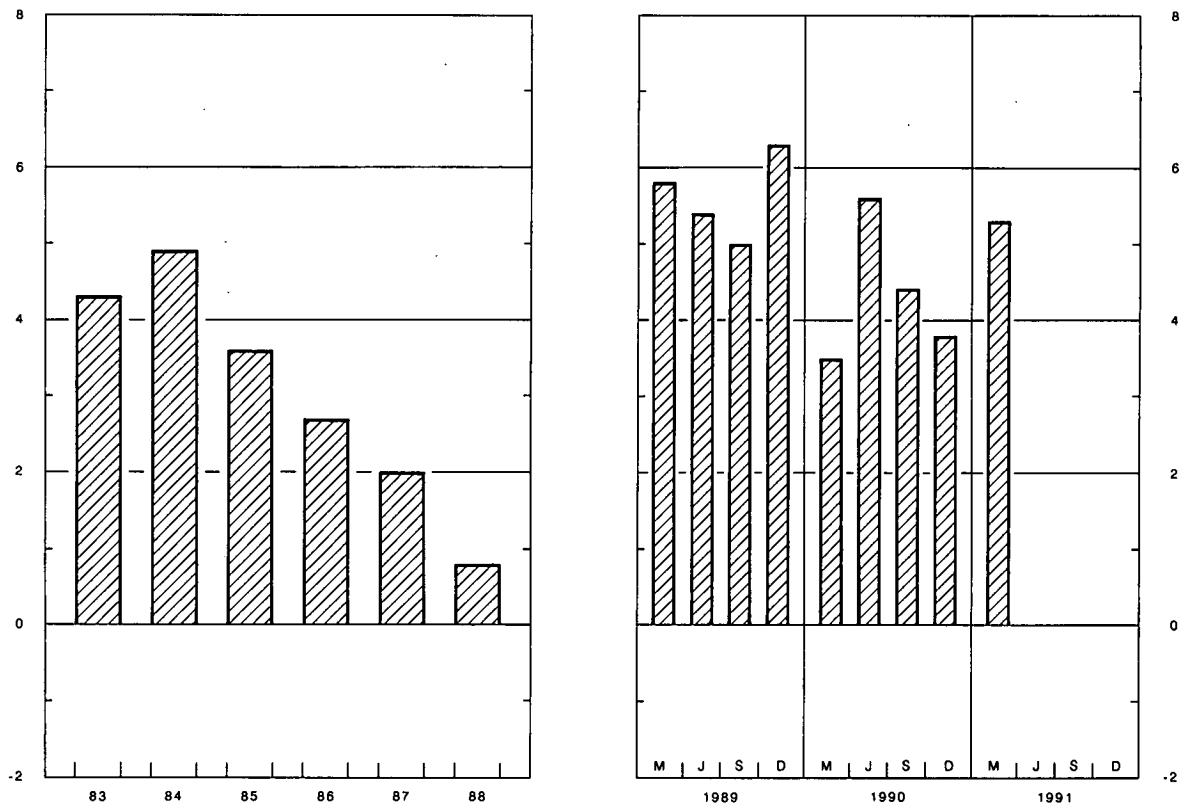
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domiciliations impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1987	288	5	1.216	837			7.191	1.035	10.572	672	11.244
1988	238	5	1.272	965			7.575	1.082	1.137	744	11.881
1989	256	5	1.352	1.125			9.080	1.820	3.638	773	14.411
1990	221	3	1.170	1.886			10.310	1.517	15.107	795	15.902
1988 4 ^e trimestre	212	4	1.266	984			7.594	1.045	11.105	737	11.842
1989 1 ^{er} trimestre	272	4	1.355	1.135			8.603	1.186	12.555	829	13.384
2 ^e trimestre	271	7	1.516	1.162			9.005	1.935	13.896	752	14.648
3 ^e trimestre	237	5	1.280	1.101			8.813	2.007	13.443	706	14.149
4 ^e trimestre	245	4	1.258	1.102			9.896	2.151	14.656	805	15.461
1990 1 ^{er} trimestre	221	4	1.199	1.363			10.772	2.365	15.924	826	16.750
2 ^e trimestre	212	3	1.285	9	3	1.955	10.019	1.437	14.923	789	15.712
3 ^e trimestre	212	3	1.124	8	4	2.091	10.057	1.196	14.695	771	15.466
4 ^e trimestre	239	2	1.071	11	3	2.099	10.391	1.071	14.887	794	15.681
1990 Février	225	3	1.177	1.171			10.171	2.265	15.012	752	15.764
Mars	225	4	1.123	1.676			10.971	2.405	16.404	843	17.247
Avril	184	3	1.257	11	3	1.826	9.240	1.689	14.213	758	14.971
Mai	196	2	1.300	6	6	1.903	9.966	1.388	14.767	757	15.524
Juin	256	5	1.298	10	1	2.136	10.850	1.234	15.790	853	16.643
Juillet	215	4	1.064	8	3	2.254	10.661	1.440	15.649	776	16.425
Août	232	3	1.263	9	7	2.018	10.421	1.078	15.031	818	15.849
Septembre	189	3	1.044	7	1	2.001	9.090	1.070	13.405	720	14.125
Octobre	233	3	1.127	9	4	2.227	10.770	1.205	15.578	819	16.397
Novembre	248	2	1.047	13	1	1.806	9.548	929	13.594	745	14.339
Décembre	235	2	1.037	12	5	2.264	10.856	1.078	15.489	818	16.307
1991 Janvier	328	4	1.216	12	1	1.985	12.047	1.046	16.639	850	17.489
Février	737	3	1.088	16	2	2.011	12.091	821	16.769	741	17.510

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Gain moyen brut par heure prestée des ouvriers dans l'industrie¹ (pourcentages de variation par rapport à l'année précédente² ou au mois correspondant de l'année précédente)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	BNB			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1983	186,0	183,0	189,0	186,0	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195,0	191,0	198,0	200,0	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1988	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1989	106,5	105,5	106,6	106,0	106,7	107,4	106,9	107,5
1990	111,1	110,3	111,8	110,6	112,1	112,8	112,0	111,9
1989 Septembre	105,8	105,9	107,4	105,3	107,1	107,6	107,9	107,8
1989 Décembre	110,6	107,2	108,0	110,2	108,8	109,4	109,6	109,9
1990 Mars	108,1	108,9	110,4	107,5	110,6	111,1	110,4	110,4
1990 Juin	111,0	109,5	111,0	110,5	111,3	111,8	110,8	110,9
1990 Septembre	110,5	110,9	112,4	109,9	112,8	113,6	112,5	112,5
1990 Décembre	114,8	111,8	113,4	114,3	113,7	114,5	114,3	113,7
1991 Mars	* 113,8	* 114,3	* 116,1	* 113,3	116,1	117,2	115,9	116,3

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : INS.

Groupes et branches d'industrie	1988	1988	1989	1989	1990	1988	1988	1989	1989	1990
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	307	310	318	328	337	75,4	76,6	78,4	80,8	84,0
<i>Industrie extractive</i>	341	346	351	357	368	67,4	69,2	65,0	73,6	81,9
<i>Bâtiment et génie civil</i>	301	299	310	319	326	70,0	71,0	73,0	74,6	78,3
<i>Industrie manufacturière</i>	306	310	318	327	337	76,3	77,5	79,6	81,8	84,6
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) ..	305	308	314	322	330	72,3	73,5	76,2	79,6	80,5
Construction de machines et de matériel mécanique	321	326	331	337	350	78,3	80,5	82,2	83,0	86,3
Construction électrique et électronique	307	309	316	323	336	79,0	81,3	82,5	85,0	87,9
Construction d'automobiles et pièces détachées	326	327	331	339	346	77,9	79,6	82,0	82,8	86,9
Construction d'autre matériel de transport	315	322	329	334	348	79,6	76,7	79,4	81,4	85,8
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	289	300	313	313	330	71,7	74,6	76,1	77,8	81,3
Métallurgie de base	376	385	391	402	422	89,4	91,1	94,0	96,2	100,7
Industrie chimique	370	377	391	398	412	88,2	89,2	93,3	95,7	98,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	291	297	303	311	319	71,2	73,2	74,1	76,4	78,8
Industrie textile	261	264	272	277	287	68,7	70,8	71,8	72,8	75,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	320	324	332	340	351	77,3	78,7	80,7	83,2	85,2
Industrie du bois	273	275	281	286	299	60,4	61,8	63,9	65,5	66,7
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	232	231	235	244	248	53,8	55,9	56,9	60,1	61,2
Industrie du papier, imprimerie et édition	338	343	354	355	370	73,6	74,8	77,0	78,9	81,8
Raffineries de pétrole	486	486	504	525	553	114,8	113,7	117,5	115,6	124,2
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	91,4	91,6	94,9	96,9	100,7

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

(indices 1975 = 100)

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	159,1	136,1	161,3
1987	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1989	158,0	150,7	104,3	98,2	110,6	105,5	186,0	191,3	223,5	125,5	162,3	158,2	162,7
1990	185,7	150,8	94,7	88,1	97,2	97,4	193,6	210,8	201,9	145,8	206,0	176,9	208,8
1989 1 ^{er} trimestre	156,1	159,0	113,2	103,9	123,1	114,9	193,9	191,3	251,5	124,4	154,4	158,2	154,0
2 ^e trimestre	160,7	153,1	110,2	100,0	119,6	112,6	185,8	188,5	225,0	128,7	165,2	155,0	166,1
3 ^e trimestre	154,6	146,3	98,6	93,6	104,1	99,3	182,7	190,5	214,8	124,0	159,5	155,1	159,9
4 ^e trimestre	160,6	144,2	95,2	95,4	95,7	95,0	181,5	195,0	202,6	125,1	170,1	164,4	170,7
1990 1 ^{er} trimestre	165,3	146,4	96,8	93,7	94,3	99,4	184,1	205,3	189,7	131,3	176,2	173,0	176,6
2 ^e trimestre	152,8	151,5	99,2	96,6	97,6	101,3	191,4	209,1	203,4	137,9	153,5	173,4	151,6
3 ^e trimestre	199,5	154,9	92,7	84,8	98,1	95,2	202,2	213,6	217,7	157,2	225,6	176,6	230,3
4 ^e trimestre	225,1	150,5	89,9	77,4	99,0	93,7	196,7	215,2	196,5	156,9	268,6	184,6	276,6
1991 1 ^{er} trimestre	165,3	145,1	89,1	80,9	97,4	90,7	187,7	207,1	183,7	151,0	177,1	182,2	176,6
1990 Mai	155,4	152,9	100,7	97,9	99,8	102,6	192,6	209,8	206,8	137,3	156,9	176,4	155,1
Juin	147,5	150,0	96,5	95,3	96,6	97,1	190,8	207,9	198,7	143,8	146,0	170,5	143,7
Juillet	157,2	151,9	93,9	90,8	96,9	94,5	196,0	208,0	207,2	155,8	160,3	172,9	159,2
Août	204,5	156,1	92,4	84,3	98,4	94,8	204,7	216,7	219,6	159,1	232,7	178,5	237,9
Septembre	236,8	156,6	91,9	79,4	99,0	96,4	205,8	216,1	226,4	156,6	283,7	178,5	293,7
Octobre	245,6	152,6	90,5	78,2	100,8	93,8	200,0	214,5	208,6	157,4	299,8	182,5	311,0
Novembre	228,4	150,2	89,2	76,7	97,6	93,1	196,8	216,8	193,8	157,5	274,0	185,9	282,3
Décembre	201,2	148,6	90,1	77,4	98,6	94,1	193,2	214,2	187,2	155,7	232,0	185,3	236,4
1991 Janvier	182,3	146,7	89,0	79,4	96,7	91,7	190,7	212,6	183,8	152,6	203,1	183,8	205,0
Février	157,7	146,1	88,5	80,1	97,0	90,2	189,9	209,8	184,1	154,6	164,5	186,6	162,4
Mars	155,8	142,4	89,8	83,3	98,6	90,3	182,4	198,9	183,2	145,9	163,6	176,1	162,4
Avril	157,9	138,8	89,1	83,3	98,4	89,0	176,6	187,7	184,2	143,0	169,1	168,2	169,2
Mai	159,2	135,4	86,6	83,1	96,9	85,0	172,6	186,2	173,5	142,3	173,1	167,3	173,6

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION ET SES COMPOSANTES

(indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1983	130,5	132,7	142,8	138,2
1984	137,1	140,8	155,3	148,6
1985	135,2	144,8	159,7	152,5
1986	125,1	131,6	138,3	135,0
1987	122,0	125,8	130,6	128,3
1988	121,3	127,4	133,4	130,4
1989	133,8	134,7	142,5	138,9
1990	127,6	135,5	140,0	137,6
1989 1 ^{er} trimestre	130,6	132,6	141,7	137,5
2 ^e trimestre	133,3	134,4	144,4	139,8
3 ^e trimestre	134,0	135,5	142,8	139,5
4 ^e trimestre	137,2	136,1	141,0	139,0
1990 1 ^{er} trimestre	130,1	134,9	140,6	137,8
2 ^e trimestre	131,3	134,4	137,4	135,9
3 ^e trimestre	124,8	136,2	139,0	137,1
4 ^e trimestre	124,2	136,5	142,9	139,4
1991 1 ^{er} trimestre	127,7	133,3	139,6	136,5
1990 Mars	128,6	135,2	139,7	137,3
Avril	140,4	134,9	138,5	137,1
Mai	128,7	134,4	136,7	135,4
Juin	124,8	133,8	137,1	135,2
Juillet	125,1	133,7	137,0	135,1
Août	121,8	136,6	138,5	136,9
Septembre	127,4	138,2	141,4	139,4
Octobre	122,7	137,9	142,6	139,7
Novembre	124,3	136,4	143,5	139,7
Décembre	125,6	135,2	142,6	138,8
1991 Janvier	124,6	134,5	141,7	137,9
Février	113,6	133,0	138,5	136,0
Mars	125,0	132,3	138,6	135,4

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : MAE.

	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1983	132,7	148,9	136,6	126,1	122,4	138,6	123,9	126,4
1984	140,8	158,6	146,8	130,6	129,6	147,6	131,4	130,6
1985	144,8	159,6	149,6	135,7	135,7	150,3	137,6	135,2
1986	131,6	115,1	141,7	138,5	136,0	126,7	138,2	138,4
1987	125,8	103,4	134,5	138,4	132,9	118,6	135,1	138,9
1988	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	140,9
1989	134,7	106,0	157,1	145,5	140,6	128,2	142,9	146,2
1990	135,5	110,6	152,8	149,2	140,0	128,9	142,7	150,2
1989 1 ^{er} trimestre	132,6	102,6	156,6	143,2	138,9	126,1	141,0	144,3
2 ^e trimestre	134,4	106,7	157,1	144,8	139,6	128,6	141,4	145,3
3 ^e trimestre	135,5	105,7	158,7	146,2	141,9	128,9	144,2	146,8
4 ^e trimestre	136,1	108,8	156,2	147,7	142,0	129,3	144,9	148,3
1990 1 ^{er} trimestre	134,9	107,4	154,9	148,5	140,1	128,5	141,9	149,0
2 ^e trimestre	134,4	104,1	154,8	148,9	140,9	126,6	143,6	149,7
3 ^e trimestre	136,2	113,6	152,6	149,3	139,8	130,0	142,9	150,3
4 ^e trimestre	136,5	117,3	149,0	150,3	139,2	130,5	142,3	151,6
1991 1 ^{er} trimestre *	133,3	105,7	145,5	151,3	140,4	124,3	143,5	152,8
1990 Avril	134,9	106,1	154,2	148,6	141,3	127,5	143,9	149,1
Mai	134,4	104,5	155,4	149,1	140,4	126,9	142,9	150,1
Juin	133,8	101,9	154,8	149,1	141,0	125,5	143,9	150,1
Juillet	133,7	104,0	152,6	149,1	140,4	125,5	143,8	150,1
Août	136,6	114,4	154,3	149,3	139,6	130,9	142,6	150,4
Septembre	138,2	122,5	150,9	149,3	139,4	133,6	142,4	150,4
Octobre	137,9	122,0	150,3	149,4	139,3	133,1	142,5	150,4
Novembre	136,4	116,7	148,9	150,8	139,2	130,2	142,4	152,3
Décembre	135,2	113,1	147,8	150,8	139,2	128,3	142,1	152,3
1991 Janvier	134,5	110,6	146,0	150,8	140,1	126,7	143,0	152,3
Février	133,0	104,4	145,1	151,6	140,6	123,5	143,7	153,1
Mars	132,3	102,1	145,4	151,6	140,5	122,5	143,6	153,1
Avril	133,4	104,1	145,4	151,6	141,8	124,2	143,8	153,1

Référence bibliographique : voir tableau VII-2a.

VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 1981 = 100					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85
1989	139,35	138,07	136,37	142,14	151,24
1990	144,16	143,18	141,17	146,69	156,08
1990 1 ^{er} trimestre	142,14	141,89	139,16	143,97	154,84
2 ^e trimestre	143,20	142,69	139,57	146,15	155,89
3 ^e trimestre	144,77	143,11	141,40	148,50	156,36
4 ^e trimestre	146,51	145,02	144,57	148,16	157,24
1990 Juin	143,27	142,47	139,53	146,60	156,06
Juillet	143,78	142,31	139,52	148,49	156,19
Août	144,61	142,99	141,03	148,57	156,37
Septembre	145,93	144,04	143,64	148,43	156,52
Octobre	146,92	145,41	145,51	148,02	156,70
Novembre	146,39	145,01	144,52	147,73	157,62
Décembre	146,21	144,63	143,67	148,72	157,41
Indices 1988 = 100¹					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	18,985	39,675	34,165	7,175
1991 1 ^{er} trimestre	108,98	108,35	109,54	108,92	107,78
2 ^e trimestre	109,28	107,93	109,56	109,74	109,21
1991 Janvier	108,89	108,30	109,81	108,53	107,03
Février	109,25	108,87	109,87	109,03	107,84
Mars	108,80	107,87	108,95	109,20	108,47
Avril	108,86	107,48	109,10	109,35	108,89
Mai	109,25	107,57	109,71	109,67	109,20
Juin	109,74	108,75	109,86	110,19	109,54

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires à 1,3410 ; produits non alimentaires à 1,3180 ; services à 1,3866 ; loyers à 1,4684.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Logement, chauffage et éclairage	Meubles, appareils, entretien	Dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 1981 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11
1989	139,35	139,91	153,39	126,92	140,09	143,13	134,17	144,80	150,20
1990	144,16	145,47	157,96	131,79	142,79	148,57	139,88	148,10	154,88
1989 2 ^e trimestre	138,91	138,81	152,90	126,27	139,82	142,41	134,95	144,02	150,07
3 ^e trimestre	140,12	140,42	153,71	127,19	140,47	143,79	134,72	145,33	153,47
4 ^e trimestre	140,97	142,79	154,98	129,01	140,94	144,61	135,33	145,85	150,26
1990 1 ^{er} trimestre	142,14	144,22	156,07	129,86	141,66	147,61	137,37	146,28	150,63
2 ^e trimestre	143,20	145,00	157,45	129,88	142,53	147,85	137,81	147,61	154,69
3 ^e trimestre	144,77	145,40	158,17	131,60	143,12	148,84	140,86	149,06	158,09
4 ^e trimestre	146,51	147,25	160,14	135,81	143,85	149,98	143,48	149,46	156,12
1990 Juin	143,27	144,79	157,67	129,50	142,82	147,95	137,93	148,35	155,26
Juillet	143,78	144,63	157,74	129,85	142,94	148,63	138,23	148,58	158,37
Août	144,61	145,28	158,03	131,51	143,10	148,82	140,05	148,76	158,49
Septembre	145,93	146,28	158,73	133,44	143,34	149,06	144,30	149,84	157,42
Octobre	146,92	147,58	159,58	136,46	143,56	149,30	145,29	149,83	156,13
Novembre	146,39	147,25	160,21	135,80	143,88	150,06	143,41	149,51	155,09
Décembre	146,21	146,92	160,63	135,16	144,11	150,59	141,73	149,04	157,13
Indices 1988 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	20,115	8,580	19,400	7,850	4,900	16,495	8,355	14,305
1991 1 ^{er} trimestre	108,98	108,82	109,06	110,31	105,37	111,30	109,60	105,87	109,63
1991 2 ^e trimestre	109,28	108,45	110,14	109,72	106,27	111,94	110,22	106,19	110,84
1991 Janvier	108,89	108,74	108,65	110,68	105,02	110,89	109,91	105,53	109,02
Février	109,25	109,32	108,94	111,15	105,39	111,43	109,38	106,13	109,79
Mars	108,80	108,39	109,58	109,09	105,71	111,57	109,51	105,95	110,08
Avril	108,86	108,02	109,94	109,31	105,99	111,77	109,63	106,04	110,15
Mai	109,25	108,11	110,16	109,81	106,20	111,85	110,38	106,26	110,79
Juin	109,74	109,23	110,33	110,03	106,61	112,19	110,65	106,26	111,57

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,3565 ; habillement et chaussures à 1,4850 ; logement, chauffage

et éclairage à 1,2274 ; meubles, appareils, entretien à 1,3751 ; dépenses de santé à 1,3963 ; transports et communications à 1,2937 ; culture et loisirs à 1,4261 ; autres biens et services à 1,4579.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

1. — TABLEAU GENERAL

Source : INS ; Calculs : BNB.

	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1985 = 100 ¹				Termes de l'échange ²
	Importations	Exportations	Balance commerciale		Volume		Valeurs unitaires		
					importations	exportations	à l'importation	à l'exportation	
1983	2.820,9	2.651,3	- 169,6	94	93,5	92,8	91,0	90,3	99,2
1984	3.195,8	2.992,1	- 203,7	94	97,9	97,0	98,5	97,4	98,9
1985	3.317,8	3.167,7	- 150,1	95	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	+ 5,1	100	107,6	104,9	85,9	92,4	107,6
1987	3.110,1	3.100,1	- 10,0	100	115,7	111,6	81,1	87,6	108,0
1988	3.393,6	3.382,3	- 11,3	100	122,5	118,7	83,5	90,0	107,8
1989	3.883,9	3.943,1	+ 59,2	102	130,8	128,2	89,5	97,1	108,5
1990	4.002,0	3.942,9	- 59,1	99	137,4	132,2	87,8	94,2	107,3
1988 4 ^e trimestre	890,9	924,0	+ 33,1	104	125,5	125,2	85,6	93,3	109,0
1989 1 ^{er} trimestre	953,6	974,8	+ 21,2	102	129,5	127,9	88,8	96,2	108,3
2 ^e trimestre	1.018,1	1.037,2	+ 19,1	102	134,7	133,5	91,1	98,1	107,7
3 ^e trimestre	925,8	918,2	- 7,6	99	123,6	118,3	90,2	97,8	108,4
4 ^e trimestre	986,5	1.013,0	+ 26,5	103	133,7	130,4	88,9	98,0	110,2
1990 1 ^{er} trimestre	1.042,9	1.029,0	- 13,9	99	141,2	134,0	89,0	96,9	108,9
2 ^e trimestre	991,8	972,3	- 19,5	98	136,5	128,6	87,6	95,5	109,0
3 ^e trimestre	924,6	904,4	- 20,2	98	126,6	121,7	88,0	93,7	106,5
4 ^e trimestre	1.024,0	1.014,7	- 9,3	99	136,6	137,5	90,3	93,1	103,1
1990 Mars	366,2	363,6	- 2,6	99	148,7	140,3	89,1	98,2	110,2
Avril	323,3	299,9	- 23,4	93	133,4	118,1	87,6	96,2	109,8
Mai	334,4	334,8	+ 0,4	100	137,8	132,8	87,8	95,5	108,8
Juin	334,1	337,6	+ 3,5	101	138,4	135,0	87,3	94,7	108,5
Juillet	294,7	309,0	+ 14,3	105	123,2	125,5	86,5	93,2	107,7
Août	304,7	259,7	- 45,0	85	125,5	106,8	87,8	92,1	104,9
Septembre	325,2	335,7	+ 10,5	103	131,2	132,7	89,6	95,8	106,9
Octobre	379,8	383,6	+ 3,8	101	151,9	156,6	90,4	92,8	102,6
Novembre	341,7	343,1	+ 1,4	100	136,3	137,2	90,6	94,8	104,6
Décembre	302,5	288,0	- 14,5	95	121,7	118,8	89,9	91,8	102,1
1991 Janvier	373,8	363,7	- 10,1	97	153,4	144,3	88,1	95,5	108,4
Février	326,2	317,7	- 8,5	97	136,5	128,6	86,4	93,6	108,3
Mars	356,1	354,4	- 1,7	99	148,5	144,5	86,7	92,9	107,2

N.B. Les données de l'INS sur le commerce extérieur font l'objet de révisions mensuelles, et ce durant 12 mois. Les indices se rapportant à la période d'avant 1988 ont été calculés par la BNB sur la base de ces données provisoires, à l'exclusion de corrections ultérieures. Les indices à partir de 1988 seront recalculés par la BNB sur la base des données définitives de l'INS.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1989.

$$^1 \text{ Indice de volume} = \frac{\text{évolution en valeur}}{\text{indice des valeurs unitaires}} \times 100.$$

$$^2 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{indice des valeurs unitaires à l'exportation}}{\text{indice des valeurs unitaires à l'importation}} \times 100.$$

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : INS (classement BNB d'après le Classement type pour le Commerce International de l'ONU).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidéru- rgiques	Textiles	Produits chimiq- ues	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pé- trollière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Carriè- res	Matér. de con- struction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Cérami- ques	Ciments	Divers	Total
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22	
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 ^e trimestre	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : INS — Calculs BNB.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables						dura- bles	
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques		autres produits	alimentaires	autres					
													liquides	autres						produits animaux					produits végétaux
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1987	155,47	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	63,06	7,76	10,55	6,68	38,07	35,27	4,47	258,27
1985 4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04
4 ^e trimestre ...	167,70	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	66,98	8,36	11,62	7,15	39,85	39,36	4,71	278,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6
Biens de consommation	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8
Biens d'équipement	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6
Ensemble ...	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	167,1	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9	167,3
EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7
Fabrications métalliques	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4
Métaux non ferreux	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1
Textiles	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0
Produits chimiques	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0
Industrie houillère	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6
Industrie pétrolière	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6
Verres et glaces	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7
Produits agricoles	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5
Ciments	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2
Carrières	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1
Céramiques	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0
Bois et meubles	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7
Papier et livres	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3
Tabacs manufacturés	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4
Caoutchouc	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3
Industries alimentaires	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9
Divers	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6
Ensemble ...	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	169,1	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2	169,2
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE²																	
Ensemble ...	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	101,2	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6	101,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (FOB)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (CIF)}} \times 100$.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME¹

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
Ensemble ...	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	158,7	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6	171,5
EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
Ensemble ...	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	168,7	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0	184,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Allemagne ¹			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1986	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+ 10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987	63,0	51,2	- 11,8	40,7	52,8	+ 12,1	44,5	38,8	- 5,7
1988	69,1	54,8	- 14,3	43,5	56,3	+ 12,8	50,2	41,4	- 8,8
1989	76,0	62,1	- 13,9	48,2	67,2	+ 19,0	57,1	45,0	- 12,1
1990	79,8	69,7	- 10,1	53,0	66,5	+ 13,5	58,7	44,8	- 13,9
1989 1 ^{er} trimestre	76,7	61,0	- 15,7	48,4	67,3	+ 18,9	56,1	45,6	- 10,5
2 ^e trimestre	80,1	67,0	- 13,1	49,6	70,7	+ 21,1	59,7	47,2	- 12,5
3 ^e trimestre	70,7	59,5	- 11,2	44,4	60,6	+ 16,2	53,5	40,9	- 12,6
4 ^e trimestre	76,6	60,5	- 16,1	50,2	70,2	+ 20,0	57,9	45,6	- 12,3
1990 1 ^{er} trimestre	82,6	66,9	- 15,7	55,9	71,0	+ 15,1	59,8	47,3	- 12,5
2 ^e trimestre	79,6	66,6	- 13,0	53,6	68,2	+ 14,6	57,7	45,8	- 11,9
3 ^e trimestre	74,8	65,8	- 9,0	48,1	60,4	+ 12,3	54,4	40,3	- 14,1
4 ^e trimestre	82,1	79,7	- 2,4	54,5	66,7	+ 12,2	63,0	46,1	- 16,9
1991 1 ^{er} trimestre	81,5	86,7	+ 5,2	55,7	67,0	+ 11,3	62,8	46,8	- 16,0
1990 3 mois	82,6	66,9	- 15,7	55,9	71,0	+ 15,1	59,8	47,3	- 12,5
1991 3 mois	81,5	86,7	+ 5,2	55,7	67,0	+ 11,3	62,8	46,8	- 16,0
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			CEE ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	191,9	+ 4,5
1988	12,0	17,5	+ 5,5	21,6	26,3	+ 4,7	206,3	209,1	+ 2,8
1989	13,7	20,9	+ 7,2	25,5	30,9	+ 5,4	231,0	241,8	+ 10,8
1990	15,1	21,5	+ 6,4	27,6	28,5	+ 0,9	244,4	247,0	+ 2,6
1989 1 ^{er} trimestre	13,3	21,3	+ 8,0	25,1	31,7	+ 6,6	229,7	242,4	+ 12,7
2 ^e trimestre	13,4	22,6	+ 9,2	27,3	32,9	+ 5,6	241,7	257,6	+ 15,9
3 ^e trimestre	13,8	17,9	+ 4,1	24,0	28,5	+ 4,5	216,8	221,6	+ 4,8
4 ^e trimestre	14,3	21,8	+ 7,5	25,4	30,2	+ 4,8	234,9	244,7	+ 9,8
1990 1 ^{er} trimestre	15,7	23,7	+ 8,0	29,0	30,5	+ 1,5	253,4	256,5	+ 3,1
2 ^e trimestre	15,0	21,9	+ 6,9	25,8	26,5	+ 0,7	242,1	246,0	+ 3,9
3 ^e trimestre	14,6	17,5	+ 2,9	26,7	28,8	+ 2,1	228,1	226,9	- 1,2
4 ^e trimestre	15,0	23,1	+ 8,1	29,0	28,2	- 0,8	254,6	259,7	+ 5,1
1991 1 ^{er} trimestre	15,9	22,5	+ 6,6	30,0	27,9	- 2,1	257,5	267,1	+ 9,6
1990 3 mois	15,7	23,7	+ 8,0	29,0	30,5	+ 1,5	253,4	256,5	+ 3,1
1991 3 mois	15,9	22,5	+ 6,6	30,0	27,9	- 2,1	257,5	267,1	+ 9,6

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Jusqu'au mois de septembre 1990 : RFA.

² Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite)

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'OPEP ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1988	12,0	14,0	+ 2,0	6,4	3,3	- 3,1	7,1	4,6	- 2,5
1989	15,3	15,8	+ 0,5	7,3	4,3	- 3,0	9,7	5,4	- 4,3
1990	14,9	14,2	- 0,7	7,0	4,4	- 2,6	8,8	5,9	- 2,9
1989 1 ^{er} trimestre	14,3	15,5	+ 1,2	7,4	3,7	- 3,7	8,1	5,4	- 2,7
2 ^e trimestre	16,8	16,4	- 0,4	7,9	4,5	- 3,4	10,2	5,6	- 4,6
3 ^e trimestre	15,1	15,7	+ 0,6	7,2	4,6	- 2,6	10,4	5,4	- 5,0
4 ^e trimestre	14,7	15,5	+ 0,8	6,9	4,4	- 2,5	10,0	5,3	- 4,7
1990 1 ^{er} trimestre	15,4	15,3	- 0,1	7,4	5,1	- 2,3	10,2	6,3	- 3,9
2 ^e trimestre	15,9	14,0	- 1,9	7,8	4,1	- 3,7	8,6	5,5	- 3,1
3 ^e trimestre	13,4	14,0	+ 0,6	6,3	4,5	- 1,8	9,1	5,8	- 3,3
4 ^e trimestre	15,2	13,4	- 1,8	6,4	3,9	- 2,5	7,2	6,1	- 1,1
1991 1 ^{er} trimestre	16,0	12,1	- 3,9	7,3	4,1	- 3,2	11,0	5,8	- 5,2
1990 3 mois	15,4	15,3	- 0,1	7,4	5,1	- 2,3	10,2	6,3	- 3,9
1991 3 mois	16,0	12,1	- 3,9	7,3	4,1	- 3,2	11,0	5,8	- 5,2
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1988	249,4	253,3	+ 3,9	26,1	21,9	- 4,2	6,5	4,7	- 1,8
1989	282,6	293,1	+ 10,5	34,1	27,7	- 6,4	6,7	5,4	- 1,3
1990	293,9	294,2	+ 0,3	30,6	26,4	- 4,2	6,9	4,4	- 2,5
1989 1 ^{er} trimestre	280,1	291,0	+ 10,9	31,0	26,3	- 4,7	6,6	5,6	- 1,0
2 ^e trimestre	296,4	310,2	+ 13,8	35,1	28,1	- 7,0	7,6	5,4	- 2,2
3 ^e trimestre	267,0	271,1	+ 4,1	35,5	27,1	- 8,4	5,9	4,9	- 1,0
4 ^e trimestre	285,8	298,7	+ 12,9	34,9	29,1	- 5,8	6,8	5,7	- 1,1
1990 1 ^{er} trimestre	304,9	307,4	+ 2,5	34,3	27,6	- 6,7	6,6	5,1	- 1,5
2 ^e trimestre	292,0	292,7	+ 0,7	31,2	25,1	- 6,1	6,1	4,1	- 2,0
3 ^e trimestre	272,4	271,7	- 0,7	29,9	24,5	- 5,4	7,6	4,3	- 3,3
4 ^e trimestre	306,9	306,2	- 0,7	27,1	28,3	+ 1,2	7,3	4,1	- 3,2
1991 1 ^{er} trimestre	311,9	311,4	- 0,5	31,1	25,4	- 5,7	7,3	4,9	- 2,4
1990 3 mois	304,9	307,4	+ 2,5	34,3	27,6	- 6,7	6,6	5,1	- 1,5
1991 3 mois	311,9	311,4	- 0,5	31,1	25,4	- 5,7	7,3	4,9	- 2,4

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'UEBL — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'INS. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1970-1980. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE). Statistical Papers : Direction of International Trade (ONU), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 94,2	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	- 6,5	+ 51,4	3.631,8	3.602,3	+ 29,5
1.12 Travail à façon	+ 58,7	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	+ 54,9	+ 54,3	83,4	18,8	+ 64,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 31,6	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	+ 36,0	+ 21,3	18,3	—	+ 18,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	+ 33,2	+ 44,0	210,3	156,4	+ 53,8
1.3 Autres frais de transport	+ 8,1	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	+ 1,1	- 1,9	90,2	103,2	- 13,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 19,5	- 16,8	- 23,0	- 31,7	- 35,3	- 43,6	121,4	170,9	- 49,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 8,8	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	+ 13,4	+ 11,7	1.812,1	1.762,3	+ 49,8
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 50,0	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	+ 80,5	+ 84,5	110,9	18,5	+ 92,4
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,6	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	+ 3,2	+ 3,1	32,9	31,3	+ 1,6
1.72 Autres	- 9,4	- 19,4	- 18,8	- 17,7	- 21,9	- 20,7	433,1	462,1	- 29,1
Total 1 ...	+ 37,3	+ 48,3	+ 83,1	+ 182,2	+ 158,6	+ 204,1	6.544,3	6.325,9	+ 218,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 9,2	- 10,0	- 7,4	- 9,6	- 4,3	+ 1,5	59,0	57,0	+ 2,0
2.2 Transferts publics	- 50,2	- 40,9	- 34,4	- 33,9	- 51,7	- 71,6	32,2	110,7	- 78,5
Total 2 ...	- 59,4	- 50,9	- 41,8	- 43,5	- 56,0	- 70,1	91,2	167,6	- 76,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	+ 102,6	+ 134,0	6.635,5	6.493,5	+ 141,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 30,8	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	+ 17,3	+ 92,5	244,4	158,7	+ 85,6
3.12 Avoirs	- 7,2	- 6,7	- 5,3	- 6,1	- 5,9	- 3,6	0,0	10,3	- 10,3
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,5	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	- 2,8	- 2,4	0,4	1,9	- 1,5
Total 3 ...	+ 23,1	+ 69,0	+ 6,8	+ 42,0	+ 8,6	+ 86,5	244,8	171,0	+ 73,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	- 23,5	+ 0,5	- 18,0	+ 5,5	+ 1,6	- 12,1	5,5	—	+ 5,5
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 1,5	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	- 6,4	- 3,2	0,3	9,9	- 9,7
4.22 Intermed. financiers du secteur public ..	- 9,3	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	+ 8,1	+ 30,1	13,2	23,4	- 10,1
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 90,4	- 110,5	- 122,1	- 165,5	- 138,6	- 379,7	—	567,5	- 567,5
4.2312 Investissements directs ..	- 18,3	- 16,3	- 13,7	- 72,7	- 100,1	- 132,7	43,4	284,3	- 240,9
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,9	- 2,4	- 3,0	- 5,8	8,3	19,7	- 11,4
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	+ 12,5	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	- 5,6	+ 14,6	—	15,1	- 15,1
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 11,4	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	+ 82,1	+ 288,4	432,6	—	+ 432,6
4.2322 Investissements directs ..	+ 65,0	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	+ 87,3	+ 183,5	311,3	46,1	+ 265,2
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	+ 0,2	+ 2,9	21,6	9,7	+ 11,9
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	+ 8,0	+ 18,8	- 7,2	+ 29,8	+ 67,9	- 39,8	41,5	—	+ 41,5
Total 4 ...	- 40,5	- 68,5	- 87,3	- 174,1	- 6,5	- 53,8	877,7	975,7	- 98,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 26,3	- 12,0	- 5,4	+ 3,2	+ 3,2	- 4,5	—	23,4	- 23,4
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	- 10,6	0,0	0,1	2,7	- 2,6
Total 1 à 6 ...	- 65,8	- 14,1	- 44,6	+ 9,8	+ 97,3	+ 162,2	7.758,0	7.666,3	+ 91,7
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	+ 40,8	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	- 34,8	- 46,3	—	—	- 53,2
7.112 Monnaies étrangères	- 84,6	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	+ 51,3	+ 183,5	—	—	+ 132,2
7.12 Organismes divers	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	—	—	+ 0,4
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	—	—	+ 12,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1988			1989				* 1990	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 29,0	- 0,6	+ 23,5	+ 8,2	+ 15,4	- 4,3	+ 10,2	0,0	+ 15,9
1.12 Travail à façon	+ 12,8	+ 11,8	+ 15,2	+ 16,2	+ 16,6	+ 14,3	+ 17,5	+ 16,4	+ 17,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 6,4	+ 1,4	+ 7,4	+ 1,9	+ 4,9	+ 3,9	+ 7,5	+ 4,4	+ 15,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,5	+ 12,5	+ 10,5	+ 12,3	+ 13,5	+ 13,9	+ 14,2	+ 13,2	+ 12,3
1.3 Autres frais de transport	+ 0,7	- 1,8	- 0,8	- 3,7	- 2,9	- 3,2	- 3,2	- 2,9	- 2,4
1.4 Déplacements à l'étranger	- 7,5	- 23,0	- 6,3	- 8,7	- 8,4	- 26,6	- 5,8	- 11,5	- 10,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 1,7	+ 0,9	+ 7,0	+ 9,2	+ 20,3	+ 8,5	+ 11,8	+ 14,4	+ 10,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 20,8	+ 20,3	+ 22,4	+ 21,6	+ 23,4	+ 23,0	+ 24,4	+ 22,0	+ 24,7
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2
1.72 Autres	- 5,9	- 3,6	- 11,6	+ 2,3	- 12,4	- 5,9	- 13,1	- 3,1	0,0
Total 1 ...	+ 66,1	+ 18,4	+ 67,4	+ 59,8	+ 70,5	+ 24,4	+ 63,7	+ 52,6	+ 84,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 0,3	- 0,6	+ 2,4	+ 1,3	- 1,4	- 0,5	+ 2,6	- 5,8	- 3,4
2.2 Transferts publics	- 17,0	- 17,5	- 22,4	- 18,5	- 16,2	- 18,4	- 25,4	- 16,8	- 17,3
Total 2 ...	- 17,3	- 18,1	- 20,0	- 17,2	- 17,6	- 18,9	- 22,8	- 22,6	- 20,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 48,8	+ 0,3	+ 47,4	+ 42,6	+ 52,9	+ 5,4	+ 40,9	+ 30,0	+ 63,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 40,3	+ 55,5	- 7,1	+ 11,1	+ 1,9	+ 34,5	+ 38,1	- 4,1	+ 23,4
3.12 Avoirs	- 1,9	0,0	- 1,5	- 3,3	- 1,7	- 0,5	- 4,9	- 0,5	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,1	- 0,6	- 4,2	- 0,6	- 0,2	0,0	- 0,7	+ 1,7	- 0,4
Total 3 ...	+ 39,5	+ 54,9	- 12,8	+ 7,2	0,0	+ 34,0	+ 32,6	- 2,9	+ 22,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux	- 21,0	+ 15,4	- 7,6	- 7,3	- 7,4	+ 29,1	- 8,9	- 10,5	+ 10,8
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,6	- 0,1	- 0,3	- 3,2	- 0,4	- 2,5	- 3,6	+ 0,4	- 3,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 18,4	- 13,0	+ 31,3	- 54,0	+ 10,8	+ 16,5	+ 16,6	- 21,8	+ 16,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 91,6	- 79,0	- 138,5	- 155,3	- 73,2	- 265,4	- 73,6	+ 9,4	- 100,6
4.2312 Investissements directs ..	- 31,7	- 28,4	- 36,8	- 35,2	- 67,5	- 57,8	- 80,4	- 27,1	- 86,1
4.2313 Immeubles	- 3,0	- 0,9	- 0,9	- 4,2	- 3,8	- 1,0	- 2,5	- 3,1	- 1,3
4.2314 Autres	- 6,2	- 4,0	+ 28,4	- 26,2	- 56,6	+ 26,5	+ 41,3	- 17,2	+ 24,7
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 40,9	+ 52,5	+ 157,1	+ 97,2	+ 72,6	+ 105,2	+ 157,6	+ 59,5	+ 72,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 24,5	- 11,9	+ 75,5	+ 55,3	+ 83,7	+ 60,6	+ 65,6	+ 57,7	+ 60,2
4.2323 Immeubles	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,2	+ 2,7	+ 3,8	+ 4,2	+ 3,0	+ 2,9
4.2324 Autres	- 18,1	- 16,6	+ 17,1	+ 9,4	+ 8,7	+ 6,3	+ 29,7	+ 19,5	+ 12,1
Total 4 ...	- 123,3	- 85,6	+ 126,3	- 122,3	- 30,4	- 91,2	+ 146,0	+ 69,8	+ 9,2
5. Erreurs et omissions	- 10,4	+ 13,8	- 1,2	- 19,5	+ 15,5	- 37,5	+ 18,0	- 27,3	- 7,9
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,6	- 2,0	0,0	- 0,4
Total 1 à 6 ...	- 45,4	- 16,6	+ 159,7	- 91,9	+ 37,9	- 89,9	+ 235,5	+ 69,5	+ 87,0
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	- 39,8	+ 9,7	+ 0,3	- 17,2	- 20,3	- 19,3	+ 3,5	+ 11,0	- 25,5
7.112 Monnaies étrangères	- 6,4	- 30,6	+ 152,8	- 79,7	+ 59,6	- 79,1	+ 231,4	+ 55,1	+ 84,2
7.12 Organismes divers	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 0,8	+ 4,3	+ 6,9	+ 4,6	- 1,4	+ 8,5	+ 0,6	+ 3,4	+ 28,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1990					
	1 ^{er} trimestre			2 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	942,7	942,7	0,0	949,7	933,8	+ 15,9
1.12 Travail à façon	21,5	5,1	+ 16,4	23,1	5,3	+ 17,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	4,4	—	+ 4,4	15,6	—	+ 15,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	53,6	40,4	+ 13,2	56,6	44,3	+ 12,3
1.3 Autres frais de transport	21,1	24,0	- 2,9	22,0	24,5	- 2,4
1.4 Déplacements à l'étranger	24,2	35,7	- 11,5	30,9	41,5	- 10,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements	522,6	508,2	+ 14,4	518,5	507,9	+ 10,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	29,6	7,6	+ 22,0	28,9	4,2	+ 24,7
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	9,2	9,4	- 0,2	9,6	9,4	+ 0,2
1.72 Autres	115,9	119,0	- 3,1	112,0	112,0	0,0
Total 1 ...	1.744,8	1.692,1	+ 52,6	1.766,9	1.682,9	+ 84,1
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	14,8	20,6	- 5,8	17,1	20,5	- 3,4
2.2 Transferts publics	10,2	27,0	- 16,8	10,1	27,4	- 17,3
Total 2 ...	25,0	47,7	- 22,6	27,2	47,9	- 20,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.769,8	1.739,8	+ 30,0	1.794,1	1.730,8	+ 63,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	123,1	127,3	- 4,1	102,6	79,2	+ 23,4
3.12 Avoirs	0,1	0,6	- 0,5	0,0	0,2	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics	2,6	0,9	+ 1,7	0,0	0,4	- 0,4
Total 3 ...	125,8	128,8	- 2,9	102,6	79,8	+ 22,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	—	10,5	- 10,5	10,8	—	+ 10,8
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,5	0,1	+ 0,4	0,1	3,1	- 3,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public	23,3	45,1	- 21,8	46,2	29,2	+ 16,9
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	9,4	—	+ 9,4	—	100,6	- 100,6
4.2312 Investissements directs	42,9	70,0	- 27,1	10,4	96,5	- 86,1
4.2313 Immeubles	2,0	5,1	- 3,1	4,2	5,5	- 1,3
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	17,2	- 17,2	24,7	—	+ 24,7
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	59,5	—	+ 59,5	72,5	—	+ 72,5
4.2322 Investissements directs	80,1	22,4	+ 57,7	76,4	16,2	+ 60,2
4.2323 Immeubles	5,2	2,1	+ 3,0	4,7	1,8	+ 2,9
4.2324 Autres (chiffres nets)	19,5	—	+ 19,5	12,1	—	+ 12,1
Total 4 ...	242,4	172,5	+ 69,8	262,1	252,9	+ 9,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	27,3	- 27,3	—	7,9	- 7,9
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	—	0,0	—	0,4	- 0,4
Total 1 à 6 ...	2.138,0	2.068,4	+ 69,5	2.158,8	2.071,8	+ 87,0
7. Financement du total :						
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.111 Francs belge et luxembourgeois	—	—	+ 11,0	—	—	- 25,5
7.112 Monnaies étrangères	—	—	+ 55,1	—	—	+ 84,2
7.12 Organismes divers :	—	—	0,0	—	—	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	—	—	+ 3,4	—	—	+ 28,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(soldes en milliards de francs)

	1989	* 1990	1989			* 1990				* 1991
	Année		2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	janvier	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	janvier
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	+ 31,9	+ 52,0	+ 6,2	+ 22,5	- 0,4	- 0,7	+ 21,6	+ 25,9	+ 16,0	- 0,8
1.12 Travail à façon	+ 63,3	+ 67,1	+ 18,0	+ 13,3	+ 17,2	+ 4,4	+ 20,0	+ 12,3	+ 18,6	+ 6,9
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 22,7	+ 36,5	+ 5,3	+ 7,2	+ 9,6	- 0,6	+ 18,4	+ 6,1	+ 6,5	+ 6,2
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 53,8	+ 49,7	+ 13,5	+ 13,9	+ 14,2	+ 4,9	+ 12,3	+ 13,7	+ 10,4	+ 3,5
1.3 Autres frais de transport	- 13,0	- 7,6	- 2,9	- 3,2	- 3,2	- 1,2	- 2,4	- 1,8	- 0,4	- 2,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 49,5	- 58,4	- 8,4	- 26,6	- 5,8	- 4,9	- 10,6	- 28,9	- 7,5	- 4,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 49,8	+ 27,1	+ 20,3	+ 8,5	+ 11,8	+ 0,7	+ 10,6	+ 4,1	- 2,0	- 2,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 92,4	+ 92,9	+ 23,4	+ 23,0	+ 24,4	+ 6,1	+ 24,7	+ 22,9	+ 23,3	+ 6,8
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	0,0	+ 0,2	+ 0,6	- 0,5	+ 0,2
1.72 Autres	- 29,1	- 8,9	- 12,4	- 5,9	- 13,1	+ 0,2	0,0	- 6,4	+ 0,5	+ 3,9
Total 1 ...	+ 223,9	+ 250,7	+ 63,1	+ 53,5	+ 54,8	+ 8,9	+ 94,9	+ 48,6	+ 65,0	+ 17,2
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 2,0	- 19,3	- 1,4	- 0,5	+ 2,6	- 1,9	- 3,4	- 6,3	- 3,7	- 1,8
2.2 Transferts publics	- 78,5	- 54,7	- 16,2	- 18,4	- 25,4	- 3,6	- 17,3	- 11,8	- 8,8	- 3,1
Total 2 ...	- 76,5	- 74,0	- 17,6	- 18,9	- 22,8	- 5,5	- 20,7	- 18,1	- 12,5	- 4,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 147,5	+ 176,7	+ 45,5	+ 34,6	+ 32,0	+ 3,4	+ 74,2	+ 30,5	+ 52,5	+ 12,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 85,6	+ 29,4	+ 1,9	+ 34,5	+ 38,1	- 23,6	+ 23,4	- 8,1	+ 18,3	- 3,8
3.12 Avoirs	- 10,3	- 4,8	- 1,7	- 0,5	- 4,9	+ 0,1	- 0,2	- 0,1	- 4,0	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics	- 1,5	- 4,8	- 0,2	0,0	- 0,7	+ 2,6	- 0,4	- 0,6	- 5,5	0,0
Total 3 ...	+ 73,8	+ 19,9	0,0	+ 34,0	+ 32,6	- 20,8	+ 22,8	- 8,7	+ 8,8	- 4,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 9,7	- 7,3	- 0,4	- 2,5	- 3,6	+ 0,3	- 3,0	- 2,2	- 2,5	- 1,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 10,1	- 49,0	+ 10,8	+ 16,5	+ 16,6	- 27,4	+ 16,9	- 40,2	- 4,0	+ 5,1
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mobilières	- 567,5	- 307,5	- 73,2	- 265,4	- 73,6	+ 1,6	- 100,6	- 78,3	- 138,1	- 6,1
4.2312 Investissements directs	- 240,9	- 250,9	- 67,5	- 57,8	- 80,4	+ 20,8	- 86,1	- 18,8	- 118,9	+ 15,0
4.2313 Immeubles	- 11,4	- 6,7	- 3,8	- 1,0	- 2,5	- 0,6	- 1,3	- 0,7	- 1,6	+ 0,2
4.2314 Autres	- 15,1	+ 80,8	- 56,6	+ 26,5	+ 41,3	- 39,4	+ 24,7	- 21,6	+ 94,9	+ 6,9
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBl :										
4.2321 Valeurs mobilières	+ 432,6	+ 261,2	+ 72,6	+ 105,2	+ 157,6	- 0,6	+ 72,5	+ 41,6	+ 87,7	+ 64,9
4.2322 Investissements directs	+ 265,2	+ 272,4	+ 83,7	+ 60,6	+ 65,6	+ 8,8	+ 60,2	+ 40,3	+ 114,2	- 0,7
4.2323 Immeubles	+ 11,9	+ 14,8	+ 2,7	+ 3,8	+ 4,2	+ 1,1	+ 2,9	+ 4,7	+ 4,3	+ 1,7
4.2324 Autres	+ 41,5	+ 158,2	+ 8,7	- 6,3	+ 29,7	- 7,5	+ 12,1	+ 83,4	+ 43,1	+ 9,6
Total 4 ...	- 103,5	+ 166,0	- 23,1	- 120,3	+ 154,8	- 42,9	- 1,6	+ 8,3	+ 79,1	+ 95,0
5. Erreurs et omissions	- 23,4	- 57,4	+ 15,5	- 37,5	+ 18,0	+ 0,9	- 7,9	- 25,8	+ 3,6	- 10,5
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	- 2,6	- 0,4	0,0	- 0,6	- 2,0	0,0	- 0,4	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+ 91,7	+ 304,8	+ 37,9	- 89,9	+ 235,5	- 59,4	+ 87,0	+ 4,3	+ 144,0	+ 92,8
7. Financement du total :										
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.111 Francs belge et luxembourgeois	- 53,2	- 17,5	- 20,3	- 19,3	+ 3,5	- 35,8	- 25,5	- 19,4	+ 16,4	+ 6,6
7.112 Monnaies étrangères	+ 132,2	+ 305,8	+ 59,6	- 79,1	+ 231,4	- 24,8	+ 84,2	+ 42,6	+ 123,9	+ 88,6
7.12 Organismes divers	+ 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,4
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 12,3	+ 16,6	- 1,4	+ 8,5	+ 0,6	+ 1,6	+ 28,4	- 18,9	+ 3,6	- 2,0
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1987	1988	1989	* 1990	* 1990			* 1991
					2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	janvier
1. Opérations courantes ¹	+ 102,6	+ 134,0	+ 141,9	.	+ 63,4	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 104,2	+ 121,9	+ 147,5	+ 176,7	+ 74,2	+ 30,5	+ 52,5	+ 12,3
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :								
2.1 Crédits commerciaux	+ 1,6	- 12,1	+ 5,5	.	+ 10,8	.	.	.
2.2 Avoirs nets en francs belge et luxembourgeois des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	+ 50,0	+ 88,7	+ 22,4	+ 85,3	+ 90,6	+ 0,9	- 9,9	- 46,6
2.21 Au comptant	+ 41,7	+ 65,9	+ 35,7	+ 5,7	+ 20,5	+ 25,5	- 17,8	- 5,1
2.22 A terme	+ 8,3	+ 22,8	- 13,3	+ 79,6	+ 70,1	- 24,6	+ 7,9	- 41,5
2.3 Avoirs nets en monnaies étrangères des entreprises et particuliers résidents	+ 29,0	- 75,6	- 8,6	- 217,9	- 108,7	- 44,5	- 3,8	- 23,2
2.31 Au comptant	- 40,9	- 111,1	- 94,0	+ 51,9	- 20,9	+ 0,2	+ 72,5	- 38,3
2.32 A terme	+ 69,9	+ 35,5	+ 85,4	- 269,8	- 87,8	- 44,7	- 76,2	+ 15,1
2.4 Valeurs mobilières	- 60,2	- 137,7	- 206,2	+ 59,0	+ 8,0	+ 32,3	- 19,8	+ 31,3
2.41 Actions	+ 23,4	+ 37,5	- 47,5	+ 47,3	+ 0,1	+ 17,8	+ 4,1	- 3,8
2.411 Avoirs de résidents	- 0,5	+ 18,5	- 78,1	+ 19,3	- 4,5	+ 11,4	- 4,9	- 3,2
2.412 Avoirs de non-résidents	+ 23,9	+ 19,0	+ 30,6	+ 28,1	+ 4,6	+ 6,4	+ 9,0	- 0,6
2.42 Obligations	- 83,6	- 175,2	- 158,7	+ 11,7	+ 7,9	+ 14,6	- 23,9	+ 35,1
2.421 Avoirs de résidents	- 111,4	- 214,9	- 185,5	- 2,5	- 11,5	+ 17,5	- 32,4	+ 18,8
2.422 Avoirs de non-résidents	+ 27,8	+ 39,7	+ 26,8	+ 14,3	+ 19,4	- 2,9	+ 8,6	+ 16,3
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées	- 12,1	+ 51,2	+ 43,3	+ 45,8	+ 0,5	+ 16,7	+ 2,7	+ 25,7
2.51 Avoirs de résidents	- 108,3	- 138,4	- 259,3	- 254,8	- 77,4	- 24,7	- 117,9	+ 22,8
2.52 Avoirs de non-résidents	+ 96,2	+ 189,6	+ 302,6	+ 300,6	+ 77,8	+ 41,4	+ 120,6	+ 2,9
2.6 Total (2.1 à 2.5)	+ 8,3	- 85,5	- 143,6	.	+ 1,1	.	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des crédits commerciaux (2.2 à 2.5)	+ 6,7	- 73,4	- 149,1	- 27,9	- 9,7	+ 5,4	- 30,8	- 12,8
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 56,0	- 23,2	- 23,8	- 36,0	- 6,2	+ 10,4	- 35,1	+ 20,0
3.1 Au comptant	+ 22,2	+ 35,1	+ 48,3	- 226,3	- 24,0	- 58,9	- 103,4	- 6,4
3.2 A terme	- 78,2	- 58,3	- 72,1	+ 190,3	+ 17,8	+ 69,3	+ 68,3	+ 26,4
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ³	- 3,8	- 17,5	- 2,9	- 14,3	- 6,6	- 3,5	- 0,3	- 5,6
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières	- 6,4	- 3,2	- 9,7	- 7,3	- 3,0	- 2,2	- 2,5	- 1,7
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics	+ 2,6	- 14,3	+ 6,8	- 7,0	- 3,7	- 1,3	+ 2,2	- 3,9
5. Erreurs et omissions	+ 5,7	- 1,3	- 23,1	- 58,6	- 8,8	- 24,3	- 0,9	- 9,7
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or	- 10,6	0,0	- 2,6	- 0,4	- 0,4	0,0	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	+ 46,2	+ 6,5	- 54,1	+ 39,5	+ 42,4	+ 18,6	- 14,7	+ 4,2
Financement du total :								
7.1 Opérations en capital, au comptant, en monnaies étrangères des pouvoirs publics ³	- 34,5	- 18,7	- 66,4	+ 22,9	+ 14,0	+ 37,5	- 18,4	+ 6,2
7.2 Mouvement des réserves de change nettes de la Banque Nationale de Belgique ⁴ ...	+ 80,7	+ 25,2	+ 12,3	+ 16,6	+ 28,4	- 18,9	+ 3,6	- 2,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent ; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux ; signe - : sorties.

³ Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ; signe - : augmentation.

⁴ Signe + : augmentation des réserves ; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la CEE							Dollar des Etats-Unis	Autres	
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres			Total
Paievements d'importations										
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1989	28,2	22,3	10,9	8,8	3,5	2,6	1,0	77,3	17,9	4,8
1990	28,6	22,0	11,4	9,2	3,4	2,8	1,0	78,4	16,6	5,0
1988 9 premiers mois	28,5	22,2	11,4	9,0	3,2	2,6	0,9	77,8	16,9	5,3
1989 3 premiers mois	28,9	22,2	10,8	8,7	3,3	2,6	1,0	77,5	17,3	5,2
6 premiers mois	28,2	22,1	10,7	8,7	3,5	2,6	1,0	76,8	18,2	5,0
9 premiers mois	28,2	22,1	10,9	8,8	3,4	2,7	1,0	77,1	18,1	4,8
1990 3 premiers mois	29,9	21,2	11,1	9,0	3,5	2,6	0,9	78,2	16,8	5,0
6 premiers mois	29,7	21,7	11,2	9,1	3,4	2,7	0,9	78,7	16,4	4,9
9 premiers mois	28,9	21,9	11,4	9,1	3,4	2,8	1,0	78,5	16,6	4,9
Recettes d'exportations										
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1988	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	85,4	10,9	3,7
1989	34,6	18,0	15,9	7,8	4,9	2,8	1,1	85,1	11,3	3,6
1990	33,4	19,3	15,6	8,0	4,6	2,9	1,4	85,2	10,8	4,0
1988 9 premiers mois	34,6	17,9	15,4	8,3	5,0	2,9	1,0	85,1	11,2	3,7
1989 3 premiers mois	34,7	17,8	15,7	7,5	5,5	2,9	1,1	85,2	11,3	3,5
6 premiers mois	34,6	17,9	15,8	7,7	5,1	2,8	1,1	85,0	11,4	3,6
9 premiers mois	34,4	17,8	16,0	7,7	5,0	2,9	1,1	84,9	11,5	3,6
1990 3 premiers mois	35,2	18,9	15,7	8,1	4,6	2,8	1,3	86,6	9,7	3,7
6 premiers mois	34,2	19,3	16,0	8,1	4,6	2,8	1,3	86,3	9,9	3,8
9 premiers mois	33,6	19,0	16,0	8,0	4,7	2,9	1,3	85,5	10,5	4,0

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme »; LIII^e année, tome I, n^o 6, juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise »; LIV^e année,

tome I, n^o 1, janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX »; LVIII^e année, tome I, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX »; LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989 : « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux »; LXV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1990 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1988 sur la base des transactions »; *Rapports de la BNB. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS CEE

Moyennes journalières	1 mark allemand	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 florin des Pays-Bas	100 pesetas	1 couronne danoise	100 escudos	1 punt irlandais	100 drachmes grecques
1982	18,83	6,96	79,80	3,38	17,11	41,63	5,48	57,99	64,84	—
1983	20,01	6,72	77,50	3,37	17,91	35,68	5,59	46,77	63,58	—
1984	20,31	6,61	76,98	3,29	18,01	35,93	5,58	39,62	62,60	—
1985	20,18	6,61	76,33	3,11	17,89	34,87	5,60	34,58	62,80	—
1986	20,58	6,44	65,48	3,00	18,25	31,88	5,52	29,88	59,80	—
1987	20,78	6,21	61,11	2,88	18,44	30,28	5,46	26,49	55,50	—
1988	20,94	6,17	65,37	2,83	18,60	31,57	5,46	25,52	55,99	25,94
1989	20,96	6,18	64,55	2,87	18,58	33,27	5,39	25,02	55,85	24,29
1990	20,68	6,14	59,47	2,79	18,35	32,79	5,40	23,44	55,26	21,11
1989 2 ^e trimestre	20,94	6,18	65,71	2,87	18,57	33,29	5,38	25,25	55,90	24,53
3 ^e trimestre	20,93	6,19	64,26	2,91	18,56	33,40	5,39	25,01	55,87	24,23
4 ^e trimestre	21,01	6,17	60,40	2,85	18,61	32,85	5,40	24,34	55,65	23,27
1990 1 ^{er} trimestre	20,87	6,15	58,45	2,81	18,52	32,34	5,41	23,66	55,38	22,14
2 ^e trimestre	20,63	6,13	57,98	2,81	18,33	32,99	5,41	23,38	55,30	21,11
3 ^e trimestre	20,57	6,13	61,02	2,79	18,26	33,23	5,39	23,32	55,18	20,93
4 ^e trimestre	20,63	6,12	60,33	2,75	18,30	32,62	5,38	23,37	55,18	20,20
1991 1 ^{er} trimestre	20,60	6,06	60,14	2,75	18,27	32,90	5,36	23,37	54,89	19,27
2 ^e trimestre	20,57	6,07	60,92	2,77	18,26	33,18	5,36	23,62	55,04	18,87
1990 Juin	20,55	6,11	59,20	2,80	18,26	33,31	5,40	23,42	55,11	21,02
Juillet	20,58	6,14	60,96	2,81	18,27	33,58	5,41	23,45	55,20	21,04
Août	20,56	6,13	61,37	2,79	18,25	33,30	5,38	23,29	55,16	20,87
Septembre	20,57	6,14	60,68	2,76	18,25	32,79	5,39	23,21	55,19	20,79
Octobre	20,59	6,15	61,04	2,75	18,26	32,81	5,39	23,33	55,22	20,52
Novembre	20,63	6,13	60,20	2,74	18,29	32,60	5,38	23,44	55,21	20,13
Décembre	20,70	6,09	59,61	2,75	18,35	32,41	5,37	23,36	55,09	19,90
1991 Janvier	20,60	6,07	60,14	2,74	18,28	32,69	5,35	23,13	54,98	19,47
Février	20,59	6,05	59,88	2,74	18,27	32,91	5,35	23,40	54,78	19,22
Mars	20,60	6,05	60,38	2,76	18,28	33,13	5,36	23,61	54,89	19,10
Avril	20,56	6,08	61,28	2,77	18,25	33,31	5,37	23,69	54,99	18,97
Mai	20,57	6,07	60,94	2,77	18,26	33,23	5,37	23,66	55,06	18,81
Juin	20,58	6,07	60,51	2,77	18,27	33,00	5,34	23,50	55,06	18,83

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

X - 1b. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS AUTRES QUE LA CEE

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	100 yens	1 dollar canadien	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	1 zaïre	1 dollar australien	1 dollar néo-zélandais	1 ECU	1 DTS
1982	45,76	18,38	37,08	7,31	22,52	267,88	7,09	9,50	7,94	.	.	.	50,43
1983	51,18	21,55	41,52	6,66	24,34	284,50	7,00	9,18	6,36	.	.	.	54,64
1984	57,79	24,32	44,63	6,98	24,61	288,81	7,08	9,61	1,61	.	.	45,06	59,18
1985	59,36	24,91	43,50	6,89	24,21	287,18	6,90	9,56	1,21	.	.	44,91	60,12
1986	44,66	26,57	32,13	6,26	24,89	292,79	6,04	8,80	0,76	.	.	43,79	52,33
1987	37,34	25,85	28,17	5,89	25,06	295,41	5,54	8,50	0,35	.	.	43,03	48,26
1988	36,81	28,70	29,95	6,00	25,14	297,76	5,64	8,78	0,21	.	.	43,42	49,39
1989	39,43	28,63	33,30	6,11	24,11	297,79	5,71	9,18	0,11	.	.	43,35	50,50
1990	33,41	23,14	28,63	5,64	24,09	293,87	5,34	8,73	0,06	.	.	42,50	45,30
1989 2 ^e trimestre	40,55	29,32	33,97	6,19	23,90	297,50	5,78	9,37	0,11	.	.	43,49	51,33
3 ^e trimestre	40,28	28,31	34,08	6,16	24,27	297,38	5,72	9,28	0,10	.	.	43,37	50,75
4 ^e trimestre	38,12	26,65	32,62	5,96	23,71	298,36	5,56	9,03	0,08	.	.	42,90	48,90
1990 1 ^{er} trimestre	35,30	23,87	29,88	5,74	23,44	296,51	5,40	8,83	0,07	.	.	42,52	46,42
2 ^e trimestre	34,61	22,29	29,57	5,68	24,00	293,16	5,33	8,74	0,06	.	.	42,33	45,39
3 ^e trimestre	32,79	22,58	28,43	5,62	24,53	292,38	5,33	8,74	0,05	.	.	42,62	44,91
4 ^e trimestre	31,00	23,74	26,70	5,53	24,38	293,33	5,29	8,62	0,03	.	.	42,54	44,45
1991 1 ^{er} trimestre	31,53	23,57	27,28	5,54	24,13	292,77	5,27	8,55	0,01	24,53	18,82	42,39	44,50
2 ^e trimestre	35,68	25,79	31,06	5,72	24,20	292,35	5,28	8,73	0,01	27,50	20,84	42,33	47,72
1990 Juin	34,62	22,50	29,52	5,68	24,29	292,16	5,35	8,75	0,06	.	.	42,38	45,51
Juillet	33,76	22,62	29,17	5,67	24,23	292,59	5,36	8,79	0,06	.	.	42,62	45,38
Août	32,31	21,92	28,22	5,59	24,67	292,24	5,31	8,72	0,05	.	.	42,65	44,50
Septembre	32,28	23,27	27,88	5,60	24,70	292,32	5,32	8,71	0,05	.	.	42,58	44,89
Octobre	31,39	24,19	27,07	5,56	24,49	292,64	5,30	8,68	0,04	.	.	42,60	44,83
Novembre	30,64	23,77	26,33	5,51	24,40	293,29	5,28	8,61	0,04	.	.	42,54	44,29
Décembre	30,93	23,15	26,66	5,50	24,21	294,20	5,28	8,57	0,02	.	.	42,45	44,15
1991 Janvier	31,10	23,28	26,91	5,52	24,46	292,83	5,27	8,54	0,02	24,23	18,50	42,47	44,24
Février	30,47	23,37	26,39	5,50	24,05	292,63	5,26	8,48	0,01	23,88	18,34	42,34	43,90
Mars	33,06	24,10	28,58	5,61	23,84	292,80	5,28	8,61	0,01	25,51	19,64	42,33	45,52
Avril	35,05	25,56	30,39	5,72	24,33	292,22	5,29	8,77	0,01	27,30	20,66	42,40	47,30
Mai	35,28	25,55	30,69	5,74	24,27	292,35	5,28	8,73	0,01	27,27	20,68	42,29	47,40
Juin	36,74	26,27	32,12	5,71	23,99	292,48	5,27	8,69	0,01	27,91	21,18	42,31	48,42

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 8 JANVIER AU 7 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID
Cours-pivot de l'ECU	42,1679	2,30358	7,79845	2,04446	1529,70	6,85684	0,763159	132,889
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire								
100 francs belges		5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619
	—	5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802
100 florins Pays-Bas ..	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90
100 marks allemands .	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70
100 liras italiennes ...	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200
100 francs français ...	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30
100 punts irlandais ...	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772	
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858	

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 8 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES
Cours-pivot de l'ECU	42,4032	2,31643	7,84195	2,05586	1538,24	6,89509	0,767417	133,631	0,696904
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire									
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619	1,74510
		5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143	1,64352
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802	1,54790
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30	31,9450
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83	30,0853
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10	28,3340
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40	9,43610
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05	8,88687
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90	8,36970
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70	35,9970
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00	33,8984
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70	31,9280
100 liras italiennes	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400	0,0481050
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726	0,0453053
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200	0,0426690
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80	10,7320
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06	10,1073
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30	9,5190
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2	96,4240
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1	90,8116
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7	85,5260
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772		0,553740
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—	0,521514
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858		0,491160
100 livres Royaume-Uni	6460,50	352,950	1194,79	313,200	234362,0	1050,550	116,920	20360,0	
	6084,51	332,389	1125,26	295,000	220725,0	989,389	110,118	19175,0	—
	5730,35	313,050	1059,76	277,800	207879,0	931,800	103,710	18059,0	

X - 2b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE¹

Moyennes journalières	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ²	Livre sterling ³
1983	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	—	—
1984	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	—	—
1985	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	—	—
1986	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	—	—
1987	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	—	—
1988	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	—	—
1989	+ 1,48	- 0,34	+ 1,60	+ 0,36	+ 0,43	+ 1,07	+ 4,35 ²	—
1990	+ 0,24	- 0,11	+ 0,24	+ 1,08	- 0,24	+ 0,01	+ 3,35	—
1989 1 ^{er} trimestre	+ 1,40	- 0,31	+ 1,58	- 0,17	+ 0,18	+ 1,28	—	—
2 ^e trimestre	+ 1,46	- 0,52	+ 1,50	+ 0,44	+ 0,55	+ 1,16	+ 3,62 ²	—
3 ^e trimestre	+ 1,41	- 0,38	+ 1,48	+ 1,50	+ 0,64	+ 1,10	+ 5,24	—
4 ^e trimestre	+ 1,66	- 0,14	+ 1,84	- 0,37	+ 0,36	+ 0,72	+ 3,50	—
1990 1 ^{er} trimestre	+ 1,16	+ 0,14	+ 1,18	+ 1,82	+ 0,05	+ 0,23	+ 1,91	—
2 ^e trimestre	+ 0,13	+ 0,11	0,00	+ 1,87	- 0,28	+ 0,07	+ 4,00	—
3 ^e trimestre	- 0,27	- 0,24	- 0,26	+ 1,05	- 0,31	- 0,12	+ 4,71	—
4 ^e trimestre	- 0,05	- 0,45	+ 0,03	- 0,40	- 0,41	- 0,14	+ 2,78	- 0,85 ³
1991 1 ^{er} trimestre	- 0,26	- 0,96	- 0,14	- 0,30	- 1,53	- 0,68	+ 3,68	- 1,17
1990 Mai	+ 0,28	+ 0,19	+ 0,09	+ 1,92	- 0,30	+ 0,16	+ 4,06	—
Juin	- 0,24	- 0,14	- 0,35	+ 1,56	- 0,64	- 0,27	+ 5,20	—
Juillet	- 0,19	+ 0,02	- 0,19	+ 1,92	- 0,21	- 0,09	+ 5,79	—
Août	- 0,31	- 0,52	- 0,31	+ 1,21	- 0,54	- 0,17	+ 4,89	—
Septembre	- 0,32	- 0,40	- 0,29	- 0,08	- 0,16	- 0,11	+ 3,33	—
Octobre	- 0,23	- 0,23	- 0,19	- 0,32	- 0,04	- 0,08	+ 3,39	+ 0,62
Novembre	- 0,09	- 0,47	- 0,02	- 0,45	- 0,36	- 0,07	+ 2,75	- 1,02
Décembre	+ 0,21	- 0,70	+ 0,34	- 0,43	- 0,92	- 0,31	+ 2,07	- 2,05
1991 Janvier	- 0,39	- 1,03	- 0,11	- 0,57	- 1,37	- 0,50	+ 3,03	- 1,15
Février	- 0,21	- 1,05	- 0,19	- 0,51	- 1,66	- 0,86	+ 3,70	- 1,58
Mars	- 0,17	- 0,78	- 0,12	+ 0,20	- 1,58	- 0,66	+ 4,39	- 0,77
Avril	- 0,29	- 0,65	- 0,29	+ 0,68	- 1,05	- 0,48	+ 4,99	+ 0,72
Mai	- 0,26	- 0,58	- 0,27	+ 0,53	- 1,34	- 0,35	+ 4,73	+ 0,19

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)-Cours-pivot de cette monnaie en francs belges]}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

X - 2c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : INDICATEURS DE DIVERGENCE¹

Moyennes journalières	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ²	Livre sterling ³
1983	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21	—	—
1984	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1	—	—
1985	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36	—	—
1986	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12	—	—
1987	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19	—	—
1988	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14	—	—
1989	+ 50	- 23	+ 63	- 38	+ 22	+ 33	- 2	- 45 ²	—
1990	+ 16	+ 4	+ 21	+ 6	- 38	+ 30	+ 14	- 48	—
1989 1 ^{er} trimestre	+ 46	- 24	+ 57	- 45	+ 29	+ 42	- 16	—	—
2 ^e trimestre	+ 50	- 22	+ 71	- 34	+ 20	+ 25	- 7	- 32 ²	—
3 ^e trimestre	+ 56	- 14	+ 70	- 23	+ 6	+ 28	+ 1	- 54	—
4 ^e trimestre	+ 51	- 30	+ 53	- 50	+ 31	+ 38	+ 15	- 38	—
1990 1 ^{er} trimestre	+ 44	- 12	+ 35	- 17	- 49	+ 47	+ 30	- 18	—
2 ^e trimestre	+ 14	+ 8	+ 9	+ 20	- 76	+ 33	+ 10	- 61	—
3 ^e trimestre	+ 11	+ 25	+ 25	+ 32	- 40	+ 27	+ 16	- 65	—
4 ^e trimestre	- 7	- 4	+ 15	- 11	+ 13	+ 15	0	- 49	+ 14 ³
1991 1 ^{er} trimestre	- 27	- 19	+ 19	- 27	- 12	+ 54	+ 5	- 69	+ 15
1990 Mai	+ 15	+ 2	+ 6	+ 14	- 77	+ 34	+ 7	- 63	—
Juin	+ 7	+ 19	+ 13	+ 32	- 69	+ 44	+ 19	- 76	—
Juillet	+ 20	+ 29	+ 18	+ 39	- 74	+ 34	+ 23	- 80	—
Août	+ 8	+ 24	+ 34	+ 32	- 51	+ 30	+ 16	- 68	—
Septembre	+ 5	+ 21	+ 23	+ 26	+ 9	+ 14	+ 10	- 47	—
Octobre	+ 3	+ 14	+ 13	+ 16	+ 19	+ 6	+ 6	- 54	- 10
Novembre	- 9	- 6	+ 13	- 14	+ 13	+ 9	- 6	- 49	+ 17
Décembre	- 15	- 25	+ 18	- 41	+ 6	+ 34	0	- 41	+ 34
1991 Janvier	- 26	- 19	+ 23	- 27	+ 2	+ 46	- 2	- 59	+ 14
Février	- 33	- 23	+ 17	- 32	- 8	+ 54	+ 8	- 72	+ 21
Mars	- 22	- 14	+ 16	- 21	- 32	+ 63	+ 10	- 78	+ 10
Avril	- 7	+ 8	+ 24	+ 10	- 40	+ 51	+ 15	- 82	- 12
Mai	- 13	- 1	+ 14	- 1	- 40	+ 59	+ 3	- 81	- 5

¹ Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

X - 2d. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 8 janvier au 7 octobre 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8744	30,53	1,56
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,43	1,81
Livre sterling	0,08784	57,8740 ³	5,0837	12,06	—
Lire italienne	151,8	0,0275661	4,1845	9,92	2,03
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,54	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,14	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,53	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,12	2,22
Drachme grecque	1,44	0,224376 ³	0,3231	0,77	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,18	5,69
Escudo portugais	1,393	0,237241 ³	0,3305	0,78	—
Total ...			42,1679	100,00	
depuis le 8 octobre 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	30,36	1,57
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,32	1,82
Livre sterling	0,08784	60,8451	5,3446	12,61	5,24
Lire italienne	151,8	0,0275661	4,1845	9,87	2,03
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,49	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,09	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,52	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,11	2,23
Drachme grecque	1,44	0,206532 ³	0,2974	0,70	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,15	5,69
Escudo portugais	1,393	0,237241 ³	0,3305	0,78	—
Total ...			42,4032	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en drachmes grecques, livres sterling ou escudos portugais et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 3. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

indices 1975 = 100

Sources : BNB, FMI : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices BNB pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International													
	exportations de l'UEBL	importations de l'UEBL	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	Peseta espagnole	Punt irlandais
	Franc belge															
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3	50,9	71,7
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8	48,8	67,4
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7	47,4	68,3
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6	48,5	73,3
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6	49,6	73,3
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4	51,0	72,8
1989	111,5	108,2	97,2	100,1	143,6	233,4	69,0	73,8	45,8	131,9	67,5	159,6	87,4	78,3	52,4	70,6
1990	117,8	115,2	103,3	93,6	153,8	209,2	74,5	74,1	48,0	139,7	68,2	175,4	95,9	80,7	56,4	76,2
1989 1 ^{er} trimestre	109,6	108,3	97,0	97,3	142,8	247,8	68,5	77,1	45,3	131,4	67,5	162,0	87,0	78,6	52,7	70,4
2 ^e trimestre	109,4	108,2	96,4	101,7	141,8	235,7	68,3	74,4	45,4	130,7	67,4	156,1	86,1	78,2	51,9	69,8
3 ^e trimestre	109,9	109,2	96,8	102,0	142,6	228,2	68,7	73,1	46,1	131,0	67,6	159,6	86,7	78,0	52,2	70,2
4 ^e trimestre	112,0	111,7	98,7	99,4	147,4	222,2	70,5	70,5	46,4	134,5	67,4	160,6	89,9	78,4	52,9	72,1
1990 1 ^{er} trimestre	114,6	115,3	101,5	97,0	152,3	209,2	73,1	71,3	47,5	138,4	67,8	166,4	94,1	79,8	54,3	74,7
2 ^e trimestre	115,8	117,4	102,9	97,1	152,8	197,9	74,0	71,9	48,2	138,7	68,3	173,4	95,4	80,2	56,2	75,6
3 ^e trimestre	116,7	118,6	103,8	92,3	153,8	206,0	74,9	76,6	48,2	139,7	68,3	180,3	96,2	81,0	57,4	76,3
4 ^e trimestre	118,3	120,6	104,8	88,0	156,2	223,6	75,9	76,6	48,0	142,0	68,2	181,3	97,9	81,8	57,5	78,0
1991 1 ^{er} trimestre	118,8	122,2	104,9	89,3	155,7	220,4	74,7	76,3	48,0	141,6	68,4	179,1	97,2	82,2		
1990 Mars	115,3	115,8	102,0	98,1	152,2	202,7	73,5	70,5	47,8	138,3	68,2	167,0	94,6	79,8	54,6	74,9
Avril	115,8	116,7	102,7	97,9	153,1	194,7	74,3	70,8	48,3	138,7	68,4	169,3	95,4	80,1	55,4	75,7
Mai	116,2	117,1	103,0	96,5	153,2	199,4	74,1	71,5	48,3	139,1	68,3	161,2	95,8	80,3	56,5	75,9
Juin	116,1	117,0	102,9	96,8	152,0	199,7	73,7	73,3	48,0	138,2	68,1	175,5	95,1	80,3	56,7	75,2
Juillet	116,1	117,2	103,1	94,3	152,6	202,8	74,3	75,9	48,3	138,6	68,2	176,0	95,5	80,6	57,4	75,5
Août	117,2	118,5	104,3	91,7	154,8	201,4	75,3	77,7	48,6	140,4	68,5	183,1	96,7	81,4	58,0	76,7
Septembre	117,5	118,7	104,0	90,8	154,0	213,8	75,2	76,3	47,8	140,0	68,2	181,7	96,5	81,1	56,9	76,7
Octobre	118,0	119,4	104,2	88,2	154,6	226,4	75,6	77,0	47,7	140,9	68,1	180,8	97,3	81,2	57,3	77,3
Novembre	118,7	120,3	105,1	87,4	156,4	225,5	76,2	76,8	48,1	142,4	68,3	182,3	98,3	82,0	57,7	78,2
Décembre	119,0	121,1	105,0	88,4	157,6	218,9	75,8	76,1	48,2	142,8	68,3	181,0	98,2	82,0	57,4	78,3
1991 Janvier	119,2	121,7	105,2	88,7	156,4	219,1	75,3	76,7	48,1	142,3	68,3	182,7	97,5	81,7	57,7	77,5
Février	* 120,0	* 122,7	105,6	87,3	157,3	222,8	75,5	76,9	48,4	143,0	68,7	180,9	98,2	82,3		
Mars	* 118,2	* 121,1	103,8	92,0	153,5	219,3	73,5	75,4	47,4	139,5	68,2	173,7	96,0	82,7		
Avril	* 116,8	* 119,5														

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome 1, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dette directe totale ²	en franc belge	en monnaies étrangères		dette indirecte totale
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'OCF	totale	consolidée ²	à court et à moyen terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989	3.247,4	35,4	1.724,9	105,1	5.112,8	550,0	579,0	1.129,0	6.241,8	544,3	2,1	546,4	6.788,2	
1990	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1990 Mai	3.306,0	26,4	1.989,6	110,2	5.432,2	577,2	571,6	1.148,8	6.581,0	537,4	2,1	539,5	7.120,5	
Juin	3.449,4	24,3	1.911,6	112,9	5.498,2	569,4	560,2	1.129,6	6.627,8	536,7	—	536,7	7.164,5	
Juillet	3.480,8	19,3	1.914,4	113,0	5.527,5	562,6	537,4	1.100,0	6.627,5	551,7	—	551,7	7.179,2	
Août	3.521,9	19,3	1.883,3	113,8	5.538,3	564,1	540,5	1.104,6	6.642,9	549,9	—	549,9	7.192,8	
Septembre	3.528,2	19,3	1.939,9	111,1	5.598,5	561,2	535,8	1.097,0	6.695,5	549,0	—	549,0	7.244,5	
Octobre	3.542,0	19,3	1.913,5	115,2	5.590,0	567,1	525,4	1.092,5	6.682,5	548,7	—	548,7	7.231,2	
Novembre	3.575,0	19,3	1.926,7	102,4	5.623,4	562,6	526,3	1.088,9	6.712,3	546,8	—	546,8	7.259,1	
Décembre	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1991 Janvier	3.625,4	9,8	1.956,7	125,3	5.717,2	561,1	542,3	1.103,4	6.820,6	506,1	—	506,1	7.326,7	
Février	3.724,4	9,8	2.016,6	102,2	5.853,0	554,3	549,6	1.103,9	6.956,9	504,1	—	504,1	7.461,0	
Mars	3.827,3	9,5	2.068,2	103,4	6.008,4	598,0	531,6	1.129,6	7.138,0	443,0	—	443,0	7.581,0	
Avril	3.841,4	9,5	2.030,7	119,8	6.001,4	623,0	512,0	1.135,0	7.136,4	413,3	—	413,3	7.549,7	
Mai	3.943,4	9,5	2.069,3	94,4	6.116,6	624,4	508,6	1.133,0	7.249,6	413,3	—	413,3	7.662,9	

¹ Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

² Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXII^e année, tome I, n° 5, mai 1988.

XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique ¹	Ajustements					Solde net à financer total du Trésor ³
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le FMI	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation ²	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1989	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5
1989 12 mois	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990 1 mois	+ 80,2	+ 0,6	+ 2,1	—	—	+ 2,7	77,5
2 mois	+ 194,2	+ 0,3	0,0	—	+ 0,5	+ 0,8	193,4
3 mois	+ 314,0	+ 1,0	- 3,6	—	+ 31,5	+ 28,9	285,1
4 mois	+ 283,4	+ 1,0	- 3,5	—	+ 31,5	+ 29,0	254,4
5 mois	+ 332,3	- 9,3	+ 7,4	—	+ 31,5	+ 29,6	302,7
6 mois	+ 376,3	- 9,5	+ 3,5	—	+ 31,5	+ 25,5	350,8
7 mois	+ 391,0	- 9,5	- 0,6	+ 15,0	+ 31,5	+ 36,4	354,6
8 mois	+ 404,6	- 9,5	+ 3,0	+ 15,0	+ 31,5	+ 40,0	364,6
9 mois	+ 456,3	- 8,8	+ 6,9	+ 15,0	+ 31,5	+ 44,6	411,7
10 mois	+ 443,0	- 8,8	+ 5,8	+ 15,0	+ 31,5	+ 43,5	399,5
11 mois	+ 470,9	- 8,8	+ 2,2	+ 15,0	+ 31,5	+ 39,9	431,0
12 mois	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5

¹ Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

² Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

³ Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires ^{1 2}							Autres opérations ¹	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions
	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire			
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1982	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987	1.542,2	1.822,4	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1989	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)
1989 12 mois	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990 1 mois	154,7	239,1	- 84,4	1,6	20,3	- 18,7	- 103,1	+ 25,6	- 77,5	(- 25,0)
2 mois	281,9	446,3	- 164,4	3,2	31,7	- 28,5	- 192,9	- 0,5	- 193,4	(- 7,2)
3 mois	402,2	667,4	- 265,2	4,6	47,2	- 42,6	- 307,8	+ 22,7	- 285,1	(- 20,6)
4 mois	618,0	869,9	- 251,9	6,1	54,4	- 48,3	- 300,2	+ 45,8	- 254,4	(- 23,1)
5 mois	734,1	1.025,3	- 291,2	7,6	60,7	- 53,1	- 344,3	+ 41,6	- 302,7	(- 16,2)
6 mois	879,5	1.223,2	- 343,7	9,2	70,9	- 61,7	- 405,4	+ 54,6	- 350,8	(- 25,2)
7 mois	1.117,5	1.414,7	- 297,2	11,3	79,3	- 68,0	- 365,2	+ 10,6	- 354,6	(- 46,7)
8 mois	1.247,3	1.555,1	- 307,8	13,9	88,6	- 74,7	- 382,5	+ 17,9	- 364,6	(- 39,9)
9 mois	1.353,5	1.701,5	- 348,0	15,3	95,3	- 80,0	- 428,0	+ 16,3	- 411,7	(- 39,3)
10 mois	1.523,0	1.859,4	- 336,4	18,9	106,3	- 87,4	- 423,8	+ 24,3	- 399,5	(- 46,9)
11 mois	1.632,5	1.982,2	- 349,7	20,6	116,7	- 96,2	- 445,8	+ 14,8	- 431,0	(- 37,2)
12 mois	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises ; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence. A partir de janvier 1989, la rubrique « fonds de tiers » est apurée des impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

² Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1989 11 mois	1990 11 mois
A. Recettes courantes²	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,2	1.597,8	1.676,8	1.827,6	1.504,6	1.632,5
I. Recettes fiscales	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,8	1.609,5	1.733,2	1.446,2	1.550,0
1. Impôts directs	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	919,3	932,3	1.012,3	850,5	911,0
dont ³ :										
— précompte professionnel ⁴	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	554,2	565,6	616,9	524,3	568,6
— versements anticipés	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	193,4	208,6	196,8	176,9	165,9
— impôts des sociétés (rôles)	- 1,3	- 2,7	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 21,4	- 25,1	- 20,0	- 22,3
— impôts des personnes physiques (rôles) ...	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	11,3	4,0	3,9	3,9	1,4
— précompte mobilier	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	143,8	146,5	166,6	139,5	158,8
2. Douanes et accises	121,7	125,4	129,1	131,4	137,0	143,7	157,8	173,6	143,3	159,4
3. T.V.A. et enregistrement	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	474,8	519,4	547,3	452,4	479,6
II. Recettes non fiscales	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	60,0	67,3	94,4	58,4	82,6
B. Recettes en capital⁵	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	16,9	17,7	23,0	15,0	20,6
I. Recettes fiscales	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	15,5	15,4	18,7	13,8	17,2
II. Recettes non fiscales	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	1,4	2,3	4,3	1,2	3,4
C. Recettes totales [A + B]	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,9	1.614,7	1.694,5	1.850,6	1.519,6	1.653,1
I. Recettes des Voies et Moyens	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	1.505,5	1.055,0	1.143,1	928,2	1.003,8
II. Recettes cédées	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	64,3	68,8	74,1	62,6	67,8
III. Recettes ristournées plus recettes affectées ⁶	31,0	37,4	37,8	37,6	47,8	44,9	568,5	631,7	526,7	578,1
IV. Moyens propres des communautés et régions ...	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,0	2,2	1,7	2,1	3,4

¹ A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

³ Les montants suivants concernent des données à l'exclusion des recettes comptabilisées provisoirement (9,5 milliards pendant les onze premiers mois et 20,9 milliards pour l'année 1990) dont on ne connaît pas encore la ventilation exacte.

⁴ Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

⁵ Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

⁶ Y compris, à partir de janvier 1989, les impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances et Banque Nationale de Belgique.

	Pouvoir national, communautés et régions				Pouvoirs locaux	Sécurité sociale	Total général
	Solde net à financer du Trésor ¹	Nouvelle dette des communautés et des régions ²	Autres ³	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)
1980	- 297	—	- 37	- 333	- 57	- 9	- 399
1981	- 455	—	- 62	- 516	- 64	- 10	- 590
1982	- 509	- 2	- 71	- 582	- 27	+ 29	- 579
1983	- 524	+ 1	- 65	- 588	- 27	+ 13	- 602
1984	- 504	...	- 37	- 540	- 12	+ 37	- 515
1985	- 571	...	- 41	- 613	- 10	+ 50	- 573
1986	- 556	...	- 49	- 605	- 15	+ 31	- 589
1987	- 430	...	- 100	- 530	...	+ 19	- 512
1988 6 mois	- 345	...	- 44	- 388	+ 3	- 22	- 407
9 mois	- 392	...	- 71	- 462	+ 9	- 24	- 477
12 mois	- 434	...	- 62	- 495	- 8	+ 21	- 482
1989 3 mois *	- 264	...	- 26	- 290	+ 5	- 12	- 298
6 mois *	- 366	...	- 58	- 424	- 17	+ 2	- 440
9 mois *	- 414	...	- 73	- 488	- 20	+ 2	- 505
12 mois *	- 397	...	- 86	- 483	- 34	+ 28	- 489
1990 3 mois *	- 285	...	- 45	- 330	+ 21	+ 13	- 296
6 mois *	- 351	...	- 87	- 438	- 1	+ 29	- 410
9 mois *	- 412	...	- 96	- 508	+ 18	+ 34	- 456

¹ Calculé par le Ministère des Finances et publié au Moniteur belge. Cf. colonne (9) du tableau XI-3.

² Cette colonne ne concerne que les quelques emprunts contractés directement par les communautés et régions auprès d'intermédiaires financiers. La majeure partie du solde financier des communautés et régions est contenue dans les colonnes (1) et (3).

³ Montant des ressources financières que le pouvoir national, les communautés et les régions se procurent pour couvrir la part de leur déficit qui n'est pas recensée aux colonnes (1) et (2). Il s'agit notamment des engagements résultant des débudgétisations, préfinancements ou qui revêtent la forme d'emprunts de régularisation.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Nouveaux engagements						Total général	Formation d'actifs financiers en franc belge	Solde ²
	en monnaies étrangères	en franc belge			à plus d'un an	total			
		à un an au plus		total					
		auprès de la Banque Nationale de Belgique ¹	autres						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7) = (1) + (6)	(8)	(9) = (7) - (8)	
1980	+ 95	+ 25	+ 148	+ 173	+ 131	+ 304	+ 398	- 1	+ 399
1981	+ 224	+ 72	+ 166	+ 238	+ 108	+ 346	+ 570	- 20	+ 590
1982	+ 243	+ 31	+ 190	+ 221	+ 149	+ 370	+ 614	+ 34	+ 579
1983	+ 134	+ 7	+ 98	+ 105	+ 386	+ 491	+ 625	+ 23	+ 602
1984	+ 155	+ 12	+ 66	+ 78	+ 339	+ 417	+ 573	+ 58	+ 515
1985	+ 34	- 18	+ 53	+ 35	+ 562	+ 597	+ 632	+ 59	+ 573
1986	+ 62	+ 28	+ 285	+ 313	+ 235	+ 548	+ 610	+ 21	+ 589
1987	+ 32	- 82	+ 218	+ 135	+ 384	+ 519	+ 552	+ 40	+ 512
1988 6 mois	- 43	- 11	+ 184	+ 172	+ 273	+ 445	+ 403	- 4	+ 407
9 mois	+ 36	- 28	+ 83	+ 54	+ 387	+ 442	+ 478	+ 1	+ 477
12 mois	+ 20	- 21	+ 37	+ 16	+ 495	+ 512	+ 531	+ 49	+ 482
1989 3 mois *	- 3	- 55	+ 313	+ 259	+ 28	+ 287	+ 284	- 14	+ 298
6 mois *	- 16	- 50	+ 350	+ 300	+ 135	+ 434	+ 418	- 22	+ 440
9 mois *	—	- 59	+ 415	+ 356	+ 127	+ 482	+ 482	- 23	+ 505
12 mois *	+ 69	- 40	+ 278	+ 238	+ 202	+ 439	+ 508	+ 19	+ 489
1990 3 mois *	+ 8	- 36	+ 290	+ 254	+ 51	+ 305	+ 313	+ 18	+ 296
6 mois *	- 7	- 62	+ 232	+ 170	+ 271	+ 441	+ 434	+ 24	+ 410
9 mois *	- 43	- 61	+ 272	+ 211	+ 330	+ 541	+ 498	+ 42	+ 456

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et de l'encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution.

² Cette colonne correspond au déficit financier net des pouvoirs publics (cf. colonne (7) du tableau XI-5, avec signe inversé).

XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Dettes					Actifs financiers en franc belge	Dettes nettes		Ajustements ²	Déficit financier net des pouvoirs publics ³
	en monnaies étrangères	en franc belge			Total général		Encours	Variations nominales		
		à un an au plus ¹	à plus d'un an	total							(5) = (1) + (4)	(7) = (5) - (6)	(8)	(9)	(10) = (8) - (9)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7) = (5) - (6)	(8)	(9)	(10) = (8) - (9)	
1980	159	582	2.076	2.658	2.817	375	2.442	+ 421	+ 21	399
1981	404	827	2.184	3.011	3.415	355	3.059	+ 618	+ 28	590
1982	683	1.055	2.334	3.389	4.072	390	3.682	+ 623	+ 44	579
1983	868	1.193	2.719	3.912	4.780	413	4.368	+ 686	+ 84	602
1984 Anc. série ⁴	1.063	1.278	3.058	4.336	5.399	470	4.929	+ 561	+ 46	515
Nouv. série ⁴	1.063	1.259	3.061	4.320	5.382	452	4.930			
1985	1.031	1.303	3.623	4.926	5.957	511	5.445	+ 515	- 58	573
1986	1.048	1.601	3.858	5.459	6.507	533	5.974	+ 529	- 60	589
1987	1.070	1.734	4.246	5.979	7.049	573	6.476	+ 502	- 10	512
1988 Mars	1.025	1.833	4.480	6.313	7.338	575	6.763	+ 287	+ 5	283
Juin	1.042	1.907	4.518	6.425	7.467	569	6.898	+ 422	+ 16	407
Septembre	1.125	1.789	4.633	6.422	7.547	574	6.973	+ 497	+ 20	477
Décembre	1.108	1.752	4.741	6.493	7.600	622	6.979	+ 503	+ 21	482
1989 Mars	1.106	2.012	4.769	6.781	7.887	608	7.279	+ 301	+ 3	298
Juin	1.098	2.056	4.875	6.931	8.029	600	7.429	+ 450	+ 11	440
Septembre	1.110	2.113	4.867	6.981	8.091	599	7.492	+ 514	+ 8	505
Décembre	1.150	1.994	4.942	6.937	8.087	640	7.446	+ 468	- 21	489
1990 Mars	1.154	2.249	4.994	7.243	8.397	658	7.739	+ 293	- 3	296
Juin	1.147	2.155	5.214	7.368	8.515	665	7.850	+ 404	- 6	410
Septembre	1.114	2.197	5.272	7.469	8.583	682	7.900	+ 454	- 2	456

¹ Y compris le portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution (cf. colonne (1) du tableau XI-8).

² Ces ajustements concernent les certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. (colonne (2) du tableau XI-2) et les différences de change calculées pour la dette publique officielle (colonne (3) du tableau XI-2) et la dette en devises des autres sous-secteurs.

³ Cette colonne correspond aux colonnes (7) du tableau XI-5 et (9) du tableau XI-6.

⁴ Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984 ; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect ³	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
		direct ¹	indirect ²		
				15	13-07-1977
				0	05-10-1977
1977	40	37	3	15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
				40	26-07-1978
1978	53	37	16	30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981	187	37	150	170	23-12-1981
1982	218	37	181	190	28-04-1982
1983	225	37	188	210	05-01-1983
1984	238	37	201	210	05-01-1983
1985	219	37	182	210	05-01-1983
1986	246	37	209	210	05-01-1983
1987	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Septembre	136	37	99	160	30-03-1988
Décembre	144	37	107	160	30-03-1988
1989 Mars	89	37	52	160	30-03-1988
Juin	94	37	57	130	08-06-1989
Septembre	85	37	48	130	08-06-1989
Décembre	103	37	66	110	04-12-1989
1990 Mars	68	37	31	110	04-12-1989
Juin	42	37	5	110	04-12-1989
Septembre	43	37	6	110	04-12-1989
Décembre	74	37	37	110	04-12-1989

¹ Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

² Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

³ Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	0,4	184,2	—	67,8	13,0	0,2	3,5	269,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	25,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.219,7	—	27,3	20,1	0,0	0,0	1.292,5
Obligations	52,1	1,7	0,0	0,0	0,0	8,4	19,7	—	22,6	0,1	51,4	0,0	156,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	667,9	844,6	211,4	0,0	1.727,8
Divers	0,0	10,1	15,0	0,0	308,3	0,0	0,0	—	3,7	1,6	5,7	0,0	—
(Actions et parts)	(.)	(15,0)	(27,2)	(9,6)	(0,2)	(.)	(19,2)	(—)	(10,8)	(0,3)	(51,0)	(0,0)	(.)
Total ...	77,5	12,5	15,0	0,0	311,9	.	1.423,6	—	789,3	879,4	268,7	3,5	.
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	12,1	—	0,0	9,0	0,0	0,0	21,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	32,0	1,0	0,0	0,1	0,6	0,0	18,9	2,6	20,5	12,1	11,5	0,0	99,3
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	62,3	17,7	0,0	15,7	22,3	4,0	19,8	142,7
Autres emprunts à plus d'un an	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	4,5	—	7,0	74,1	1,2	0,0	114,0
Divers	29,3	0,7	27,5	2,3	1,1	8,2	0,0	—	0,0	2,8	0,0	21,8	93,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,4)	(30,0)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(84,1)
Total ...	67,3	1,7	27,5	2,4	1,7	93,4	53,2	2,6	43,2	120,6	16,7	41,6	471,9
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	62,0	0,0	—	9,5	0,0	6,0	91,1	0,0	0,0	0,0	0,0	53,2	221,8
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	1,8	0,8	627,7	817,2	139,9	256,2	242,2	0,0	0,0	2.085,9
Obligations accessibles à tout placeur	727,8	13,2	—	15,9	22,7	54,8	764,0	32,5	542,9	362,5	282,9	0,0	2.819,2
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	—	0,0	0,0	427,6	178,1	0,0	123,9	136,8	11,6	0,0	878,9
Divers	0,0	18,7	—	0,0	36,6	0,1	3,4	0,0	22,4	21,2	3,7	0,0	106,1
Total ...	790,7	32,0	—	27,2	60,1	1.116,2	1.853,8	172,4	945,4	762,7	298,2	53,2	6.111,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	101,1	—	0,0	23,5	0,0	0,0	124,6
Obligations accessibles à tout placeur	26,4	0,1	0,0	0,4	0,5	0,8	28,6	2,8	28,3	45,0	14,0	0,0	146,9
Obligations non accessibles à tout placeur	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2	66,0	0,0	68,7	26,2	9,0	0,0	179,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	69,9	476,8	0,0	0,0	557,4
Divers	20,6	1,6	25,2	0,0	0,0	0,0	7,2	—	0,0	16,3	0,0	0,0	70,9
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	48,6	12,4	25,2	0,4	0,5	9,0	203,0	2,8	166,9	587,8	23,0	0,0	1.079,6
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,3	—	0,0	0,0	—	0,0	2,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	6,7	0,0	19,7	7,1	5,8	0,0	41,6
Réserves de sécurité sociale	49,1	—	—	—	—	21,4	—	—	—	—	—	—	70,5
Divers	182,8	0,4	34,3	0,0	0,0	0,0	10,3	—	8,1	15,2	2,2	60,2	313,5
Total ...	232,9	0,4	34,3	0,0	1,3	21,4	19,3	0,0	27,8	22,3	8,0	60,2	427,9
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	5,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	5,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	3,1	83,3	—	12,2	21,0	0,0	2,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	741,9	—	24,8	0,0	0,0	0,0	766,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	4.005,8	—	—	—	—	—	4.005,8
Obligations	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	439,4	0,0	80,7	23,3	15,2	0,0	—
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	119,4	—	—	—	19,1	—	—	—	—	—	138,5
Divers	—	16,2	37,5	0,0	5,3	—	20,6	—	162,9	39,0	0,0	—	—
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(37,5)	(—)	(2,5)	(—)	(4,3)	(0,0)	(.)
Total ...	.	16,2	156,9	0,0	5,3	3,1	5.315,3	0,0	280,6	83,3	15,2	.	.

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	961,0	13,0	2,9	44,0	8,8	—	—	0,0	39,3	5,7	16,4	0,0	1.091,1
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	12,2	15,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	27,8
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.119,5	—	—	—	—	—	—	6.119,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	130,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	130,3
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	690,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	690,6
Autres dépôts à un an au plus	582,4	0,1	—	0,0	4,2	—	—	—	0,0	7,6	0,0	0,0	594,3
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	549,5	0,0	0,0	0,0	—	—	549,4
Dépôts à plus d'un an	43,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,5	0,0	0,0	0,0	45,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	453,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	—	2,3	1,3	4,0	0,0	462,5
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,0	10,6	0,0	612,0	685,6
(Actions et parts)	(79,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,7)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(91,4)
Total ...	2.862,3	13,1	3,5	44,0	13,0	6.131,7	566,0	0,0	105,1	25,2	20,4	612,0	10.396,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,1	2,5	—	1,0	0,0	—	0,0	6,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	127,6	—	0,0	0,0	—	—	127,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,6	23,5	—	7,7	0,0	—	—	47,8
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,7	3,5
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	0,7	185,5
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	98,1	0,0	0,0	0,2	9,4	0,6	0,0	—	0,2	5,4	14,2	0,0	128,1
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	2,4	—	0,0	0,0	0,0	—	2,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	2,8	0,0	—	0,0	0,0	56,1	—	—	0,0	0,0	0,0	—	58,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	955,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	955,1
Autres dépôts à un an au plus	109,5	0,8	0,4	0,3	16,8	36,6	0,0	—	2,9	1,5	37,4	0,0	206,2
Dépôts à plus d'un an	99,6	0,0	—	0,0	0,0	3,5	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,1
Bons de caisse à un an au plus	85,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	85,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	605,6	0,0	—	0,1	0,1	0,0	2,7	—	3,0	0,3	1,2	0,0	613,0
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	92,1	0,0	1,3	21,1	0,0	125,8	114,7	0,0	16,5	5,3	0,0	92,3	469,1
(Actions et parts)	(19,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,5)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(23,8)
Total ...	2.048,3	0,8	1,7	21,7	26,3	222,6	119,8	0,0	22,6	12,5	52,8	92,3	2.621,4
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	21,8	0,0	—	0,7	0,0	0,0	0,1	—	0,1	0,0	1,2	0,0	23,9
Argent à très court terme (franc belge)	0,4	—	—	0,0	—	0,4	0,9	0,0	1,9	1,4	—	0,0	5,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	—	0,0	2,5	0,0	0,0	2,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	311,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	311,9
Autres dépôts à un an au plus	55,1	9,8	0,0	62,7	16,0	2,0	0,1	—	4,1	0,0	2,5	0,0	152,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	—	1,4	0,5	0,0	0,0	90,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	35,9	—	0,3	0,0	0,0	0,0	38,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	891,2	0,2	0,0	4,4	2,9	0,1	61,1	4,4	46,7	45,0	34,7	0,0	1.090,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	4,1	0,0	0,0	0,0	0,2	109,0	69,8	—	96,7	18,0	16,8	3,3	317,9
Divers	4,3	0,1	131,5	4,0	14,7	106,4	133,1	—	3,2	35,7	0,0	226,7	659,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total ...	1.377,2	10,1	131,5	71,8	33,8	219,8	301,4	4,4	154,4	103,1	55,2	230,0	2.692,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	98,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98,3
Réserves mathématiques	764,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	764,6
Divers	9,2	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	4,1	14,2
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)
Total ...	872,1	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	877,1
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	15,6	0,0	500,7	5,3	101,1	134,1	39,1	—	821,5
Total des créances .....	.	124,8	398,8	167,5	470,0	.	10.509,7	187,5	2.645,1	2.731,0	797,3	.	.

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,4	181,1	—	82,2	12,5	0,3	4,8	281,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	26,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.517,6	—	34,7	25,6	0,0	0,0	1.604,7
Obligations	89,8	1,3	0,0	0,0	0,1	7,5	21,8	—	21,6	0,6	41,2	0,0	183,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	741,4	916,6	222,2	0,0	1.884,1
Divers	0,0	16,4	14,8	0,0	315,2	—	0,0	—	4,1	1,9	6,5	0,0	—
(Actions et parts)	(.)	(16,9)	(27,5)	(9,9)	(0,2)	(.)	(18,1)	(—)	(10,6)	(0,3)	(80,8)	(0,0)	(.)
Total ...	116,6	18,0	14,8	0,0	318,9	.	1.720,5	—	884,0	957,2	270,2	4,8	.
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	3,6	—	0,0	6,7	0,0	0,0	11,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	24,2	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0	16,5	2,3	15,3	8,4	10,9	0,0	78,1
Obligations non accessibles à tout placeur	1,0	0,2	0,0	0,0	0,0	64,9	9,5	0,0	15,4	18,3	5,2	18,6	133,1
Autres emprunts à plus d'un an	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	21,6	5,2	—	7,5	62,6	1,4	0,0	102,8
Divers	34,0	0,5	29,1	2,5	0,7	8,7	0,0	—	0,0	2,0	0,0	26,5	104,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(71,7)	(30,1)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(109,5)
Total ...	64,0	0,9	29,1	2,5	1,0	95,7	34,8	2,3	38,2	98,2	17,5	45,1	429,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	52,8	0,0	—	1,8	0,0	1,4	93,4	0,0	0,0	0,0	0,0	51,2	200,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	1,3	2,4	680,3	819,1	124,1	262,2	206,4	0,0	0,0	2.095,8
Obligations accessibles à tout placeur	876,3	13,1	—	4,8	23,9	94,2	848,1	35,1	611,9	414,1	323,2	0,0	3.244,7
Obligations non accessibles à tout placeur	3,1	0,0	—	0,0	0,0	518,9	151,7	0,0	113,2	130,8	15,1	0,0	932,8
Divers	0,0	15,9	—	0,0	26,2	0,0	3,5	0,0	23,9	31,9	3,5	0,0	104,9
Total ...	932,2	29,0	—	7,9	52,5	1.294,8	1.915,8	159,2	1.011,2	783,2	341,8	51,2	6.578,8
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,0	0,0	—	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3	—	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3
Obligations accessibles à tout placeur	24,0	0,0	0,0	0,4	0,6	0,0	29,8	3,4	32,3	57,0	16,6	0,0	164,1
Obligations non accessibles à tout placeur	3,4	0,0	0,0	0,0	0,0	12,9	63,9	0,0	72,2	22,6	7,8	4,9	187,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	72,5	509,8	0,0	0,0	593,0
Divers	21,7	2,4	29,9	0,0	0,0	0,0	5,1	—	0,0	15,3	0,0	0,0	74,4
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	49,1	13,1	29,9	0,4	0,6	12,9	216,5	3,4	177,0	604,7	24,4	4,9	1.136,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	14,1	—	0,0	0,0	—	0,0	14,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	11,4	0,0	24,2	6,1	5,5	0,0	49,0
Réserves de sécurité sociale	50,0	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	—	71,7
Divers	176,8	0,2	13,3	0,0	0,0	0,0	1,5	—	7,4	14,8	2,3	55,2	271,5
Total ...	227,7	0,2	13,3	0,0	0,9	21,7	27,0	0,0	31,6	20,9	7,8	55,2	406,3
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	1,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,7
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	5,8	83,1	—	10,6	19,1	0,0	3,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	835,1	—	23,0	0,0	0,0	0,0	858,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	4.537,3	—	—	—	—	—	4.537,3
Obligations	—	0,0	0,0	0,1	0,0	—	507,0	0,0	113,4	32,2	13,5	0,0	—
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	122,4	—	—	—	16,8	—	—	—	—	—	139,2
Divers	—	15,1	42,6	0,0	5,2	—	30,2	—	231,0	64,6	0,0	—	—
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(0,0)	(0,0)	(—)	(57,4)	(—)	(7,2)	(—)	(12,8)	(0,0)	(.)
Total ...	.	15,1	165,0	0,1	5,2	5,8	6.011,2	0,0	378,0	115,9	13,5	.	.

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	1.020,1	13,1	3,1	45,1	12,1	—	—	0,0	41,3	6,0	11,6	0,0	1.152,4	
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	9,9	0,0	0,0	0,4	—	0,0	27,1	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	16,8	—	—	—	—	—	—	6.956,0	
Autres dépôts en devises à un an au plus	151,2	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	151,2	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	766,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	766,6	
Autres dépôts à un an au plus	580,8	0,1	—	0,0	5,0	—	—	—	0,0	6,9	0,0	0,0	592,8	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	552,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	552,0	
Dépôts à plus d'un an	34,9	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	2,4	0,0	0,0	0,0	37,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	461,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,2	—	2,8	0,6	3,7	0,0	469,9	
Divers	0,5	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,1	24,0	0,0	666,8	769,0	
(Actions et parts)	(80,9)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(11,0)	(0,0)	(4,5)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(98,6)	
Total ...	3.015,6	13,2	3,7	45,1	17,2	6.972,8	563,1	0,0	123,6	37,9	15,3	666,8	11.474,3	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,4	6,4	—	1,0	0,0	—	0,0	10,8	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	106,6	—	0,0	0,0	—	—	106,6	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	20,4	19,0	—	11,5	0,0	—	—	50,9	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,8	3,6	
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	23,8	132,0	—	12,5	0,0	—	0,8	171,9	
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	116,6	0,0	0,0	0,1	13,6	1,3	0,0	—	0,5	3,3	16,5	0,0	151,9	
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,2	—	0,0	0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	5,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	
Autres dépôts en devises à un an au plus	3,8	0,0	—	0,0	0,0	149,9	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	153,7	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	1.038,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.038,8	
Autres dépôts à un an au plus	106,5	0,8	0,4	0,4	24,0	51,8	0,0	—	3,3	1,2	34,1	0,0	222,5	
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	0,0	0,0	4,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	102,1	
Bons de caisse à un an au plus	96,8	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	96,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	635,5	0,0	—	0,1	0,0	0,0	1,7	—	2,8	0,8	0,7	0,0	641,6	
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
Divers	108,6	0,0	1,1	21,1	0,0	123,8	121,9	0,0	24,1	7,2	0,0	101,9	509,7	
(Actions et parts)	(25,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,1)	(0,0)	(2,8)	(0,0)	(29,7)	
Total ...	2.204,6	0,8	1,5	21,7	37,6	331,0	129,0	0,0	30,7	12,7	51,3	101,9	2.922,8	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	24,3	0,0	—	1,2	1,7	0,0	0,0	—	0,0	0,0	2,0	0,0	29,2	
Argent à très court terme (franc belge)	0,2	—	—	0,0	—	1,2	0,0	0,0	2,3	1,2	—	0,0	4,9	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,8	0,0	0,0	1,4	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	344,1	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	344,1	
Autres dépôts à un an au plus	46,8	10,8	0,0	75,6	13,8	3,0	0,0	—	3,7	0,0	1,8	0,0	155,5	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	92,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	—	1,4	1,1	0,0	0,0	101,6	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	4,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	956,7	0,1	0,0	4,0	2,7	0,1	69,8	5,9	38,6	41,7	27,3	0,0	1.146,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	3,6	0,0	0,0	0,0	0,1	130,1	70,9	—	105,0	22,9	19,8	1,4	353,8	
Divers	3,9	0,2	125,9	8,0	14,8	128,7	101,6	—	1,7	21,8	0,0	246,1	652,7	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,8)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,1)	(0,0)	(6,5)	
Total ...	1.472,0	11,1	125,9	88,8	33,1	264,0	254,0	5,9	152,7	89,5	50,9	247,5	2.795,4	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	110,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	110,2	
Réserves mathématiques	831,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	831,8	
Divers	9,3	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	3,8	14,0	
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)	
Total ...	951,3	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	956,0	
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	34,7	0,0	0,0	16,2	0,0	563,8	4,8	123,3	123,3	45,0	—	911,1	
Total des créances .....	.	136,1	386,4	166,5	483,7	.	11.567,7	175,6	2.962,8	2.843,5	837,7	.	.

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	- 0,4	-	0,0	0,0	0,0	- 3,1	-	+ 14,4	- 0,5	+ 0,1	+ 1,3	+ 11,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,0	+ 285,0	-	+ 7,4	+ 5,5	0,0	0,0	+ 229,3
Obligations	+ 37,7	- 0,4	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,9	+ 2,1	-	- 1,0	+ 0,5	- 10,2	0,0	+ 27,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 73,5	+ 72,0	+ 10,8	0,0	+ 156,3
Divers	0,0	+ 6,3	- 0,2	0,0	+ 6,9	+ 166,1	0,0	-	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,8	0,0	+ 180,6
(Actions et parts)	(+ 184,0)	(+ 1,9)	(+ 0,3)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 10,9)	(- 1,1)	(-)	(- 0,2)	(0,0)	(+ 29,8)	(0,0)	(+ 225,9)
Total ...	+ 39,1	+ 5,5	- 0,2	0,0	+ 7,0	+ 165,2	+ 284,0	-	+ 94,7	+ 77,8	+ 1,5	+ 1,3	+ 675,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 8,5	-	0,0	- 2,3	0,0	0,0	- 10,8
Certificats à un an au plus	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	- 7,8	- 0,8	0,0	- 0,1	- 0,3	0,0	- 2,4	- 0,3	- 5,2	- 3,7	- 0,6	0,0	- 21,2
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,1	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	+ 2,6	+ 8,2	0,0	- 0,3	- 4,0	+ 1,2	- 1,2	- 9,6
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8	+ 0,7	-	+ 0,5	- 11,5	+ 0,2	0,0	- 11,2
Divers	+ 4,7	- 0,2	+ 1,6	+ 0,2	- 0,4	+ 0,5	0,0	-	0,0	- 0,8	0,0	+ 4,7	+ 10,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 25,3)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 25,4)
Total ...	- 3,3	- 0,8	+ 1,6	+ 0,1	- 0,7	+ 2,3	- 18,4	- 0,3	- 5,0	- 22,4	+ 0,8	+ 3,5	- 42,6
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	- 9,2	0,0	-	- 7,7	0,0	- 4,6	+ 2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,0	- 21,2
Certificats à un an au plus	-	- 0,1	-	- 0,5	+ 1,6	+ 50,5	+ 1,9	- 15,8	+ 6,0	- 35,8	0,0	0,0	+ 7,8
Obligations accessibles à tout placeur	+ 148,5	- 0,1	-	- 11,1	+ 1,2	+ 39,4	+ 84,1	+ 2,6	+ 69,0	+ 51,6	+ 40,3	0,0	+ 425,5
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 2,2	0,0	-	0,0	0,0	+ 74,7	+ 28,4	0,0	- 10,7	- 6,0	+ 3,5	0,0	+ 35,3
Divers	0,0	- 2,8	-	0,0	- 10,4	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 1,5	+ 10,7	- 0,2	0,0	- 1,2
Total ...	+ 141,5	- 3,0	-	- 19,3	- 7,6	+ 159,9	+ 60,0	- 13,2	+ 65,8	+ 20,5	+ 43,6	- 2,0	+ 446,2
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	+ 0,3	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 16,2	-	0,0	- 23,5	0,0	0,0	- 7,3
Obligations accessibles à tout placeur	- 2,4	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,8	+ 1,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 12,0	+ 2,6	0,0	+ 17,2
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,7	- 2,1	0,0	+ 3,5	- 3,6	- 1,2	+ 4,9	+ 8,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 2,6	+ 33,0	0,0	0,0	+ 35,6
Divers	+ 1,1	+ 0,8	+ 4,7	0,0	0,0	0,0	- 2,1	-	0,0	- 1,0	0,0	0,0	+ 3,5
(Actions et parts)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)
Total ...	+ 0,5	+ 0,7	+ 4,7	0,0	+ 0,1	+ 3,9	+ 13,5	+ 0,6	+ 10,1	+ 16,9	+ 1,4	+ 4,9	+ 57,3
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 11,8	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 11,8
Certificats à un an au plus	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,1	0,0	0,0	0,0	- 0,4	0,0	+ 4,7	0,0	+ 4,5	- 1,0	- 0,3	0,0	+ 7,4
Réserves de sécurité sociale	+ 0,9	-	-	-	-	+ 0,3	-	-	-	-	-	-	+ 1,2
Divers	- 6,0	- 0,2	- 21,0	0,0	0,0	0,0	- 8,8	-	- 0,7	- 0,4	+ 0,1	- 5,0	- 42,0
Total ...	- 5,2	- 0,2	- 21,0	0,0	- 0,4	+ 0,3	+ 7,7	0,0	+ 3,8	- 1,4	- 0,2	- 5,0	- 21,6
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	-	- 3,5	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 3,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,7	- 0,2	-	- 1,6	- 1,9	0,0	+ 1,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 92,8	-	- 1,8	0,0	0,0	0,0	+ 91,0
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	-	-	-	-	-	-	+ 538,2	-	-	-	-	-	+ 538,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 22,3	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 22,3
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 5,9	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 5,9
Obligations	+ 374,5	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	-	+ 67,6	0,0	+ 32,7	+ 8,9	- 1,7	0,0	+ 482,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	-	-	+ 0,9	-	-	-	- 2,3	-	-	-	-	+ 2,1	+ 0,7
Divers	+ 138,4	- 1,1	+ 5,1	0,0	0,0	-	+ 9,6	-	+ 68,1	+ 25,6	0,0	+ 152,8	+ 398,4
(Actions et parts)	(- 1,6)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 19,9)	(-)	(+ 4,7)	(-)	(+ 8,5)	(0,0)	(+ 31,8)
Total ...	+ 541,1	- 1,1	+ 6,0	+ 0,1	- 0,1	+ 2,7	+ 702,2	0,0	+ 97,4	+ 32,6	- 1,7	+ 155,9	+ 1.535,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 59,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 3,3	-	-	0,0	+ 2,0	+ 0,3	- 4,8	0,0	+ 61,3
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	+ 4,6	- 5,7	0,0	0,0	+ 0,4	-	0,0	+ 0,7
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 818,7	-	-	-	-	-	-	+ 818,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 14,7	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	+ 6,2	+ 20,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 76,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 76,0
Autres dépôts à un an au plus	- 1,6	0,0	-	0,0	+ 0,8	-	-	-	0,0	- 0,7	0,0	0,0	+ 1,5
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 2,6	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 2,6
Dépôts à plus d'un an	- 8,8	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	+ 0,9	0,0	0,0	0,0	+ 7,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 7,6	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,2	-	+ 0,5	- 0,7	- 0,3	0,0	+ 7,4
Divers	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 15,1	+ 13,4	0,0	+ 87,5	+ 116,1
(Actions et parts)	(+ 1,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 4,3)	(0,0)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 7,2)
Total ...	+ 147,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 4,2	+ 823,3	- 2,9	0,0	+ 18,5	+ 12,7	- 5,1	+ 93,7	+ 1.092,9
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	+ 0,3	+ 3,9	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 4,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	- 21,0	-	0,0	0,0	-	-	+ 21,0
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	+ 3,8	- 4,5	-	+ 3,8	0,0	-	-	+ 3,1
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,1	+ 0,1
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	+ 4,1	- 21,6	-	+ 3,8	0,0	-	+ 0,1	- 13,6
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 18,5	0,0	0,0	- 0,1	+ 4,2	+ 0,7	0,0	-	+ 0,3	- 2,1	+ 2,3	0,0	+ 23,8
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	-	0,0	+ 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	-	-	-	-	-	+ 3,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,0
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 93,8	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 94,8
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 83,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 83,7
Autres dépôts à un an au plus	- 3,0	0,0	0,0	+ 0,1	+ 7,2	+ 15,2	0,0	-	+ 0,4	- 0,3	- 3,3	0,0	+ 16,3
Dépôts à plus d'un an	- 1,7	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,7	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,0
Bons de caisse à un an au plus	+ 11,4	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 29,9	0,0	-	0,0	- 0,1	0,0	- 1,0	-	- 0,2	+ 0,5	- 0,5	0,0	+ 28,6
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 16,5	0,0	- 0,2	0,0	0,0	- 2,0	+ 7,2	0,0	+ 7,6	+ 1,9	0,0	+ 9,6	+ 40,6
(Actions et parts)	(+ 6,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(- 0,4)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 5,9)
Total ...	+ 156,3	0,0	- 0,2	0,0	+ 11,3	+ 108,4	+ 9,2	0,0	+ 8,1	+ 0,2	- 1,5	+ 9,6	+ 301,4
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 2,5	0,0	-	+ 0,5	+ 1,7	0,0	- 0,1	-	- 0,1	0,0	+ 0,8	0,0	+ 5,3
Argent à très court terme (franc belge)	- 0,2	-	-	0,0	-	+ 0,8	- 0,9	0,0	+ 0,4	- 0,2	-	0,0	+ 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	-	0,0	- 1,7	0,0	0,0	+ 1,2
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 32,2	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 32,2
Autres dépôts à un an au plus	- 8,3	+ 1,0	0,0	+ 12,9	- 2,2	+ 1,0	- 0,1	-	- 0,4	0,0	- 0,7	0,0	+ 3,2
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 6,4	-	0,0	+ 0,6	0,0	0,0	+ 11,0
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,0	- 31,5	-	- 0,3	0,0	0,0	0,0	- 32,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 65,5	- 0,1	0,0	- 0,4	- 0,2	0,0	+ 8,7	+ 1,5	- 8,1	- 3,3	- 7,4	0,0	+ 56,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	- 0,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 21,1	+ 1,1	-	+ 8,3	+ 4,9	+ 3,0	- 1,9	+ 35,9
Divers	- 0,4	+ 0,1	- 5,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 22,3	- 31,5	-	- 1,5	- 13,9	0,0	+ 19,4	+ 7,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,4)	(-)	(- 0,5)	(0,0)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 94,8	+ 1,0	- 5,6	+ 17,0	- 0,7	+ 44,2	- 47,4	+ 1,5	- 1,7	- 13,6	- 4,3	+ 17,5	+ 102,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 11,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 11,9
Réserves mathématiques	+ 67,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 67,2
Divers	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,2
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 78,9
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 9,1	0,0	0,0	+ 0,6	+ 2,1	+ 86,4	- 0,5	+ 22,2	- 10,8	+ 5,9	-	+ 115,0
Total des créances	+ 1.191,1	+ 11,3	- 14,5	- 1,0	+ 13,7	+ 1.316,4	+ 1.072,7	- 11,9	+ 317,7	+ 112,5	+ 40,4	+ 279,2	+ 4.327,6

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	77,5	12,5	15,0	0,0	311,9	416,9	.	1.423,6	—	789,3	879,4	268,7	3.361,0	3,5	.
2. Organismes publics d'exploitation	67,3	1,7	27,5	2,4	1,7	100,6	93,4	53,2	2,6	43,2	120,6	16,7	236,3	41,6	471,9
3. Etat (Trésor)	790,7	32,0	—	27,2	60,1	910,0	1.116,2	1.853,8	172,4	945,4	762,7	298,2	4.032,5	53,2	6.111,9
4. Secteur public non compris ailleurs	48,6	12,4	25,2	0,4	0,5	87,1	9,0	203,0	2,8	166,9	587,8	23,0	983,5	0,0	1.079,6
5. Sécurité sociale	232,9	0,4	34,3	0,0	1,3	268,9	21,4	19,3	0,0	27,8	22,3	8,0	77,4	60,2	427,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.217,0	59,0	102,0	30,0	375,5	1.783,5	.	3.552,9	177,8	1.972,6	2.372,8	614,6	8.690,7	158,5	.
7. Etranger .....	.	16,2	156,9	0,0	5,3	.	3,1	5.315,3	0,0	280,6	83,3	15,2	5.694,4	.	.
8. Organismes principalement monétaires	2.862,3	13,1	3,5	44,0	13,0	2.935,9	6.131,7	566,0	0,0	105,1	25,2	20,4	716,7	612,0	10.396,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	162,3	0,7	185,5
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.048,3	0,8	1,7	21,7	26,3	2.098,8	222,6	119,8	0,0	22,6	12,5	52,8	207,7	92,3	2.621,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.377,2	10,1	131,5	71,8	33,8	1.624,4	219,8	301,4	4,4	154,4	103,1	55,2	618,5	230,0	2.692,7
12. Autres institutions ¹	872,1	0,0	0,4	0,0	0,5	873,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	877,1
13. Total des intermédiaires financiers	7.159,9	24,0	139,9	137,5	73,6	7.534,9	6.593,8	1.140,8	4,4	290,8	140,8	128,4	1.705,2	939,1	16.773,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	15,6	41,2	0,0	500,7	5,3	101,1	134,1	39,1	780,3	—	821,5
15. Total des créances .....	.	124,8	398,8	167,5	470,0	.	.	10.509,7	187,5	2.645,1	2.731,0	797,3	16.870,6	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-347,1	-5.713,1	-912,1	42,1	.	.	113,4	2,0	23,7	38,3	-79,8	97,6	.	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	116,6	18,0	14,8	0,0	318,9	468,3	.	1.720,5	—	884,0	957,2	270,2	3.831,9	4,8	.
2. Organismes publics d'exploitation	64,0	0,9	29,1	2,5	1,0	97,5	95,7	34,8	2,3	38,2	98,2	17,5	191,0	45,1	429,3
3. Etat (Trésor)	932,2	29,0	—	7,9	52,5	1.021,6	1.294,8	1.915,8	159,2	1.011,2	783,2	341,8	4.211,2	51,2	6.578,8
4. Secteur public non compris ailleurs	49,1	13,1	29,9	0,4	0,6	93,1	12,9	216,5	3,4	177,0	604,7	24,4	1.026,0	4,9	1.136,9
5. Sécurité sociale	227,7	0,2	13,3	0,0	0,9	242,1	21,7	27,0	0,0	31,6	20,9	7,8	87,3	55,2	406,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.389,6	61,2	87,1	10,8	373,9	1.922,6	.	3.914,6	164,9	2.142,0	2.464,2	661,7	9.347,4	161,2	.
7. Etranger .....	.	15,1	165,0	0,1	5,2	.	5,8	6.011,2	0,0	378,0	115,9	13,5	6.518,6	.	.
8. Organismes principalement monétaires	3.015,6	13,2	3,7	45,1	17,2	3.094,8	6.972,8	563,1	0,0	123,6	37,9	15,3	739,9	666,8	11.474,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	23,8	132,0	—	12,5	0,0	—	144,5	0,8	171,9
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.204,6	0,8	1,5	21,7	37,6	2.266,2	331,0	129,0	0,0	30,7	12,7	51,3	223,7	101,9	2.922,8
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.472,0	11,1	125,9	88,8	33,1	1.730,9	264,0	254,0	5,9	152,7	89,5	50,9	553,0	247,5	2.795,4
12. Autres institutions ¹	951,3	0,0	0,4	0,0	0,5	952,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	956,0
13. Total des intermédiaires financiers	7.643,5	25,1	134,3	155,6	88,4	8.046,9	7.591,6	1.078,1	5,9	319,5	140,1	117,5	1.661,1	1.020,8	18.320,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	34,7	0,0	0,0	16,2	50,9	0,0	563,8	4,8	123,3	123,3	45,0	860,2	—	911,1
15. Total des créances .....	.	136,1	386,4	166,5	483,7	.	.	11.567,7	175,6	2.962,8	2.843,5	837,7	18.387,3	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-293,2	-6.192,4	-970,4	77,4	.	.	93,4	3,7	40,0	48,1	-118,3	66,9	.	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 39,1	+ 5,5	- 0,2	0,0	+ 7,0	+ 51,4	+ 165,2	+ 284,0	—	+ 94,7	+ 77,8	+ 1,5	+ 458,0	+ 1,3	+ 675,9
2. Organismes publics d'exploitation	- 3,3	- 0,8	+ 1,6	+ 0,1	- 0,7	- 3,1	+ 2,3	- 18,4	- 0,3	- 5,0	- 22,4	+ 0,8	- 45,3	+ 3,5	- 42,6
3. Etat (Trésor)	+ 141,5	- 3,0	—	- 19,3	- 7,6	+ 111,6	+ 159,9	+ 60,0	- 13,2	+ 65,8	+ 20,5	+ 43,6	+ 176,7	- 2,0	+ 446,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 0,5	+ 0,7	+ 4,7	0,0	+ 0,1	+ 6,0	+ 3,9	+ 13,5	+ 0,6	+ 10,1	+ 16,9	+ 1,4	+ 42,5	+ 4,9	+ 57,3
5. Sécurité sociale	- 5,2	- 0,2	- 21,0	0,0	- 0,4	- 26,8	+ 0,3	+ 7,7	0,0	+ 3,8	- 1,4	- 0,2	+ 9,9	- 5,0	- 21,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 172,6	+ 2,2	- 14,9	- 19,2	- 1,6	+ 139,1	+ 331,6	+ 346,8	- 12,9	+ 169,4	+ 91,4	+ 47,1	+ 641,8	+ 2,7	+ 1.115,2
7. Etranger	+ 541,1	- 1,1	+ 6,0	+ 0,1	- 0,1	+ 546,0	+ 2,7	+ 702,2	0,0	+ 97,4	+ 32,6	- 1,7	+ 830,5	+ 155,9	+ 1.535,1
8. Organismes principalement monétaires	+ 147,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 4,2	+ 152,7	+ 823,3	- 2,9	0,0	+ 18,5	+ 12,7	- 5,1	+ 23,2	+ 93,7	+ 1.092,9
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 4,1	- 21,6	—	+ 3,8	0,0	—	- 17,8	+ 0,1	- 13,6
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 156,3	0,0	- 0,2	0,0	+ 11,3	+ 167,4	+ 108,4	+ 9,2	0,0	+ 8,1	+ 0,2	- 1,5	+ 16,0	+ 9,6	+ 301,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 94,8	+ 1,0	- 5,6	+ 17,0	- 0,7	+ 106,5	+ 44,2	- 47,4	+ 1,5	- 1,7	- 13,6	- 4,3	- 65,5	+ 17,5	+ 102,7
12. Autres institutions ¹	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 78,9
13. Total des intermédiaires financiers	+ 477,4	+ 1,1	- 5,6	+ 18,1	+ 14,8	+ 505,8	+ 980,0	- 62,7	+ 1,5	+ 28,7	- 0,7	- 10,9	- 44,1	+ 120,6	+ 1.562,3
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 9,1	0,0	0,0	+ 0,6	+ 9,7	+ 2,1	+ 86,4	- 0,5	+ 22,2	- 10,8	+ 5,9	+ 103,2	—	+ 115,0
15. Total des créances	+ 1.191,1	+ 11,3	- 14,5	- 1,0	+ 13,7	+ 1.200,6	+ 1.316,4	+ 1.072,7	- 11,9	+ 317,7	+ 112,5	+ 40,4	+ 1.531,4	+ 279,2	+ 4.327,6
Solde des créances et des dettes ..	+ 515,2	+ 53,9	- 460,7	- 58,3	+ 35,3	+ 85,4	- 218,7	- 20,2	+ 1,7	+ 16,3	+ 9,8	- 38,5	- 30,9	+ 164,2	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁶			Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	— 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	— 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	— 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	— 195,7
1983	931,0	854,9	388,4	128,7	2.303,0	— 507,7	1.302,8	149,7	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	— 200,2
1984 Anc. série ¹² ...	934,2	929,7	425,9	137,8	2.427,6	— 612,3	1.401,3	203,5	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	— 173,1
Nouv. série ¹²	913,4	929,7	425,9	137,8	2.406,8	— 612,3	1.401,3	182,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	— 173,1
1985	964,7	1.016,2	481,6	123,6	2.586,1	— 723,1	1.620,5	182,1	1.185,8	1.195,1	49,3	182,2	17,2	237,5	— 165,4
1986	1.040,7	1.172,6	489,6	113,3	2.816,2	— 814,3	1.756,6	200,9	1.292,4	1.298,5	50,4	209,4	18,8	277,5	— 175,6
1987	1.091,3	1.313,3	506,6	130,2	3.041,5	— 816,5	1.853,5	204,9	1.444,1	1.451,1	49,8	127,6	25,8	354,3	— 202,0
1988 Décembre	1.152,4	1.378,0	506,0	151,2	3.187,7	— 961,5	1.915,5	228,8	1.723,6	1.731,8	45,9	106,6	25,4	263,2	— 159,8
1989 Mars	1.129,4	1.473,1	508,0	161,5	3.272,0	— 1.045,9	2.137,0	219,3	1.782,2	1.790,0	48,8	52,0	21,7	262,5	— 205,5
Juin	1.213,1	1.436,0	506,9	185,6	3.341,7	— 1.054,5	2.166,6	216,4	1.976,6	1.981,2	45,2	56,5	16,8	254,7	— 336,8
Septembre	1.125,1	1.527,4	571,4	192,3	3.416,3	— 1.184,4	2.225,9	214,7	2.110,0	2.113,1	48,3	47,8	14,7	214,9	— 275,6
Décembre	1.214,3	1.555,1	565,5	189,9	3.524,9	— 1.018,9	2.031,6	229,8	2.190,1	2.186,7	47,7	66,5	27,4	265,3	— 314,8
1990 Mars	1.186,8	1.655,6	583,9	223,9	3.650,2	— 1.028,7	2.254,4	248,6	2.088,5	2.093,6	45,6	30,7	22,7	260,3	— 271,8
Juin	1.250,7	1.592,3	642,5	204,6	3.690,1	— 1.052,1	2.255,0	256,5	2.195,7	2.187,7	45,6	4,7	35,4	217,7	— 268,4
Septembre	1.147,0	1.634,6	692,0	195,0	3.668,7	— 1.100,3	* 2.284,7	* 232,7	2.267,4	2.264,4	* 44,8	5,5	35,3	* 210,8	* — 312,4
Décembre	1.223,3	1.678,4	715,5	175,0	3.792,1	— 1.032,9	* 2.170,5	* 266,6	2.312,9	2.310,6	* 39,9	36,7	45,4	* 229,3	* — 276,5

¹ Voir tableau XIII-4, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le FMI.

¹² La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967; tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976; LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS
a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	31-3-91
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,8	51,7	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	363,7 ⁵
2. FMI : — Participation	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	16,8	16,7	15,8	16,6	15,6	16,0	15,3	15,9	17,2
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	22,0	21,7	20,6	21,0	19,0	19,6	19,1	18,4
— Autres	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,4
3. Ecus	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	129,2	122,7	118,7	116,1	109,5	104,3	109,1	105,4
4. Accords internationaux	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,4	2,5	3,0	2,5	2,9	2,5	3,4	3,4	3,5
5. FECOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	31,6	29,6	10,7	15,5	2,0	0,4	0,7	11,6	15,0	15,9	11,2	18,6	17,0	15,4	16,9
9. Autres : a) en monnaies étrangères	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	200,7	218,6	221,9	228,2	259,1	237,7	236,1	223,9
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,2
Total des créances sur l'étranger	262,9	321,3	323,8	303,7	278,1	371,4	395,5	439,4	453,4	452,4	451,3	481,0	453,7	455,3	771,6
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9	0,9
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	2,5	2,5	3,0	2,9	2,9	2,6	2,6	17,7
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	21,9	4,2	0,0	2,5	5,2	0,0	0,0	40,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	8,0	9,7	10,8	12,4	14,3	17,4	21,2	24,6	24,6	24,6	29,1	29,1	29,1	29,1	29,6
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,2	37,2	37,2	37,3	37,2	37,2	37,2	19,6
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,9	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	3,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	10,5	7,3	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,4	0,8	1,3	0,4	0,9	1,0	0,8	0,0
b) effets commerciaux	42,3	46,2	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	5,7	10,3	15,8	5,6	20,9	18,1	14,1	13,0
c) avances	0,4	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	56,5	47,8	66,5	30,7	4,7	5,5	36,7	0,0
b) autres	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	8,9	0,0	13,5	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	0,0	8,6	1,9	1,0	4,7	3,7	0,0	3,3	8,1
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	76,5	63,0	80,1	64,5	41,7	55,2	55,0	67,8	73,0	66,5	57,4	83,0	67,7	64,9	14,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	703,3	694,4	712,0	669,3	706,9	667,1	682,7	920,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	31-3-91
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le FMI	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers le FECOM	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	6,5	6,6	6,2	6,7	5,8	5,0	10,2	4,0	4,3	4,7	6,3	5,9	6,8	8,3	9,5
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	24,8	55,1	6,5	7,0	6,1	5,3	10,5	4,3	4,6	4,9	6,5	6,1	7,1	8,5	9,8
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,7	12,6	16,3	14,8	14,6	15,0	15,4	15,3	14,3	20,0	14,6	16,3	15,8	19,9	16,1
2. Autres :															
a) envers la BNB	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	369,5	383,3	381,9	379,9	400,5	410,7	415,0	419,3	407,1	422,6	402,1	418,5	399,7	408,6	401,9
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,2	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics	0,6	0,8	0,7	0,8	0,1	0,7	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	0,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,2
D. Autres	254,6	278,8	292,1	250,8	202,8	220,0	216,1	263,2	267,6	263,6	245,4	265,2	244,0	245,2	484,8⁶
TOTAL DU PASSIF ...	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	703,3	694,4	712,0	669,3	706,9	667,1	682,7	920,1

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB., lequel est repris sous C. 3. c).

⁶ Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-5-90	30-6-90	31-7-90	31-8-90	30-9-90	31-10-90	30-11-90	31-12-90	31-1-91	28-2-91	31-3-91	30-4-91	31-5-91
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	363,7 ⁵	363,7	363,7	363,7	363,7
2. FMI. : — Participation	15,8	16,0	16,0	16,0	15,3	15,3	15,3	15,9	15,0	15,0	17,2	16,5	16,9
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,6	19,0	19,2	19,7	19,6	19,4	19,2	19,1	18,9	18,8	18,4	18,4	18,8
— Autres	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
3. Ecus	109,5	109,5	104,3	104,3	104,3	109,1	109,1	109,1	105,4	105,4	105,4	106,3	106,3
4. Accords internationaux	2,9	2,5	2,8	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,2
5. FECOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	16,0	18,6	17,1	15,6	17,0	15,4	16,7	15,4	15,1	17,0	16,9	9,6	5,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	231,2	259,1	232,8	234,3	237,7	231,8	234,3	236,1	223,1	231,5	223,9	224,4	226,6
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0	7,3	18,2	17,8	17,6
Total des créances sur l'étranger	451,5	481,0	448,5	449,6	453,7	450,7	454,4	455,3	766,1	766,6	771,6	764,7	762,8
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8
2. Autres : a) sur la BNB :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,5	2,9	2,5	2,7	2,6	2,3	2,3	2,6	13,8	3,3	17,7	7,0	22,8
c) sur les banques de dépôts	4,5	5,2	1,3	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	33,5	54,2	40,8	57,4	48,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,6	29,6	29,6	29,6	29,6
— autres	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	34,0	26,0	19,6	17,5	19,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,6	0,9	0,8	0,7	1,0	0,9	1,0	0,8	0,1	0,4	* 0,0	* 0,0	* 0,0
b) effets commerciaux	13,7	20,9	16,6	11,9	18,1	12,3	17,6	14,1	4,3	9,5	* 13,0	* 11,6	* 12,8
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,7	0,0	0,5
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	32,2	4,7	26,2	22,9	5,5	20,4	18,9	36,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) autres	0,0	0,0	0,0	7,9	13,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	2,4	3,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,1	3,3	13,8	8,0	8,1	13,8	15,4
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	63,5	83,0	62,8	62,9	67,7	67,4	67,6	64,9	15,5	13,7	14,6	15,8	16,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	675,4	706,9	665,2	663,5	667,1	662,0	667,0	682,7	915,2	915,6	920,1	921,6	932,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.⁵ Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-5-90	30-6-90	31-7-90	31-8-90	30-9-90	31-10-90	30-11-90	31-12-90	31-1-91	28-2-91	31-3-91	30-4-91	31-5-91
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le FMI	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	4,7	5,9	6,7	5,9	6,8	6,4	7,7	8,3	6,3	8,9	9,5	10,9	8,9
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	5,0	6,1	6,9	6,2	7,1	6,7	7,9	8,5	6,5	9,2	9,8	11,2	9,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	15,4	16,3	14,9	14,3	15,8	16,0	15,8	19,9	13,2	14,7	16,1	* 16,1	* 16,1
2. Autres :													
a) envers la BNB	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	410,9	418,5	403,0	400,2	399,7	397,6	399,2	408,6	394,7	394,8	401,9	*400,2	*412,5
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en franc belge :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	14,4	8,0	7,2	5,7	4,0
D. Autres	243,6	265,2	240,0	242,4	244,0	241,4	243,7	245,2	486,0⁶	488,6	484,8	487,9	490,9
TOTAL DU PASSIF ...	675,4	706,9	665,2	663,5	667,1	662,0	667,0	682,7	915,2	915,6	920,1	921,6	932,9

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB., lequel est repris sous C. 3. c).

⁶ Nouvelle série.

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. FMI : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	0,4	4,7	2,0	2,1	0,8	0,0	0,0	0,2	3,7	3,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,0	0,1	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,4	4,8	2,0	2,2	1,2	0,0	0,0	0,2	3,8	3,3	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,8	1,6	1,9	2,0	2,2	2,2	2,4	2,1	2,4	2,3	2,9	2,3	2,3	3,1	2,2
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,2	3,0	1,3	1,5	4,9	3,3	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1	0,1
c) sur les banques de dépôts	4,1	0,2	3,4	1,1	6,8	7,4	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9	4,2
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	86,8	84,3	70,6	83,6	94,6	91,1	93,4	107,4	114,3	108,6	107,1	116,5	115,1	114,1	101,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	14,7	14,6	14,4	14,4	14,4	14,2	14,1	14,1	14,1	14,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	39,2	42,4	41,2 ⁶	47,1	45,7	51,7	64,6	59,7	54,1	54,1	72,8	67,3	70,9	63,4	91,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,8	0,6	0,3	2,7	0,3	0,0	0,0	0,1	3,1	2,5	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,4	2,7	0,8	5,5	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	0,4	0,9
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,0	0,7	0,2	0,0	0,9	0,0	1,9	0,2	0,5	0,0	0,2	0,0	0,3	0,1
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,3	13,9	11,8	11,3	15,3	16,6	14,5	16,0	14,1	16,7	16,4	26,5	25,4	25,4	17,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	164,1	166,1	148,6⁶	167,7	188,7	188,8	197,5	208,2	212,0	203,2	219,5	231,8	230,1	222,7	232,1

¹ OCP, Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), IRC (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le FMI	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,8	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,9	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9
2. Autres :															
a) envers la BNB	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6	3,0	2,5	2,5	3,0	2,9	2,4	2,6	2,6
b) envers les organismes publics	2,2	3,0	1,4	1,5	4,9	3,3	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,8	5,6	6,8	6,7	10,7	8,6	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1	5,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	15,4	15,5	15,6	14,4	15,1	14,7	15,4	15,3	16,1	16,3	16,3	16,3	16,9	17,3	17,8
— monnaie scripturale	97,3	96,2	90,3	105,6	116,1	113,9	117,5	131,0	143,4	137,5	141,0	151,3	156,4	148,4	142,3
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics	37,9	40,1	29,5 ⁵	34,0	36,5	43,1	51,9	48,3	35,7	38,5	52,1	55,2	50,8	49,4	63,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	164,1	166,1	148,6⁵	167,7	188,7	188,8	197,5	208,2	212,0	203,2	219,5	231,8	230,1	222,8	232,2

¹ OCP, Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), IRG (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la BNB.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

⁵ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. FMI : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1	602,7
8. Acceptations en franc belge représ. d'export.	17,8	16,4	30,5	19,2	21,3	15,9	16,8	16,3	16,1	15,7	15,4	15,8	15,3	17,6	16,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.090,2	4.056,3	4.226,1	4.797,6	5.226,9	5.449,4	5.115,9	5.021,4	4.966,7	4.964,0	4.704,8	5.014,3
b) en franc belge	140,0	167,5	191,5	220,2	251,6	262,5	294,2	325,1	297,4	312,4	330,4	312,1	324,3	328,7	316,1
Total des créances sur l'étranger	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.664,9	4.765,4	4.943,9	5.615,7	6.098,5	6.292,6	5.992,6	5.883,2	5.821,0	5.850,2	5.619,3	5.949,6
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	10,8	11,0	14,4	12,8	12,4	12,8	13,1	11,5	12,9	12,1	17,1	12,2	14,0	12,8	17,7
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1
b) sur les organismes publics	5,8	5,6	6,8	6,8	10,7	8,6	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1	5,4
c) sur les banques de dépôts	399,5	469,5	437,1	517,2	466,5	544,3	569,4	635,0	642,5	637,6	604,4	648,7	893,5	845,5	880,4
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	337,4	481,1	482,2	553,3	745,1	781,1	783,1	998,9	1.002,6	1.035,4	875,5	1.097,4	1.065,2	1.062,7	925,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	392,5	482,3	499,2	615,1	642,2	740,9	812,9	802,0	816,8	846,0	813,7	810,2	852,3	* 871,3	* 905,6
— autres	113,8	155,9	249,1	266,6	170,9	133,8	115,7	115,5	119,7	122,8	122,3	112,8	105,0	* 119,2	* 120,6
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	24,1	23,3	25,6	39,4	51,5	54,3	59,8	59,4	62,6	66,2	64,5	78,0	83,6	79,2	88,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	20,0	10,0	18,9	23,1	21,3	27,6	28,9	27,8	28,7	29,5	28,4	29,2	28,9	* 30,0	* 28,8
— autres	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,7	73,7	72,6	* 59,7	* 57,4
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	16,6	13,5	17,8	15,5	14,0	13,1	11,6	11,3	9,2	11,3	11,5	11,2	10,5	7,4	7,1
b) effets commerciaux	160,6	167,0	201,1	191,2	220,3	173,9	172,5	160,5	167,4	158,7	164,6	154,4	160,0	149,0	150,6
c) avances	821,1	863,0	904,9	966,5	1.057,7	1.257,0	1.539,5	1.605,6	1.790,0	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1	2.140,4
d) autres créances à un an au plus	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	17,0	23,3	23,2	18,6	19,3	18,9	16,5	16,7	16,2	17,3	16,2	16,0	16,5	* 16,8	* 10,8
— autres	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	29,4	31,4	29,0	31,0	31,5	29,6	29,1	* 28,1	* 29,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	10,0	2,6	21,1	16,8	16,1	25,0	19,9	21,7	16,8	14,7	20,8	13,8	35,4	21,4	44,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	73,9	96,4	98,6	129,4	168,9	256,9	183,4	193,6	178,4	155,1	187,4	176,7	142,7	163,8	172,6
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et obligations accessibles à tout placeur	75,4	64,8	56,3	65,9	61,4	62,6	77,0	70,5	75,9	79,0	75,5	75,8	67,1	* 71,4	* 70,0
— autres	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	71,9	72,5	66,0	63,7	63,6	55,7	49,6	* 48,2	* 44,1
D. Autres	377,4	438,5	544,0	588,8	619,7	625,4	751,0	771,6	756,5	799,7	804,9	827,7	790,1	* 784,1	* 842,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.854,0	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7	11.851,5	11.964,6	12.272,2	12.086,0	12.491,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le FMI	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0	6.378,8
b) en franc belge ¹	360,5	368,7	459,1	531,0	555,9	619,2	726,4	802,1	857,7	892,1	904,2	944,0	1.055,4	1.092,2	1.050,4
c) réserve monétaire : C.-D. de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.686,9	5.852,9	6.126,4	6.962,3	7.589,0	7.786,0	7.629,1	7.349,6	7.296,8	7.377,2	7.166,1	7.429,2
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la BNB	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	11,2	21,9	4,2	0,0	2,5	5,2	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	4,1	0,2	3,4	1,2	6,8	7,4	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9	4,2
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
— autres	399,1	468,8	436,3	516,4	465,9	543,3	568,2	633,9	640,8	635,9	603,1	647,3	892,1	844,2	879,1
C. Engagem. envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	334,6	393,7	392,9	427,6	468,4	502,6	545,1	532,6	591,5	519,0	574,9	555,2	601,2	525,2	584,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	1,1	1,2	2,1	2,2	3,7	5,3	6,8	6,6	6,1	6,0	6,7	6,0	6,3	6,6	6,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1	757,5
— autres dépôts	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	611,4	689,0	645,6	691,3	692,8	858,6	848,2	906,5	920,9
— à plus d'un an :															
— dépôts	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4	39,6
— bons de caisse et obligations	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,5	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6	675,8
b) en monnaies étrang. : dépôts à un an au plus	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0	175,0
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— org. d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	13,0	15,8	11,6	19,9	22,3	37,4	69,2	79,6	74,4	85,4	62,2	52,9	45,4	73,0	60,9
D. Autres⁴	408,2	436,8	516,8	579,3	649,6	679,2	764,1	782,7	912,0	897,5	939,0	938,0	901,7	945,8	956,6
TOTAL DU PASSIF ...	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.854,0	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7	11.851,5	11.964,6	12.272,2	12.086,0	12.491,4

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en UEBL.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	50,4	51,8	51,7	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	(6)
2. FMI : — Participation	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	16,8	15,6	16,7	15,8	16,6	15,6	16,0	15,3	15,9	(1)
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(1)
— Droits de tirage spéciaux	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,3	22,0	21,7	20,6	21,0	19,0	19,6	19,1	(1)
— Autres	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	(1)
3. Ecus	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	137,3	129,2	122,7	118,7	116,1	109,5	104,3	109,1	(1)
4. Accords internationaux	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5	2,9	2,5	3,0	2,5	2,9	2,5	3,4	3,4	(1)
5. FECCOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(1)
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1)
7. Obligations	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1	602,7	(1)
8. Accept. en franc belge représent. d'exportation	49,8	50,7	43,2	36,8	24,1	16,2	17,5	21,9	31,4	33,8	31,3	29,3	33,9	34,5	32,0	(1)
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.119,6	4.091,0	4.337,1	4.954,3	5.440,8	5.650,2	5.334,4	5.243,2	5.194,9	5.223,1	4.942,6	5.250,3	(1)
b) en franc belge	140,0	167,6	191,5	220,3	252,0	262,5	294,2	325,1	297,5	312,7	330,4	312,1	324,3	328,7	316,1	(1)
Total des créances sur l'étranger	3.348,2	4.009,6	4.842,8	4.970,8	5.044,7	5.315,2	6.011,2	6.547,9	6.735,8	6.449,3	6.335,6	6.274,6	6.331,2	6.072,9	6.404,9	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	20,8	(1)
2. Autres : a) sur la BNB :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1)
— autres	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	(1)
b) sur les organismes publics	12,4	13,2	12,5	12,7	20,0	15,7	12,0	12,6	15,9	10,1	9,5	8,2	5,4	6,7	8,1	(1)
c) sur les banques de dépôts	403,6	469,7	442,7	519,0	473,4	551,8	571,2	650,5	665,2	642,2	608,3	652,0	900,8	847,5	885,2	(1)
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	461,2	602,4	589,8	673,9	876,8	909,2	913,5	1.143,3	1.153,9	1.180,9	1.019,6	1.251,0	1.217,4	1.213,8	1.063,8	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	415,0	507,0	524,9	642,5	671,5	773,1	848,8	840,9	855,7	884,9	852,5	853,4	895,5	* 914,5	* 948,8	(7)
— autres	151,3	193,4	286,6	304,1	208,3	171,2	153,2	152,8	156,9	160,0	159,5	150,1	142,2	* 156,4	* 157,8	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	63,3	65,7	66,8 ⁵	86,5	97,1	105,9	124,4	119,0	116,7	120,3	137,3	145,3	154,5	142,6	180,0	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	21,0	10,6	19,6	23,8	22,0	28,4	29,6	28,5	29,3	30,3	29,0	29,8	29,5	* 30,7	* 29,4	(8)
— autres	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,7	73,7	72,6	* 59,7	* 57,4	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	27,2	20,8	18,1	17,6	14,0	13,1	11,6	11,5	10,3	12,4	12,8	11,7	11,4	8,4	7,9	(9)
b) effets commerciaux	203,7	213,8	201,4	201,7	220,6	173,9	172,5	165,1	176,2	171,5	180,4	161,5	181,0	167,0	164,7	(9)
c) avances	821,5	863,4	905,0	966,5	1.057,7	1.257,0	1.539,5	1.605,6	1.790,1	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1	2.140,4	(9)
d) autres créances à un an au plus	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,7	23,8	23,6	18,8	19,3	18,9	16,5	16,7	16,2	17,3	16,2	16,0	16,6	* 16,8	* 10,8	(11)
— autres	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	29,4	31,4	29,0	31,0	31,5	29,6	29,1	* 28,1	* 29,1	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la BNB pour le financement de cer- tificats de trésorerie	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	52,0	56,5	47,8	66,5	30,7	4,7	5,5	36,7	(12)
b) autres	10,0	16,2	21,1	17,2	18,8	25,8	25,4	21,7	16,8	14,7	27,4	22,7	35,4	35,3	45,4	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	74,3	96,5	99,3	129,6	168,9	257,9	183,4	199,0	187,3	157,5	188,4	181,6	146,3	164,2	176,0	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. acc. à tout placeur	75,7	65,1	56,6	66,2	61,7	62,9	77,1	70,6	76,0	79,0	75,6	75,9	67,2	* 71,4	* 70,0	(14)
— autres	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	71,9	72,5	66,0	63,7	63,6	55,7	49,6	* 48,2	* 44,1	(14)
D. Autres	467,2	515,4	635,9	664,6	676,8	697,2	820,5	840,2	838,4	889,4	887,8	911,6	898,5	* 877,4	* 925,3	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	6.905,6	8.049,0	9.155,7 ⁵	9.678,6	10.059,8	10.695,0	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	12.783,1	12.865,8	13.209,3	12.975,8	13.406,2	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le FMI	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers le FECOM	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0	6.378,8	
b) en franc belge ¹	367,3	375,5	465,3	537,7	561,7	624,2	736,6	806,6	861,8	896,4	908,9	950,3	1.061,3	1.099,0	1.058,7	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.693,9	5.859,0	6.131,7	6.972,7	7.593,8	7.790,3	7.633,7	7.354,5	7.303,3	7.383,3	7.173,2	7.437,8	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	20,8	(1)
2. Autres :																
a) envers la BNB	4,4	4,6	6,5	5,2	4,4	3,8	3,6	14,2	24,4	6,6	3,0	5,4	7,6	2,6	2,7	
b) envers les organismes publics	6,3	3,2	4,8	2,7	11,7	10,7	2,5	6,5	5,0	0,8	4,8	0,8	2,2	2,0	4,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	
— autres	405,3	474,7	443,6	523,5	476,7	552,2	576,0	641,2	650,1	643,2	608,9	652,6	894,7	848,3	884,5	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	384,9	398,8	397,5	394,3	415,6	425,3	430,5	410,2	435,4	423,4	438,8	418,4	435,5	417,0	426,4	(1)
— monnaie scripturale ³	432,3	490,1	483,6	533,4	584,8	616,9	662,9	663,9	735,4	656,8	716,2	706,8	757,8	673,8	727,3	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	39,6	42,1	32,3	37,0	40,3	49,1	59,0	55,3	42,3	44,9	59,3	61,6	57,4	56,2	69,5	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en franc belge :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires... ..	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1	757,5	(2)
— autres dépôts	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	611,4	689,0	645,6	691,3	692,8	858,6	848,2	906,5	920,9	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4	39,6	(3)
— bons de caisse et obligations	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,4	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6	675,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0	175,0	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	13,0	15,8	11,6	19,9	22,4	37,5	69,2	79,6	74,5	85,4	62,2	52,9	45,4	73,0	60,9	(14)
D. Autres	662,8	715,6	808,9	830,1	852,3	899,2	980,3	1.045,7	1.175,2	1.165,0	1.202,6	1.183,4	1.167,4	1.189,8	1.201,8	(15)
TOTAL DU PASSIF...	6.905,6	8.049,0	9.155,7 ⁶	9.678,6	10.059,8	10.695,0	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	12.783,1	12.865,7	13.209,3	12.975,9	13.406,4	

¹ Pour la BNB, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en UEBl.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB, lequel est repris sous C. 3. c).

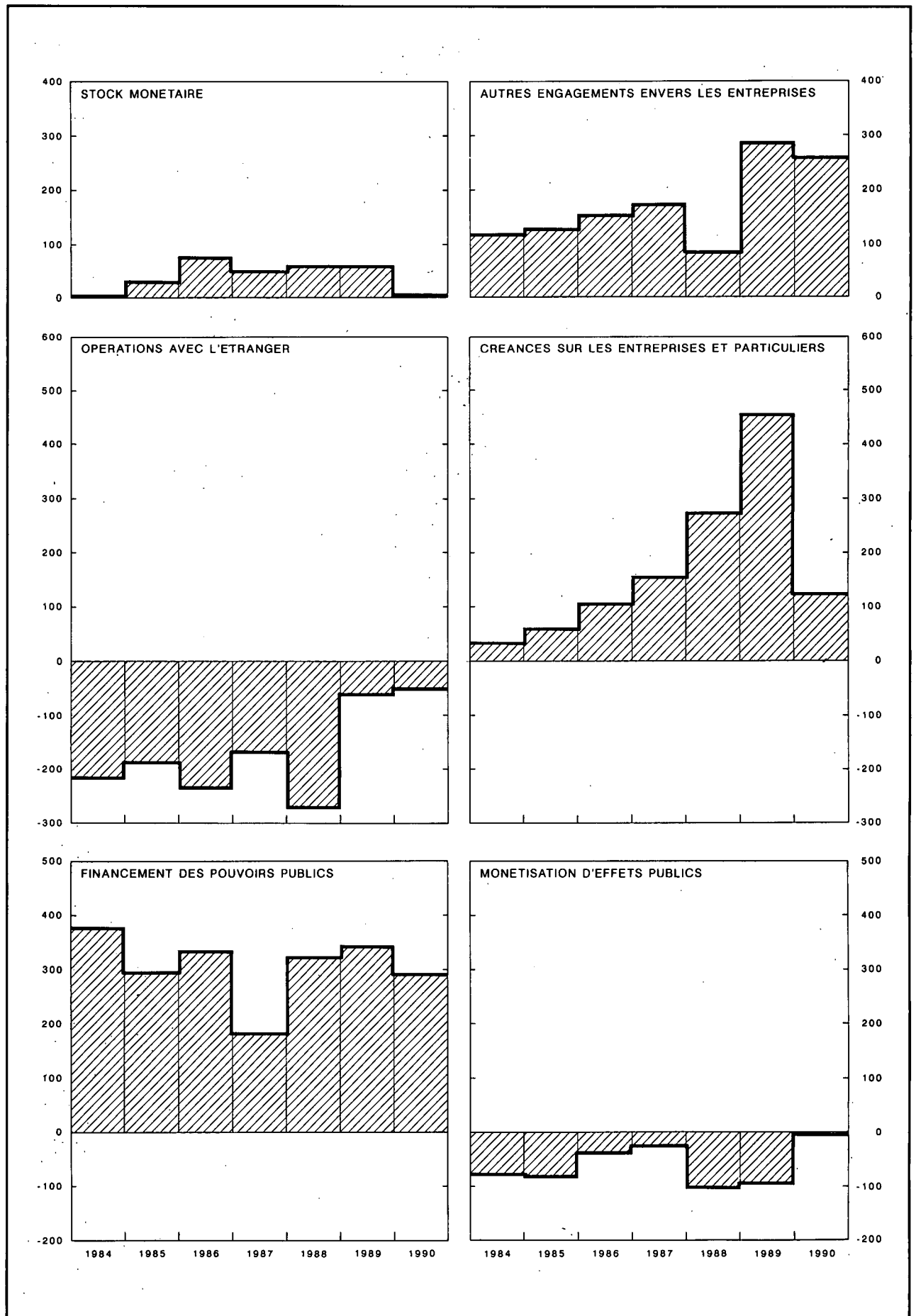
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 4).

⁶ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation: -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1983	+ 74,3	+ 66,0	+ 62,7	+ 2,9	+205,9	-250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,8	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+124,6	-216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,5	+ 55,6	- 14,2	+158,5	-188,2	+ 62,2	- 3,2	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 78,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,9	+156,3	+ 8,0	- 10,3	+229,9	-235,3	+103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 48,1	+ 14,3
1987	+ 50,5	+140,7	+ 17,1	+ 17,0	+225,3	-170,4	+152,6	0,0	- 0,8	- 0,9	+162,0	+ 1,3	- 14,0	- 2,5	+ 72,6	+ 25,3
1988	+ 61,1	+ 64,7	- 0,6	+ 21,0	+146,2	-273,7	+280,7	- 8,0	- 0,1	- 1,2	+292,2	+ 31,3	- 89,6	- 13,5	- 89,8	+ 18,0
1989	+ 61,9	+177,1	+ 59,5	+ 38,7	+337,2	-277,2	+454,9	+ 3,1	- 3,5	+ 11,6	+327,1	+ 1,9	- 78,6	+ 18,6	+ 4,4	-125,0
1990	+ 9,0	+123,2	+150,0	- 15,0	+267,2	- 53,9	+123,9	*- 8,4	+ 6,6	- 1,0	*+263,7	*+ 35,9	*- 0,3	- 7,1	*- 41,0	*- 51,2
1988 4 ^e trimestre ...	+ 31,5	+ 32,9	- 8,5	- 6,9	+ 49,0	- 8,1	+ 65,6	- 7,6	- 3,6	0,0	- 8,2	+ 2,5	- 25,5	+ 7,0	+ 3,2	+ 23,6
1989 1 ^{er} trimestre ...	- 23,0	+ 95,0	+ 2,0	+ 10,3	+ 84,3	- 45,2	+ 58,2	+ 2,6	- 9,5	+ 0,5	+211,3	- 9,2	- 54,3	- 3,9	+ 2,1	- 68,2
2 ^e trimestre ...	+ 83,7	- 37,1	- 1,1	+ 24,1	+ 69,7	- 74,0	+191,2	- 2,4	+ 3,1	+ 3,2	+ 42,5	- 2,6	- 15,0	- 5,9	- 8,0	- 62,4
3 ^e trimestre ...	- 88,0	+ 91,4	+ 64,5	+ 6,7	+ 74,6	-186,9	+131,9	+ 2,0	+ 7,4	+ 1,6	+119,7	- 2,6	+ 30,8	+ 0,9	- 39,8	+ 9,8
4 ^e trimestre ...	+ 89,2	+ 27,7	- 5,9	- 2,4	+108,6	+ 28,9	+ 73,7	+ 0,7	- 4,4	+ 6,4	- 46,3	+ 16,3	- 40,2	+ 27,5	+ 50,2	- 4,2
1990 1 ^{er} trimestre ...	- 27,5	+100,4	+ 18,4	+ 34,0	+125,3	+ 30,1	- 93,1	- 1,9	- 5,4	- 8,5	+194,2	+ 17,9	+ 1,7	- 4,8	- 5,9	+ 1,1
2 ^e trimestre ...	+ 63,9	- 63,3	+ 58,6	- 19,3	+ 40,0	- 15,5	+ 94,1	- 0,5	+ 9,1	+ 13,1	- 7,0	+ 8,2	+ 2,8	- 5,4	- 44,8	- 14,1
3 ^e trimestre ...	-103,7	+ 42,3	+ 49,5	- 9,6	- 21,5	-108,0	+ 76,7	*- 1,0	+ 0,9	- 4,9	*+107,8	*- 24,9	*- 20,8	+ 19,8	*- 9,0	*- 58,1
4 ^e trimestre ...	+ 76,2	+ 43,8	+ 23,4	- 20,0	+123,4	+ 39,6	+ 46,2	*- 5,0	+ 2,1	- 0,7	*- 31,2	*+ 34,6	*+ 16,0	- 16,7	*+ 18,7	*+ 19,8

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en franc belge au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net: crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la BNB	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la BNB ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			(8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Ancienne série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	85,6	392,9	478,9	876,4	57,8	934,2
1984 Nouvelle série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	90,3	392,9	483,6	881,1	32,3	913,4
1985	14,4	394,7	394,3	0,2	105,6	427,6	533,4	927,7	37,0	964,7
1986	15,1	415,1	415,6	0,2	116,1	468,4	584,8	1.000,4	40,3	1.040,7
1987	14,7	425,6	425,3	0,3	113,9	502,6	616,9	1.042,2	49,1	1.091,3
1988 Septembre	16,1	420,1	423,1	0,3	115,3	520,3	635,9	1.058,9	61,9	1.120,9
Décembre	15,4	430,4	430,5	0,2	117,5	545,1	662,9	1.093,3	59,1	1.152,4
1989 Mars	15,3	408,4	410,2	0,3	131,0	532,6	663,9	1.074,1	55,3	1.129,4
Juin	16,1	434,6	435,4	0,4	143,4	591,5	735,3	1.170,7	42,4	1.213,1
Septembre	16,3	421,4	423,4	0,3	137,5	519,0	656,8	1.080,2	44,9	1.125,1
Décembre	16,3	442,5	438,8	0,4	140,9	575,0	716,2	1.155,1	59,2	1.214,3
1990 Mars	16,3	416,6	418,4	0,3	151,3	555,2	706,8	1.125,2	61,6	1.186,8
Avril	16,6	419,8	420,2	0,2	175,3	578,2	753,8	1.174,0	53,8	1.227,8
Mai	16,8	426,3	427,8	0,3	148,1	594,9	743,2	1.171,0	53,9	1.225,0
Juin	16,9	434,8	435,5	0,3	156,3	601,2	757,8	1.193,3	57,4	1.250,7
Juillet	17,1	417,8	420,1	0,2	149,9	559,6	709,7	1.129,7	60,1	1.189,8
Août	17,2	414,5	417,4	0,2	149,6	548,6	698,4	1.115,8	56,6	1.172,5
Septembre	17,3	415,5	418,0	0,3	148,3	525,2	673,8	1.090,9	56,2	1.147,0
Octobre	17,5	413,6	415,1	0,2	141,7	524,9	666,7	1.081,8	66,2	1.148,0
Novembre	17,6	415,0	416,8	0,2	135,2	539,3	674,7	1.091,5	55,6	1.147,1
Décembre	17,8	428,5	426,4	0,3	142,4	584,8	727,4	1.153,8	69,4	1.223,3
1991 Janvier	17,6	407,8	412,3	0,1	163,1	556,0	719,3	1.131,5	82,1	1.213,7
Février	17,6	409,4	412,4	0,3	142,6	553,8	696,7	1.109,1	85,9	1.195,0
Mars	17,8	418,1	419,8	0,2	143,4	578,5	722,1	1.141,9	99,3	1.241,2

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires, financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la BNB.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la BNB détenus par les organismes et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ OCP et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la BNB n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²					
	BNB	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)
				BNB	Autres organismes principalement monétaires	Total				(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	-130,1	- 154,3	+100,8	- 5,1	-250,0
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	-216,5
1985	296,7	-1.019,8	- 723,1	- 3,5	-130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	-188,2
1986	272,0	-1.086,3	- 814,3	- 6,3	-109,6	- 115,9	+ 16,3	+ 3,1	-235,3
1987	366,0	-1.182,5	- 816,5	+ 79,1	-133,1	- 54,0	+117,2	- 0,8	-170,4
1988	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 25,5	-146,4	- 120,8	+153,0	- 0,1	-273,7
1989	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 82,2	-169,5	- 87,3	+193,4	- 3,5	-277,2
1990	446,8	-1.479,6	-1.032,9	+ 16,5	+ 57,5	+ 74,0	+121,3	+ 6,6	- 53,9
1988 4 ^e trimestre	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 6,5	+ 30,6	+ 37,0	+ 48,7	- 3,6	- 8,1
1989 1 ^{er} trimestre	444,4	-1.490,3	-1.045,9	+ 64,2	-126,1	- 61,9	- 7,2	- 9,5	- 45,2
2 ^e trimestre	435,1	-1.489,7	-1.054,5	+ 4,8	- 82,2	- 77,5	- 6,6	+ 3,1	- 74,0
3 ^e trimestre	448,8	-1.633,2	-1.184,4	+ 11,9	- 90,4	- 78,5	+101,0	+ 7,4	-186,9
4 ^e trimestre	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 1,4	+129,3	+ 130,6	+106,2	- 4,4	+ 28,9
1990 1 ^{er} trimestre	444,8	-1.473,5	-1.028,7	- 1,3	+ 33,2	+ 32,0	+ 7,3	- 5,4	+ 30,1
2 ^e trimestre	474,9	-1.527,0	-1.052,1	+ 36,2	- 42,1	- 5,9	+ 0,6	+ 9,1	- 15,5
3 ^e trimestre	446,6	-1.546,9	-1.100,3	- 20,5	- 13,6	- 34,1	+ 73,0	+ 0,9	-108,0
4 ^e trimestre	446,8	-1.479,6	-1.032,9	+ 2,1	+ 79,9	+ 82,0	+ 40,3	+ 2,1	+ 39,6

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en franc belge des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des para-étatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période												Variations aux cours de change des transactions ⁶
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	CEE ³	Monnaies étrangères	Accords inter- nationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	-171,9	41,1	-22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	-167,7	115,3	+67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	-138,5	119,1	- 8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+ 7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,8	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,6	+18,7
1989	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	0,0	23,6	28,5	- 94,7	313,4	+18,8
1990	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	0,0	23,6	32,2	- 78,3	329,4	+16,5
1989 1 ^{er} trimestre	50,4	39,1	137,3	214,0	2,9	443,7	4,8	0,0	23,6	28,4	-111,0	304,3	+11,1
2 ^e trimestre	51,8	43,6	129,2	200,7	2,5	427,8	4,3	0,0	23,6	27,9	- 98,5	301,4	- 1,3
3 ^e trimestre	51,7	42,4	122,7	218,6	3,0	438,4	4,6	0,0	23,6	28,2	- 99,3	310,9	+ 8,5
4 ^e trimestre	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	0,0	23,6	28,5	- 94,7	313,4	+ 0,5
1990 1 ^{er} trimestre	51,5	41,4	116,1	228,2	2,9	440,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 91,6	318,4	+ 3,4
2 ^e trimestre	51,5	39,9	109,5	259,1	2,5	462,4	6,1	0,0	23,6	29,7	-109,2	323,5	+ 3,7
3 ^e trimestre	51,5	39,8	104,3	237,7	3,4	436,7	7,1	0,0	23,6	30,7	- 75,2	330,8	+ 5,8
4 ^e trimestre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	0,0	23,6	32,2	- 78,3	329,4	+ 3,6
1990 Mai	51,5	40,3	109,5	231,2	2,9	435,4	5,0	0,0	23,6	28,6	- 84,0	322,8	+ 5,5
Juin	51,5	39,9	109,5	259,1	2,5	462,4	6,1	0,0	23,6	29,7	-109,2	323,5	- 3,7
Juillet	51,5	40,0	104,3	232,8	2,8	431,4	6,9	0,0	23,6	30,5	- 75,1	325,8	+ 1,5
Août	51,5	40,6	104,3	234,3	3,3	434,0	6,2	0,0	23,6	29,8	- 75,3	328,9	+ 3,0
Septembre	51,5	39,8	104,3	237,7	3,4	436,7	7,1	0,0	23,6	30,7	- 75,2	330,8	+ 1,3
Octobre	51,5	39,6	109,1	231,8	3,4	435,3	6,7	0,0	23,6	30,3	- 78,3	326,7	+ 2,3
Novembre	51,5	39,4	109,1	234,3	3,4	437,7	7,9	0,0	23,6	31,5	- 78,3	327,8	+ 0,6
Décembre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	0,0	23,6	32,2	- 78,3	329,4	+ 0,7
Nouvelle série													
1991 1 ^{er} trimestre	363,7	40,1	105,4	223,9	3,5	736,5	9,8	0,0	21,4	31,2	—	705,4	- 4,1
1991 Janvier	363,7	38,3	105,4	223,1	3,5	734,0	6,5	0,0	21,4	27,9	—	706,0	- 1,4
Février	363,7	38,3	105,4	231,5	3,5	742,4	9,2	0,0	21,4	30,5	—	711,8	+ 3,7
Mars	363,7	40,1	105,4	223,9	3,5	736,5	9,8	0,0	21,4	31,2	—	705,4	- 6,4
Avril	363,7	39,3	106,3	224,4	3,5	737,2	11,2	0,0	21,4	32,6	—	704,7	+ 0,2
Mai	363,7	40,1	106,3	226,6	3,2	739,9	9,1	0,0	21,4	30,5	—	709,3	+ 5,3

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la BNB. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du FMI et que la BNB a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la BNB pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le FECOM au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la BNB.

⁴ Comprennent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la CEE et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la BNB.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la BNB en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprennent les engagements de la BNB envers le FECOM découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprennent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au FECOM sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au FECOM dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers					Total (6) = (1) à (5)	Crédits à l'étranger			Total (10) = (7) à (9)	Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)		Finance- ment spéci- fique de délais de paiement à l'expor- tation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée			
	d'investisse- ments in- dustriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la con- struction et de transac- tions im- mobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempé- rément ³ (3)	d'importa- tions (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	130,2	764,4	15,5	910,1	2.208,6
1987	255,7	230,7	164,3	17,1	783,3	1.451,1	119,3	732,2	12,8	864,3	2.315,4
1988 Septembre ..	298,3	266,7	179,4	17,3	904,5	1.666,2	121,2	839,6	8,0	968,8	2.635,0
Décembre ⁵ ..	320,9	278,1	180,4	17,7	934,7	1.731,8	119,8	824,7	13,1	957,6	2.689,4
1989 Mars	393,6	292,3	174,5	18,3	911,3	1.790,0	121,8	896,9	17,3	1.036,0	2.826,0
Juin	352,8	309,9	205,3	18,6	1.094,5	1.981,1	119,5	1.003,8	17,0	1.140,3	3.121,4
Septembre ⁵ .	367,1	365,1	204,1	18,8	1.158,0	2.113,1	116,8	968,2	14,5	1.099,5	3.212,6
Décembre ⁵ ..	377,3	394,6	202,7	17,4	1.194,7	2.186,7	118,4	891,9	14,8	1.025,1	3.211,8
1990 Mars ⁵	394,1	404,0	201,5	16,9	1.087,1	2.103,6	113,9	949,4	20,2	1.083,5	3.187,1
Juin ⁵	409,1	420,0	228,0	16,3	1.124,3	2.197,7	114,0	915,9	21,0	1.050,9	3.248,6
Septembre ⁵ .	412,7	449,3	219,2	15,6	1.170,6	2.267,4	109,8	906,5	30,6	1.046,9	3.314,3
Décembre ...	427,1	461,7	215,2	13,9	1.195,7	2.313,6	113,3	898,8	21,8	1.033,9	3.347,5

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins à une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) =	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	3,1	6,6	14,0	220,2	1.057,7	1.291,9	0,1
1987	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Décembre ³ ..	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
1989 Mars	18,3	166,1	1.605,6	1.790,0	7,0	5,5	12,5	11,3	160,6	1.605,6	1.777,5	0,0
Juin	18,6	172,5	1.790,0	1.981,1	9,4	5,1	14,5	9,2	167,4	1.790,0	1.966,6	0,0
Septembre ³ ..	18,8	168,2	1.926,1	2.113,1	7,4	9,5	16,9	11,4	158,7	1.926,1	2.096,2	0,0
Décembre ³ ..	17,4	172,3	1.997,0	2.186,7	5,9	7,8	13,7	11,5	164,5	1.997,0	2.173,0	0,0
1990 Mars ³	16,7	161,6	1.925,3	2.103,6	5,6	7,1	12,7	11,1	154,5	1.925,3	2.090,9	0,0
Juin ³	16,2	168,2	2.013,3	2.197,7	5,7	8,2	13,9	10,5	160,0	2.013,3	2.183,8	0,0
Septembre ³ ..	15,6	156,7	2.095,1	2.267,4	8,2	7,7	15,9	7,4	149,0	2.095,1	2.251,5	0,0
Décembre ...	13,9	156,3	2.143,4	2.313,6	6,8	5,7	12,5	7,1	150,6	2.143,4	2.301,1	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986	28,5	131,9	749,7	910,1	5,8	35,3	41,1	22,7	96,6	749,7	869,0	2,1
1987	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,8	39,5	17,2	65,7	741,9	824,8	0,5
1988 Décembre ³ ..	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	28,4	37,2	18,0	67,2	835,2	920,4	2,9
1989 Mars	29,6	96,8	909,6	1.036,0	12,0	36,2	48,2	17,6	60,6	909,6	987,8	6,5
Juin	31,0	93,6	1.015,7	1.140,3	13,9	38,7	52,6	17,1	54,9	1.015,7	1.087,7	9,6
Septembre ³ ..	28,1	91,4	980,0	1.099,5	11,4	39,5	50,9	16,7	51,9	980,0	1.048,6	5,5
Décembre ³ ..	28,4	95,1	901,6	1.025,1	11,5	39,2	50,7	16,9	55,9	901,6	974,4	12,0
1990 Mars ³	28,4	97,2	957,9	1.083,5	11,3	41,1	52,4	17,1	56,1	957,9	1.031,1	9,5
Juin ³	27,2	96,8	926,9	1.050,9	10,7	39,8	50,5	16,5	57,0	926,9	1.000,4	7,3
Septembre ³ ..	35,3	94,2	917,4	1.046,9	15,1	40,1	55,2	20,2	54,1	917,4	991,7	0,3
Décembre ...	31,7	89,8	912,4	1.033,9	12,3	39,3	51,6	19,4	50,5	912,4	982,3	0,2
C. Total												
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	9,3	38,4	47,7	36,7	316,8	1.807,4	2.160,9	2,2
1987	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,9	46,5	30,4	239,6	1.998,9	2.268,9	0,5
1988 Décembre ³ ..	44,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	30,6	45,4	29,7	239,7	2.374,6	2.644,0	2,9
1989 Mars	47,9	262,9	2.515,2	2.826,0	19,0	41,7	60,7	28,9	221,2	2.515,2	2.765,3	6,5
Juin	49,6	266,1	2.805,7	3.121,4	23,3	43,8	67,1	26,3	222,3	2.805,7	3.054,3	9,6
Septembre ³ ..	46,9	259,6	2.906,1	3.212,6	18,8	49,0	67,8	28,1	210,6	2.906,1	3.144,8	5,5
Décembre ³ ..	45,8	267,4	2.898,6	3.211,8	17,4	47,0	64,4	28,4	220,4	2.898,6	3.147,4	12,0
1990 Mars ³	45,1	258,8	2.883,2	3.187,1	16,9	48,2	65,1	28,2	210,6	2.883,2	3.122,0	9,5
Juin ³	43,4	265,0	2.940,2	3.248,6	16,4	48,0	64,4	27,0	217,0	2.940,2	3.184,2	7,3
Septembre ³ ..	50,9	250,9	3.012,5	3.314,3	23,3	47,8	71,1	27,6	203,1	3.012,5	3.243,2	0,3
Décembre ...	45,6	246,1	3.055,8	3.347,5	19,1	45,0	64,1	26,5	201,1	3.055,8	3.283,4	0,2

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la BNB, à l'IRC, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR
ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX
ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA
BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la BNB (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la BNB ²
	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9) = (3) + (6)	(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,2	0,8	1,0	0,2	0,8	0,0	1,0	3,7
Juin	0,0	0,1	0,1	0,4	0,4	0,8	0,4	0,4	0,1	0,9	5,2
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,8	6,8	7,6	0,8	6,8	0,0	7,6	3,5
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,2	7,8	9,0	1,2	7,8	0,0	9,0	8,0
1990 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,4	2,0	2,4	0,4	2,0	0,0	2,4	3,5
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,9	7,9	8,8	0,9	7,9	0,0	8,8	13,2
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,0	7,6	8,6	1,0	7,6	0,0	8,6	10,6
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,8	5,7	6,5	0,8	5,7	0,0	6,5	8,3
B. Crédits à l'étranger											
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,7	4,8	5,5	0,7	4,8	0,0	5,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	1,3	11,4	12,7	1,3	11,4	0,0	12,7	0,0
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	2,2	12,7	14,9	2,2	12,7	0,0	14,9	0,1
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	3,4	12,7	16,1	3,4	12,7	0,0	16,1	0,1
1990 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	2,4	8,8	11,2	2,4	8,8	0,0	11,2	0,1
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	4,1	14,4	18,5	4,1	14,4	0,0	18,5	0,1
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	2,3	14,6	16,9	2,3	14,6	0,0	16,9	0,1
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	1,9	13,4	15,3	1,9	13,4	0,0	15,3	0,1
C. Total											
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,9	5,6	6,5	0,9	5,6	0,0	6,5	3,7
Juin	0,0	0,1	0,1	1,7	11,8	13,5	1,7	11,8	0,1	13,6	5,2
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	3,0	19,5	22,5	3,0	19,5	0,0	22,5	3,6
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	4,6	20,5	25,1	4,6	20,5	0,0	25,1	8,1
1990 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	2,8	10,8	13,6	2,8	10,8	0,0	13,6	3,6
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	5,0	22,3	27,3	5,0	22,3	0,0	27,3	13,3
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	3,3	22,2	25,5	3,3	22,2	0,0	25,5	10,7
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	2,7	19,1	21,8	2,7	19,1	0,0	21,8	8,4

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, L^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	2,8	6,3	14,0	220,5	1.057,7	1.292,2	0,1
1987	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Décembre ³ ..	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
1989 Mars	18,3	166,1	1.605,6	1.790,0	6,8	4,7	11,5	11,5	161,4	1.605,6	1.778,5	3,7
Juin	18,6	172,5	1.790,1	1.981,2	8,3	1,5	9,8	10,3	171,0	1.790,1	1.971,4	5,2
Septembre ³ ..	18,8	168,2	1.926,1	2.113,1	6,4	0,2	6,6	12,4	168,0	1.926,1	2.106,5	3,5
Décembre ³ ..	17,4	172,3	1.997,0	2.186,7	4,6	0,0	4,6	12,8	172,3	1.997,0	2.182,1	8,0
1990 Mars ³	16,7	161,6	1.925,3	2.103,6	5,0	3,7	8,7	11,7	157,9	1.925,3	2.094,9	3,5
Juin ³	16,2	168,2	2.013,3	2.197,7	4,8	0,3	5,1	11,4	167,9	2.013,3	2.192,6	13,2
Septembre ³ ..	15,6	156,7	2.095,1	2.267,4	7,2	0,1	7,3	8,4	156,6	2.095,1	2.260,1	10,6
Décembre	13,9	156,3	2.143,4	2.313,6	6,0	0,1	6,1	7,9	156,2	2.143,4	2.307,5	8,3
B. Crédits à l'étranger												
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986	28,5	131,9	749,7	910,1	5,2	33,1	38,3	23,3	98,8	749,7	871,8	2,1
1987	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,4	39,1	17,2	66,1	741,9	825,2	0,5
1988 Décembre ³ ..	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	27,7	36,5	18,0	67,9	835,2	921,1	2,9
1989 Mars	29,6	96,8	909,6	1.036,0	11,2	31,3	42,5	18,4	65,5	909,6	993,5	6,5
Juin	31,0	93,6	1.015,7	1.140,3	10,2	26,0	36,2	20,8	67,6	1.015,7	1.104,1	9,6
Septembre ³ ..	28,1	91,4	980,0	1.099,5	8,1	24,8	32,9	20,0	66,6	980,0	1.066,6	5,6
Décembre ³ ..	28,4	95,1	901,6	1.025,1	8,2	26,5	34,7	20,2	68,6	901,6	990,4	12,1
1990 Mars ³	28,4	97,2	957,9	1.083,5	8,4	30,5	38,9	20,0	66,7	957,9	1.044,6	9,6
Juin ³	27,2	96,8	926,9	1.050,9	6,5	25,5	32,0	20,7	71,3	926,9	1.018,9	7,4
Septembre ³ ..	35,3	94,2	917,4	1.046,9	12,8	25,5	38,3	22,5	68,7	917,4	1.008,6	0,4
Décembre	31,7	89,8	912,4	1.033,9	10,4	25,8	36,2	21,3	64,0	912,4	997,7	0,3
C. Total												
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	8,7	35,9	44,6	37,3	319,3	1.807,4	2.164,0	2,2
1987	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,5	46,1	30,4	240,0	1.998,9	2.269,3	0,5
1988 Décembre ³ ..	44,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	29,9	44,7	29,7	240,4	2.374,6	2.644,7	2,9
1989 Mars	47,9	262,9	2.515,2	2.826,0	18,0	36,0	54,0	29,9	226,9	2.515,2	2.272,0	10,2
Juin	49,6	266,1	2.805,8	3.121,5	18,5	27,5	46,0	31,1	238,6	2.805,8	3.075,5	14,8
Septembre ³ ..	46,9	259,6	2.906,1	3.212,6	14,5	25,0	39,5	32,4	234,6	2.906,1	3.173,1	9,1
Décembre ³ ..	45,8	267,4	2.898,6	3.211,8	12,8	26,5	39,3	33,0	240,9	2.898,6	3.172,5	20,1
1990 Mars ³	45,1	258,8	2.883,2	3.187,1	13,4	34,2	47,6	31,7	224,6	2.883,2	3.139,5	13,1
Juin ³	43,4	265,0	2.940,2	3.248,6	11,3	25,8	37,1	32,1	239,2	2.940,2	3.211,5	20,6
Septembre ³ ..	50,9	250,9	3.012,5	3.314,3	20,0	25,6	45,6	30,9	225,3	3.012,5	3.268,7	11,0
Décembre	45,6	246,1	3.055,8	3.347,5	16,4	25,9	42,3	29,2	220,2	3.055,8	3.305,2	8,6

¹ Crédits logés à la BNB, dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'IRC finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,5	51,5
Fonds Monétaire International :									
Participation	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5	19,1	16,8	16,6	15,9
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,6	19,1
Ecus	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	118,6	109,1
Monnaies étrangères	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	221,9	236,1
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4	24,9	23,6	27,4	31,9
Autres	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	3,0	0,8
Accords internationaux	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5	2,4	3,4
Avances au FMI	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	0,0	0,0	0,0
Dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR	—	—	—	—	—	—	3,2	4,9	4,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEE : Concours financier à moyen terme ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	0,0
Effets de commerce	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0	0,4	0,7	33,2	30,3
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé ...	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,5	3,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	0,0
Autres institutions du secteur public	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3
Entreprises privées et publiques, et particuliers	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	66,5	36,7
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,7	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	2,9	2,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,2	3,2
Valeurs à recevoir	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3	6,5	2,5	6,0	0,8
Fonds publics	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2	19,2	22,8	26,2	30,6
Immeubles, matériel et mobilier	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4	6,8	8,1	10,0	10,7
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—	—
Comptes transitoires	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8	16,2	13,5	19,1	19,9
Total de l'actif ...	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	712,0	682,7

N.B. Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.
Billets en circulation	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1	425,6	430,4	442,5	428,5
Comptes courants :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intermédiaires financiers, entreprises et particuliers	1,4	1,3	1,5	1,2	0,5	1,3	0,9	1,0	0,5
Banques à l'étranger et institutions internationales	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7	1,6	6,9	2,1	5,9
Valeurs à payer	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2	8,5	9,2	17,5	9,6
Accords d'aide financière	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6	3,0	2,7
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9	152,9	138,0	121,6	109,9
Autres	—	—	—	1,4	—	—	—	—	—
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	6,8	3,4	1,1
Caisse de Pensions du Personnel	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—	—
Comptes transitoires	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9	11,2	11,3	10,8	11,2
Réserve indisponible de plus-values sur or ..	—	—	—	—	—	—	—	54,8	54,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3	2,4
Réserve extraordinaire	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9	14,0	15,9	18,3	20,8
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8	6,2	7,6	9,5	10,1
Bénéfice net à répartir	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2
Total du passif ...	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	712,0	682,7

N.B. Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1991 4 février	1991 4 mars	1991 8 avril	1991 6 mai	1991 3 juin	1991 10 juin	1991 17 juin	1991 24 juin
Or	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7
Monnaies étrangères	223,3	227,0	224,4	224,7	225,6	225,9	225,7	226,1
Droits de tirage spéciaux (DTS)	18,9	18,7	18,2	18,4	18,8	18,7	18,7	18,4
Participation au FMI	15,0	15,0	17,2	16,5	16,9	16,9	16,9	16,9
Prêts au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Ecus	105,4	105,4	106,3	106,3	106,3	106,3	106,3	106,3
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEE : Soutien financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	3,5	3,5	3,5	3,5	3,2	3,2	3,2	3,2
Avances sur nantissement	54,0	45,6	45,6	35,3	36,3	35,5	42,1	40,4
Effets de commerce	19,1	27,1	23,6	18,4	18,1	19,0	19,7	21,7
Effets achetés sur le marché	24,0	26,0	18,0	17,1	17,5	17,5	17,5	17,5
Créances suite à d'autres interventions sur le mar- ché monétaire	29,8	31,7	42,5	67,2	60,9	69,9	63,9	72,5
Avances au Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Avances à l'Etat belge	9,6	0,3	4,3	0,0	10,0	0,1	0,1	0,1
Avances à l'Etat luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,6	2,7	2,9	2,9	2,9	3,0	3,0	3,0
Placements statutaires (art. 21)	33,9	33,9	33,9	33,8	33,9	33,9	33,9	33,9
Immeubles, matériel et mobilier	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7
Comptes divers	1,3	2,8	3,4	4,5	5,4	5,7	5,8	5,8
	920,2	919,5	923,4	928,3	935,2	935,2	936,7	945,6

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1991 4 février	1991 4 mars	1991 8 avril	1991 6 mai	1991 3 juin	1991 10 juin	1991 17 juin	1991 24 juin
Billets en circulation	411,0	412,6	416,7	423,0	429,1	430,7	432,8	438,8
Comptes courants en francs :								
Trésor	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	6,2	7,9	8,5	7,5	6,0	5,9	6,1	8,9
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	14,6	7,8	9,1	5,5	5,9	4,0	2,7	2,1
Comptes courants en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière	2,6	2,7	2,9	2,9	2,9	3,0	3,0	3,0
Contrepartie des DTS alloués	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve indisponible de plus-values sur or	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	364,9	364,9	364,5	364,3	363,8	363,8	363,8	363,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5
Comptes divers	10,8	13,4	11,6	14,1	17,5	17,7	18,2	19,0
	920,2	919,5	923,4	928,3	935,2	935,2	936,7	945,6

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : OCP.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1983	1.268	266,3	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,1	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,4	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,8	95,4	500,2	966,3	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	97,9	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1989	1.147	312,0	102,1	541,9	1.100,9	543,0	1.100,9	3.286,8	98
1990	1.142	325,7	109,4	574,6	1.129,2	574,1	1.129,2	3.407,0	98
1989 1 ^{er} trimestre	1.151	318,9	101,7	571,9	1.194,9	568,9	1.194,9	3.530,6	98
2 ^e trimestre	1.149	331,9	99,5	584,5	1.271,6	582,2	1.271,5	3.709,8	98
3 ^e trimestre	1.148	312,0	101,8	497,3	978,7	511,2	978,7	2.965,9	98
4 ^e trimestre	1.147	285,8	105,5	514,0	958,6	509,7	958,6	2.940,8	98
1990 1 ^{er} trimestre	1.146	321,4	114,2	602,1	1.275,9	596,1	1.275,9	3.749,9	98
2 ^e trimestre	1.143	349,1	115,3	621,5	1.191,1	603,0	1.191,1	3.606,6	98
3 ^e trimestre	1.142	318,7	106,4	536,5	1.050,0	558,3	1.050,0	3.194,8	98
4 ^e trimestre	1.142	313,7	102,2	538,3	999,7	538,9	999,7	3.076,7	98
1991 1 ^{er} trimestre	1.145	307,6	106,8	657,1	1.371,9	667,4	1.371,9	4.068,2	98
1990 Mai	1.146	329,5	117,6	630,6	1.239,7	643,6	1.239,7	3.753,7	97
Juin	1.143	354,5	115,3	617,4	1.208,0	591,7	1.208,0	3.625,1	98
Juillet	1.143	388,8	108,2	609,2	1.153,1	625,2	1.153,1	3.540,5	98
Août	1.143	325,9	105,4	517,2	1.011,3	549,3	1.011,3	3.089,0	98
Septembre	1.142	238,9	105,5	483,0	985,7	500,5	985,7	2.954,8	98
Octobre	1.141	332,7	100,8	559,7	1.019,4	553,0	1.019,4	3.151,5	98
Novembre	1.141	293,3	104,0	510,7	1.022,9	525,8	1.022,9	3.082,4	98
Décembre	1.142	314,5	101,7	544,4	956,9	538,0	956,9	2.996,1	98
1991 Janvier	1.144	328,2	104,0	646,1	1.275,9	634,0	1.275,9	3.831,8	98
Février	1.145	306,1	113,2	651,4	1.349,1	673,8	1.349,1	4.023,4	98
Mars	1.145	288,2	103,9	673,9	1.490,6	694,4	1.490,6	4.349,5	98
Avril	1.145	338,1	102,8	710,6	1.341,3	665,6	1.341,3	4.059,9	99
Mai	1.145	308,1	107,9	670,4	1.347,1	693,9	1.347,1	4.058,5	98

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mars	1991 31 mars	1990 30 avril	1991 30 avril
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, CNCP	16,2	16,7	21,4	21,5	15,3	17,1	17,7	17,4
Prêts au jour le jour	260,9	265,8	353,6	359,9	474,6	320,2	390,2	432,7
Banquiers	2.562,7	2.792,1	2.800,6	2.962,4	2.924,3	2.921,5	3.043,9	2.895,7
Maison-mère, succursales et filiales	1.627,8	1.897,9	1.989,1	2.098,4	1.697,3	2.324,3	2.033,1	2.041,9
Autres valeurs à recevoir à court terme	68,3	65,9	112,1	86,1	90,5	92,7	102,2	92,2
Portefeuille-effets	1.169,5	1.105,5	1.166,7	1.196,3	1.390,4	1.149,4	1.301,4	1.098,7
a) Effets publics	901,4	838,4	917,6	980,8	1.133,0	932,6	1.048,1	853,9
b) Effets commerciaux ^a	268,1	267,1	249,1	215,5	257,4	216,8	253,3	244,8
Reports et avances sur titres	5,4	6,1	8,5	2,3	5,2	4,7	7,4	5,6
Débiteurs par acceptations	39,0	44,5	45,8	45,5	45,2	50,7	44,8	53,0
Débiteurs divers	2.106,0	2.476,1	2.992,8	3.181,3	2.975,1	3.312,3	3.053,1	3.394,4
Valeurs mobilières	1.629,0	1.762,5	1.752,7	1.877,6	1.735,2	1.970,5	1.742,6	2.007,3
a) Fonds publics belges	1.086,2	1.135,2	1.117,2	1.176,4	1.102,9	1.189,0	1.112,4	1.208,9
b) Autres titres d'emprunt	510,0	581,8	580,2	649,7	582,0	723,1	580,6	738,7
c) Actions et parts de sociétés	16,1	15,6	17,2	12,7	14,8	14,3	14,5	14,1
d) Autres valeurs mobilières	16,7	29,9	38,1	38,8	35,5	44,1	35,1	45,6
Valeurs de la réserve légale	5,6	5,5	6,6	6,7	6,4	6,9	6,6	7,8
Participations	48,7	73,0	89,0	82,8	90,7	88,6	91,8	89,8
a) Filiales	32,8	46,5	67,2	63,9	68,0	63,8	68,3	65,2
b) Autres participations	15,9	26,5	21,8	18,9	22,7	24,8	23,5	24,6
Frais de constitution et de premier établissement	2,8	3,2	3,6	3,7	3,8	3,7	3,8	3,7
Immeubles	27,5	33,1	35,6	42,0	35,6	42,6	35,7	42,8
Participations dans les filiales immobilières	2,3	2,6	2,1	2,1	2,2	2,1	2,2	2,2
Créances sur les filiales immobilières	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
Matériel et mobilier	10,7	11,3	12,5	12,8	12,8	13,1	12,9	13,2
Divers	271,4	392,3	458,6	509,8	459,7	512,6	454,7	493,6
Total de l'actif ...	9.854,0	10.954,2	11.851,5	12.491,4	11.964,6	12.833,2	12.344,4	12.692,2
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la BNB et des autres institutions publiques de crédit	53,0	45,7	47,8	48,1	48,3	47,2	47,5	39,2
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,5	1,5	16,5	12,7	15,0	12,3	17,2	

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

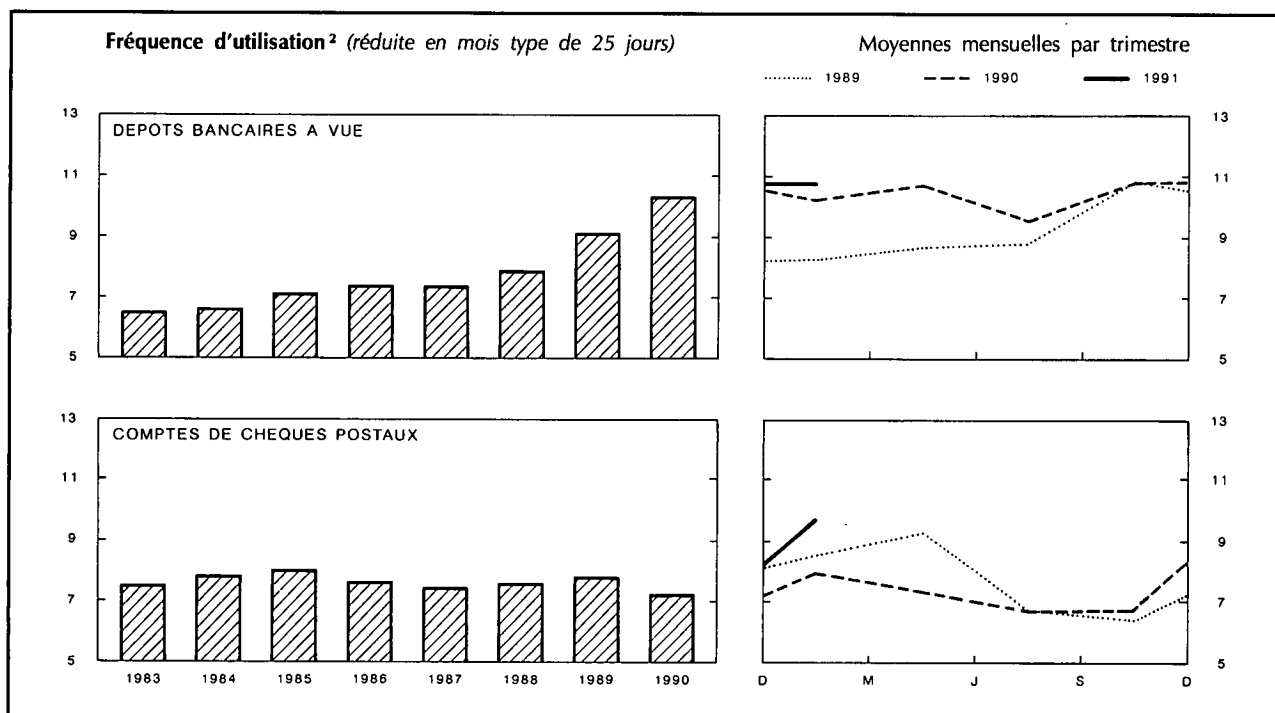
Passif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mars	1991 31 mars	1990 30 avril	1991 30 avril
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	33,7	9,6	21,8	15,0	19,0	32,7	23,3	116,2
a) Créanciers garantis par des privilèges	9,0	9,2	10,4	9,4	7,2	6,8	14,0	11,9
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	24,7	0,4	11,4	5,6	11,8	25,9	9,3	104,3
Emprunts au jour le jour	365,2	448,0	445,9	472,4	531,2	434,0	422,6	467,6
Banquiers	4.684,7	4.856,4	4.841,1	4.913,1	5.020,2	4.929,8	5.037,5	4.863,9
Maison-mère, succursales et filiales	940,7	1.344,0	1.557,7	1.704,2	1.256,3	1.681,1	1.687,9	1.491,3
Acceptations	39,0	44,5	45,8	45,5	45,2	50,7	44,8	53,0
Autres valeurs à payer à court terme	81,4	69,5	113,1	76,5	89,3	82,2	125,6	79,8
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,9	5,4	5,2	3,1	5,1	3,7	5,6	3,6
Dépôts et comptes courants	2.647,8	2.983,8	3.410,0	3.628,6	3.571,7	3.814,6	3.558,3	3.808,2
a) A vue	662,4	731,1	812,7	780,2	777,0	797,3	809,0	835,7
b) A un mois au plus	675,7	734,7	896,3	976,0	1.040,9	1.102,2	962,0	1.079,7
c) A plus d'un mois	520,3	637,2	720,7	969,1	827,9	1.040,2	886,7	1.016,4
d) A plus d'un an	28,3	30,1	22,8	23,6	22,7	21,0	23,0	21,6
e) A plus de deux ans	58,7	70,0	80,0	85,8	90,3	96,6	95,6	96,6
f) Carnets de dépôts	698,3	776,4	873,5	767,2	807,8	718,6	775,6	716,1
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	4,1	4,3	4,0	26,7	5,1	38,7	6,4	42,1
Obligations et bons de caisse	461,6	470,7	533,4	690,8	542,3	755,8	547,9	751,9
Montants à libérer sur titres et participations ..	1,4	1,5	2,0	1,8	2,1	2,0	2,0	2,0
Divers	335,9	416,2	504,4	550,1	506,1	633,6	524,1	632,4
<i>Total de l'exigible ...</i>	9.596,3	10.649,6	11.480,4	12.101,1	11.588,5	12.420,2	11.979,6	12.269,9
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	68,3	87,1	94,7	101,8	92,6	116,0	93,0	120,5
<i>Non exigible :</i>								
Capital	91,0	98,2	119,2	144,7	120,9	149,0	131,5	150,7
Fonds indisponible par prime d'émission	12,9	13,4	22,8	23,4	23,4	25,2	23,4	25,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	5,2	5,5	6,5	7,0	6,7	7,2	6,9	8,1
Réserve disponible	44,5	47,5	55,5	56,0	58,0	58,9	53,8	60,9
Autres réserves	22,8	40,0	52,8	44,0	53,3	43,1	43,2	43,0
Provisions	13,0	12,9	19,6	13,4	21,2	13,6	13,0	13,7
<i>Total du non exigible ...</i>	189,4	217,5	276,4	288,5	283,5	297,0	271,8	301,8
Total du passif ...	9.854,0	10.954,2	11.851,5	12.491,4	11.964,6	12.833,2	12.344,4	12.692,2

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OCP ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OCP ⁴
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1989	4.075,5	913,4	4.988,9	9,23	9,14	7,77
1990	4.648,3	922,8	5.571,1	10,44	10,31	7,21
1989 1 ^{er} trimestre	3.622,7	1.026,3	4.649,0	8,36	8,25	8,55
2 ^e trimestre	3.915,7	1.068,8	4.984,5	8,67	8,66	9,30
3 ^e trimestre	3.877,7	783,0	4.660,7	9,05	8,82	6,73
4 ^e trimestre	4.885,7	775,5	5.661,2	10,80	10,80	6,52
1990 1 ^{er} trimestre	4.581,4	1.065,3	5.646,7	10,50	10,24	7,98
2 ^e trimestre	4.735,1	1.000,8	5.735,9	10,53	10,67	7,40
3 ^e trimestre	4.390,0	835,4	5.225,4	9,69	9,57	6,67
4 ^e trimestre	4.886,9	789,8	5.676,7	11,05	10,79	6,68
1991 1 ^{er} trimestre	4.823,2	1.178,6	6.001,8	10,91	10,77	9,76
1990 Avril	4.691,0	893,2	5.584,2	11,64	12,13	6,83
Mai	4.647,2	1.093,1	5.740,3	9,97	9,97	7,84
Juin	4.867,0	1.016,2	5.883,2	10,19	10,19	7,49
Juillet	4.710,2	887,1	5.597,3	10,00	10,00	6,96
Août	4.165,1	798,4	4.963,5	9,50	9,13	6,42
Septembre	4.294,8	820,8	5.115,6	9,56	9,56	6,62
Octobre	4.549,6	741,4	5.291,0	10,93	10,12	6,19
Novembre	4.373,8	863,0	5.236,8	9,95	9,95	7,14
Décembre	5.737,3	764,8	6.502,1	12,20	12,20	6,72
1991 Janvier	4.901,2	1.031,7	5.932,9	11,16	10,73	8,78
Février	4.842,1	1.226,1	6.068,2	10,51	10,95	9,54
Mars	4.726,4	1.278,0	6.004,4	11,05	10,63	11,00
Avril	5.015,4			10,78	10,78	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent

double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la BNB — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'INS — Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la BNB	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la BNB	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4
1987 Septembre	48,1	112,8	0,0	0,0	47,2	7,4	0,0	102,0
Décembre	42,3	139,9	0,0	0,0	47,8	6,6	0,0	127,6
1988 Mars	39,7	105,7	0,0	0,0	34,6	9,1	0,0	97,3
Juin	37,4	117,2	0,0	0,0	24,3	7,8	0,0	117,2
Septembre	44,5	142,2	0,0	0,0	77,5	5,6	0,0	98,9
Décembre	46,7	124,1	0,0	0,0	50,9	10,9	0,0	106,6
1989 Janvier	44,0	99,2	0,0	0,0	57,1	10,7	0,0	71,2
Février	54,5	79,9	0,0	0,0	56,5	0,0	0,0	72,3
Mars	55,8	69,5	0,0	0,0	68,9	0,0	0,0	52,0
Avril	49,3	52,0	0,0	0,0	67,2	0,2	0,0	29,1
Mai	49,0	103,9	0,0	0,0	59,6	3,5	0,0	83,0
Juin	49,9	78,9	0,0	0,0	67,2	0,0	0,0	56,5
Juillet	49,8	68,8	0,0	0,0	66,7	6,7	0,0	40,3
Août	50,4	61,7	0,0	0,0	75,6	0,0	0,0	31,0
Septembre	55,0	69,3	0,0	0,0	67,6	0,0	0,0	47,9
Octobre	64,9	57,6	0,0	0,0	66,6	0,0	0,0	48,4
Novembre	78,9	48,3	0,0	0,0	66,9	0,0	2,2	48,3
Décembre	79,9	66,5	0,0	0,0	64,1	6,6	5,3	66,5

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

Périodes	Dépôts ²				Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits	Solde ⁵	Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(fin de période) (4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1987	2.306,8	2.299,1	7,4	593,9	269,9	863,8
1988	2.410,0	2.372,6	37,4	662,3	279,8	942,1
1989 .....	.	.	64,6	727,0	283,6	1.010,6
1989 1 ^{er} trimestre .....	.	.	10,5	672,9	282,6	955,5
2 ^e trimestre .....	.	.	28,8	701,7	285,1	986,8
3 ^e trimestre .....	.	.	- 5,4	696,3	287,2	983,5
4 ^e trimestre .....	.	.	30,7	727,0	283,6	1.010,6
1990 1 ^{er} trimestre .....	.	.	- 31,8	716,1	289,1	1.005,2
2 ^e trimestre .....	.	.	- 5,0	711,1	310,1	1.021,2
3 ^e trimestre .....	.	.	- 24,5	686,5	324,8	1.011,3
4 ^e trimestre .....	.	.	+ 36,0	722,5	333,3	1.055,8
1991 1 ^{er} trimestre .....	.	.	- 14,6	707,9	361,0	1.068,9
1990 Mars .....	.	.	- 28,3	716,1	289,1	1.005,2
Avril .....	.	.	- 5,2	710,9	297,3	1.008,2
Mai .....	.	.	9,2	720,1	301,8	1.021,9
Juin .....	.	.	- 9,0	711,1	310,1	1.021,2
Juillet .....	.	.	- 3,0	708,0	317,8	1.025,8
Août .....	.	.	- 16,0	692,0	323,0	1.015,0
Septembre .....	.	.	- 5,5	686,5	324,8	1.011,3
Octobre .....	.	.	- 3,7	682,8	327,3	1.010,1
Novembre .....	.	.	+ 4,9	687,7	330,1	1.017,8
Décembre .....	.	.	+ 34,8	722,5	333,3	1.055,8
1991 Janvier .....	.	.	- 4,0	718,5	341,2	1.059,7
Février .....	.	.	- 8,4	710,1	354,8	1.064,9
Mars .....	.	.	- 2,2	707,9	361,0	1.068,9

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1990 les intérêts capitalisés s'élevaient à 23,1 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1987	1988	1989
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	7,3	7,8	9,7
Prêts au jour le jour	1,7	5,8	7,0
Banquiers	136,0	153,2	169,1
Filiales	0,8	0,3	1,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	1,6	2,7	2,5
Portefeuille-effets	202,4	217,2	198,5
a) effets publics	(193,1)	(208,3)	(189,4)
b) effets commerciaux	(9,3)	(8,8)	(9,1)
Reports et avances sur titres	0,8	0,9	0,5
Débiteurs par acceptation	0,0	0,3	0,1
Débiteurs divers	417,8	446,1	509,1
Valeurs mobilières	418,9	449,9	518,5
a) fonds publics belges	(385,4)	(400,3)	(461,8)
b) autres titres d'emprunts	(33,0)	(43)	(50,2)
c) autres valeurs mobilières	(0,4)	(0,4)	(0,5)
Participations	1,5	1,7	2,6
a) filiales	(0,5)	(0,7)	(1,0)
b) autres participations	(1,0)	(1,0)	(1,6)
Immeubles	12,0	12,0	11,6
Matériel et mobilier	1,5	1,4	1,6
Divers	60,0	63,3	77,4
Compte de résultats : perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	1.262,3	1.362,6	1.509,4
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,3	1,1	1,8
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,3)	(1,1)	(1,8)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(0,0)	(—)
Emprunts au jour le jour	9,6	5,7	12,4
Banquiers	177,6	175,3	211,8
Acceptations	0,1	0,3	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	6,1	6,9	7,7
Dépôts et comptes courants	693,3	765,9	835,6
a) à vue et à un mois au plus	(582,0)	(626,2)	(674,7)
b) à plus d'un mois	(111,3)	(139,7)	(160,9)
Obligations et bons de caisse	269,9	279,8	283,6
Divers	80,5	97,0	118,5
Total de l'exigible ...	1.238,4	1.332,0	1.471,5
EXIGIBLE SPECIAL			
Emprunts subordonnés	1,5	2,8	4,4
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	21,9	26,2	31,7
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	0,5	1,6	1,8
Total du passif ...	1.262,3	1.362,6	1.509,4

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4	97,1	45,4	51,5
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1	87,6	81,1	77,1
2. garantis par banques et organismes financiers	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0	4,7	3,4	2,9
3. dont le risque est à charge de l'Institution	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5	108,9	134,7	158,8
Crédits commerciaux	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4	16,6	14,4	25,3
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5	14,0	13,7	12,7
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8	90,6	88,3	82,8
Autres ¹	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	2,0	2,7	3,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. Opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5	45,2	44,6	47,5
2. Autres ²	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
Banquiers	—	—	—	0,1	1,4	1,5	1,6	—	—
Débiteurs divers	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2	8,9	9,7	11,1
Fonds publics et participations	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2	22,6	58,9	52,8
Divers	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3	19,9	16,0	15,5
Total de l'actif ...	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3
PASSIF									
NON EXIGIBLE	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1	10,9	11,6	11,6
EXIGIBLE SPECIAL	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
EXIGIBLE :									
Obligations	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3	175,9	138,9	110,0
Bons de caisse	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6	128,7	140,5	170,6
Dépôts et emprunts divers	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7	110,3	125,0	155,9
Effets réescomptés	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6	0,7	7,4	8,4
Banquiers	—	—	—	0,1	1,3	1,1	1,2	—	—
Créditeurs divers	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1	22,6	23,0	17,7
Provisions pour charge et risques divers	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8	9,3	9,9	7,4
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	0,4	1,2	1,6	1,3	—	—
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6	45,3	44,7	47,6
2. Autres ³	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5
Divers	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8	14,6	13,0	13,1
Total du passif ...	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations), crédits sous forme de location-financement et mobilisations prêts aux particuliers.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 janvier	1991 31 janvier	1990 28 février	1991 28 février
Caisse, BNB, Chèques Postaux	3,3	3,5	4,0	4,1	3,2	3,3	3,2	3,5
Prêts au jour le jour	4,5	3,4	5,0	12,2	7,5	18,2	18,0	15,2
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	101,0	144,5	140,8	223,7	131,2	218,8	132,0	219,7
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	7,8	7,8	8,4	8,7	7,4	9,0	7,5	11,2
Effets de commerce et factures	4,4	4,3	5,2	5,0	5,3	5,1	5,4	5,1
Débiteurs par acceptations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	179,2	213,8	254,8	314,4	264,2	313,9	270,5	319,7
Portefeuille-titres et participations	744,8	849,7	891,0	934,4	889,1	938,5	893,3	947,6
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(75,5)	(73,4)	(96,2)	(92,8)	(91,3)	(104,2)	(96,0)	(94,1)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^e , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(374,1)	(449,9)	(442,1)	(494,2)	(445,6)	(495,6)	(444,0)	(517,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(193,3)	(188,9)	(174,3)	(162,1)	(173,5)	(157,0)	(172,0)	(154,0)
c) Obligations de sociétés belges	(21,5)	(22,3)	(23,1)	(20,8)	(23,1)	(20,7)	(22,5)	(20,2)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(15,1)	(16,2)	(16,4)	(19,2)	(16,7)	(19,3)	(16,8)	(19,4)
e) Autres valeurs	(65,3)	(99,0)	(138,9)	(145,3)	(138,9)	(141,7)	(142,0)	(142,7)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	307,1	338,2	346,9	389,5	350,8	390,6	354,2	392,6
Actionnaires ou sociétaires	2,5	2,4	1,9	2,0	1,9	2,0	1,8	2,0
Débiteurs divers	7,7	8,8	9,0	12,0	13,2	14,4	11,0	13,3
Divers	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Total du disponible et réalisable ...	1.362,6	1.576,7	1.667,3	1.906,4	1.674,1	1.914,2	1.697,2	1.930,3
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,3
Immeubles et terrains	9,6	10,1	10,1	11,5	10,0	11,2	10,0	11,3
Leasing immobilier	1,3	1,6	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Matériel et mobilier	2,6	2,9	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,6
Leasing mobilier	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé ...	13,7	14,8	13,7	15,3	13,7	15,1	13,8	15,1
Comptes transitoires ¹	60,5	63,0	78,9	89,0	80,3	89,2	77,0	90,6
Total de l'actif ...	1.436,8	1.654,5	1.759,9	2.010,7	1.768,1	2.018,5	1.788,0	2.036,0
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées ..	1.334,0	1.540,4	1.618,0	1.862,2	1.619,0	1.861,0	1.640,8	1.880,2
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.315,8	1.515,6	1.591,7	1.836,1	1.598,1	1.837,9	1.616,2	1.856,9

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 janvier	1991 31 janvier	1990 28 février	1991 28 février
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	710,4	803,3	859,7	930,4	881,5	945,8	903,8	946,9
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	171,2	212,8	203,8	275,0	169,5	279,8	162,2	289,5
c) de cinq ans ou plus	232,0	210,7	162,5	168,0	190,7	167,3	185,1	170,2
Réserves techniques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,5	6,7	7,0	7,6	7,0	7,7	7,1	7,8
Créanciers couverts par des sûretés réelles	3,1	3,0	3,4	3,2	2,9	2,5	3,2	2,9
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	1,3	0,5	3,8	0,4	2,2	0,6	1,5
b) auprès de la BNB	0,0	0,0	0,5	3,0	0,0	5,2	0,0	2,7
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	158,1	250,3	329,6	411,6	319,7	399,0	322,9	402,4
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mobilisation d'actifs	0,6	0,4	1,2	0,1	1,4	0,1	0,9	0,1
Autres engagements à un mois maximum	3,5	3,5	3,9	5,9	5,6	6,7	4,3	6,3
Créditeurs divers	3,4	4,7	4,8	6,2	6,9	8,5	6,5	6,8
Provisions pour charges	5,1	5,2	2,5	2,4	2,3	2,2	2,4	2,3
Divers	11,5	1,0	1,0	1,7	1,0	1,7	1,0	1,7
Total de l'exigible ...	1.305,6	1.503,0	1.580,5	1.819,0	1.589,0	1.828,8	1.600,1	1.841,2
Fonds propres :								
a) capital	25,4	31,2	30,2	30,5	30,3	30,3	30,4	30,3
b) réserve légale	1,6	1,7	1,9	2,1	2,0	2,2	2,0	2,2
c) autres réserves	31,8	43,7	52,3	55,2	52,7	55,2	52,7	55,2
Comptes de redressements d'actifs	15,0	17,2	19,9	20,0	19,9	20,0	20,0	20,1
Comptes transitoires ¹	57,4	57,7	75,1	83,9	74,2	82,0	82,8	87,0
Total du passif ...	1.436,8	1.654,5	1.759,9	2.010,7	1.768,1	2.018,5	1.788,0	2.036,0

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 janvier	1991 31 janvier	1990 28 février	1991 28 février
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	0,5	0,5	1,2	0,6	1,2	0,5	0,7	0,7
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	11,9	11,5	11,3	11,8	11,3	12,0	11,3	12,1
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	3,7	4,4	5,5	6,5	5,4	6,6	5,5	6,6
Autres crédits	4,5	7,1	7,5	8,2	6,9	8,4	7,0	8,5
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	7,4	9,8	8,4	9,6	8,3	9,6	8,4	9,4
b) Autres valeurs	0,9	0,5	0,6	1,3	1,2	1,3	1,2	1,4
Divers	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,2
Total de l'actif ...	30,0	34,9	35,5	39,1	35,5	39,6	35,2	39,9
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	5,0	6,0	7,4	9,7	7,6	10,5	7,0	11,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	6,4	7,6	8,8	12,3	8,8	12,6	8,5	13,2
c) de cinq ans ou plus	9,9	9,4	7,7	4,8	7,4	4,9	6,7	4,8
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	1,0	0,9	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	2,4	5,4	4,7	5,8	5,0	5,2	6,4	4,3
Fonds propres	1,9	2,1	2,4	2,5	2,4	2,5	2,4	2,5
Divers	3,4	3,5	3,7	3,3	3,5	3,2	3,4	3,3
Total du passif ...	30,0	34,9	35,5	39,1	35,5	39,6	35,2	39,9
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considération	6	6	6	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n^o 4, avril 1988.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I^{er}
de la Loi du 10 juin 1964¹**

(milliards de francs)

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 janvier	1991 31 janvier	1990 28 février	1991 28 février
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	3,3	3,5	4,0	4,1	3,2	3,3	3,2	3,5
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	106,0	148,4	147,0	236,5	139,9	237,5	150,7	235,6
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	319,1	349,7	358,2	401,3	362,1	402,6	365,5	404,7
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	12,8	14,9	15,3	19,4	19,5	21,9	17,4	20,8
Autres crédits	195,9	233,1	275,9	336,4	284,0	336,5	290,4	344,6
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	650,2	722,0	721,0	758,7	718,7	766,4	720,4	774,7
b) Autres valeurs	102,9	138,0	179,0	186,6	179,9	183,0	182,5	183,7
Divers	76,6	79,8	95,0	106,8	96,3	106,9	93,1	108,3
Total de l'actif ...	1.466,8	1.689,4	1.795,4	2.049,8	1.803,6	2.058,1	1.823,2	2.075,9
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	715,4	809,3	867,1	940,1	889,1	956,3	910,8	958,0
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	177,6	220,4	212,6	287,3	178,3	292,4	170,7	302,7
c) de cinq ans ou plus	241,9	220,1	170,2	172,8	198,1	172,2	191,8	175,0
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	7,6	7,7	7,9	8,4	7,9	8,5	7,9	8,6
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,0	0,0	0,5	3,0	0,0	5,2	0,0	2,7
b) Autres intermédiaires financiers	161,2	257,4	336,0	421,3	326,5	406,5	330,8	408,3
Fonds propres	60,7	78,7	86,8	90,3	87,4	90,2	87,5	90,2
Divers	102,4	95,8	114,3	126,6	116,3	126,8	123,7	130,4
Total du passif ...	1.466,8	1.689,4	1.795,4	2.049,8	1.803,6	2.058,1	1.823,2	2.075,9

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIII^e année, tome I, n^o 4, avril 1988.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs Emprunts dont les charges sont :		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					à fin de période	Créditeurs		Débiteurs
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat								
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1987	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1988	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1989	44,6	4,7	52,0	63,9	31,0	570,6	16,5	22,4	45,6	1.043,2
1990	49,0	3,7	63,4	68,1	28,5	593,0	19,3	21,0	57,0	1.440,5
1989 1 ^{er} trimestre	12,1	1,7	16,0	18,7	30,8	570,9	14,5	24,7	42,0	257,1
2 ^e trimestre	8,9	0,9	12,2	14,4	29,4	581,0	15,2	22,0	33,8	214,1
3 ^e trimestre	10,5	1,0	16,1	13,9	30,5	564,0	13,9	22,3	41,1	244,1
4 ^e trimestre	13,1	1,1	7,7	16,9	31,0	570,6	16,5	20,7	65,5	327,9
1990 1 ^{er} trimestre	12,4	1,2	18,5	18,1	30,7	572,9	18,5	22,6	62,6	352,6
2 ^e trimestre	10,5	0,9	14,1	14,3	30,6	594,9	17,0	18,6	52,0	295,5
3 ^e trimestre	8,1	0,7	14,9	15,7	29,2	583,3	17,4	18,1	48,5	371,9
4 ^e trimestre	18,0	0,9	15,9	20,0	28,5	593,0	19,3	24,6	64,9	420,5
1991 1 ^{er} trimestre	18,2	1,0	20,2	14,4	29,7	625,4	20,2	52,3	76,2	1.074,0
1990 Mars	4,2	0,4	4,6	7,2	30,7	572,9	18,5	19,0	54,2	110,6
Avril	2,9	0,3	5,0	3,9	31,0	566,5	18,4	17,0	58,5	102,8
Mai	3,2	0,3	4,7	4,9	30,7	569,7	18,3	17,9	58,2	91,2
Juin	4,4	0,3	4,4	5,5	30,6	594,9	17,0	20,8	39,3	101,5
Juillet	3,7	0,2	4,9	5,9	30,3	592,2	15,7	16,5	48,6	133,2
Août	1,5	0,2	5,5	5,3	28,4	594,9	16,4	18,6	44,7	101,4
Septembre	2,9	0,3	4,5	4,5	29,2	583,3	17,4	19,3	52,3	137,3
Octobre	4,8	0,2	4,4	5,6	29,2	579,7	19,2	21,2	64,7	141,8
Novembre	8,5	0,5	4,1	7,8	29,2	588,5	19,9	24,3	66,6	104,7
Décembre	4,7	0,2	7,4	6,6	28,5	593,0	19,3	28,2	63,5	174,0
1991 Janvier	6,4	0,2	9,1	5,7	28,5	626,9	19,4	59,8	87,9	421,8
Février	5,8	0,6	5,7	4,2	29,3	626,0	20,2	48,1	84,7	355,0
Mars	6,0	0,2	5,4	4,5	29,7	625,4	20,2	49,0	56,1	297,2

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Sources : MAE, Office de Contrôle des Assurances.

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Actifs réglementaires¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	96,5	110,9	129,4	156,2	193,9	263,7	302,1
Obligations organisations internationales	2,5	3,5	4,0	5,2	5,7	8,6	6,8
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	46,3	52,3	52,2	49,7	49,0	43,6	37,5
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,6	0,9
Actions sociétés belges	23,4	36,3	40,0	52,4	74,2	58,3	88,4
Immeubles	36,5	37,6	37,9	38,6	40,6	44,0	46,7
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	118,7	124,4	133,1	137,8	147,9	153,8	164,9
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,6	0,5	0,9	0,7	0,7	0,8	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	3,8	4,0	4,3	4,8	4,0	2,0	2,9
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,8	1,5	1,7	1,7	1,6	1,3	1,0
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	3,5	5,0	4,8	7,8	7,5	2,3	9,9
Certificats fonds communs de placement	0,4	0,5	0,5	0,8	0,9	1,1	2,3
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses ...	7,4	8,2	8,5	8,5	7,0	10,3	10,1
Numéraire	5,2	4,5	4,8	2,6	8,0	13,8	9,1
Avances sur polices	10,6	11,2	11,1	11,3	11,3	12,1	10,8
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	9,0	10,7	12,8	15,4	17,6	21,4	23,7
Primes restant à encaisser	1,3	1,3	1,4	1,6	1,8	2,1	1,9
Créances sur intermédiaires	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1	1,7
Total A ...	368,3	414,0	448,9	496,3	573,2	641,5	722,0
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6
Total B ...	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6
TOTAL GENERAL (A + B) ...	371,4	416,7	451,1	498,2	574,9	644,7	725,6
Encaissement affaires directes	49,5	50,5	54,6	59,2	68,4	81,4	89,5
Provisions techniques affaires directes	357,2	395,0	430,7	470,5	549,4	625,1	694,7

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS *

1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total ⁶ (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les sociétés et les particuliers ⁷	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total				
		Après des intermédiaires financiers nationaux ⁷	Après des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1983	- 3,1	+ 3,5	+ 19,3	+ 22,8	+ 2,6	+ 22,3	+ 723,5	+ 745,8	
1984	+ 15,6	+ 20,6	+ 19,9	+ 40,5	+ 2,8	+ 58,9	+ 607,4	+ 666,3	
1985	+ 8,9	+ 23,9	+ 14,8	+ 38,7	+ 7,3	+ 54,9	+ 768,1	+ 823,0	
1986	- 5,8	+ 8,8	+ 6,3	+ 15,1	+ 11,0	+ 20,3	+ 897,5	+ 917,8	
1987	+ 6,3	+ 17,2	+ 15,2	+ 32,4	+ 3,0	+ 41,7	+ 937,1	+ 978,8	
1988 *	+ 12,5	+ 18,1	+ 6,0	+ 24,1	+ 12,2	+ 48,9	+1.229,3	+1.278,2	
1989 *	- 0,6	+ 10,1	+ 4,7	+ 14,8	+ 8,5	+ 22,7	+1.524,7	+1.547,4	
1990 *	+ 11,5	+ 48,0	- 4,2	+ 43,8	+ 9,7	+ 65,1	+1.122,0	+1.187,1	
1988 3 ^e trimestre .. *	+ 7,3	+ 11,2	- 15,4	- 4,2	+ 1,5	+ 4,6	+ 200,4	+ 205,0	
4 ^e trimestre .. *	+ 11,4	- 3,8	+ 39,9	+ 36,1	+ 0,5	+ 48,0	+ 265,9	+ 313,9	
1989 1 ^{er} trimestre .. *	- 12,3	+ 29,5	- 30,8	- 1,3	+ 0,8	- 12,8	+ 440,7	+ 427,9	
2 ^e trimestre .. *	- 7,5	- 17,6	+ 13,7	- 3,9	+ 4,6	- 6,8	+ 539,0	+ 532,2	
3 ^e trimestre .. *	+ 12,3	+ 2,4	- 16,7	- 14,3	+ 1,7	- 0,3	+ 215,7	+ 215,4	
4 ^e trimestre .. *	+ 6,8	- 4,2	+ 38,5	+ 34,3	+ 1,5	+ 42,6	+ 329,2	+ 371,8	
1990 1 ^{er} trimestre .. *	- 7,2	+ 49,8	- 29,5	+ 20,3	+ 4,0	+ 17,1	+ 283,0	+ 300,1	
2 ^e trimestre .. *	+ 1,6	- 7,8	+ 7,9	0,0	+ 1,9	+ 3,6	+ 455,8	+ 459,4	
3 ^e trimestre .. *	+ 11,1	+ 19,4	- 21,1	- 1,8	+ 4,3	+ 13,7	+ 165,1	+ 178,8	
4 ^e trimestre .. *	+ 6,0	- 13,3	+ 38,6	+ 25,3	- 0,5	+ 30,7	+ 217,7	+ 248,4	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux — à l'exclusion donc des crédits et participations —, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

³ Voir tableau XV-3.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (9) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁷ BNB, Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG, banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1988.

XV - 2. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les sociétés ¹ et les particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale					Total			
		Auprès de la BNB	Auprès de l'OCP	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982	374,2	0,3	75,0	330,4	32,1	64,6	502,4	876,6	71,1	947,6
1983	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	75,4	569,1	959,2	68,0	1.027,2
1984 Ancienne série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	78,6	552,7	938,0	83,6	1.021,6
Nouvelle série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	83,2	557,3	942,6	58,2	1.000,8
1985	383,6	0,2	72,2	408,7	39,7	92,0	612,9	996,6	67,1	1.063,7
1986	403,6	0,2	80,2	450,9	44,4	99,8	675,6	1.079,2	61,3	1.140,5
1987	411,6	0,3	77,4	476,1	46,7	108,3	708,7	1.120,3	67,6	1.187,9
1988 Juin	423,4	0,3	93,4	526,5	56,1	123,3	799,7	1.223,1	61,5	1.284,6
Septembre *	412,2	0,3	79,2	492,2	55,1	112,3	739,0	1.151,2	68,8	1.220,0
Décembre *	415,6	0,2	78,1	517,6	59,6	120,2	775,7	1.191,3	80,2	1.271,5
1989 Mars	398,4	0,3	88,1	501,3	68,7	121,3	779,6	1.178,1	67,9	1.246,0
Juin	423,0	0,4	94,0	560,1	68,2	133,9	856,6	1.279,6	60,4	1.340,0
Septembre *	412,8	0,3	96,5	517,6	63,7	124,7	802,8	1.215,6	72,7	1.288,3
Décembre *	423,4	0,4	95,0	572,8	68,6	136,5	873,2	1.296,6	79,6	1.376,1
1990 Mars	406,3	0,3	106,2	551,8	77,2	140,5	876,0	1.282,3	72,4	1.354,6
Juin	420,1	0,3	104,7	599,3	84,9	160,8	950,0	1.370,1	74,0	1.444,1
Septembre *	406,9	0,3	105,5	524,0	77,1	145,9	852,7	1.259,7	85,1	1.344,8
Décembre *	413,7	0,3	92,8	581,2	73,5	155,0	902,8	1.316,5	91,1	1.407,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Billets et pièces du Trésor et billets de la BNB, après déduction du montant de ces billets et pièces détenu par les intermédiaires financiers.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux et aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁵ (dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)	(13) = (4) + (7) + (12)
1983	+ 82,6	+145,3	+328,5	+ 556,4	- 15,3	+ 84,0	+ 68,7	+23,6	+ 1,6	+ 12,8	+ 60,4	+ 98,4	+ 723,5
1984	- 21,2	+228,3	+216,5	+ 423,6	- 9,4	+104,5	+ 95,1	- 1,6	+10,2	+ 14,5	+ 65,6	+ 88,7	+ 607,4
1985	+ 53,9	+205,9	+289,8	+ 549,6	- 5,5	+ 90,1	+ 84,6	+18,4	+ 8,5	+ 5,0	+102,0	+133,9	+ 768,1
1986	+ 82,6	+406,9	+ 78,9	+ 568,4	+ 29,9	+112,7	+142,6	- 5,5	+ 6,7	+ 69,5	+115,8	+186,5	+ 897,5
1987	+ 41,1	+351,5	+141,0	+ 533,6	+ 49,0	+ 89,7	+138,7	- 1,1	+19,9	+ 90,2	+155,8	+264,8	+ 937,1
1988*	+ 71,0	+219,9	+279,2	+ 570,1	+ 33,5	+194,0	+227,5	+12,1	+ 6,0	+127,2	+286,3	+431,7	+1.229,3
1989*	+105,2	+505,6	+157,0	+ 767,8	+108,7	+243,7	+352,4	- 5,5	- 3,7	+207,7	+206,1	+404,5	+1.524,7
1990*	+ 19,9	+318,2	+674,5	+1.012,6	+ 65,7	- 62,4	+ 3,3	- 0,3 ¹²	+ 4,7	+247,5	-146,0	+106,1 ¹²	+1.122,0 ¹²
1988 3 ^e trimestre	- 71,9	+ 26,4	+ 84,8	+ 39,3	+ 16,3	+ 43,5	+ 59,8	-15,4	- 1,5	+ 23,3	+ 95,8	+102,3	+ 201,4
4 ^e trimestre	+ 40,2	+ 93,4	+ 69,3	+ 202,9	- 11,5	+ 56,0	+ 44,5	+ 7,6	+ 2,9	+ 34,5	- 26,5	+ 18,5	+ 265,9
1989 1 ^{er} trimestre	- 13,3	+161,3	+ 73,3	+ 221,3	+ 30,2	+ 78,8	+109,0	+ 7,3	- 0,1	+ 33,3	+ 69,9	+110,4	+ 440,7
2 ^e trimestre	+101,5	+ 29,1	+109,6	+ 240,2	+ 49,5	+ 25,6	+ 75,1	+ 7,4	- 1,6	+ 48,1	+169,8	+223,7	+ 539,0
3 ^e trimestre	- 64,0	+104,7	- 32,3	+ 8,4	- 12,0	+142,4	+130,4	-29,1	+ 0,3	+ 50,3	+ 55,4	+ 76,9	+ 215,7
4 ^e trimestre	+ 81,0	+210,4	+ 6,4	+ 297,8	+ 41,0	- 3,1	+ 37,9	+ 8,9	- 2,3	+ 76,0	- 89,0	- 6,5	+ 329,2
1990 1 ^{er} trimestre	- 14,3	+183,5	+117,4	+ 286,6	+115,8	- 48,9	+ 66,9	+10,5	+ 0,3	+ 33,8	-115,1	- 70,5	+ 283,0
2 ^e trimestre	+ 87,8	- 44,4	+283,8	+ 327,2	- 23,7	+ 13,8	- 9,9	-10,8	+ 1,3	+ 74,9	+ 73,0	+138,5	+ 455,8
3 ^e trimestre	-110,4	+ 57,5	+160,7	+ 107,8	+ 13,7	- 34,2	- 20,5	.	+ 1,2	+ 29,8	+ 46,8	+ 77,8 ¹³	+ 165,1 ¹³
4 ^e trimestre	+ 56,8	+121,5	+112,6	+ 290,9	- 40,1	+ 6,9	- 33,2	.	+ 1,8	+109,0	-150,8	- 40,0 ¹³	+ 217,7 ¹³

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (7).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (10).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (7).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

¹² Pour les six derniers mois, non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

¹³ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

**XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²**

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}					Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger		Total	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁶	Total	Certificats de trésorerie	Autres actifs					
								(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (6) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
1983	+111,5	+ 35,2	+ 10,5	+ 1,3	+158,5	+ 2,7	- 15,9	+145,3	- 10,1	- 5,2	- 15,3	+130,0
1984	+115,3	+ 57,1	+ 6,1	+ 1,0	+179,4	- 1,0	+ 49,9	+228,3	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+218,9
1985	+163,0	+ 6,8	+ 14,0	+ 2,2	+186,0	- 6,4	+ 26,3	+205,9	- 1,3	- 4,2	- 5,5	+200,3
1986	+209,6	+ 84,3	+ 54,1	+ 7,1	+355,0	+ 3,3	+ 48,6	+406,9	- 0,4	+ 30,3	+ 29,9	+436,8
1987	+226,0	+ 75,3	+ 15,5	+ 7,5	+324,2	- 3,5	+ 30,8	+351,5	+ 26,4	+ 22,6	+ 49,0	+400,5
1988 *	+187,4	- 20,0	+ 15,6	+ 35,5	+218,5	0,0	+ 1,4	+219,9	+ 20,2	+ 13,3	+ 33,5	+253,4
1989 *	+190,6	+ 95,9	+ 76,1	+ 70,6	+433,2	+ 0,2	+ 72,2	+505,6	+ 62,0	+ 46,7	+108,7	+614,3
1990 *	-242,2	+363,7	+ 64,3	+ 21,6	+207,4	0,0	+110,8	+318,2	+ 2,6	+ 63,1	+ 65,7	+383,9
1988 3 ^e trimestre .. *	+ 23,7	- 12,7	+ 6,0	+ 5,5	+ 22,4	+ 6,2	- 2,2	+ 26,4	+ 10,8	+ 5,5	+ 16,3	+ 42,7
4 ^e trimestre .. *	+ 87,1	- 13,1	+ 0,7	+ 27,5	+102,2	-14,5	+ 5,7	+ 93,4	- 2,7	- 8,8	- 11,5	+ 81,9
1989 1 ^{er} trimestre .. *	+ 26,2	+105,4	+ 2,8	+ 3,8	+138,2	+ 8,8	+ 14,3	+161,3	+ 22,5	+ 7,7	+ 30,2	+191,5
2 ^e trimestre .. *	+ 31,0	- 34,4	+ 2,0	+ 19,6	+ 18,2	- 2,0	+ 12,9	+ 29,1	+ 26,6	+ 22,9	+ 49,5	+ 78,6
3 ^e trimestre .. *	+ 16,2	+ 44,1	+ 20,3	+ 10,5	+ 91,1	- 2,4	+ 16,0	+104,7	+ 4,7	- 16,7	- 12,0	+ 92,8
4 ^e trimestre .. *	+117,1	- 19,1	+ 51,0	+ 36,7	+185,6	- 4,2	+ 29,0	+210,4	+ 8,2	+ 32,8	+ 41,0	+251,4
1990 1 ^{er} trimestre .. *	-169,0	+264,9	+ 15,9	+ 12,6	+124,4	+ 1,0	+ 58,1	+183,5	+ 59,4	+ 56,4	+115,8	+299,3
2 ^e trimestre .. *	-124,6	+ 4,4	+ 32,2	+ 13,3	- 74,7	- 1,0	+ 31,3	- 44,4	- 24,4	+ 0,7	- 23,7	- 68,1
3 ^e trimestre .. *	- 48,9	+ 68,7	- 0,1	+ 23,0	+ 42,7	+ 1,1	+ 13,7	+ 57,5	- 14,0	+ 27,7	+ 13,7	+ 71,2
4 ^e trimestre .. *	+100,2	+ 25,8	+ 16,3	- 27,3	+115,0	- 1,1	+ 7,6	+121,5	- 18,4	- 21,7	- 40,1	+ 81,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRC.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

⁷ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁴	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)
1982	1.135,1	506,9	73,3	9,5	1.724,9	127,5	1.852,3
1983	1.246,6	542,0	83,8	10,9	1.883,4	129,7	2.013,1
1984	1.362,0	599,1	89,9	11,8	2.062,8	139,2	2.202,0
1985	1.524,9	605,9	103,9	14,0	2.248,8	126,1	2.374,8
1986	1.734,6	690,2	158,0	21,1	2.603,8	116,0	2.719,8
1987	1.960,5	765,4	173,5	28,6	2.928,0	136,8	3.064,8
1988 Juin	* 2.037,1	771,2	182,4	31,1	3.021,8	156,3	3.178,2
Septembre	* 2.060,8	758,5	188,4	36,6	3.044,3	168,2	3.212,4
Décembre	* 2.147,9	745,4	189,1	64,1	3.146,5	163,3	3.309,7
1989 Mars	* 2.174,1	850,8	191,9	67,9	3.284,7	188,0	3.472,7
Juin	* 2.205,1	816,4	193,9	87,5	3.302,9	213,0	3.515,9
Septembre	* 2.221,4	860,4	214,2	98,0	3.394,0	215,5	3.609,5
Décembre	* 2.338,4	841,3	265,2	134,7	3.579,7	212,1	3.791,8
1990 Mars	* 2.169,5	1.106,2	281,1	147,3	3.704,1	261,4	3.965,5
Juin	* 2.044,9	1.110,6	313,3	160,6	3.629,3	235,4	3.864,8
Septembre	* 1.996,0	1.179,2	313,2	183,6	3.672,0	217,4	3.889,4
Décembre	* 2.096,2	1.205,0	329,5	156,3	3.787,0	195,4	3.982,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRC.

⁴ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères ^{3,4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations ⁵	Actions ⁶	Dépôts	Total	Obligations	Actions ⁷	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	
1983	+267,4	+43,5	+17,6	+328,5	+ 83,7	+ 0,3	+ 84,0	+412,5
1984	+194,3	+20,1	+ 2,1	+216,5	+108,5	- 4,0	+104,5	+321,0
1985	+280,0	+ 2,6	+ 7,2	+289,8	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+379,9
1986	+ 70,7	+ 8,7	- 0,5	+ 78,9	+ 81,9	+30,8	+112,7	+191,6
1987	+148,1	-14,4	+ 7,3	+141,0	+ 89,2	+ 0,5	+ 89,7	+230,7
1988*	+287,6	+ 2,5	-10,9	+279,2	+213,0	-19,0	+194,0	+473,2
1989*	+114,9	+55,8	-13,7	+157,0	+165,6	+78,1	+243,7	+400,7
1990*	+693,8	-19,2	- 0,1	+674,5	- 43,1	-19,3	- 62,4	+612,1
1988 3 ^e trimestre	+ 52,2	+38,1	- 5,5	+ 84,8	+ 42,9	+ 0,6	+ 43,5	+128,3
4 ^e trimestre	+ 70,7	+ 3,7	- 5,1	+ 69,3	+ 72,2	-16,2	+ 56,0	+125,3
1989 1 ^{er} trimestre	+ 58,8	+21,3	- 6,8	+ 73,3	+ 58,2	+20,7	+ 78,8	+152,1
2 ^e trimestre	+ 72,9	+39,3	- 2,6	+109,6	+ 13,4	+12,2	+ 25,6	+135,2
3 ^e trimestre	- 18,9	-10,9	- 2,5	- 32,3	+123,1	+19,2	+142,4	+110,1
4 ^e trimestre	+ 2,1	+ 6,1	- 1,8	+ 6,4	- 29,1	+26,0	- 3,1	+ 3,3
1990 1 ^{er} trimestre	+126,9	- 9,5	0,0	+117,4	- 31,5	-17,4	- 48,9	+ 68,5
2 ^e trimestre	+281,1	+ 3,0	- 0,3	+283,8	+ 9,3	+ 4,5	+ 13,8	+297,6
3 ^e trimestre	+170,6	- 5,6	- 4,3	+160,7	- 22,9	-11,3	- 34,2	+126,5
4 ^e trimestre	+115,3	- 7,2	+ 4,5	+112,6	+ 2,0	+ 4,9	+ 6,9	+119,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'UEBL, après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'UEBL.

**XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ÉTRANGÈRES² AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(variations en milliards de francs)

Périodes	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC	Banques		Établissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	+ 15,8	- 2,1	+ 119,5	+ 61,3	+ 58,0	+ 107,3	+ 39,8	+ 46,9	+ 231,0	+ 215,6	+ 446,6
1984	- 4,9	- 13,2	+ 67,6	+ 37,3	+ 67,3	+ 71,7	+ 46,0	+ 28,6	+ 162,8	+ 137,6	+ 300,4
1985	- 0,6	+ 11,6	+ 120,5	+ 56,1	+ 74,2	+ 76,6	+ 32,9	+ 35,0	+ 238,5	+ 167,7	+ 406,3
1986	+ 19,3	+ 8,8	+ 173,8	+ 6,6	+ 138,1	+ 10,6	+ 97,2	+ 0,3	+ 437,2	+ 17,5	+ 454,7
1987	+ 8,4	- 3,1	+ 198,7	+ 15,4	+ 90,5	+ 34,5	+ 97,2	+ 1,7	+ 391,7	+ 51,7	+ 443,4
1988*	+ 3,2	+ 1,3	+ 155,5	+ 0,7	+ 65,4	+ 63,1	+ 84,4	+ 21,1	+ 309,7	+ 84,9	+ 394,6
1989*	+ 7,1	+ 17,8	+ 342,1 ⁴	+ 60,2 ⁴	+ 182,3	- 1,5	+ 51,0 ⁴	- 58,9 ⁴	+ 600,4	- 0,2	+ 600,2
1990*	- 11,3	- 0,8	+ 167,6	+ 149,6	+ 9,4	+ 199,9	+ 65,0	+ 75,4	+ 229,9	+ 424,9	+ 654,8
1988 3 ^e trimestre	- 11,8	- 13,8	- 7,6	- 12,6	- 8,8	+ 2,0	+ 3,4	- 1,6	- 38,6	- 12,2	- 50,8
4 ^e trimestre	+ 4,1	- 1,8	+ 66,2	- 5,4	+ 30,9	+ 13,7	+ 40,3	+ 10,4	+ 139,7	+ 18,7	+ 158,3
1989 1 ^{er} trimestre	- 17,0	+ 10,0	+ 87,2	+ 1,9	+ 46,9	+ 27,0	+ 20,4	+ 4,8	+ 147,5	+ 33,7	+ 181,1
2 ^e trimestre	+ 24,0	+ 6,5	+ 63,6	- 0,9	+ 27,1	+ 6,0	+ 25,1	+ 6,4	+ 146,3	+ 11,5	+ 157,8
3 ^e trimestre	- 10,6	+ 2,8	+ 67,8 ⁴	+ 64,9 ⁴	+ 13,5	- 11,4	- 41,6 ⁴	- 61,0 ⁴	+ 31,9	- 7,5	+ 24,3
4 ^e trimestre	+ 10,7	- 1,5	+ 123,5	- 5,7	+ 94,9	- 23,1	+ 47,2	- 9,1	+ 274,8	- 37,9	+ 236,9
1990 1 ^{er} trimestre	- 17,2	+ 11,2	+ 137,1	+ 17,9	+ 5,7	+ 38,6	+ 32,7	+ 2,1	+ 169,5	+ 58,5	+ 228,0
2 ^e trimestre	+ 13,2	- 0,8	- 23,3	+ 58,6	- 8,6	+ 83,8	+ 8,3	+ 28,8	- 11,3	+ 171,3	+ 160,0
3 ^e trimestre	- 13,6	+ 1,0	- 13,2	+ 49,3	- 33,2	+ 57,6	- 22,8	+ 38,1	- 81,8	+ 145,1	+ 63,3
4 ^e trimestre	+ 6,3	- 12,2	+ 67,0	+ 23,8	+ 45,5	+ 19,8	+ 46,8	+ 6,3	+ 153,4	+ 50,0	+ 203,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

**XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(milliards de francs)

Fin de période	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ²		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1982	359,1	90,5	1.222,3	322,3	690,1	912,5	366,8	321,1	2.728,9	1.556,0	4.284,9
1983	375,0	88,4	1.354,2	383,7	748,1	1.019,8	406,6	368,1	2.972,3	1.771,6	4.743,9
1984 Ancienne série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	815,4	1.091,6	452,6	396,7	3.140,0	1.909,2	5.049,2
Nouvelle série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	820,0	1.088,5	452,6	396,7	3.144,7	1.906,1	5.050,8
1985	369,4	86,8	1.535,5	477,1	894,2	1.165,1	485,5	431,7	3.371,4	2.073,9	5.445,3
1986	388,8	95,6	1.699,6	483,7	1.032,4	1.175,7	582,6	432,0	3.799,0	2.091,4	5.890,4
1987	397,2	92,5	1.892,7	499,1	1.122,8	1.210,2	679,9	433,7	4.185,1	2.143,1	6.328,2
1988 Juin	* 408,1	109,4	1.997,0	517,9	1.166,2	1.257,6	720,5	446,1	4.401,2	2.221,5	6.622,7
Septembre	* 396,3	95,6	1.990,4	505,3	1.157,3	1.259,6	723,9	444,5	4.363,6	2.209,3	6.572,9
Décembre	* 400,4	93,8	2.054,4	499,8	1.188,3	1.273,3	764,3	454,9	4.501,1	2.228,0	6.729,1
1989 Mars	* 383,3	103,8	2.143,8	501,7	1.235,2	1.300,3	784,6	459,7	4.650,7	2.261,7	6.912,4
Juin	* 407,4	110,3	2.205,8	500,8	1.262,2	1.306,3	809,7	466,1	4.795,4	2.273,2	7.068,6
Septembre	* 396,8	113,1	2.271,4 ⁴	565,7 ⁴	1.275,7	1.294,9	768,1 ⁴	405,1 ⁴	4.825,1	2.265,6	7.090,8
Décembre	* 407,5	111,6	2.383,4	560,0	1.370,6	1.271,8	815,3	395,9	5.088,3	2.227,7	7.316,1
1990 Mars	* 390,3	122,8	2.510,4	577,8	1.376,3	1.310,4	848,0	398,1	5.247,7	2.286,3	7.534,0
Juin	* 403,5	122,0	2.485,5	636,5	1.367,6	1.394,2	856,3	426,9	5.234,9	2.457,6	7.692,4
Septembre	* 389,9	123,0	2.468,3	685,8	1.334,5	1.451,9	833,5	465,0	5.149,1	2.602,7	7.751,8
Décembre	* 396,2	110,8	2.531,7	709,6	1.380,0	1.471,7	880,3	471,3	5.298,9	2.652,6	7.951,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique et à un meilleur recensement des obligations et des bons de caisse détenus par les sociétés et les particuliers.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	p.m. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,8
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,8
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,4
	1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	19,9	68,7	384,7	71,0
	1986	289,4	107,0	182,4	—	182,4	25,1	71,5	-46,4	136,0	289,0
	*1987	453,4	186,1	267,3	—	267,3	94,4	77,9	16,5	283,8	102,0
	*1988	549,1	174,0	375,1	—	375,1	35,1	44,5	- 9,4	365,7	33,7
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	43,2	6,2	37,0	86,6	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,5	9,1	29,4	124,2	- 1,4
	1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	23,6	16,0	7,6	56,4	0,0
	*1987	89,3	43,4	45,9	—	45,9	40,9	35,5	5,4	51,3	0,0
	*1988	90,0	41,8	48,2	—	48,2	31,7	23,7	8,0	56,2	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	1985	0,0	16,8	-16,8	48,8	32,0	8,9	11,5	- 2,6	29,4	10,6
	1986	0,0	12,7	-12,7	16,5	3,8	30,9	13,3	17,6	21,4	12,2
	*1987	0,0	23,5	-23,5	11,9	-11,6	49,6	22,1	27,5	15,9	3,4
	*1988	0,0	0,8	- 0,8	45,1	44,3	27,7	12,3	15,4	59,7	11,4
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	1985	30,0	4,9	25,1	54,0	79,1	10,0	0,2	9,8	88,9	6,6
	1986	0,0	10,9	-10,9	8,0	- 2,9	20,0	0,9	19,1	16,2	22,4
	*1987	22,6	23,6	- 1,0	25,0	24,0	0,0	0,2	- 0,2	23,8	- 1,5
	*1988	18,0	0,3	17,7	16,9	34,6	8,2	1,8	6,4	41,0	3,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	-10,1	—	-10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	-13,2	—
	1986	30,0	19,6	10,4	—	10,4	6,7	12,7	- 6,0	4,4	—
	*1987	0,0	3,5	- 3,5	—	- 3,5	9,0	11,4	- 2,4	- 5,9	—
	*1988	0,0	21,3	-21,3	—	-21,3	18,5	14,1	4,4	-16,9	—
Total 1 à 5 : Total des émissions en franc belge du secteur public belge	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	—
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	131,1	23,5	107,6	465,7	—
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	—
	1985	665,5	253,0	412,5	102,8	515,3	148,0	49,3	98,7	614,0	—
	1986	404,6	186,6	218,0	24,5	242,5	106,3	114,4	- 8,1	234,4	—
	*1987	565,3	280,1	285,2	36,9	322,1	193,9	147,1	46,8	368,9	—
	*1988	657,1	238,2	418,9	62,0	480,9	121,2	96,4	24,8	505,7	—

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la SNCI, l'INCA, l'OCCH, la CNCP, de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en franc belge

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1984	Janvier	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^e série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00—11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^e série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09
							580,1		
1988	Février	22	Fonds des Routes 1988-96	7,75	100,50	8 ans	90,0	—	7,66
	Avril	18	Etat belge 1988-96	7,75	100,25	8 ans	106,8	—	7,71
	Juin	20	Etat belge 1988-96, 2 ^e série	7,75	99,75	8 ans	117,8	—	7,79
	Septembre	5	Etat belge 1988-95	8,00	99,25	7 ans	77,5	—	8,14
	Octobre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1988-95 ⁵	8,00	100,35 ⁶	7 ans	18,0	—	7,93 ⁶
	Novembre	22	Etat belge 1988-95	7,75	100,00	6 ans 3 mois	107,0	—	7,76
							517,1		
1989	Janvier	30	Etat belge 1989-97	8,00	99,75	8 ans	173,6	—	8,04
	Mars	13	Etat belge 1989-97	8,25	99,50	8 ans	90,0	—	8,34
	Juin	12	Etat belge 1989-97, 2 ^e série	8,25	100,00	8 ans	87,5	—	8,25
	Octobre	3	Etat belge 1989-96	8,25	98,50	7 ans	62,5	—	8,54
	Décembre	11	Etat belge 1989-98	9,50	100,00	8 ans 3 mois	50,0	—	9,48
							463,6		
1990	Mars	5	Etat belge 1990-97	10,00	100,00	7 ans	70,0	—	10,00
	Juin	11	Etat belge 1990-97, 2 ^e série	10,00	101,00	6 ans 9 mois	173,5	—	9,81
							243,5		
1991	Mars	4	Etat belge 1991-98	9,25	101,00	7 ans	126,5	—	9,05
	Juin	19	Etat belge 1991-99	9,00	100,00	8 ans	.	—	9,00

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985	2.256,0	92,3	—	131,5	1.313,2	3.793,0
1986	2.487,6	102,7	—	124,8	1.320,4	4.035,5
1987 *	2.819,3	99,3	—	146,9	1.330,1	4.395,6
1988 *	3.244,7	78,2	—	164,1	1.389,5	4.876,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,6	80,7	55,8	85,2	146,6	495,9
1984	230,5	88,9	53,6	123,1	151,6	647,7
1985	433,2	82,3	52,4	137,5	147,4	854,3
1986	386,3	76,4	47,0	170,0	166,5	846,2
1987 *	381,2	73,9	41,6	164,2	194,1	855,0
1988 *	370,4	82,0	49,0	171,9	206,5	879,8
Total						
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,5	189,6	55,8	141,1	1.298,3	3.530,3
1984	2.082,4	187,7	53,6	221,4	1.380,3	3.925,4
1985	2.689,2	174,6	52,4	269,0	1.462,1	4.647,3
1986	2.873,9	179,1	47,0	294,8	1.486,9	4.881,7
1987 *	3.200,5	173,2	41,6	311,1	1.524,2	5.250,6
1988 *	3.615,1	160,2	49,0	336,0	1.596,0	5.756,3

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la SNCI, l'INCA, la CNCP, l'OCCH, de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.689,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985	1.872,2	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,0
1986	1.859,3	14,5	19,9	27,2	784,2	47,6	575,1	296,7	411,0	4.035,5
1987	1.962,5	14,6	20,6	26,8	883,8	42,3	638,5	343,2	463,3	4.395,6
1988	2.212,8	13,6	9,4	27,5	967,7	46,7	698,1	379,7	521,0	4.876,5
Titres non accessibles à tout placeur										
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	41,1	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,9
1984	41,7	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,7
1985	54,6	0,1	0,1	0,4	266,3	—	282,4	43,6	206,8	854,3
1986	58,2	0,0	0,1	0,4	257,8	—	281,0	51,4	197,3	846,2
1987	53,3	0,0	0,1	1,5	236,1	—	317,5	47,2	199,3	855,0
1988	84,4	0,2	0,1	1,0	219,0	—	324,8	51,7	198,6	879,8
Total										
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.628,6	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.530,3
1984	1.731,4	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.925,4
1985	1.926,8	14,4	18,0	25,2	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.647,3
1986	1.917,5	14,5	20,0	27,6	1.042,0	47,6	856,1	348,1	608,3	4.881,7
1987	2.015,8	14,6	20,7	28,3	1.119,9	42,3	956,0	390,4	662,6	5.250,6
1988	2.297,2	13,8	9,5	28,5	1.186,7	46,7	1.022,9	431,4	719,6	5.756,3

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Cession.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

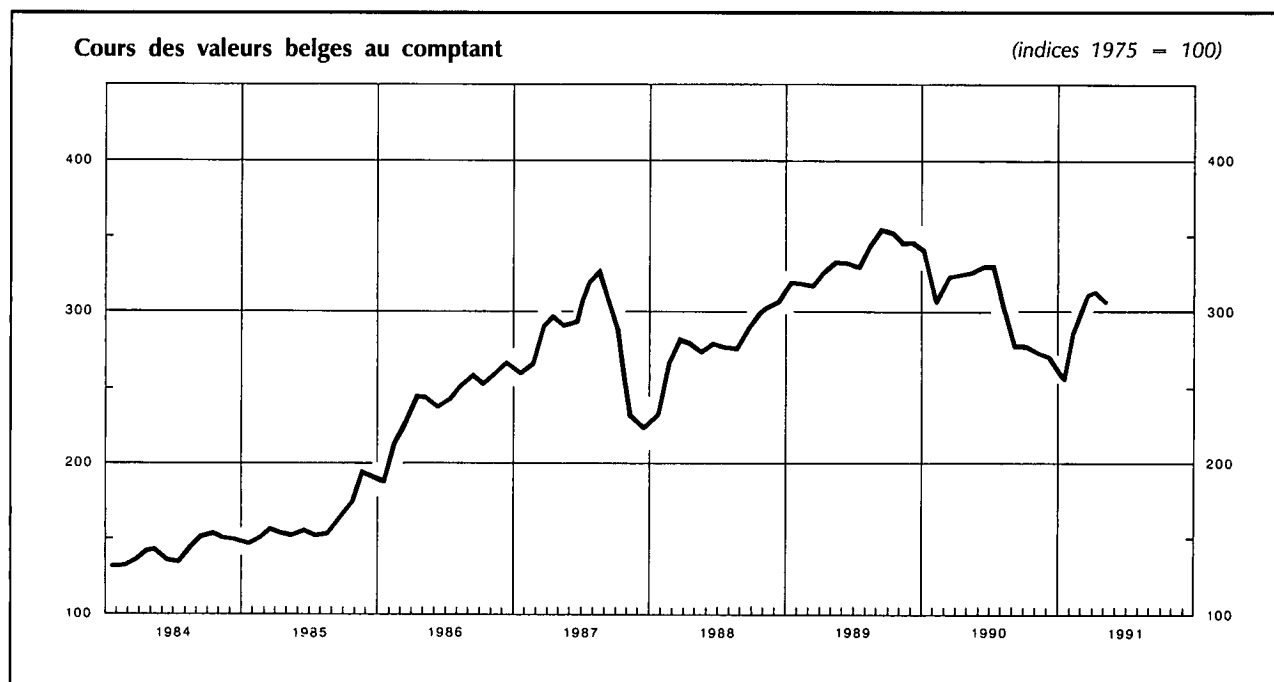
⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse

ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la SŒCI, l'INCA, la CNCP, l'OCCH, de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'INS — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Statistiques Economiques belges 1970-1980.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
	(millions de francs)	(Indices 1975 - 100)		(%)		(millions de francs)	(Indices 1975 - 100)
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1987	1.075	283	270	3,3	3,0	518	479
1988	1.227	281	276	3,2	2,8	354	464
1989	1.232	336	310	2,9	2,4	463	586
1990	913	308	282	2,9	2,5	376	531
1989 1 ^{er} trimestre	1.038	318	298	2,9	2,3	538	544
2 ^e trimestre	1.130	322	310	2,9	2,4	437	579
3 ^e trimestre	1.408	344	312	2,8	2,5	418	620
4 ^e trimestre	1.352	349	317	2,8	2,4	458	602
1990 1 ^{er} trimestre	1.306	325	295	2,7	2,0	572	586
2 ^e trimestre	951	327	300	2,4	1,8	351	565
3 ^e trimestre	824	304	277	3,0	2,9	364	515
4 ^e trimestre	570	274	256	3,6	3,5	217	456
1991 1 ^{er} trimestre	887	285	270	3,3	3,6	298	485
1990 Mai	992	326	300	2,4	1,9	365	563
Juin	1.093	331	302	2,5	2,1	334	560
Juillet	880	331	301	2,6	2,4	265	553
Août	998	303	276	3,0	2,8	547	512
Septembre	595	279	254	3,4	3,4	280	481
Octobre	562	278	257	3,5	3,4	237	465
Novembre	634	274	255	3,6	3,6	180	446
Décembre	514	271	255	3,6	3,5	232	456
1991 Janvier	487	257	244	3,7	3,7	274	447
Février	1.038	289	274	3,2	3,1	312	482
Mars	1.137	311	293	3,0	2,9	308	525
Avril	1.082	313	294	3,1	2,7	286	496
Mai .....	.	306	289	3,2	2,6	.	537

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : INS. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : INS.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la BNB, la SNCI et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Source : INS (données modifiées par la BNB²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations		Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues			émissions continues nettes (6)	Total des émissions nettes (7) = (5) + (6)	Total des émissions nettes (8) = (2) + (7)	Total des émissions nettes (INS) (9)
			émissions brutes (3)	amortissements (4)	émissions nettes (5) = (3) - (4)				
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980 .....	.	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (SNCI, SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'INS.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la BNB comme indiqué à la note² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	136,3	6,1	142,4
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	29,7	0,1	29,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 ^{er} trimestre *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	6,8	0,0	6,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars	18,7	12,8	0,0	12,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	BNB	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CCER	Banques d'épargne	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1982	0,7	0,5	1.250,0	1.251,2	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.714,5	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.308,1	1.309,0	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.810,5	122,0
1984	0,3	0,2	1.337,6	1.338,1	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.862,1	120,3
1985	0,0	0,2	1.383,1	1.383,3	442,4	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,3	2.959,6	108,4
1986	0,0	0,2	1.469,0	1.469,2	454,1	395,4	383,4	429,4	3,2	1.665,5	3.134,7	109,8
1987	0,0	0,0	1.589,0	1.589,0	484,4	442,9	396,3	465,6	2,6	1.791,8	3.380,8	97,1
1988 Septembre	0,0	0,0	1.823,8	1.823,8	494,0	475,4	403,3	501,7	2,8	1.877,2	3.701,0	90,4
Décembre	0,0	0,0	1.879,8	1.879,8	503,4	490,6	420,1	518,6	2,4	1.935,2	3.815,0	73,7
1989 Mars	0,0	0,0	1.939,2	1.939,2	512,4	503,2	421,7	531,9	2,4	1.971,5	3.910,7	72,0
Juin	0,0	0,0	2.129,6	2.129,6	532,6	517,3	430,9	558,3	2,2	2.041,3	4.170,9	73,3
Septembre	0,0	0,0	2.263,5	2.263,5	544,0	528,9	433,7	534,0	2,2	2.042,8	4.306,3	71,7
Décembre	0,0	0,0	2.339,7	2.339,7	551,2	542,2	480,5	555,3	3,1	2.132,3	4.472,0	72,3
1990 Mars	0,0	0,0	2.252,1	2.252,1	575,9	557,5	462,3	583,3	2,8	2.181,8	4.433,9	75,6
Juin	0,0	0,0	2.342,8	2.342,8	594,0	552,9	479,7	621,6	2,8	2.251,0	4.593,8	74,3
Septembre	0,0	0,0	2.409,1	2.409,1	599,8	548,9	487,1	624,1	2,7	2.262,6	4.671,7	73,7
Décembre	0,0	0,0	2.456,8	2.456,8	623,1	549,3	517,4	644,7	1,2	2.335,7	4.792,5	69,7

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1989	35,4
1990	32,2
1989 1 ^{er} trimestre	29,8
2 ^e trimestre	37,0
3 ^e trimestre	36,2
4 ^e trimestre	38,5
1990 1 ^{er} trimestre	34,1
2 ^e trimestre	34,4
3 ^e trimestre	28,0
4 ^e trimestre	32,1
1991 1 ^{er} trimestre	32,2

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'INS*. — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT¹

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1989	83,3	12,5	14,0	40,2	150,0	175,6	27,5	15,0	105,6	323,7
1990	65,1	9,1	10,2	24,4	108,8	135,7	21,5	11,7	62,3	231,2
1988 4 ^e trimestre	18,5	3,0	2,6	6,2	30,3	37,6	5,9	2,8	16,3	62,6
1989 1 ^{er} trimestre	25,1	4,0	4,4	13,6	47,1	50,6	8,2	4,5	34,6	97,9
2 ^e trimestre	19,6	3,0	3,5	9,1	35,2	40,2	6,2	3,6	24,3	74,3
3 ^e trimestre	16,4	2,4	2,5	5,6	26,9	34,3	5,4	2,8	14,7	57,2
4 ^e trimestre	22,3	3,2	3,4	11,9	40,8	50,5	7,6	4,1	32,0	94,2
1990 1 ^{er} trimestre	17,9	2,5	2,9	9,3	32,6	38,5	6,1	3,4	24,5	72,5
2 ^e trimestre	14,8	2,1	2,3	3,8	23,0	30,1	4,7	2,4	9,5	46,7
3 ^e trimestre	14,5	2,0	2,2	3,7	22,4	30,0	4,8	2,4	9,5	46,7
4 ^e trimestre	17,9	2,4	2,8	7,5	30,6	37,2	5,7	3,5	18,9	65,3
1990 Janvier	6,1	0,8	1,0	4,0	11,9	13,5	2,0	1,3	10,8	27,6
Février	5,6	0,8	0,9	2,4	9,7	12,1	1,9	1,0	6,4	21,4
Mars	6,2	0,9	1,0	2,9	11,0	12,9	2,2	1,1	7,3	23,5
Avril	4,4	0,6	0,7	1,3	7,0	9,0	1,4	0,8	3,4	14,6
Mai	5,0	0,8	0,8	1,3	7,9	10,4	1,8	0,8	3,1	16,1
Juin	5,4	0,7	0,8	1,2	8,1	10,7	1,5	0,8	3,0	16,0
Juillet	4,8	0,7	0,7	1,0	7,2	10,0	1,6	0,7	2,7	15,0
Août	4,7	0,6	0,7	1,3	7,3	10,1	1,6	0,9	3,2	15,8
Septembre	5,0	0,7	0,8	1,4	7,9	9,9	1,6	0,8	3,6	15,9
Octobre	8,4	1,1	1,3	4,1	14,9	17,8	2,7	1,7	10,6	32,8
Novembre	5,2	0,7	0,8	2,2	8,9	10,6	1,6	1,0	5,3	18,5
Décembre	4,3	0,6	0,7	1,2	6,8	8,8	1,4	0,8	3,0	14,0
1991 Janvier	5,0	0,7	0,9	1,9	8,5	10,0	1,4	1,0	4,2	16,6

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^o 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1986	1987	1988	1989	1986	1987	1988	1989
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	82,5	85,8	92,1	103,2	53,0	60,3	62,5	70,0
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	40,3	44,7	48,0	51,7	15,4	14,9	16,9	17,1
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	211,8	217,6	235,3	262,2	88,4	92,3	107,1	129,0
Textile, habillement et cuir	111,4	124,3	135,3	146,5	55,0	61,9	70,1	82,9
Industrie chimique ⁴	288,2	317,1	339,5	374,8	83,8	82,8	105,9	130,7
Métallurgie de base	133,5	135,3	142,3	168,0	51,0	59,1	59,9	70,4
Fabrications métalliques	446,6	458,6	498,3	577,2	185,9	186,8	228,7	261,6
Produits minéraux non métalliques et bois	118,7	122,3	134,2	172,0	39,0	64,4	71,2	101,3
Papier, carton et imprimerie	71,4	77,4	85,2	95,6	33,0	41,0	48,4	55,9
Pétrole	128,5	118,9	136,2	133,1	17,5	20,5	24,1	22,3
Diamant et orfèvrerie	47,9	45,8	54,7	61,5	29,8	26,6	34,8	36,2
Autres	3,1	3,9	3,9	4,7	1,9	2,3	2,0	2,5
Construction et affaires immobilières de génie civil	119,2	137,0	161,7	216,7	70,3	76,3	93,5	137,5
Production et distribution d'énergie et d'eau	141,2	158,4	160,9	156,5	58,7	82,9	86,7	91,8
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	115,7	129,8	162,8	183,0	67,9	70,7	84,6	106,3
Commerce de détail	137,8	162,3	194,5	237,8	90,6	113,4	130,6	166,4
Transports, entrepôts et communications	213,0	211,2	242,1	282,5	134,3	132,9	151,0	177,8
Services financiers ⁵	227,6	287,1	415,4	491,9	107,4	134,6	192,4	215,7
Autres services aux entreprises ⁶	75,2	120,8	151,1	206,8	40,5	62,3	79,2	124,8
Autres services aux particuliers ⁷	177,8	202,1	228,9	279,4	149,5	169,6	188,1	231,8
Total ...	2.891,4	3.160,4	3.622,4	4.205,1	1.372,9	1.555,6	1.837,7	2.232,0

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la CNCP accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent

les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

**XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE
PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE,
LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE
DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1986	1987	1988	1989	1986	1987	1988	1989
Communauté Economique Européenne ..	813,9	829,6	1.139,0	1.182,4	326,1	293,0	374,2	398,7
Royaume-Uni	317,5	316,3	487,8	548,5	100,1	56,1	85,9	120,7
République Fédérale d'Allemagne	117,2	103,4	146,1	120,9	28,6	39,9	51,8	46,5
France	93,0	85,3	89,4	79,7	42,3	31,0	32,9	34,8
Pays-Bas	75,1	101,6	121,8	140,7	29,3	45,9	51,8	50,1
Italie	60,7	69,6	74,1	77,0	27,3	28,1	33,4	36,3
Luxembourg	38,2	43,4	64,9	66,4	14,5	11,3	20,0	14,3
Danemark	13,4	12,0	29,0	25,3	6,2	7,3	10,5	8,7
Irlande	1,9	5,3	3,2	3,2	1,0	0,4	0,6	1,1
Grèce	4,4	5,3	5,2	4,2	3,2	4,0	4,0	2,9
Espagne	66,2	62,3	81,7	82,8	54,1	50,1	60,7	63,5
Portugal	26,3	25,1	35,8	33,7	19,5	18,9	22,6	19,8
Autre pays d'Europe	82,5	87,8	106,2	139,3	32,4	32,7	39,3	50,5
dont : Espagne	—	—	—	—	—	—	—	—
Suisse	46,6	46,4	61,1	80,6	16,3	12,2	15,0	21,1
Norvège	6,0	4,7	5,5	5,0	2,2	1,0	1,5	2,2
Suède	8,6	8,3	13,4	17,5	1,4	0,3	3,3	8,4
Etats-Unis et Canada	328,1	323,4	423,4	449,8	96,2	105,0	132,3	118,0
Pays exportateurs de pétrole	64,0	57,9	56,6	61,4	52,7	46,6	42,1	41,7
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	203,5	172,4	151,1	165,2	125,0	90,2	79,8	86,2
dont : Brésil	62,7	51,8	42,7	36,0	36,0	25,4	17,8	14,9
Mexique	38,9	25,9	20,2	25,9	33,9	21,8	17,5	20,9
Autres pays d'Afrique	51,3	41,6	49,0	53,4	36,4	34,7	35,8	36,2
dont : Afrique du Sud	3,6	3,4	4,8	4,0	2,6	2,7	3,4	3,3
République du Zaïre	18,4	15,1	19,1	24,1	11,8	13,2	12,4	14,7
Australie et Nouvelle Zélande	117,2	123,9	114,5	111,1	70,8	88,0	72,5	72,2
Autres pays d'Asie	179,7	184,3	146,4	162,9	60,8	84,0	82,1	78,5
dont : Japon	97,8	94,4	55,1	47,3	17,2	32,9	34,4	28,3
Total	1.840,2	1.820,9	2.186,2	2.325,5	800,4	774,2	858,1	882,0

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il

détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE *

1. — INCIDENCE DES OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(variations par rapport à la fin de la période précédente, milliards de francs)

(+) effet d'élargissement des liquidités, (-) effet de resserrement des liquidités

	Billets en circulation ¹ [augmentation (-)]	Réserves de change nettes ²	Autres opérations	Effet total d'élargissement ou de resserrement des liquidités (4) = (1) à (3)	Régulation du marché monétaire par la BNB						Total (11) = (5) + (6) + (7) + (10)
					Escompte	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire	Couverture ou absorption des soldes de fin de journée			
								du Trésor et du Fonds des Rentes	des intermédiaires financiers	total	
(1)	(2)	(3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (8) + (9)			
1991 Février	- 1,5	+ 1,2	- 2,2	- 2,5	- 0,8	-10,8	+16,8	+ 0,1	- 2,8	- 2,7	+ 2,5
Mars	- 8,5	- 2,8	+ 6,0	- 5,3	- 0,6	+ 8,9	- 3,2	+ 1,6	- 1,4	+ 0,2	+ 5,3
Avril	+ 1,8	- 1,7	- 0,9	- 0,8	- 6,6	- 9,4	+15,1	- 1,9	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,8
Mai	-12,3	+ 2,8	- 0,4	- 9,9	- 0,5	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,0	+ 7,3	+ 9,3	+ 9,9
Juin	-16,5	+ 0,6	+ 5,0	-10,9	+ 6,9	- 9,9	+18,9	+ 0,4	- 5,4	- 5,0	+10,9

¹ Non compris les mouvements comptables dus aux billets mis hors circulation, mais non présentés à l'échange.

² Au cours du marché et à la date de valeur, non compris les swaps en devises, qui sont enregistrés à la colonne (7), et non compris les revenus des réserves de change, qui, au moment de leur encaissement, n'influencent pas le marché monétaire en franc belge.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, tome I, n^o 6, juin 1991.

XVIII - 2. — REGULATION DU MARCHÉ MONÉTAIRE PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(encours moyen, milliards de francs¹)

	Es-compte	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire						Couverture (+) ou absorption (-) des soldes résiduels					Total (15) = (1) + (2) + (8) + (14)	
			Portefeuille d'open-market	Repo's	Swaps en devises	Emprunts et prêts interbancaires	Autres	Total	Avances à l'Etat	Surplus (-) de l'Etat	Avances au Fonds des Rentes	Avances en compte courant aux intermédiaires financiers	Surplus (-) de fin de journée des intermédiaires financiers ²		
															(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14) = (9) à (13)		
1991 Février	10,3	60,3	27,1	15,4	4,1	0,7	6,5	53,8	2,5	-0,1	...	2,0	-10,3	-5,9	118,5
Mars	9,5	59,3	25,2	31,0	1,3	0,5	...	58,0	2,4	...	...	1,8	- 8,1	-3,9	122,9
Avril	7,6	46,9	17,8	46,0	2,8	1,4	...	68,0	3,9	...	0,2	2,4	- 6,2	0,3	122,8
Mai	2,1	49,9	18,4	67,2	0,7	0,4	...	86,7	1,3	-0,1	...	2,4	- 6,4	-2,8	135,9
Juin	5,0	49,3	17,7	63,1	0,5	2,8	...	84,1	1,6	...	0,1	3,9	- 2,8	2,8	141,2

¹ Les opérations ayant un effet d'absorption des liquidités, telles que les « reverse » repo's, les emprunts interbancaires ou l'absorption de surplus de fin de journée, sont soit soldées avec les opérations correspondantes ayant un effet d'élargissement des liquidités, soit mentionnées avec un signe négatif.

² Ces surplus sont recueillis par l'Institut de Réescampte et de Garantie qui les redépose auprès de la Banque Nationale.

**XVIII - 3. — LIGNES DE CREDIT INDIVIDUELLES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
POUR COUVRIR LES DEFICITS DE FIN DE JOURNEE**

(encours moyen, milliards de francs)

	Belgique			Luxembourg			Total					
	Montant maximum	Ouvertures de crédit ¹	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ¹	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ¹	Utilisations	dont primary dealers		
										Montant maximum	Ouvertures de crédit ¹	Utilisations
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4)	(8) = (2) + (5)	(9) = (3) + (6)	(10)	(11)	(12)	
1991 Janvier ²	161,6	58,0	5,8	38,4	7,4	1,3	200,0	65,4	7,1	169,5	50,3	5,5
Février	161,7	82,9	1,5	38,4	9,4	0,5	200,1	92,3	2,0	169,5	74,6	1,6
Mars	161,7	71,1	1,3	38,4	8,3	0,4	200,1	79,4	1,7	169,5	62,2	1,2
Avril	161,9	65,0	1,6	38,4	8,8	0,5	200,3	73,8	2,1	169,5	57,1	1,6
Mai	161,9	61,8	1,6	38,4	9,0	0,5	200,3	70,8	2,1	169,5	54,6	1,6
Juin	161,9	59,2	3,3	40,5	7,7	0,9	202,4	66,9	4,2	169,5	50,8	3,4

¹ Partie du montant maximum pour laquelle des nantissements ont été effectués et qui peut donc être effectivement utilisée.

² Moyenne des 29, 30 et 31 janvier 1991.

**XVIII - 4. — PLAFONDS DE REESCOMPTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(encours moyen, milliards de francs)

	Belgique		Luxembourg		Total			
	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	dont primary dealers	
							Plafond	Montant imputé
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6) = (2) + (4)	(7)	(8)	
1991 Juin ¹	8,7	5,8	1,9	0,2	10,6	6,0	8,5	5,7

¹ A partir du 17 juin.

XVIII - 5. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date de l'adjudication	Mode d'adjudication ¹	Durée de l'opération de crédit (jours-calendrier)	Montant demandé (millions de francs)	Taux d'intérêt offerts	Taux d'intérêt appliqué ²	Montant adjugé (millions de francs)	Pourcentage attribué ³	Encours des crédits ⁴ (millions de francs)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
04.02.1991	* H	7	27.775	10,00 / 9,38	9,56	11.425	5,00	
	V	7	91.175	—	9,60	49.375	54,00	60.800
11.02.1991	* H	7	24.300	10,00 / 9,06	9,25	9.675	20,00	
	V	7	120.500	—	9,25	60.275	50,00	69.950
18.02.1991	* H	7	25.900	9,38 / 9,00	9,13	18.900	10,00	
	V	7	138.275	—	9,10	30.600	22,00	49.500
20.02.1991	V	7	15.425	—	9,10	15.425	100,00	64.925
25.02.1991	* H	7	20.050	9,25 / 8,94	9,13	16.675	10,00	
	V	7	122.025	—	9,10	18.375	15,00	50.475
27.02.1991	V	7	53.150	—	9,10	24.575	46,00	59.625
04.03.1991	* H	7	24.325	9,50 / 9,00	9,13	16.575	10,00	
	V	7	108.875	—	9,10	18.100	16,50	59.250
06.03.1991	V	7	51.100	—	9,10	25.175	49,00	59.850
11.03.1991	* H	7	19.450	9,375/ 9,00	9,13	15.625	100,00	
	V	7	55.600	—	9,10	18.975	34,00	59.775
13.03.1991	V	7	64.625	—	9,10	24.750	38,00	59.350
18.03.1991	* H	7	21.250	9,31 / 8,88	9,13	14.175	10,00	
	V	7	68.325	—	9,10	20.600	30,00	59.525
20.03.1991	V	7	32.700	—	9,20	25.000	76,00	59.775
25.03.1991	* H	7	19.150	9,25 / 9,06	9,13	15.550	5,00	
	V	7	34.900	—	9,10	19.250	55,00	59.800
27.03.1991	V	7	42.575	—	9,00	24.800	58,00	59.600
29.03.1991	* H	7	13.800	9,38 / 8,94	9,00	10.775	33,00	
	V	7	58.150	—	9,00	24.000	41,00	59.575
03.04.1991	V	7	62.850	—	9,00	24.750	39,00	59.525
08.04.1991	* H	7	14.350	9,13 / 8,81	8,94	11.300	10,00	
	V	7	45.150	—	8,90	23.225	51,00	59.275
10.04.1991	V	7	13.175	—	8,90	13.175	100,00	47.700
15.04.1991	* H	7	16.950	9,13 / 8,69	8,94	825	100,00	
	V	7	3.350	—	8,90	3.350	100,00	17.350
17.04.1991	V	7	60.500	—	8,90	25.000	41,00	29.175
22.04.1991	* H	8	17.350	9,19 / 8,75	8,81	9.850	100,00	
	V	8	41.025	—	8,80	15.100	36,50	49.950
24.04.1991	V	7	60.200	—	8,80	24.825	41,00	49.775
29.04.1991	* H	6	12.675	9,13 / 8,75	8,81	6.675	100,00	
	V	6	47.350	—	8,80	18.100	38,00	49.600
30.04.1991	V	10	57.900	—	8,80	24.700	42,50	49.475
06.05.1991	* H	7	19.600	9,13 / 8,81	8,81	11.950	5,00	
	V	7	37.250	—	8,80	13.025	32,50	49.675
07.05.1991	V	4	64.425	—	8,75	24.925	38,50	49.900
13.05.1991	* H	7	17.450	9,00 / 8,75	8,75	11.750	5,00	
	V	7	32.800	—	8,75	13.150	40,00	49.825
15.05.1991	V	7	36.850	—	8,75	24.900	67,00	49.800
17.05.1991	* H	7	13.700	8,94 / 8,81	—	—	—	
	V	7	53.375	—	8,75	25.050	46,50	49.950
22.05.1991	V	7	32.425	—	8,75	25.000	76,50	50.050
27.05.1991	* H	7	17.625	8,88 / 8,63	8,75	10.675	100,00	
	V	7	17.950	—	8,75	14.300	79,00	49.975
29.05.1991	V	7	38.575	—	8,75	24.900	64,00	49.875
03.06.1991	* H	7	20.750	9,00 / 8,69	8,81	9.900	50,00	
	V	7	41.800	—	8,75	15.100	35,50	49.900
05.06.1991	V	7	107.600	—	8,75	24.975	23,00	49.975
10.06.1991	* H	7	22.050	8,94 / 8,69	8,81	6.750	100,00	
	V	7	68.300	—	8,75	18.250	26,50	49.975
12.06.1991	V	7	83.450	—	8,75	24.875	29,50	49.875
17.06.1991	V	7	57.675	—	8,75	24.975	43,00	49.850
19.06.1991	V	7	49.175	—	8,75	24.600	50,00	49.575
24.06.1991	V	7	107.525	—	8,75	24.900	23,00	49.500
26.06.1991	V	7	95.625	—	8,75	15.100	15,50	40.000
01.07.1991	V	7	207.250	—	8,75	24.650	11,75	39.750
03.07.1991	V	7	97.750	—	8,75	24.925	25,25	49.575
08.07.1991	V	7	48.875	—	8,75	24.950	50,25	49.875

¹ V adjudication en fonction des quantités, à un taux prédéterminé par la BNB.

H adjudication à taux unique (méthode « à la hollandaise »).

* adjudication ayant pour support exclusivement des effets de commerce.

² Taux annoncé par la Banque (adjudication en fonction des quantités). Taux unique retenu par la Banque (méthode « à la hollandaise »).

³ D'application sur le total des montants demandés (adjudication en fonction des quantités), ou sur les montants demandés au taux marginal retenu (méthode « à la hollandaise »).

⁴ Encours total, tous types d'adjudication confondus, à la date du paiement.

XVIII - 6a. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A TROIS MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
29.01.1991	133.460	9,61/10,00	132.960	9,97	100	9,86	6.550	139.510
05.02.1991	144.135	9,85/10,25	121.765	10,03	100	9,96	17.920	279.195
12.02.1991	210.505	9,77/10,05	111.700	9,86	100	9,83	27.555	418.450
19.02.1991	310.380	9,40/ 9,70	151.400	9,49	100	9,47	32.655	602.505
26.02.1991	208.165	9,25/ 9,50	73.965	9,35	100	9,33	24.740	701.210
05.03.1991	222.210	9,30/ 9,55	88.585	9,37	100	9,35	18.770	808.565
12.03.1991	264.195	9,17/ 9,37	159.530	9,24	100	9,22	12.975	981.070
19.03.1991	162.375	9,37/ 9,65	105.250	9,49	100	9,46	420	1.086.740
26.03.1991	149.340	9,33/ 9,53	111.130	9,45	100	9,43	7.235	1.205.105
02.04.1991	160.080	9,40/ 9,56	100.405	9,49	100	9,48	17.685	1.323.195
09.04.1991	262.655	9,18/ 9,41	135.620	9,30	100	9,29	26.865	1.485.680
16.04.1991	214.045	9,15/ 9,35	152.255	9,24	100	9,22	15.620	1.653.555
23.04.1991	232.675	9,20/ 9,32	201.470	9,26	100	9,24	4.250	1.859.275
30.04.1991	232.305	9,24/ 9,39	150.105	9,30	63	9,29	28.775	1.898.645
07.05.1991	224.640	9,19/ 9,33	80.655	9,23	100	9,23	32.905	1.872.520
14.05.1991	235.530	9,12/ 9,25	108.065	9,16	81	9,15	27.270	1.868.600
21.05.1991	273.280	9,04/ 9,15	64.590	9,07	50	9,06	34.085	1.783.220
28.05.1991	228.220	8,83/ 9,02	105.540	8,92	100	8,90	21.500	1.811.555
04.06.1991	164.770	8,94/ 9,13	137.420	9,08	100	9,05	470	1.842.090
11.06.1991	156.185	8,94/ 9,19	98.245	9,10	100	9,09	13.440	1.781.270
18.06.1991	175.620	9,16/ 9,31	70.115	9,22	20	9,20	31.255	1.776.970
25.06.1991	126.670	9,20/ 9,38	45.850	9,28	100	9,27	27.265	1.731.720
02.07.1991	175.480	9,24/ 9,43	41.040	9,27	75	9,26	25.255	1.679.925

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6b. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A UN, SIX ET DOUZE MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1. — Certificats de trésorerie à un mois⁴								
29.01.1991	79.405	9,56/ 9,88	79.405	9,88	100	9,7482	2.425	81.830
05.02.1991	71.180	9,80/10,10	57.930	10,00	100	9,95	4.070	143.830
12.02.1991	96.830	9,75/10,00	61.910	9,86	100	9,82	1.500	207.240
19.02.1991	106.500	9,40/ 9,70	80.855	9,50	100	9,47	2.320	290.415
26.02.1991	147.290	9,25/ 9,50	75.195	9,33	100	9,31	7.795	291.575
05.03.1991	120.335	9,30/10,00	77.765	9,37	100	9,34	3.895	311.235
12.03.1991	127.465	9,15/ 9,34	80.265	9,23	100	9,20	6.205	334.295
19.03.1991	95.780	9,30/ 9,50	62.930	9,41	100	9,37	2.020	316.070
26.03.1991	110.910	9,30/ 9,45	51.985	9,35	100	9,33	12.695	297.760
2. — Certificats de trésorerie à six mois								
11.06.1991	89.610	9,06/ 9,25	44.105	9,12	100	9,11	2.620	46.725
3. — Certificats de trésorerie à douze mois								
02.04.1991	94.335	9,49/ 9,65	60.985	9,58	100	9,55	4.995	65.980
30.04.1991	106.770	9,30/ 9,45	81.645	9,39	100	9,37	10.915	158.540
28.05.1991	85.265	8,98/ 9,14	37.215	9,05	100	9,03	11.585	207.340
25.06.1991	42.595	9,28/ 9,50	7.820	9,36	100	9,35	8.285	223.445

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

⁴ Ne sont plus émis après le 26 mars 1991.

**XVIII - 7. — TRANSACTIONS SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE DES TITRES DEMATERIALISES
ENREGISTREES PAR LE SYSTEME DE CLEARING
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹**

Moyennes par période des données journalières	Certificats de trésorerie		Obligations linéaires		Total	
	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6) = (2) + (4)
1991 Février	62	29,2	137	11,1	199	40,3
Mars	63	35,7	138	11,3	201	47,0
Avril	74	37,9	164	13,1	238	51,0
Mai	80	39,7	150	15,7	230	55,4
Juin	57	29,2	187	21,6	244	50,8

¹ A l'exclusion des opérations d'open market de la Banque Nationale.

XVIII - 8. — LOCALISATION DES CERTIFICATS DE TRESORERIE DEMATERIALISES¹

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL	Total (11) = (5) + (9) + (10)
	Etablis- sements de crédit	Autres institutions financières	Administra- tions publi- ques	Autres	Total	Etablis- sements de crédit	Autres institutions financières	Autres	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)		
1991 Février	934,2	19,0	0,3	15,6	969,1	505,0	31,1	5,3	541,4	71,1	1.581,6
Mars	1.050,4	66,2	0,4	24,4	1.141,4	541,7	36,7	8,6	587,0	112,4	1.840,8
Avril	1.075,5	91,4	3,6	38,7	1.209,2	557,6	40,4	33,4	631,4	119,6	1.960,2
Mai	1.140,6	93,8	6,6	46,8	1.287,8	562,4	40,5	33,6	636,5	93,5	2.017,8

¹ Sur la base du rapport qu'effectuent obligatoirement les établissements qui ont obtenu l'autorisation de tenir des comptes de titres dématérialisés de la dette publique (art. 49 de l'A.R. du 29 janvier 1991).

XIX. — TAUX D'INTERET

(pour cent par an)

1. — TAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ET DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE¹

Dates des changements	Taux d'escompte	Taux des avances en compte courant ²	Taux spécial appliqué aux primary dealers ³	Taux des octrois de crédits par adjudications ⁴	Taux de l'IRC pour les surplus de fin de journée	
1991 29 janvier	—	9,75	9,75	—	9,75	
31 janvier	—	10,25	"	—	9,25	
4 février	—	10,10	9,60	9,60	9,10	
6 février	—	10,00	"	—	9,00	
11 février	—	9,75	9,25	9,25	8,75	
18 février	—	9,60	9,10	9,10	8,60	
20 mars	—	9,70	9,20	9,20	8,70	
25 mars	—	9,60	9,10	9,10	8,60	
27 mars	—	9,50	9,00	9,00	8,50	
8 avril	—	9,40	8,90	8,90	8,40	
22 avril	—	9,30	8,80	8,80	8,30	
7 mai	—	9,25	8,75	8,75	8,25	
					Tranche ordinaire	Tranche de dépassement ⁵
17 juin	7,50	9,25	8,75	8,75	8,25	6,75

¹ La réforme du marché monétaire et des instruments de la politique monétaire entrée en vigueur le 29 janvier 1991 a entraîné une adaptation fondamentale des taux officiels de la Banque. Ceux-ci ne peuvent donc plus être comparés aux taux appliqués antérieurement. Les implications statistiques de cette rupture de série sont expliquées dans le *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991 tandis que la réforme a été présentée en détail dans le Rapport annuel 1990 de la Banque.

² Ce taux s'applique aux avances qui sont consenties à l'intérieur des lignes de crédits attribuées individuellement aux intermédiaires financiers. Aux avances qui sont consenties au-delà de ces lignes de crédits s'applique un taux qui est de 11,50 p.c.

³ Ce taux spécial s'applique à l'intérieur de lignes individuelles dont le montant global s'élève, pour l'ensemble des primary dealers, à 5 milliards.

⁴ Il s'agit de taux annoncés à l'avance par la Banque, toutes les adjudications effectuées entre janvier et mai 1991 ayant pris la forme d'adjudications en volume. Les dates mentionnées correspondent aux dates des adjudications (ou dates de transaction) et non aux dates de liquidation en chambre de compensation (ou dates de valeur) qui suivent de deux jours les dates d'adjudications. L'absence de données signifie qu'il n'y a pas eu d'adjudication à cette date.

⁵ Ce taux s'applique aux surplus qui dépassent les 5 p.c. des lignes de crédits attribuées individuellement aux intermédiaires financiers.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991, LXVI^e année, tome I, n° 6, juin 1991.

XIX - 2. — TAUX DE REFERENCE DES CERTIFICATS DE TRESORERIE SUR LE MARCHE SECONDAIRE

Moyennes journalières	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1991 Février	9,58	9,59	9,59	—	—	—
Mars	9,28	9,31	9,34	—	—	—
Avril	9,03	9,18	9,26	—	—	9,31
Mai	8,87	8,97	9,04	—	—	9,17
Juin	9,01	9,08	9,13	—	—	9,19

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991.

XIX - 3. — TAUX D'INTERET SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE¹

Moyennes journalières	Overnight	1 semaine	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
1985	n.	9,37	9,44	n.	9,44	9,51	9,58	9,65	9,83
1986	n.	8,17	8,20	n.	8,10	8,10	8,11	7,95	7,84
1987	n.	7,04	7,07	n.	7,02	7,04	7,10	7,23	7,38
1988	n.	6,65	6,69	n.	6,66	6,71	6,77	6,91	7,03
1989	n.	8,45	8,49	n.	8,56	8,66	8,73	8,72	8,73
1990	n.	9,68	9,70	n.	9,73	9,78	9,82	9,92	10,01
1989 Juin	n.	8,38	8,38	n.	8,44	8,52	8,60	8,53	8,55
Juillet	n.	8,39	8,37	n.	8,39	8,51	8,52	8,41	8,41
Août	n.	8,36	8,38	n.	8,38	8,50	8,50	8,42	8,42
Septembre	n.	8,33	8,39	n.	8,48	8,58	8,71	8,71	8,71
Octobre	n.	9,39	9,42	n.	9,55	9,57	9,58	9,50	9,42
Novembre	n.	9,74	9,76	n.	9,85	9,86	9,86	9,81	9,73
Décembre	n.	9,87	9,94	n.	10,05	10,10	10,13	10,15	10,08
1990 Janvier	n.	10,34	10,39	n.	10,49	10,49	10,58	10,64	10,64
Février	n.	10,35	10,42	n.	10,50	10,60	10,65	10,82	10,92
Mars	n.	10,33	10,36	n.	10,40	10,43	10,50	10,63	10,77
Avril	n.	10,12	10,12	n.	10,13	10,25	10,27	10,30	10,31
Mai	n.	10,06	10,04	n.	10,00	10,02	10,04	9,98	10,01
Juin	n.	9,90	9,87	n.	9,80	9,79	9,78	9,72	9,72
Juillet	n.	9,45	9,42	n.	9,44	9,42	9,42	9,36	9,34
Août	n.	9,16	9,22	n.	9,30	9,37	9,41	9,58	9,73
Septembre	n.	8,98	9,03	n.	9,09	9,15	9,15	9,45	9,78
Octobre	n.	8,93	8,92	n.	8,92	8,98	8,98	9,13	9,32
Novembre	n.	8,79	8,83	n.	8,93	9,04	9,14	9,44	9,62
Décembre	n.	9,74	9,74	n.	9,79	9,85	9,87	9,94	10,01
1991 Janvier	n.	9,89	9,90	n.	9,95	9,97	10,00	10,01	10,02
Février	9,17	9,47	9,52	9,55	9,57	9,58	9,58	9,49	9,49
Mars	9,00	9,21	9,23	9,26	9,28	9,31	9,33	9,35	9,36
Avril	8,86	8,96	9,00	9,02	9,04	9,17	9,24	9,31	9,31
Mai	8,79	8,86	8,86	8,87	8,89	8,98	9,05	9,11	9,17
Juin	8,80	8,95	8,96	8,99	9,01	9,09	9,15	9,20	9,24

¹ A partir de février 1991, il s'agit de la moyenne des taux emprunteurs et prêteurs communiqués entre 14 h et 14 h 30 par divers participants au marché. Généralement ces taux emprunteurs et prêteurs se situent environ 1/16 de point de pourcentage en dessous et au-dessus des taux moyens repris ici. Avant février 1991, il s'agit de la moyenne des taux minimum et maximum qui sont fixés chaque matin par la dite « collective » de quatre grandes banques. Cette moyenne présente systématiquement un léger écart par rapport au taux d'intérêt moyen du marché. Comme règle pratique, on peut admettre que le taux moyen du marché se situe environ 1/16 de point de pourcentage en dessous de la moyenne des taux indicatifs de la « collective ».

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991.

XIX - 4. — TAUX D'INTERET DEBITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Moyennes journalières	Crédits à court terme				Crédits à long terme	
	Crédits d'escompte ordinaires ¹	Crédits d'acceptation ¹	Crédits de caisse ¹	Avances à terme fixe à 3 mois ²	Crédits d'investissements ³	Prêts hypothécaires ⁴
1985	10,65	10,65	12,61	9,83	11,97	11,52
1986	9,07	9,07	10,47	8,21	8,92	8,79
1987	8,21	8,21	9,34	7,20	8,73	8,24
1988	8,11	8,11	8,86	6,87	8,53	8,05
1989	10,23	10,23	10,98	8,83	8,98	8,52
1990	12,24	12,24	12,99	9,92	10,98	10,99
1989 Juin	10,00	10,00	10,75	8,70	9,00	8,50
Juillet	10,00	10,00	10,75	8,62	9,00	8,50
Août	10,00	10,00	10,75	8,60	9,00	8,50
Septembre	10,05	10,05	10,80	8,81	9,00	8,50
Octobre	11,19	11,19	11,94	9,68	9,15	8,76
Novembre	11,50	11,50	12,25	9,96	9,25	9,00
Décembre	11,77	11,77	12,52	10,23	9,56	9,44
1990 Janvier	12,00	12,00	12,75	10,68	9,94	10,16
Février	12,48	12,48	13,23	10,75	10,53	10,50
Mars	12,50	12,50	13,25	10,60	11,25	11,00
Avril	12,50	12,50	13,25	10,37	11,25	11,00
Mai	12,50	12,50	13,25	10,14	11,25	11,00
Juin	12,50	12,50	13,25	9,88	11,25	11,00
Juillet	12,13	12,13	12,88	9,52	11,25	11,00
Août	12,00	12,00	12,75	9,51	11,00	11,00
Septembre	12,00	12,00	12,75	9,25	11,00	11,00
Octobre	12,00	12,00	12,75	9,08	11,00	11,16
Novembre	12,00	12,00	12,75	9,24	11,00	11,50
Décembre	12,31	12,31	13,06	9,97	11,00	11,50
1991 Janvier	12,50	12,50	13,25	10,10	11,00	11,50
Février	12,50	12,50	13,25	9,75	10,91	11,50
Mars	12,21	12,21	12,96	9,47	10,70	11,50
Avril	12,00	12,00	12,75	9,40	10,70	11,50
Mai	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50
Juin	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50

¹ Taux d'affiche communiqués par l'Association Belge des Banques.

² Taux indicatifs calculés en rajoutant au taux moyen des opérations interbancaires une marge variable que l'on peut considérer comme représentative pour les crédits accordés aux débiteurs de premier rang.

³ Taux appliqués par la SNCI, indépendamment de la durée du crédit d'investissement.

⁴ Prêts hypothécaires ordinaires octroyés par la CGER, avec taux semi-variable, assurance du solde restant dû et échéance supérieure à 15 ans. Il s'agit du taux proposé aux « nouveaux clients », qui ne tient pas compte des réductions consenties aux « bons » ou « très bons » clients.

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET CREDITEURS DES INTERMEDIARIES FINANCIERS BELGES

Moyennes	Dépôts d'épargne			Dépôts à terme à 3 mois ³				Bons de caisse ⁴		
	Taux de base	Prime de fidélité ¹	Taux brut fictif ²	Ordinaires	De 1 à 3 millions	De 3 à 5 millions	De 5 à 20 millions	A 1 an	A 3 ans	A 5 ans
1985	5,25	0,75	8,00	6,72	7,76	8,26	8,97	9,00	10,18	10,74
1986	4,29	0,69	6,64	5,36	6,31	6,86	7,48	7,11	7,47	7,72
1987	4,00	0,65	6,20	5,00	5,70	6,07	6,47	6,50	7,24	7,59
1988	3,78	0,74	6,03	4,56	5,29	5,66	6,14	6,23	7,03	7,33
1989	3,75	0,75	6,00	5,09	6,38	7,03	8,10	6,90	7,47	7,73
1990	3,94	1,25	5,94	6,10	7,45	8,16	9,19	8,30	8,76	8,97
1989 Juin	3,75	0,75	6,00	5,10	6,33	7,00	7,98	6,80	7,50	7,75
Juillet	3,75	0,75	6,00	5,25	6,50	7,00	7,89	7,25	7,50	7,75
Août	3,75	0,75	6,00	5,25	6,50	7,00	7,88	7,25	7,50	7,75
Septembre	3,75	0,75	6,00	5,25	6,50	7,05	8,08	7,25	7,50	7,75
Octobre	3,75	0,75	6,00	5,40	6,80	7,56	8,95	7,40	7,65	7,90
Novembre	3,75	0,75	6,00	5,50	7,00	7,89	9,24	7,50	7,75	8,00
Décembre	3,75	0,75	6,00	5,50	7,17	8,11	9,51	7,50	7,92	8,20
1990 Janvier	3,75	1,25	6,67	5,50	7,39	8,39	9,96	7,50	8,00	8,30
Février	3,75	1,25	6,67	5,50	7,50	8,50	10,03	7,50	8,00	8,30
Mars	3,75	1,25	5,56	5,91	7,55	8,44	9,88	8,05	8,55	8,85
Avril	4,00	1,25	5,83	6,25	7,75	8,50	9,64	8,50	9,00	9,30
Mai	4,00	1,25	5,83	6,25	7,69	8,44	9,42	8,50	9,00	9,30
Juin	4,00	1,25	5,83	6,25	7,53	8,28	9,15	8,50	9,00	9,30
Juillet	4,00	1,25	5,83	6,25	7,37	8,01	8,79	8,50	9,00	9,30
Août	4,00	1,25	5,83	6,25	7,35	7,94	8,78	8,50	8,90	9,00
Septembre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,27	7,77	8,52	8,50	8,90	9,00
Octobre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,35	8,50	8,90	9,00
Novembre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,52	8,50	8,90	9,00
Décembre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,49	8,17	9,24	8,50	8,90	9,00
1991 Janvier	4,00	1,25	5,83	6,25	7,60	8,35	9,40	8,50	8,90	9,00
Février	4,00	1,25	5,83	6,25	7,46	8,15	9,03	8,43	8,79	8,93
Mars	4,00	1,25	5,83	6,25	7,31	7,94	8,75	8,25	8,50	8,75
Avril	4,00	1,25	5,83	6,25	7,37	7,87	8,68	8,25	8,50	8,75
Mai	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,51	8,25	8,50	8,70
Juin	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,55	8,25	8,50	8,60

¹ Depuis le 16 janvier 1982, la prime de fidélité est octroyée sur la base du solde minimum maintenu en compte pendant 12 mois. Elle n'est toutefois capitalisée qu'à la fin de l'année calendrier considérée.

² La rémunération des dépôts d'épargne ordinaires n'est, dans certaines limites, pas soumise au précompte mobilier. Le taux brut fictif correspond au taux d'intérêt qui, après déduction d'un précompte mobilier fictif (20 p.c. jusqu'en 1983, 25 p.c. à partir de 1984 et 10 p.c. depuis mars 1990), aurait rapporté un taux net équivalent au taux d'intérêt effectif (taux de base + prime de fidélité). Ce taux d'intérêt brut fictif permet d'établir une comparaison avec les taux en vigueur pour les autres formes d'épargne, soumises au précompte mobilier.

³ Les modifications affectant le taux des dépôts à terme ordinaires font l'objet d'un accord concerté entre la BNB et l'Association Belge des Banques. Pour les autres dépôts à terme, il s'agit de taux d'intérêt indicatifs fixés par l'Association Belge des Banques.

⁴ Taux des bons de caisse émis par les institutions publiques de crédits.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991.

XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE DES OBLIGATIONS DU SECTEUR PUBLIC¹

Source : Fonds des Rentes.

Moyennes journalières ²	Emprunts classiques							Obligations linéaires
	Taux moyen brut par échéance						Taux moyen net ³	Taux brut de l'emprunt de référence ⁴
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans et plus		
1988	7,00	7,46	7,75	7,80	7,94	8,01	5,91	n.
1989	8,76	8,77	8,73	8,67	8,63	8,59	6,57	n.
1990	10,12	10,14	10,17	10,14	10,10	10,06	8,70	10,01
1989 Juin	8,56	8,61	8,59	8,50	8,47	8,38	6,37	8,35
Juillet	8,48	8,52	8,54	8,53	8,51	8,41	6,40	8,39
Août	8,46	8,44	8,45	8,48	8,47	8,41	6,40	8,36
Septembre	8,73	8,67	8,58	8,54	8,52	8,51	6,50	8,43
Octobre	9,46	9,30	9,09	9,01	8,86	8,84	6,81	8,68
Novembre	9,90	9,79	9,66	9,45	9,23	9,17	7,11	9,10
Décembre	10,17	10,12	9,99	9,77	9,61	9,56	7,49	9,40
1990 Janvier	10,68	10,48	10,39	10,20	10,00	9,93	7,81	9,80
Février	10,96	10,85	10,84	10,69	10,64	10,56	8,39	10,40
Mars	10,84	10,60	10,55	10,48	10,40	10,36	8,21	10,26
Avril	10,36	10,20	10,20	10,18	10,08	10,03	8,81 ⁵	10,00
Mai	10,13	9,98	10,03	10,02	9,99	9,96	8,82	9,82
Juin	9,98	9,94	10,00	10,00	9,98	9,93	8,85	9,75
Juillet	9,61	9,63	9,65	9,67	9,66	9,63	8,56	9,56
Août	9,78	9,94	10,01	10,02	9,99	9,99	8,93	10,01
Septembre	9,81	10,17	10,21	10,24	10,22	10,22	9,11	10,30
Octobre	9,62	9,96	10,07	10,14	10,17	10,16	9,06	10,22
Novembre	9,65	9,83	9,98	9,98	10,00	9,99	8,94	10,01
Décembre	10,02	10,08	10,10	10,09	10,03	9,98	8,90	9,95
1991 Janvier	10,06	10,03	10,04	10,03	10,00	9,92	8,87	9,87
Février	9,59	9,48	9,42	9,38	9,35	9,32	8,36	9,25
Mars	9,41	9,36	9,37	9,34	9,31	9,28	8,39	9,23
Avril	9,46	9,38	9,35	9,33	9,28	9,24	8,33	9,17
Mai	9,29	9,24	9,26	9,23	9,19	9,17	8,23	9,14
Juin	9,34	9,33	9,31	9,33	9,29	9,26	8,29	9,26

¹ Les emprunts pris en compte pour établir ces statistiques sont les émissions en franc belge à plus d'un an du secteur public ayant fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

² Les chiffres annuels sont la moyenne des chiffres mensuels.

³ Taux de rendement après précompte mobilier concernant les emprunts de 6 ans et plus.

⁴ Emprunt « benchmark » : du 1-6-89 au 5-8-90 — OLO 8,25% 1989/99 à partir du 6-8-90 — OLO 10% 1990/00.

⁵ A partir de ce mois, seuls sont pris en compte les emprunts émis à l'attention des particuliers auxquels s'applique une retenue à titre de précompte mobilier de 10 p.c.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991.

XIX - 7. — TAUX D'INTERET DES DEPOTS EN EURO-DEVISES A TROIS MOIS¹

Moyennes journalières	Franc belge	Mark allemand	Florin des Pays-Bas	Franc français	Couronne danoise	Punt irlandais	Lire italienne	Peseta espagnole	Livre sterling	ECU	Dollar des Etats-Unis	Yen japonais
1985	9,57	5,31	6,37	10,69	10,11	n.	n.	n.	12,22	9,27	8,34	6,63
1986	8,08	4,59	5,63	9,36	9,26	n.	n.	n.	10,95	8,05	6,78	5,10
1987	7,08	4,02	5,31	8,56	10,37	n.	n.	n.	9,72	7,20	7,14	4,22
1988	6,75	4,28	4,76	8,02	8,71	n.	n.	n.	10,34	6,98	7,92	4,47
1989	8,70	7,04	7,33	9,32	9,57	n.	n.	n.	13,89	9,39	9,22	5,42
1990	9,77	8,47	8,65	10,27	10,94	n.	n.	n.	14,77	10,43	8,22	7,74
1989 Juin	8,58	6,89	7,21	8,93	9,25	n.	n.	n.	14,12	9,09	9,34	5,32
Juillet	8,52	6,92	7,15	9,13	9,51	n.	n.	n.	13,91	9,20	8,94	5,42
Août	8,47	6,97	7,21	9,03	9,26	n.	n.	n.	13,85	9,35	8,77	5,41
Septembre	8,68	7,38	7,59	9,24	9,60	n.	n.	n.	14,00	9,86	8,91	5,66
Octobre	9,56	8,01	8,12	9,91	11,16	n.	n.	n.	15,03	10,41	8,73	6,20
Novembre	9,88	8,21	8,45	10,45	12,03	n.	n.	n.	15,12	10,74	8,48	6,73
Décembre	10,08	8,20	8,54	10,75	11,94	n.	n.	n.	15,12	11,01	8,46	6,73
1990 Janvier	10,53	8,31	8,89	11,28	12,07	n.	n.	n.	15,16	11,27	8,29	7,01
Février	10,59	8,42	8,99	11,00	12,22	n.	n.	n.	15,11	11,18	8,31	7,23
Mars	10,46	8,34	8,78	10,64	12,02	n.	n.	n.	15,31	10,77	8,43	7,54
Avril	10,27	8,22	8,52	9,95	11,30	n.	n.	n.	15,21	10,47	8,51	7,41
Mai	10,00	8,19	8,46	9,75	10,65	n.	n.	n.	15,16	10,34	8,41	7,34
Juin	9,73	8,18	8,34	10,00	10,60	n.	n.	n.	14,97	10,19	8,29	7,38
Juillet	9,38	8,24	8,24	10,01	10,22	n.	n.	n.	14,95	10,20	8,16	7,68
Août	9,37	8,45	8,48	10,13	10,38	n.	n.	n.	14,98	10,27	8,06	8,00
Septembre	9,12	8,44	8,46	10,30	10,66	n.	n.	n.	14,91	10,06	8,14	8,37
Octobre	8,96	8,56	8,48	10,00	10,35	n.	n.	n.	14,04	9,92	8,11	8,26
Novembre	9,11	8,93	8,81	9,93	10,38	n.	n.	n.	13,67	10,10	8,10	8,37
Décembre	9,83	9,39	9,41	10,21	10,36	n.	n.	n.	13,79	10,42	7,89	8,24
1991 Janvier	9,91	9,30	9,34	10,18	10,40	11,30	12,68	14,81	13,90	10,41	7,28	8,15
Février	9,54	9,00	9,01	9,67	10,17	11,11	13,19	14,72	13,21	9,72	6,63	7,99
Mars	9,27	9,04	9,07	9,32	9,95	10,74	12,52	13,76	12,34	9,36	6,48	8,11
Avril	9,19	9,12	9,11	9,22	9,83	10,25	11,51	13,39	11,89	9,34	6,12	7,91
Mai	9,00	8,97	9,05	9,11	9,58	10,36	11,32	12,92	11,45	9,59	5,96	7,75
Juin	9,09	8,98	9,10	9,61	9,33	10,19	11,08	12,43	11,21	9,95	6,11	7,75

¹ Jusqu'en 1990, moyenne des taux emprunteurs et prêteurs; à partir de 1991, taux emprunteurs.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991.

**XIX - 8. — TAUX DE RENDEMENT BRUTS A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE :
COMPARAISON INTERNATIONALE**

	Marchés nationaux ¹							Marché international ²	
	Belgique ³	France ⁴	Pays-Bas ⁵	Allemagne ⁶	Royaume-Uni ⁷	Etats-Unis ⁸	Japon ⁹	Dollar US ¹⁰	Ecu ¹¹
1988	8,01	9,05	6,10	6,5	9,67	8,85	4,28	9,39	8,17
1989	8,59	8,78	7,21	7,0	10,19	8,50	5,05	9,29	8,76
1990	10,06	9,93	8,99	8,8	11,81	8,55	7,36	9,36	10,37
1989 Juin	8,38	8,66	7,16	6,9	10,56	8,28	5,16	9,16	8,71
Juillet	8,41	8,54	7,03	6,8	10,15	8,02	4,92	8,87	8,59
Août	8,41	8,34	7,02	6,8	9,91	8,11	4,97	8,86	8,61
Septembre	8,51	8,56	7,24	7,0	10,21	8,19	5,12	8,98	8,68
Octobre	8,84	8,83	7,51	7,2	10,45	8,01	5,49	8,91	8,93
Novembre	9,17	9,08	7,84	7,5	10,55	7,87	5,65	8,74	9,24
Décembre	9,56	9,11	7,92	7,5	10,56	7,84	5,87	8,72	9,25
1990 Janvier	9,93	9,55	8,31	7,9	10,89	8,21	6,64	8,93	9,72
Février	10,56	10,04	8,91	8,7	11,33	8,47	6,92	9,28	10,57
Mars	10,36	10,04	9,10	8,9	12,42	8,59	7,36	9,48	10,90
Avril	10,03	9,62	8,98	8,8	12,72	8,79	7,24	9,53	10,68
Mai	9,96	9,55	9,03	8,9	12,45	8,76	6,70	9,61	10,54
Juin	9,93	9,73	9,03	8,9	11,80	8,48	7,06	9,49	10,32
Juillet	9,63	9,57	8,79	8,7	11,84	8,47	7,48	9,30	9,99
Août	9,99	10,11	9,03	9,0	12,15	8,75	8,19	9,30	10,27
Septembre	10,22	10,47	9,21	9,1	12,10	8,89	8,62	9,42	10,57
Octobre	10,16	10,36	9,24	9,1	11,74	8,72	7,68	9,51	10,56
Novembre	9,99	10,18	9,15	9,0	11,37	8,39	7,40	9,39	10,36
Décembre	9,98	9,91	9,10	8,9	10,84	8,08	7,06	9,08	10,01
1991 Janvier	9,92	9,79	9,19	9,0	10,59	8,09	6,83	8,95	10,02
Février	9,32	9,14	8,68	8,5	10,13	7,85	6,66	8,70	9,32
Mars	9,28	9,05	8,69	8,5	10,29	8,11	6,89	8,80	9,19
Avril	9,24	8,89	8,65	8,4	10,19	8,04	7,00	8,90	9,09
Mai	9,17	8,87	8,68	8,4	10,38	8,07	6,87	8,84	8,98
Juin	9,26	9,13	8,70	8,4	10,58	8,28	7,12	8,89	9,14

¹ Moyennes journalières, sauf le Japon : fin de mois ou moyennes de fin de mois.

² Moyennes hebdomadaires.

³ Source : Fonds des Rentes : Emprunts du secteur public de 6 ans et plus.

⁴ Source : Crédit Lyonnais : Emprunts d'Etat à taux fixe à plus de 7 ans.

⁵ Source : Centraal Bureau voor de Statistiek : Emprunts d'Etat de 5 à 8 ans.

⁶ Source : OCDE : Emprunts du secteur public de 7 à 15 ans.

⁷ Source : OCDE : Titres du gouvernement à 10 ans.

⁸ Source : OCDE : Treasury bills and bonds à 10 ans.

⁹ Source : OCDE : Emprunts du gouvernement central à 10 ans.

¹⁰ Source : OCDE : Obligations du secteur public de 7 à 15 ans.

¹¹ Source : OCDE : Emprunts de 7 à 15 ans.

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1986 ...		5,50		3,50		7,25		12,00		5,00		4,00		3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50	23	2,50
Février					10	7,75	13	11,50						
Mars					3	7,50								
Juillet							28	12,00						
Août														
Septembre ...	4	6,00												
Novembre					6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre					25	8,00			25	4,50				
Décembre			4	2,50	4	7,75			4	4,25	4	2,50		
1988 Janvier					5	7,50			8	4,00				
Janvier					25	7,25			22	3,75				
Mai					26	7,00								
Juillet			1	3,00	8	6,75			1	4,00				
Juillet									29	4,50				
Août	9	6,50	25	3,50	25	7,00	25	12,50	25	4,75	25	3,00		
Octobre					21	7,25								
Décembre					15	7,75			16	5,25	19	3,50		
1989 Janvier			20	4,00	20	8,25			20	5,75	20	4,00		
Février	24	7,00												
Mars							6	13,50						
Avril			20	4,50					20	6,25	13	4,50		
Mai													31	3,25
Juin			30	5,00	30	8,75			30	6,75	30	5,50		
Octobre			6	6,00	6	9,50			6	7,75	6	6,00	11	3,75
Décembre					18	10,00							25	4,25
1990 Mars													20	5,25
Avril					2	9,75								
Avril					26	9,50								
Mai							21	12,50						
Août													30	6,00
Octobre					31	9,25								
Novembre									2	8,00				
Décembre	19	6,50												
1991 Février	1	6,00	1	6,50					1	8,50				
Mars					18	9,00								
Avril	30	5,50												
Mai							13	11,50						
Juin													1	5,50

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention		Escompte			Taux d'intervention		Escompte	
1987	8,38		8,66		1990 Juin	14,75		13,83	
1988	12,81		11,19		Juillet	14,75		13,48	
1989	14,75		12,47		Août	14,75		12,92	
1990	13,75		11,72		Septembre	14,75		12,65	
1989 1 ^{er} trimestre	12,81		12,39		Octobre	13,75		12,66	
2 ^e trimestre	13,75		12,33		Novembre	13,75		12,26	
3 ^e trimestre	13,75		12,48		Décembre	13,75		11,72	
4 ^e trimestre	14,75		12,47		1991 Janvier	13,75		10,73	
1990 1 ^{er} trimestre	14,75		13,51		Février	12,75		9,97	
2 ^e trimestre	14,75		13,83		Mars	12,25		9,92	
3 ^e trimestre	14,75		12,65		Avril	11,81		9,49	
4 ^e trimestre	13,75		11,72		Mai	11,31		9,06	
1991 1 ^{er} trimestre	12,25		9,92		Juin	11,31		8,90	
2 ^e trimestre	11,31		8,90						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de

la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

LEGISLATION ECONOMIQUE

AVRIL 1991

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités;
2. Réglementation économique et financière;
3. Réglementation fiscale;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics;
 - 4.1. Communautés européennes;
 - 4.2. Etat belge;
 - 4.3. Communautés et Régions;
 - 4.4. Pouvoirs locaux;
5. Réglementation sociale;
 - 5.1. Travail;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales;
6. Relations économiques et financières extérieures;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, Protocole et Déclarations communes, faits à Rome le 19 juin 1980. Liste des Etats liés, *Moniteur*, 16 avril 1991, p. 7895.

Convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la Convention faite à Rome le 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles, faite à Luxembourg le 10 avril 1984, *Moniteur*, 23 avril 1991, p. 8382.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AIDES D'ETAT.

Aides d'Etat — N 73/91 — Belgique, *Journal officiel* n° C 87 du 4 avril 1991, p. 3.

ASSURANCES.

Arrêté royal du 22 février 1991 modifiant la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, *Moniteur*, 11 avril 1991, p. 7477.

Arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, *Moniteur*, 11 avril 1991, p. 7483.

Proposition de troisième directive du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe sur la vie et modifiant les directives 79/267/CEE et 90/619/CEE, *Journal officiel* n° C 99 du 16 avril 1991, p. 2.

MARCHES DES CAPITAUX.

Arrêté royal du 10 avril 1991 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et Options, *Moniteur*, 12 avril 1991, p. 7621.

MARCHES PUBLICS.

Arrêté ministériel du 23 avril 1991 modifiant l'article 15 de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, *Moniteur*, 30 avril 1991, p. 9095.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Arrêté royal du 27 mars 1991 relatif à la dissolution de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux et au transfert de ses missions, droits et obligations, *Moniteur*, 17 avril 1991, p. 7940.

Arrêté royal du 13 mars 1991 portant coordination des lois du 28 décembre 1984 et du 26 juin 1990 relatives à la suppression et à la restructuration d'organismes d'intérêt public et des services de l'Etat, *Moniteur*, 19 avril 1991, p. 8160.

PECHE.

Décision de la Commission, du 11 mars 1991, concernant l'établissement du cadre communautaire d'appui pour les interventions structurelles communautaires relatives à l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture en Belgique, *Journal officiel* n° L 99 du 19 avril 1991, p. 1.

PRIX.

Arrêt de la Cour, du 19 mars 1991, dans l'affaire C-249/88 : Commission des Communautés européennes contre royaume de Belgique (Article 30 du traité CEE — Réglementation nationale sur le prix des produits pharmaceutiques — Régime des contrats de programme), *Journal officiel* n° C 96 du 12 avril 1991, p. 6.

PROFESSIONS.

Arrêté royal du 18 mars 1991 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de marchandises par route, dans le domaine des transports nationaux et internationaux, *Moniteur*, 12 avril 1991, p. 7580.

Arrêté ministériel du 19 mars 1991 pris en exécution de l'arrêté royal du 18 mars 1991 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de marchandises par route, dans le domaine des transports nationaux et internationaux, *Moniteur*, 12 avril 1991, p. 7589.

TAUX D'INTERET.

Arrêté ministériel du 27 mars 1991 modifiant l'arrêté ministériel du 30 janvier 1991 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1991 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations, *Moniteur*, 16 avril 1991, p. 7845.

TITRES.

Convention relative à l'opposition sur titres au porteur à circulation internationale et Règlement annexe, faits à La Haye le 28 mai 1970. Dénonciation par la Belgique, *Moniteur*, 11 avril 1991, p. 7503.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Loi du 5 avril 1984 portant approbation de l'Avenant, signé à Bruxelles le 14 février 1963, modifiant et complétant la Convention et le Protocole final entre la Belgique et le Maroc tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu, signés à Rabat le 4 mai 1972, *Moniteur*, 6 avril 1991, p. 7254.

Arrêté royal du 4 avril 1991 fixant, pour l'exercice d'imposition 1992, un taux de référence s'écartant de celui visé à l'article 89, §§ 1^{er} et 7, du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 9 avril 1991, p. 7340.

Arrêté royal du 4 avril 1991 modifiant, en matière de précompte mobilier, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 23 avril 1991, p. 8385.

TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.

Arrêté royal du 16 avril 1991 modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, *Moniteur*, 23 avril 1991, p. 8386.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

DETTE DE L'ETAT.

Arrêté ministériel du 16 avril 1991 relatif à la deuxième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9,50 % — 28 février 1994 », *Moniteur*, 17 avril 1991, p. 7949.

Arrêté ministériel du 16 avril 1991 relatif à la dixième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % — 2 août 2000 », *Moniteur*, 17 avril 1991, p. 7949.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.2. PENSIONS.

Arrêté royal du 6 mars 1991 portant augmentation du montant minimum garanti des pensions de retraite et de survie pour travailleurs salariés, *Moniteur*, 10 avril 1991, p. 7423.

Affaire C-90/91 : Demande de décision préjudicielle, introduite par arrêt de la Cour du travail de Liège (sixième chambre), rendu le 22 février 1991, dans l'affaire Office national des pensions (ONP) contre Emidio Di Crescenzo, *Journal officiel* n° C 101 du 18 avril 1991, p. 9.

Affaire C-91/91 : Demande de décision préjudicielle, introduite par arrêt de la Cour du travail de Liège (sixième chambre), rendu le 22 février 1991, dans l'affaire Office national des pensions (ONP) contre Angela Casagrande, veuve Barel, *Journal officiel* n° C 101 du 18 avril 1991, p. 10.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS COMMERCIAUX DES ETATS MEMBRES DE LA C.E.

Décision du Conseil, du 27 mars 1991, autorisant la prorogation ou la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par des Etats membres avec des pays tiers, *Journal officiel* n° L 83 du 3 avril 1991, p. 13.

Décision du Conseil, du 8 avril 1991, autorisant la prorogation ou la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par des Etats membres avec des pays tiers, *Journal officiel* n° L 90 du 11 avril 1991, p. 34.

ACCORDS D'ASSOCIATION.

Proposition de décision du Conseil relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne, *Journal officiel* n° C 95 du 11 avril 1991, p. 1.

**BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT.
BANQUE EUROPEENNE
POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT.**

Communication du Conseil 91/239/CEE.

L'accord portant création de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement est entré en vigueur le 28 mars 1991, conformément aux dispositions de son article 62 ; à cette date, en effet, les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation des signataires dont les souscriptions initiales représentent les deux tiers du capital et comprenant au moins deux pays d'Europe centrale et orientale avaient été déposés auprès du gouvernement français, *Journal officiel* n° L 107 du 27 avril 1991, p. 52.

Loi du 10 avril 1991 relative à l'application de l'Accord portant création de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, et Annexes, faits à Paris le 29 mai 1990, *Moniteur*, 13 avril 1991, p. 7708.

IMPORTATIONS — EXPORTATIONS — TRANSIT.

Arrêté ministériel du 19 mars 1991 modifiant l'arrêté ministériel du 8 août 1990 soumettant à licence l'importation, l'exportation et le transit des marchandises, *Moniteur*, 3 avril 1991, p. 6751.

NATIONS UNIES — INSTITUTIONS SPECIALISEES.

1. Quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, fait à Washington le 14 décembre 1989 ;

2. Constitution de l'Union postale universelle, faite à Vienne le 10 juillet 1964, telle qu'amendée à Tokyo le 14 novembre 1969, à Lausanne le 5 juillet 1974, à Hambourg le 27 juillet 1984 et à Washington le 14 décembre 1989 ;

3. Règlement général de l'Union postale universelle, et Annexe, faits à Washington le 14 décembre 1989 ;

4. Convention postale universelle, Protocole final, Règlement d'exécution et Annexes (formules), faits à Washington le 14 décembre 1989 ;

5. Arrangement concernant les colis postaux, Protocole final, Règlement d'exécution et Annexes (formules), faits à Washington le 14 décembre 1989 ;

6. Arrangement concernant les mandats de poste, Règlement d'exécution et Annexes (formules) et Protocole final du Règlement d'exécution, faits à Washington le 14 décembre 1989 ;

7. Arrangement concernant le Service des chèques postaux, Règlement d'exécution et Annexes (formules), faits à Washington le 14 décembre 1989 ;

8. Arrangement concernant les envois contre remboursement, Règlement d'exécution et Annexes (formules), faits à Washington le 14 décembre 1989. Errata, *Moniteur*, 19 avril 1991, p. 8179.

LEGISLATION ECONOMIQUE

MAI 1991

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

- 1. Généralités ;*
- 2. Réglementation économique et financière ;*
- 3. Réglementation fiscale ;*
- 4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. Communautés européennes ;*
 - 4.2. Etat belge ;*
 - 4.3. Communautés et Régions ;*
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;*
- 5. Réglementation sociale ;*
 - 5.1. Travail ;*
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;*
- 6. Relations économiques et financières extérieures ;*
- 7. Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Règlement de procédure du Tribunal de première instance des Communautés européennes du 2 mai 1991, *Journal officiel* n° L 136 du 30 mai 1991, p. 1.

DROIT CIVIL.

Modifications du 17 avril 1991 à la Constitution :

Article unique. A l'article 56, 1°, de la Constitution, les mots « Etre Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation » sont remplacés par les mots « être Belge », *Moniteur*, 3 mai 1991, p. 9396.

Article unique. La disposition transitoire de l'article 104 de la Constitution est abrogée, *Moniteur*, 3 mai 1991, p. 9397.

ETRANGERS.

Arrêté royal du 18 avril 1991 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *Moniteur*, 15 mai 1991, p. 10155.

L'article 1^{er} supprime l'exigence d'un visa pour les ressortissants polonais.

REFORME DE L'ETAT.

Décret de la Communauté française du 4 mars 1991 portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et la Région wallonne, conclu à Namur le 17 novembre 1990, *Moniteur*, 4 mai 1991, p. 9522.

Décret de la Région wallonne du 21 février 1991 portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'exercice conjoint des compétences par la Communauté française et la Région wallonne, *Moniteur*, 4 mai 1991, p. 9526.

Accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et la Région wallonne :

Article 1^{er}. — La Communauté française et la Région wallonne exercent conjointement les compétences suivantes par l'intermédiaire d'un établissement ci-après dénommé « l'Etablissement » :

- la tutelle sur les centres publics d'aide sociale telle que définie à l'article 5, § 1^{er}, II, 2° de la loi spéciale et telle qu'exercée par la Communauté française dans le cadre de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ;
- le tourisme tel que défini à l'article 4, 10° de la loi spéciale à l'exception de la promotion des loisirs ainsi que de l'Office de Promotion du tourisme ;
- le transport scolaire tel que défini à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959
- ...

Art. 8. — L'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif régional wallon transfèrent à l'Etablissement les budgets consacrés aux matières visées à l'article 1er. Ce budget est annexé aux budgets de la Communauté française et de la région wallonne.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ASSURANCES.

Arrêt de la Cour du 18 avril 1991 dans l'affaire C-63/89 : Les Assurances du crédit et Compagnie belge d'assurance-crédit SA contre Conseil et Commission des Communautés européennes, *Journal officiel* n° C 125 du 15 mai 1991, p. 7.

DROITS INTELLECTUELS.

Directive du Conseil du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, *Journal officiel* n° L 122 du 17 mai 1991, p. 42.

ETABLISSEMENTS DE CREDIT.

Proposition de directive du Conseil sur la surveillance et le contrôle des grands risques des établissements de crédit, *Journal officiel* n° C 123 du 9 mai 1991, p. 18.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS.

Directive du Conseil du 29 avril 1991 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements terminaux de télécommunications, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, *Journal officiel* n° L 128 du 23 mai 1991, p. 1.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

DOUANE ET ACCISES.

Arrêté ministériel du 21 mai 1991 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués, *Moniteur*, 28 mai 1991, p. 11644.

DROITS D'ENREGISTREMENT.

Loi du 10 avril 1991 complétant l'article 159 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, *Moniteur*, 23 mai 1991, p. 11170.

Cette loi exempte du droit proportionnel et soumet au droit fixe général l'enregistrement des contrats portant bail, sous-bail et cession de bail d'immeubles ou parties d'immeubles affectés exclusivement au logement d'une famille ou d'une personne seule.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

COMPTABILITE DE L'ETAT.

Loi du 15 mars 1991 portant réforme de la comptabilité générale de l'Etat et de la comptabilité provinciale, *Moniteur*, 22 mai 1991, p. 10980.

Extrait.

Art. 2. — Il est créé une Commission de normalisation de la comptabilité publique, chargée notamment de mettre au point le plan comptable général et les projets d'adaptation des textes en vigueur.

DETTE DE L'ETAT.

Arrêté ministériel du 6 mai 1991 relatif à la deuxième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9,25% — 2 janvier 1998 », *Moniteur*, 8 mai 1991, p. 9770.

Arrêté ministériel du 6 mai 1991 relatif à la deuxième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9% — 28 mars 2003 », *Moniteur*, 8 mai 1991, p. 9787.

Arrêté royal du 21 mai 1991 relatif à l'échange par l'Etat belge d'emprunts intérieurs venant à échéance finale en 1994, *Moniteur*, 24 mai 1991, p. 11301.

Arrêté ministériel du 21 mai 1991 fixant le calendrier des adjudications d'échange des emprunts intérieurs venant à échéance finale en 1994, *Moniteur*, 24 mai, p. 11304.

Arrêté ministériel du 21 mai 1991 relatif à l'adjudication d'échange de l'emprunt 10,75 % 1985-1994 de l'Etat belge contre les obligations linéaires 9,50 % — 28 février 1994, *Moniteur*, 24 mai 1991, p. 11304.

Arrêté ministériel du 22 mai 1991 relatif à la clôture définitive de l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 10 % — 2 août 2000 », *Moniteur*, 28 mai 1991, p. 11647.

Arrêté ministériel du 28 mai 1991 relatif à l'adjudication d'échange, en date du 29 mai 1991, de trois emprunts intérieurs contre des obligations linéaires 9,50 % — 28 février 1994, *Moniteur*, 29 mai 1991, p. 11766.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

REVENU GARANTI.

Loi du 10 avril 1991 modifiant la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, *Moniteur*, 29 mai 1991, p. 11761.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS DE COOPERATION.

Proposition de règlement du Conseil relatif à une aide destinée à assister l'Union soviétique dans l'effort d'assainissement et de redressement de son économie, *Journal officiel* n° C 140 du 30 mai 1991, p. 10.

BANQUE EUROPEENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT.

Arrêté royal du 25 avril 1991 portant nomination d'un Gouverneur de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, *Moniteur*, 24 mai 1991, p. 11299.

Arrêté royal du 25 avril 1991 portant nomination d'un Gouverneur suppléant de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, *Moniteur*, 24 mai 1991, p. 11363.

Arrêté royal du 8 mai 1991 concernant les modalités de paiement de la participation de la Belgique à la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, *Moniteur*, 24 mai 1991, p. 11297.

COOPERATION DOUANIERE.

Convention portant création d'un Conseil de Coopération douanière, et Annexe, faites à Bruxelles le 15 décembre 1950. Adhésion par l'Union de Myanmar, *Moniteur*, 16 mai 1991, p. 10369.

IMPORTATION — EXPORTATION — TRANSIT.

Règlement (CEE) n° 1194/91 du Conseil, du 7 mai 1991, modifiant les règlements (CEE) n° 2340/90 et (CEE) n° 3155/90 empêchant les échanges de la Communauté concernant l'Iraq et le Koweït, *Journal officiel* n° L 115 du 8 mai 1991, p. 37.

Décision des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil du 21 mai 1991 modifiant la décision 90/414/CECA empêchant les échanges concernant l'Iraq et le Koweït, *Journal officiel* n° L 127 du 23 mai 1991, p. 27.

TERRITOIRE DOUANIER.

1° **Convention** concernant la création d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers, Règlement d'exécution et Procès-verbal de signature, signé à Bruxelles le 5 juillet 1890, *Moniteur*, 28 mai 1991, p. 11644.

2° **Protocole de modification**, signé à Bruxelles le 16 décembre 1949; Dénonciation par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, *Moniteur*, 28 mai 1991, p. 11644.

7. — DIVERS

SANTE PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT.

Protocole à la Convention de 1964 relative à l'élaboration d'une pharmacopée européenne fait à Strasbourg le 16 novembre 1989 (voir *Moniteur* du 29 juillet 1969 et du 8 mars 1974), *Moniteur*, 25 mai 1991, p. 11432.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

- Cahier n° 1 :** Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.
- Cahier n° 2 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 3 :** La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 4 :** L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 5 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 6 :** Volume et structure des marchés des changes en Belgique et à l'étranger, par P. Demarsin.
- Cahier n° 7 :** Parts de marché des producteurs de l'UEBL sur les marchés extérieurs et intérieur, par A. Nyssens et Gh. Poulet.
- Cahier n° 8 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, par Ph. Quintin et P. Tellier.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

*
**

382.241. - 307.34

336.61 - 336.201. - 336.43
336.452.

AHLBORN, H.

La contribution relative actuelle du Grand-Duché de Luxembourg à la balance des opérations courantes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

(In : REPERES - BULLETIN ECONOMIQUE ET FINANCIER, Luxembourg, 24, 1991, p. 2-9.)

LU 5B

BOSSUYT, V.

La loi-programme de 1990 et le conclave budgétaire de 1991.

(In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES, Bruxelles, 96, 1991, p. 3-14.)

BE 64DF

333.820. - 333.80 - 333.110.
333.741.4 - 333.634.

333.825. - 333.432.6

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

La réforme des instruments de la politique monétaire. (Aspects et Documents, 114.)

Bruxelles, A.B.B., 1991, 32 p.

BRASSENS, S.

L'arrimage au mark et ses conséquences sur le développement économique.

(In : ACTUALITES - REVUE ECONOMIQUE ET BANCAIRE INTERNATIONALE, Paris, 260, 1991 03, p. 7-16.)

FR 2

052

334.151.25 - 334.151.27

BELGISCHE VERENIGING VAN BANKEN/
ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Bankvestigingen in België - 1990 - Implantations bancaires en Belgique.

Brussel/Bruxelles, B.V.B./A.B.B., 1991, 385 p.

BRITTON, A. & MAYES, D.

The ECU : a single currency for Europe.

(National Institute of Economic and Social Research, Discussion Paper, 181.)

London, N.I.E.S.R., 1990, 20 p.

347.753.3

333.611. - 333.604. - 333.139.1

BOLLE, E.

La nouvelle loi sur les loyers.

(In : BULLETIN FIDUCIAIRE, Bruxelles, 3, 1991 03, p. 11-12.)

BE 23

BRUYNEEL, A.

La loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers : premières réflexions.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIWEZEN, Bruxelles/Brussel, 4, 1991 04, p. 207-210.)

BE 134

334.81

347.728.1 - 657.33

BULLETIN...

Le « General Agreement on Tariffs and Trade ».
(In : BULLETIN FIDUCIAIRE, Bruxelles, 4, 1991 04, p. 16-19.)
BE 23

BULLETIN...

La structure du patrimoine des entreprises belges.
(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 16,
1991 04 26, p. 1-6.)
BE 33

336.300.

338.755.6

BULLETIN...

Le problème de la dette publique en Belgique.
(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 318,
1991 03, p. 1-11.)
BE 27CF

BULLETIN...

L'industrie belge du tapis.
(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 17,
1991 05 03, p. 1-5.)
BE 33

380.3 - 380.22 - 380.24

331.30 - 305.2

BULLETIN...

De la réglementation des prix à une politique de
concurrence?
(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 14,
1991 04 12, p. 1-6.)
BE 33

BULLETIN...

La conjoncture retrouve du tonus.
(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 19,
1991 05 17, p. 1-8.)
BE 33

658.40 - 306.14 - 307.364.
658.45

333.111.41 - 333.426. - 333.111.41
333.426.

BULLETIN...

La rentabilité des entreprises belges : pas uniformément
brillante.
(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 15,
1991 04 19, p. 1-6.)
BE 33

BULLETIN...

Billets de banque : la fin d'un moyen de paiement?
(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 20,
1991 05 24, p. 1-6.)
BE 33

331.061.

347.721.2 - 333.646. - 333.640.
333.138.1

BUREAU DU PLAN.

Perspectives 1991-1995 de février 1991 et leur actualisation de mars 1991.

Bruxelles, Bureau du Plan, 1991, div. p.

CLERIX, R.

La Bourse de Bruxelles : de nouvelles structures dans un contexte « incertain ».

(In : *PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES, Bruxelles, 95, 1991, p. 3-19.*)

BE 64DF

331.061.

338.40 - 338.78

BUREAU DU PLAN.

Annexe aux « Perspectives 1991-1995 de février 1991 ».

Bruxelles, Bureau du Plan, 1991, div. p.

CONGRES DES ECONOMISTES BELGES DE LANGUE FRANCAISE. (9e)

Defourny, J. : L'émergence du secteur d'économie sociale en Wallonie et en Europe. (In : *LES REGIONS ET L'EUROPE. COMMISSION 3.*)

Charleroi, Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, 1990, 155-179 p.

330.3 - 305.96

338.43 - 321.68 - 342.55
342.3 - 331.31 - 333.110.
333.80 - 334.151.20

CAPRON, H. et al.

Modèle Wallonie : conception théorique et modèle de simulation.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 129, 1991 01/03, p. 27-49.*)

BE 44E

CONGRES DES ECONOMISTES BELGES DE LANGUE FRANCAISE. (9e)

Deschamps, R. : Fédéralisme économique et financier en Europe et en Belgique : analyse du partage des compétences de politique économique. (In : *LES REGIONS ET L'EUROPE. COMMISSION 2.*)

Charleroi, Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, 1990, 117-134 p.

333.450. - 333.425.

338.43 - 333.432.8 - 334.151.25

CHOOSING...

De Grauwe, P. & Vanhaverbeke, W. : Exchange rate experiences of small EMS countries : Belgium, Denmark, and the Netherlands. (In : *CHOOSING AN EXCHANGE RATE REGIME.*)

Washington, International Monetary Fund, 1989, 135-155 p.

CONGRES DES ECONOMISTES BELGES DE LANGUE FRANCAISE. (9e)

Ghymers, C. : L'Europe en tant qu'acteur du système monétaire international. (In : *LES REGIONS ET L'EUROPE. COMMISSION 4.*)

Charleroi, Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, 1990, 23-40 p.

338.43 - 321.68 - 342.55
336.61 - 334.151.4

336.212.2

CONGRES DES ECONOMISTES BELGES DE LANGUE FRANCAISE. (9e)

Gosée, A. & Verkaeren, P. : Les régimes de financement des régions dans quelques pays. (In : LES REGIONS ET L'EUROPE. COMMISSION 2.)

Charleroi, Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, 1990, 185-259 p.

COPPENS, H.

La réduction du précompte mobilier. Une opération au résultat mitigé.

(In : REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 3, 1991 03, p. 85-94.)

BE 158FB

338.43 - 333.431.0 - 333.432.0

333.138.1 - 333.131.8 - 339.4
657.03

CONGRES DES ECONOMISTES BELGES DE LANGUE FRANCAISE. (9e)

Peffer, M. : Les conditions d'une union économique et monétaire. (In : LES REGIONS ET L'EUROPE. COMMISSION 2.)

Charleroi, Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, 1990, 15-65 p.

COUCK, B.

Evaluatiemethodes voor portefeuillebeheer toegepast op gemeenschappelijke beleggingsfondsen.

(In : SOLVAY BUSINESS REVIEW, Brussel, 1, 1991 03, p. 43-51.)

BE 119N

338.43 - 333.432.1 - 333.431.0
333.432.0 - 333.110. - 333.111.40

306.111.

CONGRES DES ECONOMISTES BELGES DE LANGUE FRANCAISE. (9e)

Reding, P. & Cabie, I. : Aspects d'une union monétaire : le cas de l'UEBL. (In : LES REGIONS ET L'EUROPE. COMMISSION 2.)

Charleroi, Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, 1990, 67-114 p.

DAWANCE, J.-P.

Un nouvel index! Quel nouvel index?

(In : BULLETIN DE LA FONDATION ANDRE RENARD, Liège, 187-188, 1990 09/12, p. 27-47.)

BE 17

338.43 - 334.151.20 - 331.31
333.431.0 - 333.432.0

333.432.8

CONGRES DES ECONOMISTES BELGES DE LANGUE FRANCAISE. (9e)

Timmermans, T. : Degré d'autonomie des politiques macroéconomiques nationales dans une union monétaire. (In : LES REGIONS ET L'EUROPE. COMMISSION 2.)

Charleroi, Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, 1990, 135-152 p.

DEBAERE, P.

Is het internationaal monetair systeem aan hervormingen toe? Pleidooi voor meer internationale coördinatie van macro-economisch beleid.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 3, 1991 03, p. 272-279.)

BE 71

338.020. - 338.030. - 347.720.0
658.325.

658.40 - 339.0

DE CLERCQ, H. et al.

Arbeid en kapitaal : een voorbijgestreefde tegenstelling.

(In : *ONDERNEMEN*, Brussel, 3, 1991 03, p. 112-121.)

BE 48

de MURARD, G. et al.

L'analyse financière par les flux.

(In : *ANALYSE FINANCIERE*, Paris, 84, 1991 01/03, p. 3-113.)

FR 1

333.841. - 332.620. - 334.151.27

334.151.20 - 334.151.27 - 334.151.21

DE GRAUWE, P.

The cost of disinflation and the European Monetary System.

(In : *OPEN ECONOMIES REVIEW*, Dordrecht, 2, 1990, p. 147-173.)

NL 20D

DORNBUSCH, R.

Problemi dell'integrazione monetaria europea.

(In : *RIVISTA DI POLITICA ECONOMICA*, Roma, 2, 1991 02, p. 3-32.)

IT 22

333.741.0 - 333.820.

338.43 - 321.68 - 342.2
336.030. - 336.451.

DE LEEUW, J.

Wijzigingen in het Belgische monetaire beleidsinstrumentarium.

(In : *BANK- EN EFFECTENBEDRIJF*, Amsterdam, 4, 1991 04, p. 24-27.)

NL 3A

DRUMAUX, A. et al.

Bruxelles, les facteurs de l'équilibre budgétaire.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1310-11, 1991, p. 3-48.)

BE 28E

657.01

333.741.0 - 333.62 - 333.634.
333.632.0

DE LEMBRE, E. & COPPENS, C.

Het Belgisch wetenschappelijk accountancy-onderzoek.

(In : *ACCOUNTANCY EN BEDRIJFSKUNDE - MAANDSCHRIFT*, Antwerpen, 2, 1991 03, p. 7-10.)

BE 502

DUMLICH, D. & FORTEMPS, J.-F.

Le Big Bang belge.

(In : *NOTES FINANCIERES DE LA BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG*, Luxembourg, 26, 1991 03/04, p. 15-24.)

LU 9

334.151.27

333.741.0 - 333.820.

EDISON, H.J. & FISHER, E.O'N.

A long-run view of the European Monetary System.

(In : JOURNAL OF INTERNATIONAL MONEY AND FINANCE, Guildford (England), 1, 1991 03, p. 53-70.)

GB 29A

FORTEMPS, J.-F.

Des banques centrales et des politiques monétaires plutôt raisonnables.

(In : NOTES FINANCIERES DE LA BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, Luxembourg, 26, 1991 03/04, p. 30-33.)

LU 9

333.130.1 - 333.108. - 333.106.
332.834.

305.7 - 333.100.

ENTREPRENDRE...

Les banques au coeur du débat.

(In : ENTREPRENDRE, Bruxelles, 4, 1991 04, p. 9-36.)

BE 45

GARBER, P. & WEISBROD, S.

Banks in the market for liquidity.

(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 3381.)

Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1990, 43 p.

339.0 - 339.12 - 307.363.

333.138.2 - 338.52 - 347.720.1
336.207.

ETUDES...

Les comptes nationaux de la Belgique 1980-1989.

(In : I.N.S.-ETUDES STATISTIQUES, Bruxelles, 90, 1991, p. 1-114.)

BE 67

GEMIS, G.

Hoe kijkt de Belgische fiscus tegen buitenlandse holdings aan? Zeven stokken achter de deur. (II)

(In : ALGEMEEN FISCAAL TIJDSCHRIFT, Brussel, 3, 1991 03, p. 83-95.)

BE 510

333.111.30 - 333.80 - 333.820.
333.111.1

333.634. - 336.310. - 336.311.1
333.741.1

FAZIO, A.

Role and independence of central banks.

(In : ECONOMIC BULLETIN - BANCA D'ITALIA, Roma, 12, 1991 02, p. 73-85.)

IT 25A

GENERALE DE BANQUE.

La réforme du marché des instruments de financement émis par l'Etat belge.

Bruxelles, Générale de Banque, 1990, s. p.

GHYMERS, C.

Convergence et transition vers l'UEM.

(In : *DE PECUNIA, Bruxelles, 1, 1991 03, p. 13-30.*)

BE 75

HUYGHEBAERT, J.

De zakelijkheid voorbij : de waarden van de manager, beschouwingen over ethiek en leiderschap.

Tielt, Lannoo, 1991, 88 p.

334.151.20 - 334.151.25 - 334.151.27
334.151.21

332.832.

GIOVANNINI, A.

European monetary reform : progress and prospects.

(In : *BROOKINGS PAPERS ON ECONOMIC ACTIVITY, Washington, 2, 1990, p. 217-274.*)

US 7

INFORM...

Dossier prépension.

(In : *CMB-INFORM, Bruxelles, 127, 1991 01/02, p. 3-122.*)

BE 37F

333.600. - 305.91

339.325.1 - 332.26

GOODHART, C.A.E. & FIGLIUOLI, L.

Every minute counts in financial markets.

(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL MONEY AND FINANCE, Guildford (England), 1, 1991 03, p. 23-52.*)

GB 29A

INSTITUT DE L'ENTREPRISE/FABRIMETAL.

Evolution du pouvoir d'achat en Belgique.
(Document de Travail.)

Bruxelles, Institut de l'Entreprise, 1991, II + 5 p.

338.023. - 306.12 - 301

332.27 - 332.26 - 338.042.
339.235.

HENDRICKX, K.

Sectoriële bronnen voor produktiviteitsmeting : definities, classificaties en methodologie.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Rapport, 252.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius, 1990, 115 p.

INSTITUT DE L'ENTREPRISE/HAY MANAGEMENT CONSULTANTS.

La rémunération en Belgique dans une perspective internationale.

(Document de Travail.)

Bruxelles, Institut de l'Entreprise/Hay Management Consultants, 1991, 24 p.

JURGENSEN, P.

Ecu, naissance d'une monnaie.
Paris, Lattès, 1991, 344 p.

LIERMAN, F.

Primary dealers, sluitstuk van de hervorming van de markt voor overheidspapier.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIEWEEZEN, Bruxelles/Brussel, 4, 1991 04, p. 173-174.)

BE 134

331.30 - 305.2 - 327.8

333.741.0 - 333.634. - 336.31

KESTENS, P. & HESPEL, E.

L'économie belge entre le Golfe et la frontière Oder-Neisse.

(In : CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 129, 1991 01/03, p. 51-72.)

BE 44E

LIERMAN, F.

Les « primary dealers », un maillon indispensable du nouveau marché monétaire et des capitaux.

(In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES - NUMERO SPECIAL, Bruxelles, 53, 1991, p. 2-23.)

BE 64EF

332.620. - 305.94 - 380.22
332.621.4

334.151.25 - 334.151.20 - 334.151.27

LEBRUN, I.

Modèle de déséquilibre en concurrence imparfaite : analyse de la structure du chômage par région belge.

(In : CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 129, 1991 01/03, p. 73-112.)

BE 44E

LOUW, A.

Le rôle de l'écu-panier dans la période de transition vers l'union économique et monétaire européenne.

(In : REVUE DU MARCHÉ COMMUN, Paris, 344, 1991 02, p. 114-121.)

FR 58

332.631. - 368.44

334.81

LEROY, F. & BONTE, H.

De pree-historie van de werkloze.

(In : SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 2, 1991, p. 33-42.)

BE 155D

LUTZ, J.M.

GATT reform or regime maintenance : differing solutions to world trade problems.

(In : JOURNAL OF WORLD TRADE, Geneva, 2, 1991 04, p. 107-122.)

GB 27

333.820. - 304.5 - 333.428.
305.7

MARLOW, M.L.

Central bank credibility and forecasting.

(In : *APPLIED ECONOMICS*, New York, 3, 1991 03,
p. 471-478.)

US 4

334.151.1 - 334.151.20 - 331.31

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU
BUDGET. (France)

de Grauwe, P. et al : La coordination des politiques
économiques. (In : *VERS L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
EUROPEENNE*.)

Paris, La Documentation Française, 1990, 159-213 p.

334.151.20 - 336.61

MASSON, P. & MELITZ, J.

Fiscal policy independence in a European Monetary
Union.

(In : *OPEN ECONOMIES REVIEW*, Dordrecht, 2, 1991,
p. 113-136.)

NL 20D

371 - 331.30 - 311.0
331.100. - 92 - 333.110.
336.61 - 203

MODERN...

Modern Belgium.

Palo Alto, California, Society for the Promotion of Sci-
ence and Scholarship, 1990, XXXI+561 p.

334.151.20

MENKHOFF, L. & SELL, F.L.

The advantages of a small European Monetary Union.

(In : *INTERECONOMICS*, Hamburg, 2, 1991 03/04,
p. 64-67.)

DE 15

371 - 336.61

MODERN...

Beauvois, R. : Government finance. (In : *MODERN BEL-
GIUM*.)

Palo Alto, California, Society for the Promotion of Sci-
ence and Scholarship, 1990, 294-299 p.

306.111.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.

Le nouvel indice des prix à la consommation, base
1988 = 100.

Bruxelles, Ministère des Affaires Economiques, 1991,
V+96 p.

371 - 333.110. - 333.80
333.820. - 333.825.

MODERN...

Beauvois, R. : Monetary policy and organization. (In :
MODERN BELGIUM.)

Palo Alto, California, Society for the Promotion of Sci-
ence and Scholarship, 1990, 280-293 p.

MODERN...

Blanpain, R. : Labor relations. (In : MODERN BELGIUM.)
Palo Alto, California, Society for the Promotion of Science and Scholarship, 1990, 303-309 p.

MODERN...

Peeters, T. : Foreign trade. (In : MODERN BELGIUM.)
Palo Alto, California, Society for the Promotion of Science and Scholarship, 1990, 267-271 p.

371 - 330.580.

371 - 333.101. - 333.480.

MODERN...

Deleeck, H. : The welfare system. (In : MODERN BELGIUM.)
Palo Alto, California, Society for the Promotion of Science and Scholarship, 1990, 324-335 p.

MODERN...

Siaens, A. : Financial services and markets. (In : MODERN BELGIUM.)
Palo Alto, California, Society for the Promotion of Science and Scholarship, 1990, 253-260 p.

371 - 338.046.2

336.201.

MODERN...

Donckels, R. : Small and medium-sized enterprises. (In : MODERN BELGIUM.)
Palo Alto, California, Society for the Promotion of Science and Scholarship, 1990, 247-252 p.

MOUSSOUX, B.

De kunst van het belasten van uitgaven.
(In : SOLVAY BUSINESS REVIEW, Brussel, 1, 1991 03, p. 6-14.)
 BE 119N

371 - 333.432.8 - 333.420.0

334.151.25 - 333.741.0

MODERN...

Godeaux, J. : International monetary arrangements. (In : MODERN BELGIUM.)
Palo Alto, California, Society for the Promotion of Science and Scholarship, 1990, 142-151 p.

NAMOR, E.

The Ecu money market.
(In : DE PECUNIA, Bruxelles, 1, 1991 03, p. 83-111.)
 BE 75

334.151.21 - 333.111.1

338.731. - 331.01

NEDERLANDSCHE...

Ontwerp-statuten van het Europees Stelsel van Centrale Banken en van de Europese Centrale Bank.

(In : *DE NEDERLANDSCHE BANK - KWARTAALBERICHT*, Amsterdam, 4, 1991 03, p. 79-123.)

NL 30B

PAUWELS, J.-P. & LAUWERS, P.

Réflexions sur le choc pétrolier de 1990 et propositions d'actions pour l'avenir.

(In : *REVUE DE L'ENERGIE*, Paris, 429, 1991 04, p. 213-225.)

FR 56

334.151.20 - 334.151.21

333.633.0 - 336.207. - 339.312.6

NEUMANN, M.J.M.

Precommitment by central bank independence.

(In : *OPEN ECONOMIES REVIEW*, Dordrecht, 2, 1991, p. 95-112.)

NL 20D

PIERRE, A. & MUCCIACCIO, L.

Les actions AFV : derniers délais...

(In : *BULLETIN FINANCIER - BBL*, Bruxelles, 2248, 1991 02, p. 1-2 + 8-14.)

BE 34A

333.67 - 347.720.0

368.40 - 334.151.50 - 334.154.1

OPENBAAR...

Openbaar bod en beschermingsconstructies : recente evoluties in wetgeving en praktijk naar Belgisch, Nederlands en Europees recht. (Verslagboek v/d Leuvense Vennootschapsdag van 11 mei 1990.)

(Rechtspersonen- en Vennootschapsrecht Jan Ronse Instituut, 1.)

Kalmthout, Uitg. Biblo, 1990, 348 p.

PIETERS, D.

Rendez-vous avec la sécurité sociale en 1993.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE*, Bruxelles, 5, 1990 05, p. 269-275.)

BE 141

333.111.8 - 333.111.30 - 334.151.21

336.214. - 336.204. - 339.312.2
332.630. - 305.8

PADOA-SCHIOPPA, T.

Central banks, payment systems and the single market.

(In : *ECONOMIC BULLETIN - BANCA D'ITALIA*, Roma, 12, 1991 02, p. 86-92.)

IT 25A

PLASMANS, J. & VANNESTE, J.

The incidence of corporate taxation in Belgium on employment and investment.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Report, 253.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius, 1990, 30 p.

334.81 - 382.33 - 382.35

334.151.25 - 333.451.1

PREUSSE, H.G.

Voluntary export restraints. An effective means against a spread of neo-protectionism?

(In : JOURNAL OF WORLD TRADE, Geneva, 2, 1991 04, p. 5-17.)

GB 27

REGARDS...

L'écu.

(In : REGARDS SUR LES CHANGES, Paris, 33, 1991 04/06, p. 31.)

FR 57B

347.710. - 347.751.0

334.151.25

PUTTEMANS, A.

La réglementation de la vente à perte.

(In : JOURNAL DES TRIBUNAUX, Bruxelles, 5584, 1991 03 23, p. 225-238.)

BE 599

SALMERON, M.L.L.

Ecu actual y concepciones alternativas.

(In : BOLETIN ECONOMICO - BANCO DE ESPANA, Madrid, 1991 02, p. 19-34.)

ES 9

331.31 - 321.2 - 336.01
336.61 - 333.110. - 333.80
333.820. - 338.40

339.312.7

QUADEN, G.

Politique économique.
(Economie 2000.)

Bruxelles, Edit. Labor, 1990, 342 p.

SCHOCKAERT, J.

La rentabilité d'un investissement.

(In : BULLETIN FIDUCIAIRE, Bruxelles, 3, 1991 03, p. 13-24.)

BE 23

332.630. - 332.622.1

174

REA, A.

Les politiques d'insertion professionnelle des jeunes.
(1981-1990)

(In : COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1306-07, 1991, p. 4-65.)

BE 28E

SCHOKKAERT, E.

Economie en ethiek : een onderzoeksprogramma.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 1, 1991 03, p. 7-16.)

BE 171

SCHONEBECK, T.

The Uruguay round must not fail.

(In : *DEUTSCHE BANK BULLETIN*, Frankfurt, 1991 03, p. 1-6.)

DE 18

SOLVAY...

De « corporate Treasurer ». Of hoe de evolutie in het geldverkeer tot nieuwe bankselectiecriteria aanleiding geeft.

(In : *SOLVAY BUSINESS REVIEW*, Brussel, 1, 1991 03, p. 30-36.)

BE 119N

333.131.0 - 333.130.1 - 333.139.2
368.01 - 368.03

336.212.0 - 336.204. - 336.203.

SCHOOFS, H.

Bank + verzekeringen = bancassurance?

(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION*, Bruxelles, 3, 1991 04, p. 3-9.)

BE 99

STALLAERT, F.

Statistiques fiscales et élasticité de l'impôt des personnes physiques.

(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION*, Bruxelles, 3, 1991 04, p. 11-76.)

BE 99

334.151.21

336.204.

SCIALOM, L.

Banque centrale européenne et fonction de prêteur en dernier ressort.

(In : *REVUE FRANCAISE D'ECONOMIE*, Paris, 1, 1991, p. 161-187.)

FR 64

THERET, B. & URI, D.

Six indicateurs théoriques de pression fiscale confrontés au taux usuel des prélèvements obligatoires.

(In : *REVUE FRANCAISE DE FINANCES PUBLIQUES*, Paris, 33, 1991, p. 167-184.)

FR 52B

333.167.

174

SHIHATA, I.F.I.

The European Bank for Reconstruction and Development : a comparative analysis of the constituent agreement.

London, Graham & Trotman, 1990, XVIII + 189 p.

THIRY, C.

Dossier éthique : tout n'est pas noir ou blanc.

(In : *SOLVAY BUSINESS REVIEW*, Bruxelles, 1, 1991 03, p. 9-30.)

BE 119F

THYGESEN, N.

From the European Monetary System to Economic and Monetary Union. How and why?

(In : *OPEN ECONOMIES REVIEW*, Dordrecht, 2, 1990, p. 201-227.)

NL 20D

VALENDUC, C.

Evolution de la base et du produit de l'impôt des personnes physiques. (Exercices d'imposition 1983-1989.)

(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION*, Bruxelles, 3, 1991 04, p. 77-106.)

BE 99

338.023.

334.151.21

TOLLET, R.

Compétitivité : fausses querelles, vrais enjeux.

(In : *BULLETIN DE LA FONDATION ANDRE RENARD*, Liège, 187-188, 1990 09/12, p. 5-25.)

BE 17

VALENNE, P.-M.

Une banque centrale pour l'Europe de demain.

(In : *REPERES - BULLETIN ECONOMIQUE ET FINANCIER*, Luxembourg, 24, 1991, p. 10-15.)

LU 5B

333.825. - 333.432.6

321.67

VAES, H.

La liaison du franc belge au mark allemand.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 1, 1991 01/02, p. 27-54.)

BE 149B

VANDEPUTTE, R.

Enkele beschouwingen over de invloed van de koning in de Belgische economie.

(In : *RES PUBLICA*, Brussel/Bruxelles, 1, 1991, p. 131-133.)

BE 131

333.138.1 - 333.131.8

332.630. - 305.96 - 368.40
330.3

VALENDUC, C.

Het fiscaal stelsel van de BEVEK's. Hoe het concurrentievermogen verzoenen met een doeltreffende en billijke belastingregeling?

(In : *ALGEMEEN FISCAAL TIJDSCHRIFT*, Brussel, 3, 1991 03, p. 69-75.)

BE 510

VAN DER LINDEN, B.

Diminution des cotisations patronales à la sécurité sociale et création d'emplois en Belgique.

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN*, Louvain-la-Neuve, 1, 1991, p. 33-60.)

BE 34

333.602. - 333.741.0

333.67 - 347.731. - 332.18
174

VANDER VENNET, R.

De herregulering van de Belgische financiële markten.
(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIWEZEN, Bruxelles/Brussel, 4, 1991 04, p. 175-194.*)

BE 134

VERSTRAETEN, J.

Ethische bedenkingen bij bedrijfsovernames.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 1, 1991 03, p. 93-107.*)

BE 171

327.8 - 331.30

334.151.25

VANDEWALLE, G.

For a few dollars more.

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 2, 1991, p. 13-20.*)

BE 155D

VISSOL, T.

Why firms should adopt the Ecu now?

(In : *DE PECUNIA, Bruxelles, 1, 1991 03, p. 151-168.*)

BE 75

338.43 - 321.68 - 342.2
336.030. - 336.10

332.26 - 307.23 - 350.2
305.2 - 354

VAN ORSHOVEN, P.

Les impôts communautaires et régionaux.

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 3, 1991 03, p. 95-101.*)

BE 158FB

VITS, G.

De paria's van de arbeidsmarkt?

(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 3, 1991 04, p. 121-132.*)

BE 99

341.8 - 347.440. - 347.442.

334.151.27

VANWIJCK-ALEXANDRE, M. & DE POVER, M.F.

La fonction protectrice du droit belge en matière d'obligations de secret ou de discrétion dans les relations contractuelles en l'absence de clause de confidentialité.

(In : *REVUE DE DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES/INTERNATIONAL BUSINESS LAW JOURNAL, Paris, 1, 1991, p. 95-105.*)

FR 727

WEBER, A.

Reputation and credibility in the European Monetary System.

(In : *ECONOMIC POLICY: A EUROPEAN FORUM, Cambridge, 12, 1991 04, p. 57-102.*)

GB 18B

Prix de l'abonnement annuel

{ Belgique et Luxembourg : FB 500,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 750,—
Autres pays : voie normale : FB 750,—
voie aérienne : FB 1.550,—

Prix du numéro séparé

{ Belgique et Luxembourg : FB 50,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 75,—
Autres pays : voie normale : FB 75,—
voie aérienne : FB 155,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Recettes à ventiler - Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.

Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

PUBLICATION MENSUELLE

TABLE DES MATIERES

LXVI^e Année — Janvier-juin 1991

*Numéro
du Bulletin*

Préambule du Rapport 1990 présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique au nom du Conseil de Régence à l'assemblée générale des actionnaires	2
La nouvelle situation hebdomadaire de la Banque Nationale de Belgique	3
Révision du Chapitre XIX « Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement » de la partie « Statistiques » du <i>Bulletin</i>	5
Révision du Chapitre XVIII « Marché monétaire » de la partie « Statistiques » du <i>Bulletin</i>	6
Modifications apportées au Chapitre XV « Actifs financiers » de la partie « Statistiques » du <i>Bulletin</i>	6
Modifications apportées au Chapitre XIX « Taux d'intérêt » de la partie « Statistiques » du <i>Bulletin</i>	6

STATISTIQUES

Principales abréviations utilisées.

Signes conventionnels.

I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.

1. Répartition du produit national entre les facteurs de production I - 1
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité. I - 2
3. Affectation du produit national :
 - a) Estimations à prix courants I - 3a
 - b) Estimations aux prix de 1985. I - 3b
4. Enquêtes sur la conjoncture :
 - a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques I - 4a
 - b) Industrie manufacturière :
 - valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes I - 4b.1
 - résultats bruts par secteur I - 4b.2
 - valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes I - 4b.3
 - résultats bruts par région I - 4b.4
 - c) Industrie de la construction :
 - valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes I - 4c.1
 - résultats bruts par secteur I - 4c.3
 - d) Commerce :
 - valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes I - 4d
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière I - 5

II. — Population, emploi et chômage.

1. Population, demande et offre d'emploi II - 1
2. Chômage et emplois vacants II - 2

III. — Agriculture et pêche.

1. Agriculture III - 1
2. Pêche maritime III - 2

IV. — Industrie.

1. Production industrielle IV - 1
2. Production manufacturière — Ventilation par secteur. IV - 2
3. Energie IV - 3
4. Métallurgie IV - 4
5. Construction IV - 5
6. Production industrielle des pays de la CEE IV - 6

V. — Services.

1. Transports :
 - a) Activités de la SNCB et de la Sabena V - 1a
 - b) Navigation maritime V - 1b
 - c) Navigation intérieure V - 1c
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique. V - 2

3. Commerce intérieur :	
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a
b) Ventes à tempérament	V - 3b
4. Chambres de compensation :	
a) Nombre d'opérations	V - 4a
b) Montant des opérations	V - 4b
VI. — Revenus.	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie . . .	VI - 2
VII. — Indices de prix.	
1. Matières premières	VII - 1
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b
3. Prix à la consommation en Belgique :	
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Commu-	
nautés européennes	VII - 3b
VIII. — Commerce extérieur de l'UEBL.	
1. Tableau général	VIII - 1
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
b) Indices du volume	VIII - 4b
5. Orientation géographique	VIII - 5
IX. — Balance des paiements de l'UEBL.	
1-2-3. Balance sur base des transactions :	
Chiffres annuels	IX - 1
Soldes trimestriels	IX - 2
Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
4. Balance sur base de caisse	IX - 4
5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des rési-	
dents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et	
opérations de change à terme	IX - 5
6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
X. — Marché des changes.	
1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compen-	
sation à Bruxelles :	
1. Cours de change indicatifs : ⁽¹⁾	
a) Chiffres annuels	X - 1a
a) Pays CEE	X - 1a ⁽¹⁾
b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
b) Pays autres que la CEE.	X - 1b ⁽¹⁾

⁽¹⁾ A partir du mois de mars.

	<i>Numéros des tableaux</i>
2. Droit de tirage spécial	X - 2
2. Système Monétaire Européen : ⁽¹⁾	
a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 2a ⁽¹⁾
b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge . . .	X - 2b ⁽¹⁾
c) Indicateurs de divergence	X - 2c ⁽¹⁾
d) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence. . . .	X - 2d ⁽¹⁾
3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
3. Cours de change effectifs.	X - 3 ⁽¹⁾
4. Système Monétaire Européen : ⁽²⁾	
a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a ⁽²⁾
b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b ⁽²⁾
c) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence. . . .	X - 4c ⁽²⁾
5. Cours de change effectifs.	X - 5 ⁽²⁾

XI. — Finances publiques.

1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1
2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor.	XI - 2
3. Composition du solde net à financer total du Trésor.	XI - 3
4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4
5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5
6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6
7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7
8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8

XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.

1. Encours :	
a) au 31 décembre 1987	XII - 1a
b) au 31 décembre 1988	XII - 1b
2. Mouvements en 1988	XII - 2
3. Encours (totaux sectoriels) :	
a) au 31 décembre 1987	XII - 3a
b) au 31 décembre 1988	XII - 3b
4. Mouvements en 1988 (totaux sectoriels)	XII - 4

⁽¹⁾ A partir du mois de mai.

⁽²⁾ Supprimé à partir du mois de mai.

XIII. — Organismes principalement monétaires.

1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Bilans :	
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
c) Banques de dépôts	XIII - 2c
d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origi- ne par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique.	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique . . .	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques.	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux.	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne — Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I.	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964 :	
a) Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7a
b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la loi du 10 juin 1964	XIV - 7b
c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964.	XIV - 7c
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie.	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et les particuliers	XV - 1
2. Stock monétaire	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et les particuliers	XV - 3
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et les particuliers. Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 4a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et les particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et les particuliers. Actifs en franc belge et en monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 6a
b) Encours	XV - 6b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en franc belge à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes en franc belge à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 3a
b) Ventilation par détenteurs.	XVI - 3b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données INS.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données BNB	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement .	XVII - 8
9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la SNCI et la CNCP aux entreprises et particuliers et à l'étranger — Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
1. Incidence des opérations de la Banque Nationale de Belgique sur le marché monétaire	XVIII - 1 (1)
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
2. Régulation du marché monétaire par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 2 (1)
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3
3. Lignes de crédit individuelles des intermédiaires financiers auprès de la Banque Nationale de Belgique pour couvrir les déficits de fin de journée	XVIII - 3 (1)
4. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4 (2)
4. Plafonds de réescompte des établissements de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4 (1)
6. a) Emission de certificats de trésorerie à trois mois	XVIII - 6a (1)
b) Emission de certificats de trésorerie à un, six et douze mois	XVIII - 6b (1)
7. Transactions sur le marché secondaire des titres dématérialisés enregistrés par le système de clearing de la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 7 (1)
8. Localisation des certificats de trésorerie dématérialisés	XVIII - 8 (1)

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

XIX. — Taux d'intérêt. (3)

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
1. Taux de la Banque Nationale de Belgique et de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 1 (3)
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
2. Taux de référence des certificats de trésorerie sur le marché monétaire	XIX - 2 (3)
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
3. Taux sur le marché interbancaire	XIX - 3 (3)
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
4. Taux d'intérêt débiteurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 4 (3)
5. Taux de dépôts en franc belge dans les banques	XIX - 5
5. Taux d'intérêt créditeurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 5 (3)
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 6
6. Taux de rendement à long terme des emprunts publics sur le marché secondaire	XIX - 6 (3)

(1) Depuis le numéro de juin.

(2) Devient XVIII-5 à partir du numéro de juin.

(3) Depuis le numéro de mai.

*Numéros
des tableaux*

7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles.	XIX - 7
7. Taux des dépôts en euro-devises à trois mois	XIX - 7 (1)
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8
8. Taux de rendement bruts à long terme sur le marché secondaire : comparaison internationale	XIX - 8 (1)

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
------------------------------	---------------

*Numéros
des graphiques*

Liste des graphiques.

Produit national brut calculé par l'analyse des dépenses.	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Courbes synthétiques	I - 4c.2
Courbes synthétiques de l'industrie de la construction.	I - 4c.2 (2)
Production industrielle.	IV - 1
Production industrielle des pays de la CEE	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée .	VI - 1
Prix à la consommation en Belgique	VII - 3a (3)
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

LEGISLATION ECONOMIQUE

1. Généralités.
2. Réglementation économique et financière.
3. Réglementation fiscale.
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics.
5. Réglementation sociale.
6. Relations économiques et financières extérieures.
7. Divers.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS ECONOMIQUES
ET FINANCIERES INTERESSANT LA BELGIQUE**

(1) Depuis le numéro de mai.

(2) A partir du numéro de mars.

(3) Supprimé à partir du numéro de mars.